PLAN LOCAL D'URBANISME



COMMUNE DE

MARTIGUES

06 PIÈCES ADMINISTRATIVES

HISTORIQUE DU PLU

- **Approbation par le Conseil Municipal :** *le 15 décembre 2017*
- **Mise à jour n°1 du PLU par arrêté du Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues :** *le 29 janvier 2019*
- **Mise à jour n°2 du PLU par arrêté du Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues :** *le 4 novembre 2020*
- **Annulation partielle par le Tribunal Administratif le 15 octobre 2020 prise en compte par délibération du Conseil de la Métropole :** *le 15 avril 2021*
- **Mise à jour n°3 du PLU par arrêté du Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues :** *le 29 octobre 2021*
- **Mise à jour n°4 du PLU par arrêté du Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues :** *le 12 mai 2022*
- **Modification n°1 approuvée par le Conseil de la Métropole :** *le 20 octobre 2022*
- **Modification n°2 approuvée par le Conseil de la Métropole :** *le 22 février 2024*
- **Modification simplifiée n°1 approuvée par le Conseil de la Métropole :** *le 27 février 2025*

LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

ville de Martigues

SOMMAIRE

PLU - Approbation du Plan Local d'Urbanisme, du Périmètre de Protection Modifié des monuments historiques (nouvelle appellation : périmètre délimité des abords), Evaluation environnementale - Délibération n° 10-324 du Conseil Municipal du 10 décembre 2010---------- 5

PLU – Espaces Boisés Classés - Avis favorable de la Commission de la Nature des Paysages et des Sites - Préfecture des Bouches du Rhône du 19 janvier 2010 ----------13

PLU – Approbation de la Modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme - Délibération n° 13-142 du Conseil Municipal du 3 mai 2013 ----------15

PLU – Déclaration d'Utilité Publique et Mise en compatibilité du PLU avec le projet routier de contournement de Martigues / Port-de-Bouc – Arrêté ministériel du 1er février 2017----------22

PLU – Approbation de la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme - Délibération n°17-034 du Conseil Municipal du 3 février 2017 ----------27

PLU – Prescription de la révision n° 1 du Plan Local d'Urbanisme – Délibération n° 16- 188 du Conseil Municipal du 1er juillet 2016 ----------32

PLU – Débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) - Délibération n° 17-087 du Conseil Municipal du 17 mars 2017----------42

PLH – Approbation du Programme Local de l'Habitat - Délibération n° 2010- 076 du Conseil Municipal du 24 Juin 2010 ----------51

PPRT – Plan de Prévention des Risques Technologiques de Lavéra - Arrêté de prescription du 1er août 2013 et Porter à Connaissance modifié le 8 mars 2018 ----------55

Assainissement – Délibération du Conseil Communautaire du Pays de Martigues du 25 septembre 2014 concernant l'élaboration d'un nouveau zonage d'assainissement ----------84

PLU – Bilan de la concertation publique et Arrêt du Projet de PLU – Délibération n° 17- 174 du 30 juin 2017 87

PLU – Approbation de la révision n°1 du P.L.U. et du zonage d'assainissement pluvial Délibération n° 17-370 du 15 décembre 2017 ----------97

PLU – Mise à jour n°1 des annexes du Plan Local d'urbanisme de la ville de Martigues - Arrêté n° 003-2019 du Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 29 janvier 2019 ---------- 106

PLU – Mise à jour n°2 des annexes du Plan Local d'urbanisme de la ville de Martigues - Arrêté n° 038-2020 du Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 4 novembre 2020 ---------- 109

Jugement n°1804870 du Tribunal Administratif de Marseille du 15 octobre 2020 ---------- 112

PLU de Martigues - Approbation du reclassement des secteurs Laurons et Bonnieu en zone naturelle et en zone F1 de la carte d'aléa feu de forêt, et de la suppression des Orientations d'Aménagement et de Programmation n° 6 "les Laurons" et n° 14 "secteur 1 Bonnieu" suite au jugement du Tribunal Administratif du 15 octobre 2020 – Délibération n°URBA 007-9858/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence du 15 avril 2021 ---------- 118

PLU - Mise à jour n°3 des annexes du Plan Local d'urbanisme de la ville de Martigues - Arrêté n° 030-2021 du Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 29 octobre 2021----------122

PLU - Mise à jour n°4 des annexes du Plan Local d'urbanisme de la ville de Martigues - Arrêté n° 002-2022 du Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 mai 2022----------125

PLU - Pièces administratives de la modification n°1 ----------128

PLU - Pièces administratives de la modification n°2----------192

PLU - Pièces administratives de la modification simplifiée n°1----------221

PLU - Approbation du Plan Local d'Urbanisme, du Périmètre de Protection Modifié des monuments historiques (nouvelle appellation : périmètre délimité des abords), Evaluation environnementale - Délibération n° 10-324 du Conseil Municipal du 10 décembre 2010

DÉPARTEMENT
DES BOUCHES-DU-RHONE

ARRONDISSEMENT
D'ISTRES

Visé en Sous-Préfecture, le
17 DEC. 2010

Ville de Martigues

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Convocation du 3 décembre 2010
Conseil Municipal : 43
Quorum : 22
Nombre de présents et représentés : 41
Affichage du Procès-verbal intégral en date du 17 décembre 2010

Séance du 10 décembre 2010

L'**an deux mille dix**, le **DIX** du mois de **DÉCEMBRE** à 17 h 45, le CONSEIL MUNICIPAL, dûment convoqué, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Gaby **CHARROUX**, **Maire**, Conseiller Général.

Délibération n° 10-324

URBANISME
APPROBATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME,
DU PERIMETRE DE PROTECTION MODIFIE DES MONUMENTS HISTORIQUES
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE - DOSSIER GENERAL
AVEC SERVITUDE D'UTILITE PUBLIQUE ET ANNEXES SANITAIRES

PRÉSENTS :

M. Gaby **CHARROUX,** Maire, M. Henri **CAMBESSEDES**, Mme Éliane **ISIDORE**, MM. Jean-Pierre **RÉGIS**, Jean **GONTERO**, Alain **SALDUCCI**, Mmes Annie **KINAS**, Sophie **DEGIOANNI**, Françoise **EYNAUD**, M. Florian **SALAZAR-MARTIN**, Mme Françoise **PERNIN**, M. Vincent **THÉRON,** Adjoints au Maire, M. Antonin **BREST**, Mme Josette **PERPINAN**, M. Christian **AGNEL**, Adjoints de Quartier, Mmes Maryse **VIRMES**, Marguerite **GOSSET**, MM. Gérald **LODOVICCI**, Alain **LOPEZ**, Mme Charlette **BENARD**, MM. François **ORILLARD**, Robert **OLIVE**, Patrick **CRAVERO**, Mmes Sandrine **FIGUIÉ**, Nadine **SAN NICOLAS**, M. Daniel **MONCHO**, Mmes Patricia **DUCROCQ**, Alice **MOUNÉ**, Nathalie **LEFEBVRE**, Jessica **SANCHEZ**, Christiane **VILLECOURT**, MM. Gabriel **GRANIER**, Vincent **CHEILLAN**, Mme Chantal **BEDOUCHA-MARCO**, M. Mathias **PÉTRICOUL**, Mme Sophie **SAVARY**, Conseillers Municipaux.

EXCUSÉS AVEC POUVOIR :

Mme Linda **BOUCHICHA**, Adjointe au Maire - Pouvoir donné à Mme LEFEBVRE
M. Roger **CAMOIN**, Conseiller Municipal - Pouvoir donné à Mme PERNIN
M. Jean-Marc **VILLANUEVA**, Conseiller Municipal - Pouvoir donné à M. GONTERO
Mme Sandrine **SCOGNAMIGLIO**, Conseillère Municipale - Pouvoir donné à M. ORILLARD
M. Jean **PATTI**, Conseiller Municipal - Pouvoir donné à Mme SAVARY

EXCUSÉS SANS POUVOIR :

M. Paul **LOMBARD,** Conseiller Municipal
M. Olivier **CANONGE**, Conseiller Municipal

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, **Madame Françoise PERNIN, Adjointe au Maire,** a été désignée pour remplir les fonctions de **secrétaire de séance**.

Adresser toute correspondance à : Monsieur le Maire de Martigues - B.P. 60101 - 13692 MARTIGUES cedex
Tél. : 04.42.44.33.33 - Télex : 441 364 - Télécopie : 04.42.42.10.50 - E-mail : le-maire@ville-martigues.fr

Par délibération n° 09-118 du 17 avril 2009, le Conseil Municipal a décidé la mise en révision des documents d'urbanisme couvrant le territoire de la Commune et l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme et ce conformément aux dispositions des lois n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (S.R.U.) et n° 2003-590 du 2 juillet 2003 dite loi Urbanisme et Habitat (U.H.) qui imposait la mise en place d'un nouvel instrument de planification urbaine dénommé "Plan Local d'Urbanisme".

Dans le cadre de la procédure d'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme, un débat, au sein du Conseil Municipal, fixant les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable, a eu lieu le 16 octobre 2009.

Par délibération n° 10-017 du 29 janvier 2010, le Conseil Municipal a, d'une part, tiré un bilan positif de la concertation publique et d'autre part, arrêté le projet de Plan Local d'Urbanisme et son Evaluation Environnementale.

Toutes les Personnes Publiques Associées à son élaboration ainsi que les Communes limitrophes, les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale directement intéressés et le Syndicat Mixte pour l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de l'Etang de Berre ont été consultés dans les conditions fixées à l'Article L. 123-9 du Code de l'Urbanisme et ont émis un avis favorable implicite ou explicite, parfois assortis de préconisations sur le projet de Plan Local d'Urbanisme.

Par deux courriers en date du 3 mai 2010, Monsieur le Préfet a émis d'une part un avis favorable sur l'Evaluation Environnementale et sur la prise en compte de l'Environnement dans ce projet de Plan Local d'Urbanisme et d'autre part, un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme tout en demandant la prise en compte des divers ajustements.

Parallèlement, le Conseil Municipal par délibération n° 10-016 en date du 29 janvier 2010, a donné un avis favorable à la proposition de modification des Périmètres de Protection autour des Monuments Historiques formulée par l'Etat, autour des 4 sites suivants :

. la Chapelle de l'Annonciade, classée Monument Historique le 21 mars 1990,
. l'Ecole de Ferrières, inscrite au titre des Monuments Historiques le 19 mars 2001,
. la Maison Maurras, inscrite au titre des Monuments Historiques le 2 septembre 1975,
. l'Eglise Sainte Madeleine de l'Ile, Monument Historique classé le 23 janvier 1947.

*L'enquête publique conjointe, prescrite par Arrêté n° 794.2010 du 13 septembre 2010, relative à la révision du Plan d'Occupation des Sols, à l'**élaboration du Plan Local d'Urbanisme**, et à la modification du **Périmètre de Protection Modifié des Monuments Historiques**, s'est déroulée du 4 octobre 2010 au 5 novembre 2010.*

Monsieur Bertrand FORTIN, Commissaire Enquêteur désigné par une Ordonnance n° E10000095 du Tribunal Administratif en date du 3 août 2010, a exprimé un avis favorable sur la modification du Périmètre de Protection Modifié des Monuments Historiques, sachant qu'aucune observation n'a été mentionnée sur le registre d'enquête.

En ce qui concerne le projet de P.L.U., ledit Commissaire Enquêteur a émis un avis favorable assorti de "suggestions et recommandations" eu égard aux observations mentionnées dans le registre d'enquête.

I - Conclusions et avis de Monsieur le Commissaire Enquêteur concernant le projet de P.L.U.

Le Commissaire Enquêteur a également émis un avis favorable à certaines demandes de particuliers.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de donner une suite favorable à certaines demandes entraînant une légère modification du trait de zonage (Rue René CLAIR, Quartier des Rayettes et Rue Jean WIERNER, Quartier des Espérelles), ainsi qu'une mise à jour des Schémas d'Aménagement de la "Route Blanche" et de Saint-Pierre (prise en compte des études en cours et des formes urbaines).

De même, l'emplacement réservé n° 400 (aménagement d'un Parc des Sports, Chemin du Stade de La Couronne) est partiellement modifié au droit de la parcelle CT 106 au profit d'une simple servitude de réseau public.

Toutefois, il est proposé de ne pas faire suite à une demande de particulier ayant reçu un avis favorable du Commissaire Enquêteur dans la mesure où toute extension de la Zone Urbaine au Sud de la parcelle concernée empièterait sur la zone d'effondrement des carrières (Quartier de Saint-Pierre).

Les propositions du Commissaire Enquêteur qui ont été retenues, l'ont été dans la mesure où celles-ci n'étaient pas de nature à porter atteinte à l'économie générale du projet de Plan Local d'Urbanisme et visaient principalement à améliorer la lisibilité du document.

1- Suggestions de Monsieur le Commissaire Enquêteur

- *Lotissement Quartier de Jonquières zone UA. Monsieur le Commissaire Enquêteur demande que la totalité du lotissement intègre la zone UC. Il est proposé au Conseil Municipal de ne pas suivre cette suggestion. En effet, le zonage en UA participe à la création de conditions de renouvellement urbain conformes à la loi Solidarité Renouvellement Urbain (S.R.U) et à une nouvelle forme urbaine répondant à une forte demande de logements dans le centre urbain et à proximité des équipements et services.*

- *Secteur de La Couronne (Quartier du Sémaphore). Monsieur le Commissaire Enquêteur suggère de reconsidérer le tracé de la zone UC et de le "déplacer vers le sud". Il est proposé au Conseil Municipal de ne pas donner suite à cette suggestion. La délimitation de la zone UC a été étudiée en fonction de la topographie du terrain.*

2- Recommandations de Monsieur le Commissaire Enquêteur

- *Société TOTAL PETROCHEMICALS : Cette recommandation a déjà été prise en compte puisque les canalisations visées dans le courrier reçu le 20 octobre 2010 sont déjà répertoriées au Règlement (04.a - Dispositions générales) et dans les plans annexes de servitudes d'utilité publique.*

• *Courrier de Monsieur le Préfet du 15 octobre 2010 et courrier de l'Agence Régionale de Santé du 25 octobre 2010 :*

- *Dans le cadre de la prise en compte des risques naturels prévisibles, liés au phénomène de "retrait gonflement des argiles", des dispositions particulières intègrent les dispositions générales du Règlement et les Annexes Administratives.*
- *Dans le cadre de la prise en compte de l'aspect sanitaire explicité dans le Rapport de Présentation et dans les Annexes Sanitaires, les divers plans d'aptitude des sols, de délimitation des zones d'assainissement et de réseaux avec le zonage sont joints aux Annexes Sanitaires. Différentes dispositions règlementaires rendent obligatoires, conformément au souhait de l'A.R.S., le raccordement au réseau d'eau potable de tout projet de construction et il en est de même pour le raccordement au réseau d'assainissement collectif des constructions en zones 1AUc, UAb La Couronne Vieille, 1AUe Pointe de Monsieur Laurent.*
- *Le plan dénommé "Zone d'Assainissement collectif et non collectif" (pièces annexes 05c1 Annexes sanitaires) maintient en zone d'assainissement non collectif, certains secteurs conformément à la carte d'aptitude des sols définie par le Bureau d'Etudes "Horizon" (Délibération du 05 mai 2000).*

II - Avis de Monsieur le Préfet et des Personnes Publiques Associées

Le projet arrêté a reçu globalement un avis favorable de Monsieur le Préfet et des Personnes Publiques Associées. Toutefois, des modifications mineures et des ajustements ont été effectués pour tenir compte de leurs observations.

1 - Avis de Monsieur le Préfet concernant l'Evaluation Environnementale et le Projet de P.L.U.

- *La Ville de Martigues a pris en compte les diverses demandes de mises à jour et de précisions relatives au Rapport de Présentation, (zonage Littoral, Naturel, Prise en compte de la Loi Handicap pour l'aménagement et la construction,...)*
- *Le résumé non technique de l'évaluation environnementale, reprend, sous forme d'un document de synthèse exhaustif, les différentes composantes de l'étude générale du territoire.*
- *Au titre de la prise en compte de l'environnement et des enjeux potentiels environnementaux, les zones d'aménagement 2AUc de Saint-Macaire et 1AUe d'Ecopolis, intègrent la notion d'"Etude d'Impact" préalable à tout aménagement ou construction.*
- *Dans le cadre de la prise en compte des risques technologiques (P.P.R.T.) et de la Directive SEVESO, les droits à bâtir pour les constructions existantes sont mieux encadrées dans les secteurs concernés des zones UC (SHON 180 m² existant compris).*
- *Une extension de la zone naturelle protégée (Np) sur la zone N au Nord de la zone UT de Sainte-Croix prend en compte les connaissances écologiques du site évoqué par le Conseil National de Protection de la Nature (Arrêté préfectoral du 04 février 2010, avis C.N.P.N. projet de Thalassothérapie-Hôtellerie).*
- *Diverses améliorations ont été apportées à la représentation graphique des traits de servitudes (risques, accessibilité littorale, continuité de la servitude littorale EL9, de zone de bruit), à des légendes de photos du Rapport de Présentation, et au texte par la mise à jour d'adressage des gestionnaires de servitudes (R.T.E., S.D.A.P.).*

- *Dans le cadre de la prise en compte du potentiel de développement des activités de la zone agricole, le règlement préserve la spécificité de l'usage des sols. L'encadrement des droits à bâtir prend en compte une extension plus mesurée des équipements publics ou des constructions existantes non nécessaires à l'exploitation agricole : emprise au sol de 180 m² en zone A et 150 m² en As avec un coefficient d'extension de 30 % de l'existant et 180 m² de SHON maximale.*
- *Des précisions sont apportées au Rapport de Présentation Tome 3 et aux pièces écrites du Règlement conformément à l'article L. 111-1.4 du Code de l'Urbanisme concernant les marges de recul des constructions, par rapport aux voies rapides et de grande circulation.*
- *Suite à la demande du Préfet, la superficie du terrain d'assiette pour les projets de construction en zone AU a été réduite afin de promouvoir des opérations de construction mesurée au regard d'une consommation économe de l'espace (la superficie des terrains d'assiette des secteurs de Saint-Jean, Pouane Nord, Saint-Lazare, Les Laurons, Les Bastides, Carro, Les Arqueïrons, est fixée à 0,8 hectare).*
- *Le "Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône Méditerranée" daté du 16 avril 2010 reçu le 28 avril 2010, intègre, dans son principe, le Tome 3 du Rapport de Présentation.*

1-1 Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine

Suite à la demande du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine, il est prévu une réduction de la zone 1UAp au droit des rives de Jonquières pour prendre en compte la visibilité du site inscrit (S.D.A.P.), précisions apportées dans le rapport de présentation et le Règlement de la zone UC du secteur urbain de Ferrières Est pour y privilégier des aménagements et équipements de qualité intégrant la particularité d'un espace en presqu'île et son "rôle d'équipement phare".

De même, dans le cadre de la prise en compte du patrimoine architectural et du paysage, le Tome 3 du Rapport de Présentation est abondé des fiches et plans justifiant des Périmètres de Protection des Monuments Historiques du centre ancien.

2- Avis des Personnes Publiques Associées

- *A la demande de la Société Réseau de Transport d'Electricité (R.T.E.), des précisions ont été apportées à différentes pièces écrites concernant des dispositions particulières pour les constructions, installations, équipements publics ou d'intérêt collectif (dispositions générales G-1.4.6 du 04.Règlement, articles 5 à 14 non réglementés excepté en secteur Nl),*
- *A la demande du Syndicat des Propriétaires Forestiers Sylviculteurs des Bouches-du-Rhône, le document d'urbanisme rappelle les conditions règlementaires et législatives de mise en œuvre de débroussaillement par chaque propriétaire autour de sa construction.*

Ceci exposé,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants,

Vu le Code du Patrimoine et notamment l'article L. 621-30-1,

Vu la délibération n° 00-169 du Conseil Municipal du 5 mai 2000 approuvant la délimitation des zones d'assainissement collectif et non collectif du Plan d'Occupation des Sols,

Vu les Annexes Sanitaires concernant les plans de délimitation des zones d'assainissement collectif et non collectif,

Vu la délibération n° 09-118 du Conseil Municipal du 17 avril 2009 prescrivant la révision générale du Plan d'Occupation des Sols de la Commune et sa mise en forme de Plan Local d'Urbanisme et fixant les modalités de la concertation publique,

Vu la délibération n° 09-271 du Conseil Municipal du 16 octobre 2009 exposant au sein de Conseil Municipal les orientations générales retenues du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (P.A.D.D.),

Vu la délibération n° 10-016 du Conseil Municipal du 29 janvier 2010, approuvant la proposition formulée par l'Architecte des Bâtiments de France en date du 22 octobre 2009 visant à instituer un "périmètre de protection modifié",

Vu la délibération n° 10-017 du Conseil Municipal du 29 janvier 2010 approuvant le bilan de la concertation publique et l'arrêt du projet du Plan Local d'Urbanisme et l'Evaluation Environnementale,

Vu la délibération n° 2010-276 du 24 juin 2010 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, approuvant le Programme Local d'Habitat Intercommunal de la C.A.P.M.,

Vu l'Arrêté Municipal n° 794.2000 du 13 septembre 2010 portant ouverture d'une enquête publique conjointe du 4 octobre 2010 au 5 novembre 2010 relative à la révision du Plan d'Occupation des Sols, à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme, et à la Modification du Périmètre de Protection autour des Monuments Historiques,

Vu l'avis favorable de la Commission Départementale de la Nature des Paysages et des Sites concernant les Espaces Boisés Classés du territoire communal,

Vu les avis des Personnes Publiques Associées au titre de l'article L. 123-9 du Code de l'Urbanisme,

Vu les avis de Monsieur le Préfet en date du 3 mai 2010 relatif à l'Evaluation Environnementale et au Projet de Plan Local d'Urbanisme,

Vu l'examen du dossier en Commission Municipale de l'Urbanisme en date du 25 novembre 2010,

Vu l'examen du dossier en Commission Municipale "Administration Générale et Finances" en date du 1er décembre 2010,

Vu le projet de Modification du Périmètre de Protection autour des Monuments Historiques,

Vu le projet de Plan Local d'Urbanisme qui comprend l'Evaluation Environnementale, le Rapport de Présentation, le Règlement et ses Annexes,

Vu les avis favorables de Monsieur le Commissaire Enquêteur en date du 2 décembre 2010 relatif à l'enquête publique conjointe relative à la révision du Plan d'Occupation des Sols, à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme, et à la Modification du Périmètre de Protection autour des Monuments Historiques,

Vu le rapport et les conclusions du Commissaire Enquêteur en date du 2 décembre 2010,

Considérant que le résultat de l'enquête publique justifie des ajustements du Plan Local d'Urbanisme,

Le Conseil Municipal est donc invité :

- A approuver la Modification du Périmètre de Protection Modifié autour des Monuments Historiques du centre historique de la Ville, conformément à l'Article L. 621-30-1 du Code du Patrimoine.

- A approuver le Plan Local d'Urbanisme et ses annexes.

Conformément aux articles R. 123-24 et R. 123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois et d'une mention dans un journal (ainsi que d'une publication au Recueil des Actes Administratifs mentionnée à l'article R. 2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Conformément à l'article L. 123-10 du Code de l'Urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public, à l'Hôtel de Ville de Martigues auprès de la Direction de l'Urbanisme.

La présente délibération sera exécutoire dans les conditions de l'article L. 123-12 du Code de l'Urbanisme.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, **LE CONSEIL MUNICIPAL ADOPTE A L'UNANIMITÉ** LE RAPPORT QUI PRÉCÈDE.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire
Conseiller Général

MAIRIE DE MARTIGUES (Bouches-du-Rhône)

Gaby CHARROUX

PLU – Espaces Boisés Classés - Avis favorable de la Commission de la Nature des Paysages et des Sites - Préfecture des Bouches du Rhône du 19 janvier 2010

Pour éxécution DU
Envoi systématique LE MAIRE
Copies -

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFECTURE DES BOUCHES DU RHONE

MAIRIE DE MARTIGUES
29.01.10 006212
COURRIER - ARRIVEE

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
Bureau du Développement durable
Et de l'Urbanisme

Dossier suivi par : Mme MARY
☎ : 04 91 15 64 07

Marseille, le 19 JAN. 2010

Sous-Préfecture d'ISTRES
27 JAN. 2010
COURRIER ARRIVÉ

LE PREFET DE LA REGION PROVENCE ALPES, COTE D'AZUR PREFET DES BOUCHES DU RHONE

à

Monsieur le Maire de Martigues
S/C de Monsieur le Sous-Préfet d'Istres

OBJET : Classement en espaces boisés des parcs et ensembles boisés les plus significatifs de la commune

REFER : Vos courriers des 12 novembre et 2 décembre 2009
Commission de la nature, des paysages et des sites : séance du mardi 15 décembre 2009

La commission départementale de la nature, des paysages et des sites, saisie au titre de l'article L 146-6 du code de l'urbanisme, a donné, sur proposition du directeur départemental de l'équipement, un avis favorable au projet visé en objet, présenté dans le cadre de la mise en révision des documents d'urbanisme.

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Jean-Paul CELET

15/01/10 Boulevard Paul Peytral – 13282 – Marseille Cedex 20

PLU – Approbation de la Modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme - Délibération n° 13-142 du Conseil Municipal du 3 mai 2013

DÉPARTEMENT

DES BOUCHES-DU-RHONE

ARRONDISSEMENT

D'ISTRES

Convocation du 19 avril 2013

Conseil Municipal : 43

Quorum : 22

Nombre de présents et représentés : 42

Affichage du Procès-verbal intégral en date du 16 mai 2013

Ville de Martigues

EXTRAIT

DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 3 MAI 2013

L'**AN DEUX MILLE TREIZE**, le **TROIS** du mois de **MAI** à 17 h 45, le CONSEIL MUNICIPAL, dûment convoqué, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Gaby **CHARROUX**, **Député-Maire**.

N° 13-142

URBANISME
APPROBATION DE LA MODIFICATION N° 1
DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA VILLE DE MARTIGUES

PRÉSENTS :

M. Gaby **CHARROUX,** Député-Maire, M. Henri **CAMBESSEDES**, Mme Éliane **ISIDORE**, MM. Jean **GONTERO**, Alain **SALDUCCI**, Mmes Annie **KINAS**, Françoise **EYNAUD**, M. Florian **SALAZAR-MARTIN**, Mmes Linda **BOUCHICHA**, Françoise **PERNIN**, M. Vincent **THÉRON,** Adjoints au Maire, M. Antonin **BREST**, Mme Josette **PERPINAN**, Adjoints de Quartier, Mmes Maryse **VIRMES**, Marguerite **GOSSET**, MM. Roger **CAMOIN**, Gérald **LODOVICCI**, Alain **LOPEZ**, Robert **OLIVE**, Patrick **CRAVERO**, Mme Nadine **SAN NICOLAS**, M. Daniel **MONCHO**, Mmes Patricia **DUCROCQ**, Sandrine **SCOGNAMIGLIO**, Alice **MOUNÉ**, Nathalie **LEFEBVRE**, Jessica **SANCHEZ**, Christiane **VILLECOURT**, Chantal **BEDOUCHA**, M. Jean **PATTI**, Mme Sophie **SAVARY**, M. Gérard **ETIENNE**, Conseillers Municipaux.

EXCUSÉS AVEC POUVOIR :

M. Jean-Pierre **RÉGIS**, Adjoint au Maire - Pouvoir donné à M. SALDUCCI
Mme Sophie **DEGIOANNI**, Adjointe au Maire - Pouvoir donné à M. OLIVE
M. Christian **AGNEL**, Adjoint de Quartier - Pouvoir donné à M. BREST
Mme Charlette **BENARD**, Conseillère Municipale - Pouvoir donné à Mme VIRMES
M. François **ORILLARD**, Conseiller Municipal - Pouvoir donné à Mme LEFEBVRE
Mme Sandrine **FIGUIÉ**, Conseillère Municipale - Pouvoir donné à Mme PERPINAN
M. Jean-Marc **VILLANUEVA**, Conseiller Municipal - Pouvoir donné à M. LODOVICCI
M. Gabriel **GRANIER**, Conseiller Municipal - Pouvoir donné à M. CAMBESSEDES
M. Vincent **CHEILLAN**, Conseiller Municipal - Pouvoir donné à M. GONTERO
M. Mathias **PÉTRICOUL**, Conseiller Municipal - Pouvoir donné à Mme BEDOUCHA

ABSENT :

M. Paul **LOMBARD,** Conseiller Municipal

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, **Madame Maryse VIRMES, Conseillère Municipale,** a été désignée pour remplir les fonctions de **secrétaire de séance**.

Adresser toute correspondance à : Monsieur le Maire de Martigues - BP 60101 - 13692 MARTIGUES cedex
Tél : 04 42 44 33 33 - Télex : 441 364 - Télécopie : 04 42 42 10 50 - E-mail : le-maire@ville-martigues.fr

Le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Martigues a été approuvé par délibération n° 10-324 du Conseil Municipal en date du 10 décembre 2010. Aujourd'hui, il est apparu nécessaire pour la Ville de s'engager dans une procédure de modification afin d'apporter quelques évolutions à ce document :

1 - une amélioration de la forme urbaine des zones urbaines UA ;

2 - la mise en conformité avec le jugement du Tribunal Administratif de Marseille en date du 6 juillet 2012 ;

3 - le renforcement de l'objectif de mixité sociale lors de la réalisation d'opérations de logements (25 %) ;

4 - la mise en conformité par rapport aux évolutions législatives, et notamment, la réforme du Code de l'Urbanisme ;

5 - l'engagement dans cette procédure de modification constitue également une opportunité pour apporter divers ajustements et compléments au règlement (précisions, adaptations), ainsi que de rectifier des erreurs matérielles négligeables, afin de faciliter l'instruction des demandes d'occupation et d'utilisation des sols ;

6 - enfin, cette procédure de modification permet de mettre à jour les études et données notifiées dans les dispositions générales du règlement du PLU, et intègre les Portés à connaissances "Pipes" fournis par l'Etat.

Ces modifications ne changent pas les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables, ne réduisent pas un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, et ne réduisent pas une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance (article L.123-13 du Code de l'Urbanisme).

De plus, selon l'article L.123-13-1 du Code de l'Urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme fait l'objet d'une procédure de modification lorsque la commune envisage de modifier le règlement ou les orientations d'aménagement et de programmation.

Ainsi, conformément aux articles L.123-13 et L.123-13-1 du Code de l'Urbanisme, la commune de Martigues peut donc faire évoluer son Plan Local d'Urbanisme par une procédure de modification (articles L.123-13 et L.123-13-1 du Code de l'Urbanisme) dans la mesure où la présente modification ne concerne que des points règlementaires.

Les pièces constitutives du dossier de Plan Local d'Urbanisme concernées par cette modification sont :

- le rapport de présentation (Pièces n° 01- Rapport de présentation : Tome 1- Diagnostic page 117 et Tome 3- Choix d'aménagement et de développement page 127),

- le règlement (Pièce n° 04.A- Règlement. Partie écrite du règlement d'urbanisme),

- les pièces administratives (Pièce n° 06- Pièces administratives).

Par Arrêté Municipal n° 05.2013 en date du 7 janvier 2013, Monsieur le Maire de Martigues a défini les modalités de mise à l'enquête publique du projet de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme ainsi que les mesures de publicité.

Un dossier a été notifié aux personnes publiques visées à l'article L.123-13-1 du code de l'urbanisme avant l'ouverture de l'enquête publique.

L'enquête publique s'est déroulée du lundi 28 janvier 2013 au mercredi 27 février 2013 inclus sous la conduite de Madame Catherine BONNARD-PUECH, Ingénieur, Urbanisme, Environnement et Paysage, Commissaire Enquêteur, désigné par Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Marseille (décision n° E12000202/13 en date du 13 décembre 2012). Elle a permis de recueillir 19 observations.

Aucune de ces observations, formulées par les administrés, ne remet en cause les points directement concernés par la modification n° 1 dont il s'agit.

Dans les 8 jours suivant la clôture de l'enquête publique, Madame le Commissaire Enquêteur a rédigé un procès-verbal de synthèse reçu en mairie le 7 mars 2013, résumant le déroulement de l'enquête et listant quelques points sur lesquels elle sollicitait l'avis de la Ville ou des éclaircissements sur la portée règlementaire de certaines dispositions de la modification. Aucune requête des administrés ne remet en cause les points directement concernés par la modification n° 1. La Ville de Martigues a répondu à ses interrogations formulées dans le procès-verbal de synthèse le 15 mars 2013. Le 3 mars 2013, Madame le Commissaire Enquêteur a demandé un délai supplémentaire afin de remettre son rapport d'enquête publique qui a été transmis le 5 avril 2013 à la Ville de Martigues.

En l'absence d'opposition manifestée au cours de l'enquête, Madame le Commissaire Enquêteur, a exprimé sur le projet de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme, un avis favorable sous réserve de la suppression de deux dispositions ("pas de modification de la protection de la pinède de l'Hôpital, pas de suppression de toute limite de hauteur en zone UAp"), et de la modification d'une disposition ("limite de 200 m² pour les extensions de l'existant en zone 1AUc en l'absence d'assainissement collectif").

Les autres observations détaillées dans le rapport d'enquête relèvent de recommandations.

Ainsi, conformément à la demande de Madame le Commissaire Enquêteur, ***les trois réserves sont levées :***

1 - La modification de la réglementation concernant la Pinède de l'hôpital VB.10 identifiée au niveau du PLU au titre de l'article L.123-1-5 7° du Code de l'Urbanisme (Protection des éléments du paysage et des immeubles) est supprimée et la rédaction du texte d'origine demeure applicable.

2 - Il n'est pas introduit de règlement de hauteur des constructions particulier concernant les zones UAp, dans la mesure où ce secteur est déjà règlementé par les dispositions générales de l'article 10.

3 - Article 1AUc-14.6 - Surface de plancher et / ou coefficient d'occupation des sols :
Concernant l'extension des constructions existantes non raccordées à l'assainissement collectif, le plafond fixé est ramené de 250 m² à 200 m² de surface de plancher, afin d'uniformiser la règlementation des zones d'extension des quartiers d'habitat (1AUc) avec les zones d'habitat résidentiel (UC).

Il est important de rappeler que l'ensemble des observations de Madame le Commissaire Enquêteur sont issues de ses interrogations propres et non des remarques ou requêtes des administrés.

Une observation de Madame le Commissaire Enquêteur n'a pas été prise en compte car elle n'est pas fondée. Elle concerne la référence aux dispositions générales G-4.10.8 concernant le stationnement des deux roues, mais également des véhicules dans les zones UA. La référence à l'article G-4.10.8 des dispositions générales est pourtant bien rappelée au niveau de l'article UA-12.1.2.

Les autres observations sont prises en compte, et le projet de modification n° 1 du PLU, soumis à l'enquête publique, doit être par conséquent modifié sur les points suivants de la partie écrite du règlement d'urbanisme .

- Concernant les cessions de terrain en emplacement réservé, mise à jour du règlement suite à la suppression de l'article L 332-6-1 du code de l'urbanisme, mentionné au niveau de l'article UC 14.2 du règlement.

- Article UA-6.2 - Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques :
Des précisions sont apportées au niveau des termes utilisés. Il faut comprendre que dans le cas de façade sur voie supérieure à 20 mètres, l'implantation en retrait de l'alignement devient obligatoire et non pas possible.
De plus, le terme employé "article précédent" peut être remplacé par le terme "alinéa précédent" pour une meilleure compréhension.

- Article UA-7.1 - Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives :
L'article 7 concernant l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives proposé à la modification n'est pas retenu et sa rédaction antérieure, suffisamment explicite, demeure applicable.

- Article UA-10.1.1 - Hauteur des constructions :
La hauteur maximale à l'égout des toits des constructions nouvelles est limitée à 12 mètres dans la limite de 70 % de l'emprise au sol des bâtiments, et cette hauteur maximale est limitée à 9 mètres au-delà des 70 % d'emprise au sol, à savoir pour les 30 % restants. Modification de rédaction pour une lecture plus précise des "30 % restants".

- Article UC-5.2 - Caractéristique des terrains :
L'article UC-5.2 est supprimé (superficie minimale des terrains pour pouvoir construire sur une parcelle non desservie par l'assainissement collectif), afin d'avoir une cohérence avec la suppression de l'article UC-4.2.4 suite au jugement du Tribunal Administratif, qui interdit les constructions nouvelles non raccordées au réseau d'assainissement collectif.

- Article UC-14.1 - Surface de plancher et / ou coefficient d'occupation des sols :
L'article 4 s'oppose à la construction en l'absence de réseau d'assainissement collectif mais le règlement autorise tout de même les extensions des constructions existantes à hauteur de 200 m² de surface de plancher.
La modification du titre de cet article permet de rendre cohérent le règlement applicable aux constructions existantes avec la décision du Tribunal Administratif de Marseille en date du 6 juillet 2012.

- Article UA-11.3 - Aspect extérieur des constructions-Aménagement des abords :
Une dérogation est désormais possible concernant la pente des toitures pour des projets d'architecture contemporaine utilisant des matériaux modernes de grande qualité dans les zones UA. Afin d'utiliser des termes ne portant pas à interprétation, il est indiqué qu'il pourra être utilisé des matériaux modernes de nature à être économe en énergie pour des projets d'architecture contemporaine.

- Articles 8 - Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété :
La rédaction des articles 8 (UA-8.3, UB-8.3, UC-8.3, UT-8.3, 1AUc-8.3, 1AUe-8.3, 2AUc-8.3, N-8.3) est modifiée pour répondre à un souci de compréhension du texte. Le terme retenu est celui de logement et cette disposition ne s'applique pas aux constructions annexes au logement.

- Article UT-2.2.2 - Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières :
Concernant les extensions des constructions en zone UTa et conformément aux précisions définies dans les dispositions générales du règlement du PLU (G-4.11- Glossaire et définitions des termes utilisés - Existant(e) (bâtiment ou construction)), la précision apportée par les termes "sous réserve que ces constructions soient régulièrement édifiées" est supprimée.

Entendu le rapport et les conclusions de Madame le Commissaire Enquêteur en date du 5 avril 2013,

Considérant que les résultats de l'enquête publique justifient la prise en compte par le Conseil Municipal des modifications susmentionnées à apporter au dossier de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme,

Considérant qu'ainsi établi, le dossier de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme n'est pas de nature à modifier l'évaluation environnementale du PLU approuvé le 10 décembre 2010, qu'il n'est pas susceptible de remettre en cause l'économie générale du PLU approuvé le 10 décembre 2010 et qu'il peut être approuvé en l'état, conformément à l'article L.123-13-1 du Code de l'Urbanisme.

Ceci exposé,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.123-13-1,

Vu la délibération n° 10-324 du Conseil Municipal en date du 10 décembre 2010 portant approbation du Plan Local d'Urbanisme,

Vu l'arrêté municipal n° 05.2013 en date du 7 janvier 2013 soumettant à enquête publique le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme,

Vu l'avis favorable sous réserve de Madame le Commissaire Enquêteur en date du 5 avril 2013,

Considérant l'examen du dossier par la Commission "Urbanisme" en date du 11 avril 2013,

Considérant l'examen du dossier par la Commission "Administration Générale et Finances" en date du 17 avril 2013,

Le Conseil Municipal :

- ***DECIDE d'approuver la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme telle qu'elle est annexée à la présente.***

- ***DIT QUE la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie et dans les Mairies Annexes durant un mois, et d'une mention dans un journal diffusé dans le département conformément aux articles R.123-24 et R.123-25 du Code de l'Urbanisme.***

- ***DIT QUE la présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,***

- ***DIT QUE le Plan Local d'Urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public à la Direction de l'Urbanisme de la Ville de Martigues, aux jours et heures habituels d'ouverture,***

- DIT QUE la présente délibération sera exécutoire :

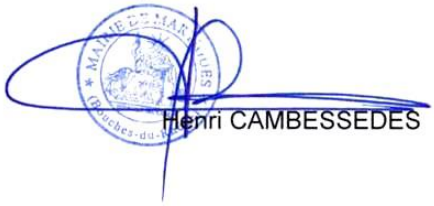
. dans les conditions de l'article L.123-12 du Code de l'Urbanisme, sous un délai d'un mois suivant sa transmission au préfet si celui-ci n'a notifié entre temps aucune modification à apporter au Plan Local d'Urbanisme ou dans le cas contraire à dater de la publication et transmission au Préfet de la délibération approuvant les modifications demandées ;

. conformément à l'article R.123-25 du Code de l'Urbanisme, dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, **LE CONSEIL MUNICIPAL ADOPTE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS** LE RAPPORT QUI PRÉCÈDE.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Premier Adjoint
Délégué à l'Administration Générale,



Henri CAMBESSEDES

PLU – Déclaration d'Utilité Publique et Mise en compatibilité du PLU avec le projet routier de contournement de Martigues / Port-de-Bouc – Arrêté ministériel du 1er février 2017

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, en charge des relations internationales sur le climat

ARRÊTÉ du - 1 FEV. 2017

Déclarant d'utilité publique les travaux de construction et d'aménagement de la RN 568 à 2x2 voies entre l'autoroute A 55 à Martigues et la RN 568 à l'est de Fos sur Mer, emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme sur les communes de Martigues, Port-de-Bouc et Fos-sur-Mer, dans le département des Bouches-du-Rhône, et classant au statut de route express cet aménagement.

NOR : DEVT1700134A

La ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat, la ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité et le secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, L. 122-3, L. 123-1 à L. 123-19, R. 122-1 à R. 122-15, R. 123-1 à R. 123-27 ;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L. 1, L. 110-1, L. 121-1, L. 121-2, L. 121-4, L. 122-1 à L. 122-3, L. 122-5, R. 111-1, R. 111-5, R. 112-4, R. 112-6 et R. 121-1 ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 1112-2 et R. 1211-3 ;

Vu le code de la route, notamment son article R. 432-7 ;

Vu le code rural et de la pêche, notamment ses articles L. 112-3, L. 123-24 à L. 123-26, L. 352-1, R. 123-30 à R. 123-38 et R. 352-1 à R. 352-14 ;

Vu le code des transports, notamment ses articles L. 1511-1 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1, L. 104-2, L. 104-3, L. 153-54, L. 103-2, R. 153-14, R. 153-20, R. 153-21 et R. 103-1 ;

Vu le code de la voirie routière, notamment ses articles L. 123-1, L. 151-1 à L. 151-5 et R. 151-1 à R. 151-4 ;

Vu la décision du président du tribunal administratif de Marseille du 6 novembre 2015 désignant les membres de la commission d'enquête ;

Vu l'arrêté préfectoral du préfet des Bouches-du-Rhône du 17 décembre 2015 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du

contournement routier de Martigues / Port-de-Bouc, à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme sur les communes de Martigues, Port-de-Bouc et Fos-sur-Mer, et au classement au statut de route express du contournement ;

Vu l'avis d'enquête publique, affiché en mairie, sur le terrain, et publié le 29 décembre 2015 d'une part, le 26 janvier 2016 d'autre part, dans les journaux La Provence et La Marseillaise ;

Vu l'arrêté préfectoral du préfet des Bouches-du-Rhône du 16 février 2016 prolongeant la durée de l'enquête publique ;

Vu l'avis de prolongation d'enquête publique affiché en mairie, sur le terrain, et publié le 19 février 2016 dans les journaux La Provence et La Marseillaise ;

Vu le bilan de la concertation publique menée au titre de l'article L. 300-2 du code de l'urbanisme en date du 3 octobre 2012 ;

Vu l'avis du directeur régional des finances publiques en date du 7 juillet 2015 ;

Vu l'avis rendu par le Conseil Général de l'Environnement et du Développement durable en date du 21 octobre 2015, en qualité d'autorité environnementale ;

Vu le plan d'occupation des sols de la commune de Fos-sur-Mer dans le département des Bouches-du-Rhône ;

Vu le plan local d'urbanisme de la commune de Martigues dans le département des Bouches-du-Rhône ;

Vu le plan local d'urbanisme de la commune de Port-de-Bouc dans le département des Bouches-du-Rhône ;

Vu le procès verbal de la réunion d'examen conjoint tenue le 27 novembre 2015 et portant sur la mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes de Martigues, Port-de-Bouc et Fos-sur-Mer ;

Vu la délibération émise par le conseil municipal de Fos-sur-Mer le 15 juin 2016 sur la mise en compatibilité de son plan d'occupation des sols ;

Vu la délibération émise par le conseil municipal de Martigues le 1er juillet 2016 sur la mise en compatibilité de son plan local d'urbanisme ;

Vu la délibération émise par le conseil municipal de Port-de-Bouc le 30 septembre 2016 sur la mise en compatibilité de son plan local d'urbanisme ;

Vu les pièces du dossier de l'enquête publique à laquelle il a été procédé du 20 janvier 2016 au 8 mars 2016, ainsi que le rapport et les conclusions de la commission d'enquête en date du 18 avril 2016 ;

Arrêtent :

Article 1er

Sont déclarés d'utilité publique les travaux de construction et d'aménagement de la RN 568 à 2 x 2 voies entre l'autoroute A 55 à Martigues et la RN 568 à l'est de Fos-sur-Mer dans le département des Bouches-du-Rhône, sur une longueur d'environ 6,9 kilomètres ainsi que les travaux d'aménagement d'une section déjà existante de l'A55, d'une longueur de 1,1 kilomètre, englobant l'échangeur de Martigues Nord, et les travaux sur la zone de raccordement à l'autoroute A55 d'une longueur de 0,3 kilomètre, conformément au plan

général des travaux figurant à l'annexe 1[1] du présent arrêté. Conformément au 3° de l'article L. 122-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, le document joint en annexe 2[1] du présent arrêté expose les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique du projet.

Article 2

Les expropriations nécessaires à l'exécution des travaux devront être réalisées dans un délai de cinq ans à compter de la publication du présent arrêté.

Article 3

Le maître d'ouvrage sera tenu de remédier aux dommages causés aux exploitations agricoles par l'exécution de ces travaux dans les conditions prévues par les articles L.123-24 à L.123-26, L.352-1, R.123-30 à R.123-38 et R.352-1 à R.352-14 du code rural et de la pêche maritime.

Article 4

Conformément aux dispositions de l'article R.122-14 du code de l'environnement dans sa rédaction applicable au présent arrêté, l'annexe 3[1] mentionne les mesures à la charge du maître d'ouvrage destinées à éviter, réduire et compenser les effets négatifs notables du projet sur l'environnement et la santé humaine et les modalités de suivi associées. Les études détaillées préciseront, le cas échéant, ces mesures avant le début des travaux.

Article 5

Le présent arrêté emporte mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes de Martigues, Port-de-Bouc et Fos-sur-Mer, situées dans le département des Bouches-du-Rhône, conformément aux plans et documents figurant à l'annexe 4[1] du présent arrêté. Il fera l'objet, en application de l'article R. 153-20 du code de l'urbanisme, des mesures de publicité et d'information édictées à l'article R. 153-21 du même code.

Article 6

A l'issue des travaux, le caractère de route express est attribué à la nouvelle section de la RN 568 comprise entre l'autoroute A 55 à Martigues et la RN 568 à l'est de Fos sur Mer. L'accès à la route express est interdit à la circulation :
1° des animaux ;
2° des piétons ;
3° des véhicules sans moteur ;
4° des véhicules à moteur non soumis à immatriculation ;
5° des cyclomoteurs ;
6° des tricycles à moteur dont la puissance n'excède pas 15 kilowatts et dont le poids à vide n'excède pas 550 kilogrammes ;
7° des quadricycles à moteur ;
8° des tracteurs et matériels agricoles et des matériels de travaux publics.

---

(1) Il peut en être pris connaissance auprès de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Provence Alpes Côte d'Azur (PACA) (adresse physique : 36, boulevard des Dames 13003 MARSEILLE – adresse postale : 16, rue Antoine Zattara - CS 70248 - 13331 MARSEILLE CEDEX 3).

Article 7

Le directeur général des infrastructures, des transports et de la mer est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le - 1 FEV. 2017

La ministre de l'environnement, de l'énergie
et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat,

Ségolène ROYAL

La ministre du logement et de l'habitat durable,

Emmanuelle COSSE

Le secrétaire d'État chargé des transports,
de la mer et de la pêche

Alain VIDALIES

PLU – Approbation de la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme - Délibération n°17-034 du Conseil Municipal du 3 février 2017

DÉPARTEMENT
DES BOUCHES-DU-RHONE

ARRONDISSEMENT
D'ISTRES

Convocation du 27 janvier 2017
Effectif légal du Conseil Municipal : 43
Nombre de présents et représentés : 43
Quorum : 22
Affichage du Procès-verbal intégral
en date du 10 février 2017

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 3 FÉVRIER 2017

L'**AN DEUX MILLE DIX-SEPT**, le **TROIS** du mois de **FÉVRIER** à 17 h 45, le CONSEIL MUNICIPAL, dûment convoqué, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Gaby **CHARROUX**, **Député-Maire**.

N° 17-034

URBANISME
MODIFICATION SIMPLIFIEE N° 1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME
APPROUVE PAR DELIBERATION N° 10-324
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 10 DECEMBRE 2010
ET MODIFIE PAR DELIBERATION N° 13-142
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 3 MAI 2013
APPROBATION

PRÉSENTS :

M. Gaby **CHARROUX,** Député-Maire, M. Henri **CAMBESSEDES**, Mmes Sophie **DEGIOANNI**, Annie **KINAS**, MM. Alain **SALDUCCI**, Patrick **CRAVERO**, Roger **CAMOIN**, Mme Nathalie **LEFEBVRE**, M. Jean **PATTI**, Adjoints au Maire, Mmes Nadine **SAN NICOLAS**, Odile **TEYSSIER-VAISSE**, M. Loïc **AGNEL**, Adjoints de quartier, M. Charles **LINARES**, Mmes Michèle **ROUBY**, Charlette **BENARD**, MM. Pierre **CASTE**, Robert **OLIVE**, Mmes Françoise **EYNAUD**, Valérie **BAQUÉ**, Marceline **ZEPHIR**, MM. Frédéric **GRIMAUD**, Stéphane **DELAHAYE**, Jean-Pierre **SCHULLER**, Mmes Nadine **LAURENT**, Nathalie **LOPEZ**, Sylvie **WOJTOWICZ**, M. Jean-Luc **DI MARIA**, Mme Davina **RICARD**, MM. Julien **AGNESE**, Gérard **PES**, Jean-Marc **VILLANUEVA**, Conseillers Municipaux.

EXCUSÉS AVEC POUVOIR :

Mme Éliane **ISIDORE**, Adjointe au Maire - Pouvoir donné à M. CHARROUX
M. Florian **SALAZAR-MARTIN**, Adjoint au Maire - Pouvoir donné à Mme ZEPHIR
Mme Linda **BOUCHICHA**, Adjointe au Maire - Pouvoir donné à Mme LEFEBVRE
Mme Saoussen **BOUSSAHEL**, Adjointe au Maire - Pouvoir donné à Mme DEGIOANNI
M. Franck **FERRARO**, Adjoint de Quartier - Pouvoir donné à M. AGNEL
Mme Régine **PERACCHIA**, Conseillère Municipale - Pouvoir donné à M. LINARES
Mme Anne-Marie **SUDRY**, Conseillère Municipale - Pouvoir donné à M. PATTI
M. Daniel **MONCHO**, Conseiller Municipal - Pouvoir donné à M. OLIVE
Mme Isabelle **EHLÉ**, Conseillère Municipale - Pouvoir donné à M. CAMBESSEDES
M. Jean-Luc **COSME**, Conseiller Municipal - Pouvoir donné à M. DELAHAYE
Mme Camille **DI FOLCO**, Conseillère Municipale - Pouvoir donné à Mme TEYSSIER-VAISSE
M. Emmanuel **FOUQUART**, Conseiller Municipal - Pouvoir donné à M. SCHULLER

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, **Monsieur Loïc AGNEL, Adjoint de Quartier,** a été désigné à l'unanimité pour remplir les fonctions de **secrétaire de séance**.

Adresser toute correspondance à : Monsieur le Maire de Martigues - BP 60101 - 13692 MARTIGUES cedex
Tél. : 04.42.44.33.33 - Télex : 441 364 - Télécopie : 04.42.42.10.50 - E-mail : le-maire@ville-martigues.fr

Par délibération n° 10-324 du Conseil Municipal en date du 10 décembre 2010, la Commune de Martigues a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU).

La Commune a ensuite procédé à la modification n° 1 de ce PLU, approuvée par délibération n° 13-142 du Conseil Municipal en date du 3 mai 2013.

La délibération n° 16-188 du Conseil Municipal du 1er juillet 2016 a prescrit la révision n° 1 du PLU, en définissant les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation.

Cependant, dans l'attente de l'aboutissement de cette procédure, il est apparu nécessaire pour la Ville de s'engager dans une procédure de modification simplifiée afin d'apporter quelques évolutions à ce document :

- l'intégration du Porter A Connaissance (PAC) continu des Services de l'Etat,
- la mise à jour d'emplacements réservés.

1 - Les éléments de Porter A Connaissance sont les suivants :

. Servitudes d'Utilité Publique
. Servitudes de GRT Gaz
. Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles - Mouvements différentiels de terrains
. Plan de Prévention des Risques Technologiques de la société Total Raffinage
. Plan de Prévention des Risques Technologiques du complexe pétrochimique de Lavéra
. Porter A Connaissance Feux de forêt
. Plan de Protection de l'Atmosphère
. Règlement Local de Publicité
. Zonage Archéologique
. Servitudes de la Société du Canal de Provence
. Révision Schéma Assainissement
. Révision du Classement sonore des voies

2 - Les suppressions des deux emplacements réservés concernent :

. la Cascade (ER n° 430)
. la cave des Rayettes (ER n° 500)

Ainsi, par délibération n° 16-221 du 16 septembre 2016, le Conseil Municipal a lancé la procédure de modification simplifiée n° 1 du PLU en définissant les modalités de la mise à disposition du projet.

Le projet de la modification simplifiée a été notifié aux personnes publiques associées.

Il a également été mis à la disposition du public en Mairie de Martigues, à la Direction de l'urbanisme, aux jours et horaires habituels d'ouverture au public, pendant une durée d'un mois, du 3 novembre 2016 au 5 décembre 2016 inclus, accompagné d'un exposé des motifs et d'un registre permettant au public de formuler ses observations.

Deux observations ont été exprimées :

. L'INAO (Institut National de l'Origine et de la Qualité) rappelle que la Commune de Martigues est inclus dans les aires géographiques des Appellations d'Origine Contrôlée (AOC) : 'Huile d'Olive de Provence', 'Huile d'olive d'Aix-en-Provence', 'Coteaux d'Aix-en-Provence' et dans les aires géographiques des Indications Géographiques Protégées (IGP) : 'Pays des Bouches-du-Rhône', 'Méditerranée' et 'Miel de Provence'. Cet organisme rajoute qu'il n'a pas de remarque à formuler dans la mesure où le projet de modification n'affecte pas l'activité des AOC et des IGP.

. Monsieur GABEL souhaiterait que ses parcelles cadastrées section DY n° 115 et DY n° 116, situées en pleine zone agricole, deviennent constructibles. Cette requête ne peut pas intégrer le cadre de cette procédure qui ne peut pas déclasser un terrain agricole en zone constructible.

Ainsi, la mise à disposition au public du dossier de modification simplifiée étant achevée et dans la mesure où il n'y a pas lieu de le modifier, il est donc proposé d'approuver la modification simplifiée pour sa mise en vigueur.

Ceci exposé,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-36 à L.153-48 relatifs aux procédures de modification des Plans Locaux d'Urbanisme,

Vu la notice explicative relative à la modification simplifiée n° 1 du PLU, établie par la Direction de l'Urbanisme de la Ville de Martigues,

Vu la Délibération n° 10-324 du Conseil Municipal du 10 décembre 2010 approuvant le Plan Local d'Urbanisme,

Vu la Délibération n° 13-142 du Conseil Municipal du 3 mai 2013 approuvant la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme,

Vu la Délibération n° 16-221 du Conseil Municipal du 16 septembre 2016 prescrivant la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme et définissant les modalités de la mise à disposition du projet,

Vu l'examen du dossier et l'avis de la Commission "Urbanisme et Cadre de vie" en date du 24 janvier 2017,

Vu l'examen du dossier et l'avis de la Commission "Administration Générale et Finances" en date du 25 janvier 2017,

Considérant que la mise à disposition du dossier au public, qui s'est déroulée du 3 novembre 2016 au 5 décembre 2016 inclus, n'a pas fait l'objet d'observation relevant de cette procédure,

Considérant que la modification simplifiée du PLU est prête à être approuvée, conformément aux articles susvisés du Code de l'Urbanisme,

Le Conseil Municipal est invité :

- ***A approuver la modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Martigues, approuvé le 10 décembre 2010 et modifié le 3 mai 2013, portant sur l'intégration des "Porter A Connaissance" des services de l'Etat, ainsi que la mise à jour de 2 emplacements réservés.***

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, **LE CONSEIL MUNICIPAL ADOPTE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS** LE RAPPORT QUI PRÉCÈDE.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Premier Adjoint
Délégué au "Conseil Municipal"



Henri CAMBESSEDES

PLU – Prescription de la révision n° 1 du Plan Local d'Urbanisme – Délibération n° 16- 188 du Conseil Municipal du 1er juillet 2016

DÉPARTEMENT

DES BOUCHES-DU-RHONE

ARRONDISSEMENT

D'ISTRES

Convocation du 24 juin 2016
Conseil Municipal : 43
Quorum : 22
Nombre de présents et représentés : 39
Affichage du Procès-verbal
intégral en date du 8 juillet 2016

ville de Martigues

EXTRAIT

DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1er JUILLET 2016

L'**AN DEUX MILLE SEIZE**, le **PREMIER** du mois de **JUILLET** à 17 h 45, le CONSEIL MUNICIPAL, dûment convoqué, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Gaby **CHARROUX**, **Député-Maire**.

N° 16-188

URBANISME
PRESCRIPTION DE LA REVISION N° 1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME APPROUVE PAR DELIBERATION N° 10-324 DU CONSEIL MUNICIPAL DU 10 DECEMBRE 2010 ET MODIFIE PAR DELIBERATION N° 13-142 DU CONSEIL MUNICIPAL DU 3 MAI 2013
OBJECTIFS POURSUIVIS ET DEFINITION DES MODALITES DE LA CONCERTATION

PRÉSENTS :

M. Gaby **CHARROUX,** Député-Maire, M. Henri **CAMBESSEDES**, Mme Éliane **ISIDORE**, M. Florian **SALAZAR-MARTIN**, Mme Sophie **DEGIOANNI**, M. Alain **SALDUCCI**, Mme Linda **BOUCHICHA**, MM. Patrick **CRAVERO**, Roger **CAMOIN**, Mmes Nathalie **LEFEBVRE**, Saoussen **BOUSSAHEL**, Adjoints au Maire, Mme Nadine **SAN NICOLAS**, MM. Franck **FERRARO**, Loïc **AGNEL**, Adjoints de Quartier, MM. Jean **PATTI**, Charles **LINARES**, Mmes Michèle **ROUBY**, Régine **PERACCHIA**, M. Pierre **CASTE**, Mme Anne-Marie **SUDRY**, M. Daniel **MONCHO**, Mmes Isabelle **EHLÉ**, Valérie **BAQUÉ**, MM. Jean-Luc **COSME**, Frédéric **GRIMAUD**, Jean-Pierre **SCHULLER**, Mmes Nadine **LAURENT**, Nathalie **LOPEZ**, MM. Emmanuel **FOUQUART**, Julien **AGNESE**, Conseillers Municipaux.

EXCUSÉS AVEC POUVOIR :

Mme Annie **KINAS,** Adjointe au Maire - Pouvoir donné à Mme ISIDORE
M. Alain **LOPEZ**, Adjoint au Maire - Pouvoir donné à M. PATTI
Mme Odile **TEYSSIER-VAISSE**, Adjointe de Quartier - Pouvoir donné à Mme BOUCHICHA
Mme Charlette **BENARD**, Conseillère Municipale - Pouvoir donné à M. CASTE
M. Robert **OLIVE**, Conseiller Municipal - Pouvoir donné à Mme DEGIOANNI
Mme Françoise **EYNAUD**, Conseillère Municipale - Pouvoir donné à M. SALAZAR-MARTIN
Mme Marceline **ZEPHIR**, Conseillère Municipale - Pouvoir donné à Mme ROUBY
M. Stéphane **DELAHAYE**, Conseiller Municipal - Pouvoir donné à M. LINARES
Mme Camille **DI FOLCO**, Conseillère Municipale - Pouvoir donné à M. CRAVERO

ABSENTS :

Mme Sylvie **WOJTOWICZ,** M. Jean-Luc **DI MARIA**, Mme Davina **RICARD**, M. Gérard **PES**, Conseillers Municipaux.

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, **Monsieur Patrick CRAVERO, Adjoint au Maire,** a été désigné à l'unanimité pour remplir les fonctions de **secrétaire de séance**.

Accusé de réception en Sous-Préfecture d'ISTRES
en date du : 8 juillet 2016

Adresser toute correspondance à Monsieur le Maire de Martigues - BP 60101 - 13692 MARTIGUES cedex
Tél. : 04.42.44.33.33 - Tél. : 41 364 - Télécopie : 04.42.42.10.50 - E-mail : le-maire@ville-martigues.fr

I - Historique

Par délibération n° 10-324 du Conseil Municipal en date du 10 décembre 2010, la Commune de Martigues a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU).

La Commune a ensuite procédé à la modification n° 1 de ce PLU, approuvée par délibération n° 13-142 du Conseil Municipal du 3 mai 2013.

Ce PLU a certes fait l'objet de divers recours contentieux. Toutefois, le Conseil d'Etat a définitivement statué sur sa légalité par décision n° 384795 du 4 mars 2016 et a jugé que ce dernier était intervenu à l'issue d'une procédure légale et n'a remis en cause que le classement d'une parcelle.

Ainsi, le PLU, approuvé par délibération du Conseil Municipal du 10 décembre 2010 dans sa version modifiée n° 1 du Conseil Municipal du 3 mai 2013, et visé par la délibération n° 16-153 du Conseil Municipal du 3 juin 2016, fait aujourd'hui l'objet de la révision n° 1.

II - Contexte juridique

Le Plan Local d'Urbanisme est révisé dans les cas et selon les modalités prévues aux articles L.153-31 et suivants.

Le Plan Local d'Urbanisme doit respecter les principes énoncés aux articles L.101-1 à L.101-3 du Code de l'Urbanisme visant à :

. un équilibre entre les populations, le développement urbain, une utilisation économe des espaces naturels, agricoles et forestiers, la sauvegarde du patrimoine, les besoins en matière de mobilité,
. une qualité urbaine, architecturale et paysagère,
. la diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat,
. la sécurité et la salubrité publiques,
. la prévention des risques,
. la protection et la préservation de l'environnement,
. la lutte contre le changement climatique.

Le Plan Local d'Urbanisme doit être compatible avec les nouveaux documents et normes supérieures intervenues depuis la délibération approuvant le PLU le 10 décembre 2010 et depuis l'approbation de la modification n° 1 du PLU le 3 mai 2013, qui doivent être intégrés à la révision du PLU, et notamment :

. la Loi Grenelle I de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement en date du 3 août 2009,
. la Loi Grenelle II promulguée le 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement,
. la Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) en date du 24 mars 2014,
. la Loi relative à l'Artisanat, au Commerce et aux Très Petites Entreprises (ACTPE) en date du 18 juin 2014,
. la Loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt (LAAAF) en date du 13 octobre 2014,
. la Loi relative à la simplification de la vie des entreprises du 20 décembre 2014 et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives,
. la Loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques (dite "Loi MACRON") en date du 6 août 2015,

. la Loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte en date du 17 août 2015,

. l'Ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 portant recodification du livre I^er du Code de l'Urbanisme prise au visa de l'article 171 de la loi ALUR,

. deux Décrets du 28 décembre 2015 n° 2015-1782 et n° 2015-1783 pris en application des articles 133 et 157 de la loi ALUR venus réformer en profondeur le contenu des Plans Locaux d'Urbanisme.

Les dispositions des articles R.151-1 à R.151-55 du Code de l'Urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er janvier 2016 sont applicables aux Plans Locaux d'Urbanisme qui font l'objet d'une procédure d'élaboration ou de révision sur le fondement de l'article L.153-31 lorsque cette procédure a été prescrite après le 1er janvier 2016.

Le Plan Local d'Urbanisme doit également être compatible avec les documents énumérés à l'article L.131-4 du Code de l'Urbanisme :

. le Schéma de Cohérence Territoriale de l'Ouest Etang de Berre approuvé le 22 octobre 2015 (SCoT),

. le Plan de Déplacement Urbain relevant de la compétence de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en cours d'approbation (PDU),

. le Programme Local de l'Habitat adopté par délibération de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues le 10 juillet 2010 (PLH),

. les dispositions particulières aux zones de bruit des aérodromes conformément à l'article L.112-4 du Code de l'Urbanisme.

La loi ALUR fait du SCoT la pièce centrale du dispositif et le document de référence lors de l'élaboration du PLU. De ce fait, la cohérence entre le Schéma de Cohérence Territoriale de l'Ouest Etang de Berre approuvé le 22 octobre 2015 et le PLU rend nécessaire l'évolution du PLU.

Le Plan Local d'Urbanisme doit aussi prendre en compte les documents énumérés à l'article L.131-5 et suivants du Code de l'Urbanisme, à savoir le "Plan Climat Air Energie Territorial" (PCAET) adopté par délibération de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues le 5 novembre 2015.

Et également :

. le Schéma Régional Climat Air Energie approuvé le 28 juin 2013 (SRCAE),

. le Plan de Protection de l'Atmosphère approuvé le 17 mai 2013 (PPA),

. le Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire approuvé le 26 juin 2015 (SRADDT),

. le Schéma Régional de Cohérence Ecologique adopté en assemblée plénière le 17 octobre 2014 (SRCE),

. la Directive Territoriale d'Aménagement des Bouches-du-Rhône approuvée par décret du 10 mai 2007 (DTA),

. le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux approuvé le 3 décembre 2015 (SDAGE),

. le Schéma Départemental des gens du voyage révisé le 15 octobre 2012.

L'ensemble de ces éléments nécessite une actualisation du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) ainsi que celle des Orientations d'Aménagement et de Programmation.

III - Objectifs poursuivis

L'ensemble de ces éléments nouveaux conduit à prescrire la révision générale du PLU afin d'une part, de répondre à un souci de cohérence avec toutes les normes supérieures applicables, et d'autre part, de maîtriser l'évolution du changement de la forme urbaine et de mener à terme l'ensemble des projets étudiés sous le régime du PLU (équipements publics, quartiers d'habitat collectif, zones d'aménagement…).

Tout d'abord, la mise en révision du PLU permettra d'intégrer la décision du Conseil d'Etat concernant le classement de la parcelle située en zone agricole, jugée entachée d'une erreur manifeste d'appréciation.

Ensuite les objectifs qui sont poursuivis par la Commune de Martigues dans le cadre de la révision générale du PLU et guident le projet de territoire, ont pour principales ambitions de mettre en œuvre :

. un projet de territoire qui s'inscrit dans un développement durable et équilibré au sein du Conseil de Territoire de Martigues - Port-de-Bouc - Saint-Mitre-les-Remparts, de la Métropole "Aix-Marseille-Provence" et d'un bassin d'habitat et d'emploi plus large, respectueux des principes de mixité sociale favorable au parcours résidentiel, et de mixité fonctionnelle,

. une ville-centre attractive, humaine, solidaire œuvrant pour la qualité urbaine au service de tous.

Dans ce contexte, conformément à l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme précité, la révision du PLU poursuit les objectifs suivants :

1°/ Soutenir l'implantation de nouvelles activités économiques et le développement du tissu économique existant avec la pérennisation des emplois existants :

. maintenir la production d'une offre foncière et immobilière différenciée pour répondre à tous les besoins économiques (sur Ecopolis Martigues Sud, Technopolis …),

. développer une offre de services adaptée aux besoins des entreprises, des actifs des quartiers et des parcs d'activités économiques, une meilleure accessibilité des entreprises et des zones d'activités et, un service d'accès numérique de qualité.

***2°/ Répondre aux besoins de logements des habitants dans une dynamique de solidarité et d'attractivité,** en assurant la mixité de l'habitat et une mixité fonctionnelle, avec une répartition de l'offre contribuant à l'équilibre du territoire et au respect d'un principe de solidarité envers tous les citoyens, tout en poursuivant les efforts de renouvellement urbain dans les quartiers tels que Mas-de-Pouane, Notre-Dame des Marins, Canto-Perdrix, etc., et de lutte contre l'habitat indigne et dégradé.*

3°/ Améliorer l'accessibilité du territoire et sa desserte, notamment en transports collectifs :

. faciliter les déplacements en améliorant l'intermodalité (pôle multimodal de Croix-Sainte, gare ferroviaire de La Couronne, gare routière de l'Hôtel de Ville…) et en organisant les rabattements et le maillage des réseaux de transports,

. fixer des emplacements réservés aux voies et ouvrages publics d'intérêt général,

. optimiser la question du stationnement à la fois sous l'angle de la mobilité, de l'occupation de l'espace public, de la consommation foncière, et de la prise en compte des besoins propres à chaque opération.

4°/ Préserver la qualité du cadre de vie des habitants actuels et futurs :

. maîtriser l'évolution de la forme urbaine dans les quartiers en renouvellement et sur l'ensemble des territoires urbains,

. poursuivre la requalification du centre-ville des quartiers par le développement de l'offre commerciale, la valorisation de l'espace public et du logement décent,

. maintenir l'offre d'espaces de nature de proximité, et de grands espaces naturels (tels que le Grand Parc de Figuerolles, le Parc Marin de la Côte Bleue, la Baumaderie, etc.)

. poursuivre la valorisation du patrimoine culturel, urbain, architectural et paysager (notamment le Fort de Bouc, les sites archéologiques, etc.) en identifiant et en localisant ces éléments, notamment par l'intermédiaire de prescriptions de nature à assurer leur protection.

5°/ Assurer la transition écologique, poursuivre la préservation des ressources et prévenir les risques :

. protéger les terres agricoles (en particulier la plaine de Saint-Pierre/Saint-Julien et Plan Fossan) et les espaces naturels,

. planifier un développement raisonné et économe de la consommation des espaces,

. veiller à la préservation écologique du territoire par un maintien de la biodiversité et des espaces naturels, des continuités écologiques, des trames verte, bleue et jaune dans l'esprit du SRCE (Schéma Régional de Cohérence Écologique),

. préserver les ressources en eau en respectant les équilibres naturels,

. garantir la santé et la sécurité des habitants par la prise en compte de la qualité de l'air, de la prévention des risques naturels et technologiques (liés notamment aux sites industriels de Lavéra et de la Mède), ainsi que la réduction des nuisances et pollutions,

. adapter le règlement aux nouveaux textes et objectifs d'ordre législatif et réglementaire dans le respect du projet de territoire respectueux du cadre de vie des habitants actuels et futurs et du développement de l'activité commerciale et industrielle caractéristique du bassin d'habitat.

IV - Modalités de la Concertation

Conformément aux articles L.103-2 à L.103-6 du Code de l'Urbanisme, les modalités de la concertation permettent, pendant une durée suffisante et selon des moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet, au public d'accéder aux informations relatives au projet et aux avis requis par les dispositions législatives ou réglementaires applicables et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par l'autorité compétente.

Ces modalités garantissent un triple but :

1°/ Informer :

. une rubrique sera dédiée à la révision générale du PLU sur le site internet de la ville comportant des documents pédagogiques, afin d'éclairer les habitants sur la finalité du document d'urbanisme. Elle centralisera le calendrier des grandes étapes de la procédure, les dates des réunions publiques et les autres modalités de concertation,

. la mise à disposition au public de divers documents et dossiers à l'accueil de la Direction de l'Urbanisme (1er étage de l'Hôtel de Ville), au fur et à mesure de l'avancement du projet, dès la publication de la présente délibération jusqu'à l'arrêt du projet de PLU,

. au moins deux articles paraîtront dans la revue municipale "Reflets".

2°/ Débattre et échanger :

. une réunion d'information générale relative aux objectifs et aux éléments de diagnostic, ainsi que deux réunions concernant le projet de PLU (une réunion sera organisée sur les quartiers Nord de la Commune et une réunion sera organisée sur les quartiers Sud de la Commune),

. les annonces des réunions publiques seront faites par le biais du site internet, et par voie de presse dans un journal local. Les réunions publiques seront annoncées au moins 15 jours avant l'événement.

3°/ S'exprimer :

. des courriers pourront être adressés à Monsieur le Maire - Hôtel de Ville - Direction de l'Urbanisme - Avenue Louis Sammut - 13500 Martigues, en précisant en objet "CONCERTATION PREALABLE PLU",

. la mise à disposition à la Direction de l'Urbanisme aux heures habituelles d'ouverture des bureaux, d'un registre d'observations pour recueillir tout avis ou remarques.

Cette concertation se déroulera pendant toute la durée des études nécessaires à la mise au point du projet.

A l'issue, Monsieur le Maire en présentera le bilan au Conseil Municipal qui délibérera et arrêtera le projet de PLU.

Ceci exposé,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5218-2-I relatif au transfert de compétences par les communes aux EPCI dans le cadre de la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu le Code de l'Urbanisme concernant les Plans Locaux d'Urbanisme en sa partie législative les articles L.151-11 à L.153-60 et en sa partie réglementaire les articles R.151-1 à R.153-48 et plus particulièrement l'article L.153-8 relatif à l'autorité compétente en charge de la procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.103-2 à L.103-6 relatifs à la concertation,

Vu la Loi portant Engagement National pour l'Environnement dite Grenelle II en date du 10 juillet 2010,

Vu la Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové dite "Loi ALUR" modifiant le cadre juridique d'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme, ainsi que ses décrets d'application en date du 24 mars 2014,

Vu la Loi relative à l'Artisanat, au Commerce et aux Très Petites Entreprises (ACTPE) en date du 18 juin 2014,

Vu la Loi d'Avenir sur l'Alimentation, l'Agriculture et la Forêt (LAAAF) en date du 13 octobre 2014,

Vu la Loi relative à la simplification de la vie des entreprises du 20 décembre 2014 et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives,

Vu la Loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques (dite "Loi Macron") en date du 6 août 2015,

Vu la Loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte en date du 17 août 2015,

Vu l'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 portant recodification du livre Ier du Code de l'Urbanisme prise au visa de l'article 171 de la loi ALUR,

Vu les deux Décrets du 28 décembre 2015 n° 2015-1782 et n° 2015-1783 pris en application des articles 133 et 157 de la loi ALUR venus réformer en profondeur le contenu des Plans Locaux d'Urbanisme,

Vu la Délibération en date du 22 octobre 2015 du Conseil du Syndicat Mixte en charge du SCoT de l'Ouest Etang de Berre approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale,

Vu la Délibération n° 10-324 du Conseil Municipal du 10 décembre 2010 approuvant le Plan Local d'Urbanisme,

Vu la Délibération n° 13-142 du Conseil Municipal du 3 mai 2013 approuvant la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme,

Vu la Délibération n° 16-153 du Conseil Municipal du 3 juin 2016 relative à l'application du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 10 décembre 2010 dans sa version modifiée n° 1 du 3 mai 2013,

Vu l'examen du dossier et l'avis de la Commission "Urbanisme et Cadre de Vie" en date du 15 juin 2016,

Vu l'examen du dossier et l'avis de la Commission "Administration Générale et Finances" en date du 22 juin 2016,

Considérant qu'il est nécessaire d'engager la révision n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de Martigues dans les formes prévues par le Code de l'Urbanisme,

Considérant qu'il convient de définir les modalités de la concertation associant les habitants, les associations locales et autres personnes concernées,

Le Conseil Municipal est invité à décider :

- ***de prescrire la révision générale du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Martigues dans les formes prévues par le Code de l'Urbanisme.***

- ***de se prononcer sur le Plan Local d'Urbanisme considérant qu'il ne tient pas lieu de Programme Local de l'Habitat, ni de Plan de Déplacement Urbain.***

- ***de prendre en considération les objectifs énoncés ci-dessus et justifiant de la révision générale du PLU, à savoir :***

  - *Soutenir l'implantation de nouvelles activités économiques et le développement du tissu économique existant avec la pérennisation des emplois existants,*
  - *Répondre aux besoins de logements des habitants dans une dynamique de solidarité et d'attractivité,*
  - *Améliorer l'accessibilité du territoire et sa desserte, notamment en transports collectifs,*
  - *Préserver la qualité du cadre de vie des habitants actuels et futurs,*
  - *Assurer la transition écologique, poursuivre la préservation des ressources et prévenir les risques.*

- de lancer la concertation prévue aux articles L.103-2 à L.103-6 du Code de l'Urbanisme et d'adopter les modalités de la concertation préalable ci-dessus présentées.

- d'autoriser le Maire de Martigues ou son Adjoint(e) Délégué(e) à procéder aux formalités nécessaires à la mise en œuvre de la révision n° 1 du Plan Local d'Urbanisme.

- d'inscrire les crédits correspondants au financement des dépenses afférentes à la révision du PLU, Section Investissement-Dépenses 9001001-202 Frais d'études, élaboration de documents d'urbanisme.

- de procéder aux notifications de la présente délibération selon les articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'Urbanisme aux personnes associés à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme.

La présente délibération du Conseil Municipal sera notifiée à Monsieur le Préfet et notamment :

. à Monsieur le Sous-Préfet,
. au Président du Conseil Régional,
. au Président du Conseil Départemental,
. au Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie,
. au Président de la Chambre des Métiers,
. au Président de la Chambre de l'Agriculture,
. au Président de la Section Régionale de la Conchyliculture Méditerranée,
. au Président de l'Etablissement Public chargé de l'élaboration, de la gestion et de l'approbation du Schéma de Cohérence Territoriale Ouest Etang de Berre,
. au Président de l'autorité compétente en matière d'organisation des transports,
. au Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale compétent en matière de Programme Local de l'Habitat,
. au Président de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité des Zones d'Appellation d'Origine Contrôlée,
. au Centre Régional de la Propriété Forestière.

En raison de la création de la Métropole "Aix-Marseille-Provence", et malgré l'article L.5218-2-I du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente délibération sera notifiée :

. au Président de la Métropole "Aix-Marseille-Provence",
. au Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues (Martigues-Port-de-Bouc-Saint-Mitre-les-Remparts).

Conformément à l'article L.132-12 du Code de l'Urbanisme, les associations locales d'usagers agréées dans des conditions définies par Décret en Conseil d'Etat, les associations de protection de l'environnement agréées mentionnées à l'article L.141-1 du Code de l'Environnement et les communes limitrophes de Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts, Châteauneuf-les-Martigues et Sausset-les-Pins seront consultées à leur demande.

<u>EFFETS DE LA PRESCRIPTION</u>

A compter de la publication de la délibération prescrivant la révision du Plan Local d'Urbanisme, le Conseil Municipal pourra décider de sursoir à statuer dans les conditions définies par l'article L.424-1, sur les demandes d'autorisation concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan (L.153-11 du Code de l'Urbanisme).

INFORMATION DU PUBLIC

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme, la délibération fera l'objet :

. d'un affichage durant un mois au siège de l'hôtel de Ville de la Commune et dans les mairies annexes,

. mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le Département,

. d'une publication au Recueil des Actes Administratifs, comme mentionnée à l'article R.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

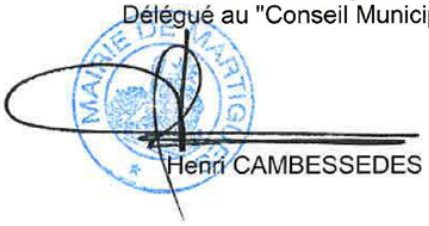
La délibération sera également consultable au siège de l'hôtel de Ville de la Commune ainsi que sur le site internet dédié.

Selon l'article R.153-21 du Code de l'Urbanisme, la délibération produira ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des formalités prévues ci-dessus, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il sera effectué.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, **LE CONSEIL MUNICIPAL ADOPTE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS** LE RAPPORT QUI PRÉCÈDE.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Premier Adjoint
Délégué au "Conseil Municipal"



Henri CAMBESSEDES

PLU – Débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) - Délibération n° 17-087 du Conseil Municipal du 17 mars 2017

DÉPARTEMENT

DES BOUCHES-DU-RHONE

ARRONDISSEMENT

D'ISTRES

Convocation du 10 mars 2017
Effectif légal du Conseil Municipal : 43
Nombre de présents et représentés : 43
Quorum : 22
Affichage du Procès-verbal intégral
en date du 24 mars 2017

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 17 MARS 2017

L'**AN DEUX MILLE DIX-SEPT**, le **DIX-SEPT** du mois de **MARS** à 17 h 45, le CONSEIL MUNICIPAL, dûment convoqué, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Gaby **CHARROUX**, **Député-Maire**.

N° 17-087

URBANISME
REVISION N° 1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME
DEBAT SUR LES ORIENTATIONS DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (PADD)

PRÉSENTS :

M. Gaby **CHARROUX,** Député-Maire, M. Henri **CAMBESSEDES**, Mme Éliane **ISIDORE**, M. Florian **SALAZAR-MARTIN**, Mmes Sophie **DEGIOANNI**, Annie **KINAS**, M. Alain **SALDUCCI**, Mme Linda **BOUCHICHA**, MM. Patrick **CRAVERO**, Roger **CAMOIN**, Mme Nathalie **LEFEBVRE**, M. Jean **PATTI**, Mme Saoussen **BOUSSAHEL**, Adjoints au Maire, Mmes Nadine **SAN NICOLAS**, Odile **TEYSSIER-VAISSE**, Adjointes de Quartier, MM. Pierre **CASTE**, Robert **OLIVE**, Mmes Françoise **EYNAUD**, Valérie **BAQUÉ**, MM. Frédéric **GRIMAUD**, Stéphane **DELAHAYE**, Mme Camille **DI FOLCO**, M. Jean-Pierre **SCHULLER**, Mme Nathalie **LOPEZ**, M. Emmanuel **FOUQUART**, Mme Sylvie **WOJTOWICZ**, M. Jean-Luc **DI MARIA**, Mme Davina **RICARD**, MM. Gérard **PES**, Jean-Marc **VILLANUEVA**, Conseillers Municipaux.

EXCUSÉS AVEC POUVOIR :

M. Franck **FERRARO**, Adjoint de Quartier - Pouvoir donné à Mme DI FOLCO
M. Loïc **AGNEL**, Adjoint de Quartier - Pouvoir donné à M. CRAVERO
M. Charles **LINARES**, Conseiller Municipal - Pouvoir donné à Mme BOUSSAHEL
Mme Michèle **ROUBY**, Conseillère Municipale - Pouvoir donné à Mme SAN NICOLAS
Mme Régine **PERACCHIA**, Conseillère Municipale - Pouvoir donné à M. OLIVE
Mme Charlette **BENARD**, Conseillère Municipale - Pouvoir donné à M. CHARROUX
Mme Anne-Marie **SUDRY**, Conseillère Municipale - Pouvoir donné à Mme KINAS
M. Daniel **MONCHO**, Conseiller Municipal - Pouvoir donné à M. SALDUCCI
Mme Isabelle **EHLÉ**, Conseillère Municipale - Pouvoir donné à M. CAMBESSEDES
M. Jean-Luc **COSME**, Conseiller Municipal - Pouvoir donné à Mme DEGIOANNI
Mme Marceline **ZEPHIR**, Conseillère Municipale - Pouvoir donné à M. SALAZAR-MARTIN
Mme Nadine **LAURENT**, Conseillère Municipale - Pouvoir donné à M. SCHULLER
M. Julien **AGNESE**, Conseiller Municipal - Pouvoir donné à M. FOUQUART

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, **Monsieur Pierre CASTE, Conseiller Municipal,** a été désigné à l'unanimité pour remplir les fonctions de **secrétaire de séance**.

Adresser toute correspondance à : Monsieur le Maire de Martigues
BP 60101 - 13692 MARTIGUES cedex - Tél. : 04.42.44.33.33 - Télécopie : 04.42.42.10.50 - le-maire@ville-martigues.fr - www.ville-martigues.fr

Par délibération n° 10-324 en date du 10 décembre 2010, la Commune de Martigues a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU).
La Commune a ensuite procédé à la modification n° 1 de ce PLU, approuvée par délibération n° 13-142 du Conseil Municipal du 3 mai 2013.

L'Arrêté Ministériel en date du 1er février 2017 a déclaré d'utilité publique les travaux de construction et d'aménagement de la RN 568 à 2 x 2 voies entre l'autoroute A 55 à Martigues et la RN 568 à l'Est de Fos-sur-Mer, emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme de la Commune de Martigues.

Le PLU a fait l'objet d'une procédure de Modification Simplifiée n° 1, qui a été approuvé par délibération n° 17-034 du Conseil Municipal en date du 3 février 2017.

Par délibération n° 16-188 du Conseil Municipal en date du 1er juillet 2016, la Ville de Martigues a prescrit la révision du Plan Local d'Urbanisme, qui a défini les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de concertation préalables en application des articles L.103-2 à L.103-6 du Code de l'Urbanisme, afin d'intégrer les nouvelles évolutions législatives et règlementaires d'une part et de permettre la maitrise de l'évolution urbaine d'autre part.

La Commune de Martigues, dans le cadre de la révision générale du PLU, a pour principales ambitions de mettre en œuvre un projet de territoire qui s'inscrit dans un développement durable et équilibré au sein du Conseil de Territoire du Pays de Martigues et d'un bassin d'habitat et d'emploi plus large, respectueux du principe de mixité sociale favorable au parcours résidentiel, et de mixité fonctionnelle, et une ville centre attractive, humaine, solidaire œuvrant pour la qualité urbaine au service de tous.

Dans ce contexte, conformément à la délibération du 1er juillet 2016 et à l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme précité, la révision du PLU poursuit les objectifs suivants :

1°) Soutenir l'implantation de nouvelles activités économiques et le développement du tissu économique existant avec la pérennisation des emplois existants :

- *maintenir la production d'une offre foncière et immobilière différenciée pour répondre à tous les besoins économiques,*
- *développer une offre de services adaptée aux besoins des entreprises, des actifs des quartiers et des parcs d'activités économiques, une meilleure accessibilité des entreprises et des zones d'activités et, un service d'accès numérique de qualité.*

***2°) Répondre aux besoins de logements** des habitants dans une dynamique de solidarité et d'attractivité, en assurant la mixité de l'habitat et une mixité fonctionnelle, avec une répartition de l'offre contribuant à l'équilibre du territoire et au respect d'un principe de solidarité envers tous les citoyens, tout en poursuivant les efforts de renouvellement urbain et de lutte contre l'habitat indigne et dégradé.*

3°) Améliorer l'accessibilité du territoire et sa desserte, notamment en transports collectifs :

- *faciliter les déplacements en améliorant l'intermodalité et en organisant les rabattements et le maillage des réseaux de transports,*
- *fixer des emplacements réservés aux voies et ouvrages publics d'intérêt général,*
- *optimiser la question du stationnement à la fois sous l'angle de la mobilité, de l'occupation de l'espace public, de la consommation foncière, et de la prise en compte des besoins propres à chaque opération.*

4°) Préserver la qualité du cadre de vie des habitants actuels et futurs :

- *maitriser l'évolution de la forme urbaine dans les quartiers en renouvellement et sur l'ensemble du territoire,*
- *poursuivre la requalification du centre ville des quartiers par le développement de l'offre commerciale, la valorisation de l'espace public et du logement décent,*
- *maintenir l'offre d'espaces de nature de proximité, et de grands espaces naturels,*
- *poursuivre la valorisation du patrimoine culturel, urbain, architectural et paysager en identifiant et en localisant ces éléments, notamment par l'intermédiaire de prescriptions de nature à assurer leur protection.*

5°) Assurer la transition écologique, poursuivre la préservation des ressources et prévenir les risques :

- *protéger les terres agricoles et les espaces naturels,*
- *planifier un développement raisonné et économe de la consommation des espaces,*
- *veiller à la préservation écologique du territoire par un maintien de la biodiversité et des espaces naturels, des continuités écologiques, des trames verte, bleue et jaune dans l'esprit du SRCE (Schéma Régional de Cohérence Écologique),*
- *préserver les ressources en eau en respectant les équilibres naturels,*
- *garantir la santé et la sécurité des habitants par la prise en compte de la qualité de l'air, de la prévention des risques naturels et technologiques, ainsi que la réduction des nuisances et pollutions,*
- *adapter le règlement aux nouveaux textes et objectifs d'ordre législatif et réglementaire dans le respect du projet de territoire respectueux du cadre de vie des habitants actuels et futurs et du développement de l'activité commerciale et industrielle caractéristique du bassin d'habitat.*

Les modalités de la concertation ont également été fixées. Elles se dérouleront pendant toute la durée des études nécessaires à la mise au point du projet, et ce, jusqu'à l'Arrêt du projet de PLU.

LE DEBAT SUR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (PADD) :

Selon l'article L.151-5 du Code de l'Urbanisme, le PADD :

- *définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;*
- *définit les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de la commune ;*
- *fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.*

Conformément à l'article L.153-12 du Code de l'Urbanisme, les orientations générales du PADD doivent être soumises au débat du Conseil Municipal, au plus tard deux mois avant l'examen du projet du PLU.

Les travaux d'élaboration du PLU animés par le cabinet ORGECO ont fait l'objet d'une concertation destinée à l'ensemble des partenaires institutionnels (Personnes Publiques Associées) mais aussi au public, à savoir :

1°) <u>Etablissement d'un diagnostic territorial qui a permis d'identifier ou de confirmer les enjeux essentiels du futur PLU</u>

➢ ***Enjeux en matière de démographie***
- *Renforcer l'attractivité de la commune en direction des jeunes et des familles*
- *Anticiper le vieillissement de la population*
- *Conserver l'équilibre emploi/habitat au sein du territoire communal*

➢ ***Enjeux en matière d'habitat sur le territoire***
- *Poursuivre la diversification de l'habitat en affirmant la mixité sociale*
- *25 % de logements locatifs aidés pour répondre à la demande persistante des habitants*
- *Réhabiliter et requalifier le parc de logements existants en centre ancien et dans l'habitat collectif pour améliorer la qualité de vie des habitants*
- *Assurer le renouvellement urbain identifié à plus de 80 % dans les zones urbaines depuis 10 ans*

➢ ***Enjeux en matière d'économie***
- *Maintenir et développer l'activité industrielle et commerciale*
- *Accompagner la mutation industrielle et poursuivre la diversification de l'économie*
- *Soutenir les projets développement économique et favoriser l'accueil des entreprises*
- *Pérenniser la filière agricole et soutenir les activités maritimes*

➢ ***Enjeux en matière de mobilité***
- *Maitriser les trafics de transit dans le centre ville afin de limiter les nuisances*
- *Valoriser et sécuriser les entrées de ville*
- *Améliorer et sécuriser la desserte du pôle industriel de Lavéra pour la logistique et pour les actifs*
- *Maillage à poursuivre en priorité sur la jonction "contournement Martigues/Port-de-Bouc"*
- *Favoriser l'inter-modalité et les modes doux (piétons, vélos)*
- *Optimiser l'offre de stationnement et développer les parkings relais*

➢ ***Enjeux en matière d'équipements***
- *Poursuivre le développement et l'adaptation des équipements collectifs en cohérence avec les évolutions démographiques et les besoins des habitants*

➢ ***Enjeux en matière de risques majeurs***
- *Poursuivre la gestion des risques dans les zones concernées*
- *Prendre en compte la sécurité des personnes et des biens exposés aux risques importants*

➢ ***Enjeux en matière d'environnement***
- *Prendre en compte le bon fonctionnement des écosystèmes et les fonctionnalités écologiques dans le respect de l'environnement*
- *Maintenir les pratiques agricoles et pastorales pour lutter contre la déperdition de biodiversité*
- *Gérer les interfaces entre les milieux naturels et les milieux urbains*
- *Préserver les continuités écologiques et les corridors biologiques des trames vertes jaunes et bleues (TVJB) garanties du cadre et de la qualité de vie des martégaux*

Les enjeux du diagnostic territorial ont fait l'objet le 9 février 2017 d'une présentation au public et le 3 mars 2017 aux Personnes Publiques Associées.

Le diagnostic a également fait l'objet d'une exposition sur des panneaux à l'hôtel de ville, en mairie annexe de la Couronne et à l'accueil de la Direction de l'urbanisme. Des documents et dossiers ont été mis à la disposition du public au fur et à mesure de l'avancement des études à l'accueil de la Direction de l'Urbanisme avec un registre ainsi que sur le site internet de la Ville.

2°) *Elaboration du projet d'aménagement et de développement durables tenant compte des objectifs et des enjeux issus de la phase diagnostic*

Véritable clé de voûte du dossier de PLU, le PADD de la Ville définit les orientations générales d'urbanisme et d'aménagement retenues pour le développement futur de l'ensemble du territoire de la commune. Il expose un projet politique adapté répondant aux besoins et enjeux du territoire communal.

Ce document constitue tout à la fois le projet de développement urbain pour la prochaine décennie et l'architecture générale du futur PLU de la même manière que les plans de zonage et le document d'urbanisme.

Ces orientations générales du PADD sont organisées autour de sept axes principaux :

- ***Axe I : Mettre en œuvre le projet du territoire de Martigues dans son expression urbaine comme agricole et naturelle***

  . *Créer les conditions d'équilibre et d'identification du 3ème pôle de la métropole Aix-Marseille-Provence :*
  * *entre les espaces naturels, industriels, agricoles et la notion de développement urbain à maintenir au niveau de la consommation de l'espace actuel,*
  * *entre la dynamique économique, l'offre de services publics et une offre d'habitat élargie pour une mixité des usages,*
  * *entre les solidarités géographiques et fonctionnelles des lieux d'emplois, de transports, des quartiers (politique de la Ville), des espaces maritimes et littoraux.*

  . *Assurer une meilleure maitrise de l'évolution urbaine pour favoriser le maintien de l'identité et du cadre de vie des habitants de Martigues.*

  . *Constituer des espaces à vocation économique par la mixité d'usages permettant le développement de l'emploi sur tout le territoire.*

  . *Conforter l'offre d'équipements publics dans les quartiers de Martigues (sportifs, services à la personne, santé, transports, cinéma, enseignement, culture…).*

  . *Constituer une offre de logements adaptés en relation avec la démographie locale et le développement économique.*

- ***Axe II : Maintenir une dynamique démographique et améliorer l'offre et la qualité des logements en répondant aux objectifs de mixité de l'habitat et des usages***

  . *Accompagner la dynamique démographique locale par le soutien de la production de logements,*

  . *Affirmer la mixité sociale et la diversité de l'habitat,*

  . *Poursuivre et intensifier la réhabilitation du centre ancien,*

  . *Requalifier les quartiers d'habitat collectif,*

  . *Permettre le développement économique par une offre de logement adaptée.*

- Axe III : Renforcer et diversifier le potentiel économique de Martigues

. Accompagner les mutations industrielles du complexe pétrochimique de Lavéra et du site Total à La Mède,
. Affirmer la place prépondérante de Martigues dans les domaines de l'ingénierie et de la maintenance industrielle,
. Reformuler et compléter l'offre immobilière pour l'accueil d'entreprises,
. Soutenir l'agriculture en tant qu'activité économique à part entière,
. Favoriser l'émergence d'une politique commerciale globale,
. Maintenir et développer le commerce de proximité,
. Structurer le développement touristique : Martigues station balnéaire et station de tourisme,
. Requalifier le chenal de Caronte, soutenir l'activité économique des espaces portuaires et le littoral (pêche, chantiers-navals, plaisance, activités nautiques, filière cinéma…).

- Axe IV - Valoriser le patrimoine touristique et culturel

. Moderniser l'appareil touristique,
. Promouvoir l'image de "Martigues-Côte Bleue",
. Maîtriser et organiser l'accès au littoral,
. Susciter et fédérer les initiatives économiques,
. Préserver et gérer les grands espaces naturels pour un tourisme durable,
. Valoriser le patrimoine de Martigues 'Ville d'Art et d'Histoire'.

- Axe V - Développer l'offre de mobilité et de l'interconnexion

. Réalisation du contournement routier de Martigues / Port-de-Bouc : participer à la requalification de la RN 568 et à la restructuration urbaine intercommunale,
. Anticiper la future Gare de Croix-Sainte et son pôle d'échanges intercommunal,
. Favoriser l'émergence de nouvelles formes de mobilités notamment par la mise en place de lignes maritimes sur l'Etang de Berre,
. Aménager le boulevard maritime, liaison privilégiée des centres de Martigues et Port-de-Bouc,
. Poursuivre le développement des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication intégrant la fibre optique.

- Axe VI - Prendre en compte l'environnement, la transition énergétique et les risques majeurs dans l'aménagement du territoire

. Intégrer les normes supérieures en matière d'environnement,
. Améliorer la maîtrise de l'énergie en faveur des énergies renouvelables,
. Prendre en compte les risques naturels au niveau des projets,
. Participer à la mise en sécurité et anticiper la prise en compte des risques technologiques.

- Axe VII - Projeter l'identité martégale par la mise en valeur des espaces naturels et la maitrise du développement urbain

. S'inscrire dans une consommation d'espaces modérée et lutter contre l'étalement urbain,
. Protéger et gérer les grands espaces naturels et y organiser l'accueil du public,
. Valoriser les sites et panoramas marquants du paysage,
. Structurer les anciens faubourgs en véritables entrées de ville,
. Poursuivre avec pondération le renouvellement urbain,
. Consolider et densifier de façon mesurée les secteurs urbanisés des noyaux villageois et des écarts.

Ceci exposé,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5218-2-I relatif au transfert de compétences par les communes aux EPCI dans le cadre de la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu le Code de l'Urbanisme concernant les Plans Locaux d'Urbanisme en sa partie législative les articles L.151-11 à L.153-60 et en sa partie réglementaire les articles R.151-1 à R.153-48 et plus particulièrement l'article L.153-8 relatif à l'autorité compétente en charge de la procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme,

Vu les articles L.151-5, L.153-12 et L.153-13 du Code de l'Urbanisme relatifs au Projet d'Aménagement et de Développement Durables,

Vu la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement dite Grenelle II,

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové dite loi ALUR modifiant le cadre juridique d'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme, ainsi que ses décrets d'application,

Vu la loi n° 2014-626 du 18 juin 2014 relative à l'Artisanat, au Commerce et aux Très Petites Entreprises,

Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'Avenir sur l'Alimentation, l'Agriculture et la Forêt,

Vu la loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives,

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte,

Vu la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques,

Vu l'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 portant recodification du livre Ier du Code de l'Urbanisme prise au visa de l'article 171 de la loi ALUR,

Vu les deux décrets du 28 décembre 2015 n° 2015-1782 et n° 2015-1783 pris en application des articles 133 et 157 de la loi ALUR venus réformer en profondeur le contenu des Plans Locaux d'Urbanisme,

Vu la délibération en date du 22 octobre 2015 du Conseil du Syndicat Mixte en charge du SCoT de l'Ouest Etang de Berre approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale,

Vu la délibération en date du 15 décembre 2016 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence prescrivant l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur son périmètre, définissant les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération n° 10-324 du Conseil Municipal du 10 décembre 2010,

Vu la délibération n° 13-142 du Conseil Municipal du 3 mai 2013 approuvant la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme,

Vu la délibération n° 16-153 du Conseil Municipal du 3 juin 2016 relative à l'application du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 10 décembre 2010 dans sa version modifiée n° 1 du 3 mai 2013,

Vu la délibération n° 16-188 du Conseil Municipal en date du 1er juillet 2016 prescrivant la révision n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Martigues,

Vu l'Arrêté Ministériel en date du 1er février 2017 déclarant d'utilité publique les travaux de construction et d'aménagement de la RN 568 à 2x2 voies entre l'autoroute A 55 à Martigues et la RN 568 à l'Est de Fos-sur-Mer, emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme de la Commune de Martigues,

Vu la délibération n° 17-034 du Conseil Municipal du 3 février 2017 approuvant la modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme,

Vu le Projet d'Aménagement et de Développement Durables élaboré par la Direction de l'Urbanisme,

Vu l'examen du dossier et l'avis de la Commission "Urbanisme et Cadre de Vie" en date du 7 mars 2017,

Vu l'examen du dossier et l'avis de la Commission "Administration Générale et Finances" en date du 8 mars 2017,

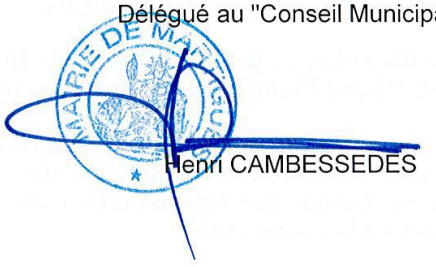
Monsieur le Maire invite donc le Conseil Municipal :

- ***A prendre acte du débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD).***

LE DÉBAT N'A PAS FAIT L'OBJET D'UN VOTE.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Premier Adjoint
Délégué au "Conseil Municipal"



Henri CAMBESSEDES

PLH – Approbation du Programme Local de l'Habitat - Délibération n° 2010- 076 du Conseil Municipal du 24 Juin 2010

capm
Pays de Martigues

Acte rendu exécutoire après envoi en préfecture
le : 07 JUIL. 2010
et publication ou notification du :
05 JUIL. 2010

Département des Bouches-du-Rhône
Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues

Convocation du 16 Juin 2010
Nombre de Membres en exercice : 24
Quorum : 13
Nombre de présents : 18

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SEANCE DU 24 JUIN 2010

*L'**an deux mille dix**, le **vingt quatre** du mois **de Juin** à 17 h 30 le CONSEIL COMMUNAUTAIRE, légalement convoqué, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur **Gaby CHARROUX**, Président de séance.*

N° 2010-076

EQUILIBRE SOCIAL DE L'HABITAT
APPROBATION DU PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT

TITULAIRES PRÉSENT(e)S :

M. Gaby **CHARROUX**, Président, M. Christian **BEUILLARD**, Vice-Président, M. Jean **GONTERO**, Vice-Président, M. Jean-Pierre **REGIS**, Vice-Président, M. Vincent **THERON**, M. Gérald **LODOVICCI**, M. Florian **SALAZAR MARTIN**, M. Roger **CAMOIN**, Mme Sophie **DEGIOANNI**, M. René **GIORGETTI**, Mme Rosalba **CERBONI**, M. Laurent **BELSOLA**, Mme Rose-Marie **QUAGLIATA**, Conseillers Communautaires.

SUPPLEANT(E) PRÉSENT(e) :

Mme Eliane **ISIDORE**, M. Patrick **CRAVERO**, Mme Annie **KINAS**, M. Daniel **MONCHO**, Mme Nicole **CARDE**.

EXCUSÉ(e)S :

M. Paul **LOMBARD**, Vice-Président, représenté par Mme Annie **KINAS**, Mme Patricia **FERNANDEZ PEDINIELLI**, Vice-Présidente, Mme Evelyne **SANTORU-JOLY**, Vice-Présidente M. Henri **CAMBESSEDES** représenté par Mme Eliane **ISIDORE**, Mme Françoise **EYNAUD** représentée par M. Patrick **CRAVERO**, M. Alain **SALDUCCI** représenté par M. Daniel **MONCHO**, M. Marc **DEPAGNE**, Mme Martine **MULLER**, M. Hassan **BENMBAREK**, M. Jean-Pierre **MUTERO** représenté par Mme Nicole **CARDE**, M. Philippe **BOURCHET**, Conseillers Communautaires.

Conformément à l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur Laurent **BELSOLA** est nommé **secrétaire de séance**, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues • Martigues • Port-de-Bouc • Saint-Mitre-les-Remparts
Hôtel de l'Agglomération, rond-point de l'Hôtel de Ville - BP 90104 - 13693 Martigues Cedex
tél : 04 42 06 90 10 • fax : 04 42 06 90 15 • mel : president@paysdemartigues.fr • www.paysdemartigues.fr

Par délibération n°2005-108 du 30 septembre 2005, le Conseil Communautaire a engagé l'élaboration d'un Programme Local de l'Habitat dans le cadre de sa compétence relative à l'équilibre social de l'habitat.

Le projet de Programme Local de l'Habitat a été arrêté par délibération n°2009-21 du 19 février et transmis le 28 avril 2009 aux Communes membres et à l'établissement public en charge de l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale qui disposaient d'un délai de deux mois pour rendre leur avis, à défaut cet avis étant réputé favorable.

Les assemblées délibérantes des trois communes membres et du Syndicat Mixte en charge du S.C.O.T. Ouest Etang de Berre ont chacune rendu un avis favorable sans réserve au projet de Programme Local de l'Habitat, tel qu'arrêté le 19 février 2009.

Au vu de ces avis, le Conseil Communautaire dans sa séance du 24 septembre a autorisé Monsieur le Président :

- A prendre acte des avis favorables rendus par les Conseils Municipaux de Martigues, Port de Bouc et Saint-Mitre les Remparts et du Comité du Syndicat Mixte en charge de l'élaboration du SCOT Ouest Etang de Berre
- A transmettre le P.L.H. arrêté à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône afin que celui-ci saisisse le Comité Régional de l'Habitat, celui-ci s'est réuni le 21 décembre 2009.

Dans son avis, le Comité Régional de l'Habitat rappelle la nécessité d'intégrer au P.L.H., arrêté le 19 février 2009, les obligations de la Loi de Mobilisation pour le Logement et de Lutte contre l'Exclusion du 25 mars 2009.

Il propose, compte tenu du caractère très mineur des adaptations nécessaires, que ce point ne fasse pas obstacle à l'adoption du Programme Local de l'Habitat et que la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues s'engage à compléter le document en ce sens.

Il conclut à la proposition d'un avis favorable à l'adoption du Programme Local de l'Habitat intercommunal de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Les remarques sont intégrées au texte du document Programme Local de l'Habitat et le Conseil Communautaire devra, par la suite, délibérer chaque année sur l'état de réalisation du Programme Local de l'Habitat et son adaptation à l'évolution de la situation sociale ou démographique.

Ceci exposé,

VU le Code de la construction et notamment son article L 302-2,

VU la Délibération n° 2005-108 du 30 septembre 2005, le Conseil Communautaire engageant l'élaboration d'un Programme Local de l'Habitat dans le cadre de sa compétence relative à l'équilibre social de l'habitat,

VU Délibération n° 2009-21 du 19 février 2009 arrêtant le projet de Programme Local de l'Habitat,

VU Délibération n° 2009-116 du 24 septembre 2009 prenant en compte les avis rendus par les communes membres et le syndicat mixte en charge du schéma de cohérence territorial,

VU l'avis favorable du Comité Régional de l'Habitat,

VU l'avis favorable de la Commission Administration Générale, Finances et Personnel, en date du 15 juin 2010,

VU l'avis favorable du Bureau Communautaire en date du 15 juin 2010,

Ayant entendu l'exposé de Monsieur BEUILLARD Christian, Vice Président,

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire :

ADOPTE le Programme Local de l'Habitat intercommunal de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues et les orientations qu'il propose.

ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ.

Le Président, le Trésorier Principal, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré les jours, mois et an ci-dessus.
Pour extrait conforme au Registre des Délibérations,

MARTIGUES - PORT DE BOUC - ST MITRE LES REMPARTS - 13
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE MARTIGUES

LE PRESIDENT,
CONSEILLER GENERAL,
Gaby CHARROUX

PPRT – Plan de Prévention des Risques Technologiques de Lavéra - Arrêté de prescription du 1er août 2013 et Porter à Connaissance modifié le 8 mars 2018

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE

PREFECTURE
Direction des Collectivités Locales, de l'Utilité Publique
et de l'Environnement
Bureau des Installations et Travaux réglementés
pour la Protection des Milieux
Dossier suivi par : Patrick ARGUIMBAU
☎ 04.84.35.42.68
n°207- 2013 PPRT/1

Marseille le, 01 AOUT 2013

ARRETE PRESCRIVANT L'ELABORATION DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (PPRT) DE LAVERA SUR LES COMMUNES DE MARTIGUES ET DE PORT DE BOUC AUTOUR DES ETABLISSEMENTS PETROINEOS MANUFACTURING FRANCE, INEOS CHEMICALS LAVERA, NAPHTACHIMIE, OXOCHIMIE, KEM ONE LAVERA, HUNTSMAN, TOTAL, GEOGAZ, PRIMAGAZ, LBC ET GAZECHIM

LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PRÉFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD,
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L-515.15 à L-515.25, et les articles R122-17 et 18, R.515-39 à R.515-50,

VU le code minier, notamment son article L-264-2,

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.211-1, L.230-1 et L-300.2,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L.15-6 à L.15-8,

VU le décret n° 2005-1130 du 7 septembre 2005 relatif aux plans de prévention des risques technologiques,

VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées soumises à autorisation,

VU l'arrêté ministériel du 17 janvier 2003 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les stockages de gaz et d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés,

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation,

VU la circulaire interministérielle du 27 juillet 2005 relative au rôle des services de l'équipement dans les domaines de la prévention des risques technologiques et naturels,

Préfecture des Bouches-du-Rhone - 13282 MARSEILLE Cedex 20 - ☎ 04 84.35.40.00 - Télécopie 04.84.35.42.00.

VU la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003,

VU les arrêtés préfectoraux autorisant l'exploitation régulière des installations des établissements PETROINEOS MANUFACTURING FRANCE, INEOS CHEMICALS LAVERA, NAPHTACHIMIE, OXOCHIMIE, KEM ONE LAVERA, HUNTSMAN, TOTAL, GEOGAZ, PRIMAGAZ, LBC, GAZECHIM, implantés sur le territoire de la commune de Martigues,

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 12 octobre 2012, proposant la liste des phénomènesdangereux et le périmètre à retenir pour le PPRT,

VU l'arrêté préfectoral n° 241-2012 CSS en date du 8 mars 2013 portant création de la commission de suivi de site (CSS) autour des établissements PETROINEOS MANUFACTURING France, INEOS CHEMICALS LAVERA, NAPHTACHIMIE, OXOCHIMIE, KEM ONE LAVERA HUNTSMAN, TOTAL, GEOGAZ, PRIMAGAZ, LBC, GAZECHIM à Martigues et TOTAL à Châteauneuf-les-Martigues,

VU l'arrêté n° CE 2013-93-13-01 en date du 29 mai 2013, portant décision après examen au cas par cas du plan de prévention des risques technologiques de Martigues-Lavéra en application de l'article R122-18 du code de l'environnement relatif à l'évaluation environnementale,

VU l'avis du conseil municipal de la commune de Port de Bouc sur le projet d'arrêté de prescription du PPRT, en date du 25 juin 2013,

VU l'avis du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues sur le projet d'arrêté de prescription du PPRT, en date du 27 juin 2013,

VU l'avis du conseil municipal de la commune de Martigues sur le projet d'arrêté de prescription du PPRT, en date du 28 juin 2013,

VU le rapport complémentaire de la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 24 juillet 2013, prenant en compte l'avis de l'autorité environnementale et les avis des collectivités consultées sur les modalités de la concertation,

VU l'avis du sous-préfet d'Istres en date du 24 juillet 2013,

CONSIDERANT que tout ou partie des communes de Martigues et de Port de Bouc, membres de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues sont susceptibles d'être soumises aux effets de plusieurs phénomènes dangereux, générés par les établissements PETROINEOS MANUFACTURING FRANCE, INEOS CHEMICALS LAVERA, NAPHTACHIMIE, OXOCHIMIE, KEM ONE LAVERA, HUNTSMAN, TOTAL, GEOGAZ, PRIMAGAZ, LBC, GAZECHIM,

Préfecture des Bouches-du-Rhone - 13282 MARSEILLE Cedex 20 - ☎ 04 84.35.40.00 - Télécopie 04.84.35.42.00.

CONSIDERANT que conformément à l'article L.515-8 du code de l'environnement, des établissements PETROINEOS MANUFACTURING FRANCE, INEOS CHEMICALS LAVERA, NAPHTACHIMIE, OXOCHIMIE, KEM ONE LAVERA, HUNTSMAN, TOTAL, LBC, GAZECHIM sont classés AS au regard de la nomenclature définie en annexe de l'article R.511-9 du même code, et que les établissements GEOGAZ, et PRIMAGAZ sont des stockages souterrains relevant de l'article L.211-2 du code minier,

CONSIDÉRANT par ailleurs que les sociétés susvisées relèvent également des dispositions de l'arrêté ministériel du 10 mai 2010, relatif à la prévention des risques majeurs dans les établissements dits "SEVESO",

CONSIDÉRANT que la démarche de maîtrise des risques (MMR) engagée au sein des établissements PETROINEOS MANUFACTURING FRANCE, INEOS CHEMICALS LAVERA, NAPHTACHIMIE, OXOCHIMIE, KEM ONE LAVERA, HUNTSMAN, TOTAL, GEOGAZ, PRIMAGAZ, LBC, GAZECHIM, n'a pas pu écarter totalement les risques de type toxique, thermique et de surpressions, pour la maîtrise de l'urbanisation selon les critères en vigueur en niveau national,

CONSIDERANT que plusieurs phénomènes dangereux de type toxique, thermique et de surpressions décrits dans les études de dangers de cet établissement AS sont susceptibles d'impacter les territoires des communes de Martigues et de Port de Bouc,

CONSIDERANT ainsi, que pour limiter l'exposition des populations voisines des établissements PETROINEOS MANUFACTURING FRANCE, INEOS CHEMICALS LAVERA, NAPHTACHIMIE, OXOCHIMIE, KEM ONE LAVERA, HUNTSMAN, TOTAL, GEOGAZ, PRIMAGAZ, LBC, GAZECHIM, il y a lieu de prescrire l'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques Technologiques conformément à l'article L.515-1 du Code de l'Environnement,

SUR PROPOSITION du Préfet de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Sud, Préfet Bouches du Rhône,

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Périmètre d'étude.

L'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques Technologiques est prescrite sur le territoire des communes de Martigues et Port-de-Bouc.

Le périmètre d'étude du Plan est délimité sur la carte figurant à l'annexe 1 du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Nature des risques pris en compte.

Le territoire inclus dans le périmètre d'étude est susceptible d'être impacté par des effets toxiques, thermiques et de surpressions.

Préfecture des Bouches-du-Rhone - 13282 MARSEILLE Cedex 20 - ☎ 04 84.35.40.00 - Télécopie 04.84.35.42.00.

ARTICLE 3 :Services instructeurs

Sous l'arbitrage du Préfet, et en association avec les personnes et organismes désignés au paragraphe 4.1, l'équipe de projet interministérielle, composée de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Provence Alpes Cotes d'Azur et de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches du Rhône, élabore le Plan de Prévention des Risques Technologiques prévu à l'article 1.

ARTICLE 4 :Personnes et organismes associés

4.1. Sont associés à l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques le directeur ou son réprésentant:

de la société PETROINEOS MANUFACTURING FRANCE

Adresse du siège social	Adresse de l'établissement
Avenue de la Bienfaisance BP 6 13117 – LAVERA	Avenue de la Bienfaisance BP 6 13117 – LAVERA

de la société INEOS CHEMICALS LAVERA

Adresse du siège social	Adresse de l'établissement
Avenue de la Bienfaisance BP 6 13117 – LAVERA	Avenue de la Bienfaisance BP 6 13117 – LAVERA

- **de la société NAPHTACHIMIE**

Adresse du siège social	Adresse de l'établissement
NAPHTACHIMIE 2, Place Jean Millier 92400 COURBEVOIE	BP 2 13117 – LAVERA

- **de la société OXOCHIMIE**

Adresse du siège social	Adresse de l'établissement
OXOCHIMIE 420 rue d'Estienne d'Orves 92705 COLOMBES CEDEX	BP 3 13117 – LAVERA

- **de la société KEM ONE LAVERA**

Adresse du siège social	Adresse de l'établissement
KEM ONE 210 avenue Jean Jaurès 69007 LYON	Ecopolis Lavera Sud BP 3 13117 – LAVERA

- **de la société HUNTSMAN**

Adresse du siège social	Adresse de l'établissement
HUNTSMAN Surfaces Sciences France ZI de Han sur Meuse BP19 55300 ST MIHIEL	BP 111 route de Ponteau 13117 LAVERA

- **de la société TOTAL**

Adresse du siège social	Adresse de l'établissement
TOTAL RAFFINAGE CHIMIE 2 place Jean Miller 92400 Courbevoie	TOTAL Raffinage & Marketing Route du Port 13117 LAVERA

- **de la société LBC**

Adresse du siège social	Adresse de l'établissement
Route du Port pétrolier 13117 LAVERA	Route du Port pétrolier 13117 LAVERA

- **de la société GEOGAZ**

Adresse du siège social	Adresse de l'établissement
GEOGAZ 7 rue E. et A. Peugeot 92563 RUEIL-MALMAISON CEDEX	3, route Gay LUSSAC 13117 LAVERA

- **de la société PRIMAGAZ**

Adresse du siège social	Adresse de l'établissement
PRIMAGAZ 1 Bvd Jean Moulin ZAC de la Clef Saint Pierre 78990 ELANCOURT	Route du Port pétrolier 13117 LAVERA

- **de la société GAZECHIM**

Adresse du siège social	Adresse de l'établissement
GAZECHIM 15 rue Henri BRISSON BP 405 34504 BEZIERS	2, Route GAY LUSSAC 13117 LAVERA

- le maire de la commune de Martigues ou son représentant,
- le maire de la commune de Port de Bouc ou son représentant,
- le président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues ou son représentant,
- un représentant de la commission de suivi de site (CSS) désigné par la CSS

- le président du Conseil Général des Bouches du Rhône ou son représentant,
- le président du Conseil Régional de la région PACA ou son représentant,
- le président du Syndicat Mixte du Schéma de cohérence Territoriale (SCOT) Ouest Etang de Berre ou son représentant,
- le directeur de RFF ou son représentant,
- le directeur régional de la SNCF ou son représentant,
- le directeur du Grand Port Maritime de Marseille (GPMM-Direction Aménagement) ou son représentant,
- un représentant de la Capitainerie des bassins ouest du Grand Port Maritime de Marseille,
- le président du Groupement des Entreprises de l'Ouest de l'Etang de Berre (GEOEB) en tant que représentant des entreprises riveraines de la plate-forme (Ecopolis, ZA de Caronte Martigues et Port de Bouc) ou son représentant,,
- un représentant choisi parmi les associations de défense de l'environnement de Martigues, désignées par la commune de Martigues,
- un représentant choisi parmi les associations de défense de l'environnement de Port de Bouc, désignées par la commune de Port de Bouc.

Sous l'arbitrage du Préfet ou de son représentant et en association avec les personnes et organismes désignés, la liste des représentants des riverains, d'association de riverains ou d'entreprises riveraines pourra évoluer pour prendre en compte des demandes de représentativités supplémentaires.

4.2. Une réunion d'association, à laquelle participent les personnes et organismes visés au paragraphe 4.1 du présent arrêté, est organisée pour le lancement de la procédure. Le cas échéant, d'autres réunions peuvent être organisées, soit à l'initiative de l'équipe de projet interministérielle, soit à la demande des personnes et organismes associés.

Les réunions d'association, convoquées au moins 15 jours avant la date prévue permettront de :

- présenter le contenu et les résultats des études techniques du PPRT,
- proposer les différentes orientations du plan, établies avant enquête publique,
- déterminer les principes sur lesquels se fondent l'élaboration du projet de plan de zonage réglementaire et de règlement sur la base des aléas et des enjeux déterminés pour les 11 sites industriels susvisés.

Les comptes-rendus des réunions d'association sont adressés sous un mois, pour observation, aux personnes et organismes visés au paragraphe 4.1 du présent arrêté. Ne peuvent être prises en considération que les observations faites par écrit au plus tard dans les 30 jours suivant la réception du rapport.

Le projet de plan, avant enquête publique, est soumis aux personnes et organismes associés. A défaut de réponse dans un délai de 2 mois à compter de la saisine, leur avis est réputé favorable.

ARTICLE 5 : Modalités de concertation

La concertation avec les habitants, les associations locales et les autres personnes intéressées, sera organisée pendant toute la durée d'élaboration du PPRT selon les modalités suivantes :

5.1. La concertation débute dès notification du présent arrêté et s'achève 2 mois après la saisine officielle des personnes et organismes associés sur le projet de PPRT.

5.2. Les documents d'élaboration du projet de PPRT sont tenus à la disposition du public en mairie de Martigues et de Port de Bouc.

Les observations du public sont recueillies sur des registre prévus à cet effet en mairie de Martigues et en mairie de Port de Bouc.

Ces documents sont consultables :
- sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
- sur le site internet régional sur les plans de prévention des risques technologiques de la DREAL PACA (www.paca.developpement-durable.gouv.fr)

Une réunion publique d'information est organisée dans chacune des communes associées. Le cas échéant, d'autres réunions publiques d'informations pourront être organisées.

5.3. Le bilan de la concertation est communiqué aux personnes et organismes associés (définis au paragraphe 4.1 du présent arrêté), et mis à la disposition du public :
- à la préfecture des Bouches-du-Rhône,
- à la mairie de Martigues,
- à la mairie de Port de Bouc,
- sur le site Internet de la DREAL PACA.(http://www.pprt-paca.fr/).

ARTICLE 6 : Evaluation environnementale du PPRT

Conformément à l'avis de l'Autorité environnementale susvisé, le projet d'élaboration du présent PPRT n'est pas soumis à évaluation environnementale.

ARTICLE 7 :Mesures de publicité

Un exemplaire du présent arrêté est adressé aux personnes et organismes associés définis dans l'article 4.1.

Il doit être affiché pendant un mois dans les mairies de Martigues et de Port de Bouc et au siège de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues,

Un avis concernant la prescription de ce PPRT sera inséré :

par les soins du Préfet dans deux journaux diffusés dans tout le département ;
- par les soins des maires Martigues et de Port de Bouc dans leur journal local d'information.

Il sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

ARTICLE 5:Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
Le Sous-Préfet d'Istres,
Le Maire de Martigues,
Le Maire de Port de Bouc,
Le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues,
La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région PACA,
Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Bouches du Rhône,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le 0 1 AOUT 2013

Michel CADOT

Préfecture des Bouches-du-Rhone - 13282 MARSEILLE Cedex 20 - ☎ 04 84.35.40.00 - Télécopie 04.84.35.42.00.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE

PREFECTURE
Direction des Collectivités Locales,
de l'Utilité Publique et de l'Environnement
Bureau des Installations et Travaux Réglementés
pour la Protection des Milieux
Dossier suivi par : M ARGUIMBAU
Tél. : 04.84.35.42.68
n° 207-2013-PPRT/1

Marseille le, 20 AOUT 2013

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (PPRT) DENOMME « PPRT DE LAVERA » SUR LES COMMUNES DE MARTIGUES ET DE PORT DE BOUC POUR LES SOCIETES PETROINEOS MANUFACTURING FRANCE, INEOS CHEMICALS LAVERA, NAPHTACHIMIE, OXOCHIMIE, KEM ONE LAVERA, HUNTSMAN, TOTAL, GEOGAZ, PRIMAGAZ, LBC, GAZECHIM

Par arrêté du Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, en date du 1er août 2013, il a été prescrit l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT), dénommé « PPRT de Lavéra » autour du site des établissements PETROINEOS MANUFACTURING FRANCE, INEOS CHEMICALS LAVERA, NAPHTACHIMIE, OXOCHIMIE, KEM ONE LAVERA, HUNTSMAN, TOTAL, GEOGAZ, PRIMAGAZ, LBC, GAZECHIM, sis à Martigues, qui s'étend sur les communes de Martigues et de Port de Bouc :

Cet arrêté peut être consulté à :

- la Mairie de Martigues
Hôtel de Ville
Avenue Louis Sammut
BP 60101
13692 Martigues Cedex

- la Mairie de Port de Bouc,
Hôtel de Ville
Cours Landrivon
13110 Port de Bouc

- la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues
Hôtel de l'Agglomération
Rond Point de l'Hôtel de Ville
13500 Martigues

- la Préfecture des Bouches-du-Rhône
Direction des Collectivités Locales
de l'Utilité Publique et de l'Environnement
Bureau des Installations et Travaux réglementés
pour la Protection des Milieux
4ème étage-bureau 419
Bd Paul Peytral
13006 Marseille

Marseille le 20 AOUT 2013

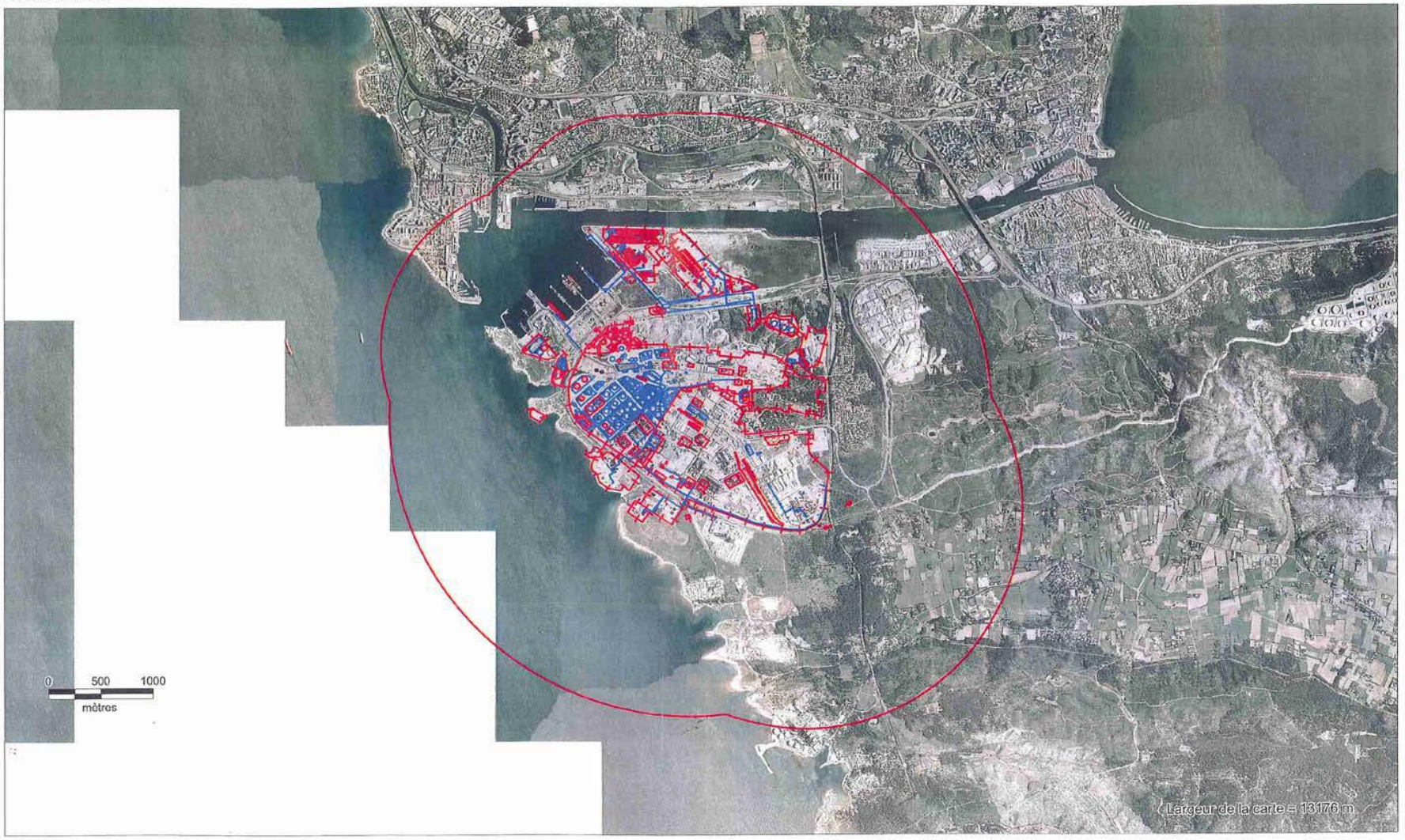
Pour le Préfet
Le Directeur
des Collectivités Locales,
de l'Utilité Publique
de l'Environnement

Josiane GILBERT

Préfecture des Bouches-du-Rhône Boulevard Paul Peytral- 13282 MARSEILLE cedex 20 - ☎ 04 84.35.40.00 - Télécopie 04.84.35.42.00.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PPRT de Martigues Lavéra (HUNTSMANN - GAZECHIM - NAPHTACHIMIE - PETROINEOS - ICL - KEM ONE PRIMAGAZ - STOCKAGE TOTAL - GEOGAZ - LBC - OXOCHIMIE) - Périmètre d'étude



Sources: EDD des établissements
Dossier: PPRT_LAVERA\Calculs_du_20130110_2
Rédaction/Edition: PW - 10/01/2013 - MAPINFO® V 9 - SIGALEA® V 4.0.4 - ©INERIS 2011

Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 207-2013
du 01 AOUT 2013

Michel CADOT

SIGALEA

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

MAIRIE DE MAR
19.03.18 014821
COURRIER - ARRIVEE

Direction départementale
des Territoires et de la Mer

Direction Régionale de
l'Environnement,
de l'Aménagement et du
Logement

Pour éxécution : DU
Envoi systématique LE MAIRE
LE 1er ADJOINT
Copies - CM
- Mme DEGIOANNI
- DGST

Marseille, le 0 8 MARS 2018

Le Préfet
de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Préfet des Bouches-du-Rhône
à
Monsieur le Maire de Martigues

Affaire suivie par : Philippe VARGELLI
Tél. : 04-91-28-41-15
Courriel : philippe.vargelli@bouches-du-rhone.gouv.fr

Objet : Modification du porter à connaissance du risque technologique lié aux établissements de PETROINEOS MANUFACTURING FRANCE, INEOS CHEMICALS LAVERA, INEOS DERIVATES LAVERA, NAPHTACHIMIE, OXOCHIMIE, KEM ONE LAVERA, WILMAR, TOTAL RAFFINAGE MARKETING, GEOGAZ, PRIMAGAZ, ALKION TERMINALS et GAZECHIM sur les communes de Martigues et de Port-de-Bouc

P.J. : Préconisations en matière de maîtrise de l'urbanisation autour des établissements du site de LAVERA cités en objet, cartographies d'aléas des zones à risques (6 annexes).

En application de l'article L.121-2 du Code de l'urbanisme, j'ai porté à votre connaissance, par courrier en date du 13 octobre 2015, le risque technologique lié aux établissements Seveso du site de LAVERA cités en objet sur le territoire des communes de Martigues et de Port-de-Bouc.

En effet, ces établissements exploitent des installations qui sont susceptibles d'engendrer des accidents majeurs pouvant être à l'origine de graves dangers pour la sécurité publique. En attente de l'approbation du Plan de Prévention de Risques (PPRT) de LAVERA, le porter à connaissance (PAC) vous permet de délivrer sous conditions, voire de refuser, les autorisations d'urbanisme avec le recours à l'article R.111-2 du Code de l'Urbanisme, pour limiter la vulnérabilité des populations exposées et garantir la sécurité publique.

Dans le cadre des travaux d'élaboration du PPRT de LAVERA, deux faits majeurs me conduisent à vous communiquer l'évolution de ce PAC.

D'une part, les études de réduction du risque à la source menées par les industriels à l'origine des risques ont permis une réduction des aléas sur les territoires des communes de Martigues et de Port-de-Bouc. Les cartographies d'aléas des zones à risques, situées en annexes 1 à 6, ont été actualisées en conséquence.

D'autre part, comme l'autorise la circulaire du 25 juin 2013 relative au traitement des plateformes économiques dans le cadre des PPRT, une plateforme économique nommée APIL (Association pour la Plateforme Industrielle de Lavera) a été déclarée le 5 février 2018 en sous-Préfecture d'Istres. Conformément à la circulaire précitée, cette plateforme économique ouvre la possibilité à ses adhérents de rester, de se développer ou de s'implanter dans tous les secteurs y compris ceux dont les niveaux de dangers sont élevés ou très élevés. En conséquence, les préconisations du PAC en matière de maîtrise de l'urbanisation autour des établissements du site de LAVERA se devaient d'être modifiées.

Désormais, il conviendra de se référer à ces nouveaux éléments pour le suivi des actes d'urbanisme.

Pour ce qui le concerne, l'État prendra en compte cette connaissance et appliquera toutes les dispositions réglementaires associées dans le cadre de ses missions, notamment dans les avis sur les projets et documents d'urbanisme, ainsi que sur le contrôle de légalité des documents et actes d'urbanisme.

Copie du présent courrier sera adressée à Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Les services de la DDTM13 et de la DREAL PACA se tiennent à votre disposition pour vous donner toute information complémentaire sur ce «porter à connaissance» nécessaire à la protection des personnes et des biens.

Bien cordialement

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Copies :
- M. le Sous-Préfet d'Istres
- M. le Président de la Métropole

siège : 16, rue Antoine Zattara - 13332 Marseille cedex 3 - Tél : 04 91 28 40 40
site internet : www.bouches-du-rhone.gouv.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfecture des Bouches du Rhône

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement-PACA		Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône

Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT)

LAVERA

Communes de Martigues et de Port-de-Bouc

Porter à Connaissance (PAC)

Modification n°1 – janvier 2018

Porter à connaissance «risques technologiques» et maîtrise de l'urbanisation PPRT LAVERA / Communes de Martigues et de Port-de-Bouc

Considérant l'article L.121-2 du Code de l'Urbanisme

Considérant le Code de l'Environnement (Servitudes et PPRT)

Considérant l'arrêté de prescription du PPRT de LAVERA en date du 1er août 2013 et ses arrêtés de prorogation du 27/01/2015, du 19/07/2016 et du 27/12/2017.

Vu l'arrêté préfectoral du 19/02/2014 donnant acte de l'étude de dangers et prescrivant à la société PETROINEOS MANUFACTURING FRANCE des mesures complémentaires ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17/06/2014 donnant acte de l'étude de dangers et prescrivant à la société INEOS CHEMICALS LAVERA des mesures complémentaires ;

Vu l'arrêté préfectoral du 02/07/2013 donnant acte de l'étude de dangers et prescrivant à la société LBC des mesures complémentaires ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15/01/2014 donnant acte de l'étude de dangers et prescrivant à la société NAPHTACHIMIE des mesures complémentaires ;

Vu l'arrêté préfectoral du 03/04/2014 donnant acte de l'étude de dangers et prescrivant à la société KEM ONE des mesures complémentaires ;

Vu les arrêtés préfectoraux du 30/07/2013 et du 28/02/2014 donnant acte de l'étude de dangers et prescrivant à la société GAZECHIM des mesures complémentaires ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24/10/2013 donnant acte de l'étude de dangers et prescrivant à la société GEOGAZ des mesures complémentaires ;

Vu l'arrêté préfectoral du 02/07/2013 donnant acte de l'étude de dangers et prescrivant à la société WILMAR des mesures complémentaires ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10/03/2014 donnant acte de l'étude de dangers et prescrivant à la société OXOCHIMIE des mesures complémentaires ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19/12/2013 donnant acte de l'étude de dangers et prescrivant à la société PRIMAGAZ des mesures complémentaires ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28/02/2014 donnant acte de l'étude de dangers et prescrivant à la société DEPOT TOTAL RAFFINAGE MARKETING à LAVERA des mesures complémentaires ;

Partie I : Applicabilité

I.1 Généralités

Le présent document vise à porter à connaissance de l'autorité compétente en matière d'urbanisme sur les communes de Martigues et de Port de Bouc, les risques technologiques liés aux installations classées soumises à autorisation avec servitudes du complexe de LAVERA :

- Petroineos Manufacturing France,
- INEOS Chemicals Lavera,
- INEOS Derivatives Lavera,
- Naphtachimie,
- Oxochimie,
- Kem One Lavéra,
- Wilmar,
- Dépôt Total,
- Géogaz,
- Primagaz,
- Alkion Terminals,
- Gazechim

Il énonce les principes de maîtrise d'urbanisation et définit les dispositions à appliquer pour les autorisations d'urbanisme. Ces dispositions préventives peuvent être rendues opposables notamment par application de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme.

La connaissance des risques technologiques est issue des études de dangers de l'ensemble des établissements concernés intégrant les critères de probabilité, de cinétique, d'intensité et de gravité des phénomènes dangereux.

Les dispositions en matière d'urbanisme et les préconisations constructives s'appliquent sur les communes de Martigues et de Port de Bouc dans l'ensemble du Périmètre d'Exposition aux Risques.

Le présent porter à connaissance s'appuie, dans un souci de protection des populations durant la période transitoire avant l'approbation du PPRT, sur des hypothèses d'effets maximum. Les objectifs de performance et/ou de résistance imposés par le futur PPRT pourront être, le cas échéant, inférieurs à ceux recommandés dans le présent porter à connaissance.

Dans les zones d'interface réglementaire (par exemple, vis-à-vis de la réglementation relative aux Transports de Matières Dangereuses par canalisations souterraines), les dispositions en matière d'urbanisme les plus contraignantes s'appliquent.

I.2. Délai d'application

Les dispositions du présent porter à connaissance sont applicables jusqu'à la date de prise en compte des servitudes d'utilité publiques, instaurées par l'approbation du plan de prévention des risques technologiques de LAVERA, dans le document d'urbanisme du territoire concerné.

I.3. Modification du porter à connaissance

Le présent document est révisé et modifié si besoin, à l'initiative des services de l'État, après une éventuelle modification de seuil ou après chaque arrêté préfectoral de mesures de maîtrise des risques, d'un établissement de LAVERA, générant une évolution de l'aléa technologique.

Partie II : Connaissance des aléas technologiques

II.1. Les phénomènes dangereux des installations classées de LAVERA

Les phénomènes dangereux générés par les établissements SEVESO Seuil haut de LAVERA sont recensés de façon exhaustive par les établissements concernés et décrits dans les études de dangers des exploitants communiquées à l'inspection des installations classées.

Les phénomènes dangereux qui ont été exclus sur la base de la réglementation en vigueur pour la maîtrise de l'urbanisation sont notamment traités au sein du plan particulier d'intervention dans le cadre de la gestion du risque technologique sur le territoire.
Les cartographies représentatives des différents aléas et niveaux d'intensité, annexées au présent PAC, tiennent compte de ces exclusions.

II.2. L'Aléa technologique global des installations classées du complexe de LAVERA

II.2.1. Zone d'intensité globale à cinétique rapide

La zone d'intensité globale à cinétique rapide se constitue des zones d'intensité à cinétique rapide des effets toxiques, thermiques, et de surpression.
La cinétique rapide s'entend comme « immédiate » à partir du moment où le phénomène dangereux apparaît.
La carte **de zone d'intensité globale à cinétique rapide** est présentée en **annexe 1**.

La définition des zones est la suivante :

Zone	**Définition**
Faibles	Zone d'effets indirects dite de « bris de vitre »*
Significatifs	Zone aux seuils d'effet irréversibles
Graves	Zone aux seuils d'effet létaux
Très graves	Zone aux seuils d'effet létaux significatifs

*Seul l'effet de surpression génère ce type de phénomène dangereux.

II.2.2. Pondération des zones d'intensité à cinétique rapide par la probabilité : l'aléa

Les zones d'intensité à cinétique rapide sont pondérées par la probabilité d'occurrence d'apparition des phénomènes dangereux pour générer l'aléa technologique.

La carte **de l'aléa technologique** est présentée en **annexe 2**.

Les classes de probabilité D et E sont définies au sens de l'annexe I relative aux échelles de probabilité de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 (disponible sur le site : http://www.legifrance.gouv.fr/).

La définition des zones est la suivante :

Zone	**Signification**	**Définition**
TF+	Très Fort +	Effets dont les conséquences sur la vie humaine sont jugées **très graves** et dont le cumul des classes de probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux à ce niveau d'intensité conduisant à ces effets est **strictement supérieur à D**.
TF	Très Fort	Effets dont les conséquences sur la vie humaine sont jugées **très graves** et dont le cumul des classes de probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux à ce niveau d'intensité conduisant à ces effets est **compris entre D et 5E.**
F+	Fort +	Effets dont les conséquences sur la vie humaine sont jugées **très graves** et dont le cumul des classes de probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux à ce niveau d'intensité conduisant à ces effets est **strictement inférieur à 5E**

		Ou Effets dont les conséquences sur la vie humaine sont jugées **graves** et dont le cumul des classes de probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux à ce niveau d'intensité conduisant à ces effets est **strictement supérieur à D.**
F	Fort	Effets dont les conséquences sur la vie humaine sont jugées **graves** et dont le cumul des classes de probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux à ce niveau d'intensité conduisant à ces effets est **compris entre D et 5E.**
M+	Moyen +	Effets dont les conséquences sur la vie humaine sont jugées **graves** et dont le cumul des classes de probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux à ce niveau d'intensité conduisant à ces effets est **strictement inférieur à 5E** Ou Effets dont les conséquences sur la vie humaine sont jugées **significatives** et dont le cumul des classes de probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux à ce niveau d'intensité conduisant à ces effets est **strictement supérieur à D.**
M	Moyen	Effets dont les conséquences sur la vie humaine sont jugées **significatives** et dont le cumul des classes de probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux à ce niveau d'intensité conduisant à ces effets est **compris entre D et 5E.**
Fai	Faible	Effets dont les conséquences sur la vie humaine sont jugées **significatives** et dont le cumul des classes de probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux à ce niveau d'intensité conduisant à ces effets est **strictement inférieur à 5E** Ou Soumis potentiellement à un effet dont les conséquences sont des bris de vitres.

II.2.3. Zone dite « de cinétique lente »

La zone dite « de cinétique lente » correspond à la zone d'effet des phénomènes dangereux disposant d'une cinétique d'apparition suffisante pour permettre la mise en œuvre d'un plan d'urgence assurant la mise à l'abri des personnes présentes au sein de cette zone.

La zone de cinétique lente de LAVERA correspond aux zones d'effet des phénomènes dangereux de BOIL OVER des réservoirs de stockage de pétrole brut avec un remplissage de 100 %.

Le périmètre **de la zone de cinétique lente** est présenté en **annexe 2.**

II.3. Précisions sur les phénomènes dangereux et leurs effets associés pour les installations classées du complexe de LAVERA

II.3.1. Les phénomènes dangereux générant des effets thermiques

Un phénomène thermique est caractérisé par une production de chaleur. Il est dit continu lorsqu'il est d'une durée supérieure à deux minutes et transitoire dans le cas contraire.
Pour les phénomènes transitoires, il peut s'agir d'un phénomène de type boule de feu (exemple : libération brutale d'un gaz liquéfié porté à ébullition, suivi d'une inflammation générale immédiate), ou de type feu de nuage (inflammation d'un nuage formé d'un mélange d'air et de gaz combustible, suite à une fuite de gaz combustible par exemple).

Concernant les effets thermiques transitoires pour le site de Lavera, les communes de Martigues et Port de Bouc sont uniquement impactées par le phénomène de type feu de nuage.

La carte **des effets thermiques continus** est présentée en **annexe 3.**

La carte **des effets thermiques transitoires type feu de nuage** est présentée en **annexe 4.**

La définition des zones est la suivante :

Zone	Seuil	Définition
Orange	3 kW/m² ou 600 [(kW/m²)4/3].s	Seuil des effets irréversibles délimitant la « zone de dangers significatifs pour la vie humaine »
Rouge	5 kW/m² ou 1000 [(kW/m²)4/3].s	Seuil des effets létaux délimitant la « zone des dangers graves pour la vie humaine »
Violette	8 kW/m² ou 1800 [(kW/m²)4/3].s	Seuil des effets létaux significatifs délimitant la « zone de dangers très graves pour la vie humaine »

II.3.2. Les phénomènes dangereux générant des effets de surpression

Les phénomènes de surpression correspondent à la propagation d'une onde de pression dans l'air. On distingue deux régimes d'explosion : la déflagration et la détonation (ou onde de choc).

La définition des zones est la suivante :

Zone	Seuil en mbars	Définition	Forme de l'onde de surpression	Temps d'application (ms)
Jaune	20-50	Seuils des effets délimitant la zone des effets indirects par bris de vitre sur l'homme.	Onde de choc	100 – 150
Orange	50-140	Seuils des effets irréversibles délimitant la « zone des dangers significatifs pour la vie humaine ».	Onde de choc	100 – 150
Rouge	140-200	Seuil des effets létaux délimitant la « zone des dangers graves pour la vie humaine ».	Onde de choc	100 – 150
Violette	>200	Seuil des effets létaux significatifs délimitant la « zone des dangers très graves pour la vie humaine ».	Onde de choc	100 – 150

La carte **des effets de surpression** est présentée en **annexe 5**.

II.3.3. Les phénomènes dangereux générant des effets toxiques

Un phénomène toxique est caractérisé par une production de substance agissant comme un poison pour l'être humain. Ce phénomène peut survenir après une fuite sur une installation, ou bien être le résultat du dégagement d'une substance toxique issue d'une décomposition chimique lors d'un incendie ou d'une réaction chimique.

La définition des zones est la suivante :
*CL : Concentration létale

Zone	Seuil	Définition
Orange	SEI	Seuil des effets irréversibles délimitant la « zone de dangers significatifs pour la vie humaine »
Rouge	SEL CL* 1%	Seuil des effets létaux correspondant à une Concentration létale 1% délimitant la « zone des dangers graves pour la vie humaine »
Violette	SELS CL* 5%	Seuil des effets létaux significatifs correspondant à une Concentration létale 5% délimitant la « zone de dangers très graves pour la vie humaine »

Le taux d'atténuation cible est calculé pour la situation la plus pénalisante. Il correspond au rapport entre la concentration à ne pas dépasser dans le local de confinement pendant 2 heures et la concentration extérieure du nuage toxique pris en compte. Le nuage toxique pris en compte est de concentration constante et dure 1 heure.
Le taux d'atténuation permet de définir la perméabilité de l'air requise pour le ou les locaux de confinement.
Le taux d'atténuation cible retenu est un taux de 6 %.
La carte **des effets toxiques** est présentée en **annexe 6.**

Partie III : Dispositions en matière d'urbanisme

Activité connexe : Les activités qualifiées de connexes impliquent un fonctionnement technique ou économique avec les entreprises à l'origine du risque, soit par un lien direct (flux de matières, utilisation commune d'utilités, lien économique ou technique important), soit par un niveau de prestation (interventions sur site de plus de 70 %, restaurants d'entreprises réservés aux seuls salariés).
Activités portuaires : Activités nécessitant d'utiliser la voie d'eau.
Destination et sous-destination : En référence respectivement aux articles R151-27 et R151-28 du Code de l'urbanisme.
Etablissement Recevant du Public (ERP) : En référence à l'article R.123-2 du Code de la Construction et de l'Habitation.
ERP difficilement évacuables : On entend par ERP difficilement évacuable un bâtiment dont les occupants n'ont pas, compte-tenu de la durée de développement des phénomènes dangereux considérés, le temps suffisant pour évacuer le bâtiment et pour quitter la zone des effets considérés.
Activité participant au service portuaire : Toutes activités (activités générales, activités de chargement/déchargement et activités connexes) indispensables au bon fonctionnement du port notamment en raison de la sécurité , de facilité de navigation ou d'exploitation du port (capitainerie, bras de chargement, outillage des quais,...)
Activités nécessitant de s'implanter en zone portuaire : L'implantation et le maintien des activités dans une zone portuaire doivent être liés strictement à la nécessité pour ces entreprises d'utiliser la voie d'eau.
Activités sans fréquentation permanente : activités qui regroupent toutes les constructions, installations, ouvrages, équipements au sein desquels aucune personne n'est affectée en poste de travail permanent, c'est-à-dire des activités ne nécessitant pas la présence de personnel pour fonctionner. La présence de personnel dans ces activités est liée uniquement à leur intervention pour des opérations ponctuelles (opérations de maintenance par exemple).
Définition de la Plate-forme économique : Une plate-forme économique est constituée sur la plateforme industrielle de LAVERA, correspondant à une zone géographique sur laquelle des entreprises à forte culture du risque technologique ou présentant un lien technique direct avec les entreprises à l'origine du risque (partage d'équipements, d'utilités ou de services, échange de matières premières ou matières de process) se développent en synergie. Une gouvernance commune hygiène, sécurité et environnement y est mise en place sur la base d'un engagement juridique de chaque opérateur. L'adhésion à cette plate-forme permet notamment le maintien et le développement d'activités industrielles sur la zone en mettant en avant la culture du risque comme premier principe de protection des personnes, sous réserve de prendre des dispositions visant à protéger les postes de travail permanents des opérateurs contre les accidents pouvant survenir sur la plate-forme.

III.1. Secteur TF+ à TF

Dans les zones de dangers très graves pour la vie humaine (aléas TF+ et TF), toute construction est **strictement interdite** à l'exception des constructions mentionnées ci-dessous.

Le principe d'interdiction inclut :

- tout projet de constructions nouvelles quelles que soient leur catégorie (au sens de l'article R123-9 du Code de l'Urbanisme) ou d'équipements nouveaux ;
- dans ces zones de dangers très graves, les aménagements (par exemple espace public de plein air...) pouvant accueillir de nouvelles populations sont proscrits.
- toute extension de constructions existantes et tout changement de destination ayant pour effet d'augmenter la capacité d'accueil.

Seuls peuvent être autorisées :

- toute activité d'une entreprise adhérente en tant que membre actif à une plate-forme économique au sens de la circulaire du 25 juin 2013 relative au traitement des plates-formes économiques dans le cadre des Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT);
- les activités sans fréquentation permanente sous réserve des conditions suivantes :
  - la compatibilité des activités avec leur environnement doit être validée (pas de risque supplémentaire ou d'effets dominos) ;
  - même si les personnels ne sont exposés que de façon temporaire, une procédure précisant les

dispositions minimales permettant à ces personnes de se protéger au mieux (comportement à tenir, mise à disposition d'équipements de protection individuels, information des établissements SEVESO seuil haut en vue que ceux-ci puissent prendre des mesures appropriées) est fournie dans le dossier de demande d'autorisation d'urbanisme.

- les aménagements d'activités existantes liées aux établissements à l'origine du risque (dans le respect des réglementations applicables) ;
- les travaux d'entretien courant, de mise en sûreté et de réduction de vulnérabilité des personnes exposées ;
- les nouvelles infrastructures de transport sous réserve qu'elles soient strictement nécessaires à l'activité de l'établissement à l'origine du risque ou aux entreprises adhérentes à la plate-forme économique en tant que membre actif, ou à l'acheminement des secours et qu'elles ne conduisent pas à une augmentation de la vulnérabilité des usagers ;
- pour l'existant, les ouvrages techniques indispensables aux activités portuaires ou industries;
- pour l'existant, l'extension :
  - en aléa TF et TF+, des installations à l'origine du risque ou des activités adhérentes à la plateforme économique, sous réserve que le personnel supplémentaire soit limité à celui strictement nécessaire à l'activité et de protections, pour la mise en sécurité des personnes présentes, adaptées à l'aléa ;
  - en aléa TF, les activités de chargement/déchargement et les activités connexes nécessaires au fonctionnement de la zone portuaire sous réserve que le personnel supplémentaire soit limité à celui strictement nécessaire à l'activité et de protections, pour la mise en sécurité des personnes présentes, adaptées à l'aléa.

Plus particulièrement, tout aménagement conduisant à un changement de destination ou de sous-destination ayant pour effet d'augmenter le nombre de personnes est interdit.
Dans ces zones aucun logement nouveau ne doit être autorisé. Ceci exclut la possibilité de créer des locaux spécifiques à destination de logements pour les salariés des différentes activités (surveillance de site par exemple).
Dans ces zones de danger, il est recommandé que les projets prennent les dispositions visant à protéger les occupants contre les accidents tels qu'identifiés en annexes du présent PAC. Pour ce faire, les porteurs de projet pourront demander au Préfet de leur fournir les informations détaillées sur les niveaux d'intensité des phénomènes dangereux auxquels ils sont exposés.

Dans les zones d'intensité de feu de nuage **(annexe 4)**, il est nécessaire d'éviter tout projet d'aménagement pouvant entraîner la création de zone dite encombrée (exemple : parking)...

Dans ce cadre, la compatibilité des activités avec leur environnement doit être validée (au regard des risques supplémentaires ou des effets domino).
Une démonstration suffisante doit être apportée par un organisme compétent.

III.2. Secteur F+ à F

Dans les zones de dangers graves pour la vie humaine (aléas F+ à F), **l'interdiction reste un principe** pour limiter les nouveaux aménagements et l'exposition importante de nouvelles populations à l'exception :

- toute activité d'une entreprise adhérente en tant que membre actif à une plate-forme économique au sens de la circulaire du 25 juin 2013 relative au traitement des plates-formes économiques dans le cadre des Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT);
- les activités sans fréquentation permanente sous réserve des conditions suivantes :
  - la compatibilité des activités avec leur environnement doit être validée (pas de risque supplémentaire ou d'effets dominos) ;
  - même si les personnels ne sont exposés que de façon temporaire, une procédure précisant les dispositions minimales permettant à ces personnes de se protéger au mieux (comportement à tenir, mise à disposition d'équipements de protection individuels, information des établissements SEVESO seuil haut en vue que ceux-ci puissent prendre des mesures appropriées) est fournie dans le dossier de demande d'autorisation d'urbanisme.
- les aménagements et extensions d'activités existantes liés aux établissements à l'origine du risque;
- les travaux d'entretien courant, de mise en sûreté et de réduction de vulnérabilité des personnes exposées ;

- les extensions des activités générales nécessaires au fonctionnement de la zone portuaire à condition que le personnel supplémentaire soit limité à celui strictement nécessaire au fonctionnement de l'installation technique et sous réserve de protections, pour la mise en sécurité des personnes présentes, adaptées à l'aléa ;
- les extensions des activités ayant besoin de s'implanter en zone portuaire à condition que le personnel supplémentaire soit limité à celui strictement nécessaire au fonctionnement des activités ;
- la création et l'extension des activités de chargement/déchargement et activités connexes nécessaires au fonctionnement de la zone portuaire à condition que le personnel supplémentaire soit limité à celui strictement nécessaire au fonctionnement de l'installation technique et sous réserve de protections, pour la mise en sécurité des personnes présentes, adaptées à l'aléa ;
- les équipements et des infrastructures de transport nécessaires au fonctionnement des services d'intérêt général, à la desserte et à la mise en sécurité de la zone sous réserve de ne pas augmenter la vulnérabilité des personnes ;
- les ouvrages techniques indispensables aux activités portuaires ou industries déjà installées.

Plus particulièrement, dans ces zones aucun logement nouveau ne doit être autorisé. Ceci exclut la possibilité de créer des locaux spécifiques à destination de logements pour les salariés des différentes activités (surveillance de site par exemple).
Dans ces zones de danger, Il est recommandé que les projets prennent les dispositions visant à protéger les occupants contre les accidents tels qu'identifiés en annexes du présent PAC. Pour ce faire, les porteurs de projet pourront demander au Préfet de leur fournir les informations détaillées sur les niveaux d'intensité des phénomènes dangereux auxquels ils sont exposés.

Dans les zones d'intensité de feu de nuage **(annexe 4)**, il est nécessaire d'éviter tout projet d'aménagement pouvant entraîner la création de zone dite encombrée (exemple : parking)...

Dans ce cadre, la compatibilité des activités avec leur environnement doit être validée (au regard des risques supplémentaires ou des effets domino).
Une démonstration suffisante doit être apportée par un organisme compétent.

III.3. Secteur M+ et M

Sous réserve de ne pas densifier les enjeux exposés aux aléas, l'autorisation est possible dans les zones d'aléas moyen M+ et M.

La maîtrise de l'urbanisation dans ces secteurs nécessite une gestion globale sur les incidences en matière d'accueil de nouvelles populations.

Peuvent être autorisées :
- toute activité d'une entreprise adhérente en tant que membre actif à une plate-forme économique au sens de la circulaire du 25 juin 2013 relative au traitement des plates-formes économiques dans le cadre des Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT);

Les Établissements Recevant du Public, les projets nouveaux à destination d'habitation et d'activités autres que celles autorisées aux chapitres III.1 et III.2 ainsi que les opérations d'ensemble ne sont pas autorisés.
Les aménagements des constructions existantes en vue de leur réduction de vulnérabilité, et/ou visant à créer des annexes, sont autorisés sans création de logement supplémentaire .

L'extension des activités existantes est autorisée à l'exception de celles concernant les Établissements Recevant du Public classés de la première à la quatrième catégorie.

Tout changement de destination doit conduire à une réduction de l'exposition des personnes aux phénomènes dangereux.

Dans ces zones de dangers, il est recommandé que les projets prennent en compte les objectifs de performances et/ou de résistances au regard des phénomènes dangereux décrits à la partie II.

III.4. Secteur Fai

L'autorisation est la règle générale dans les zones exposées aux aléas Faibles (Fai) à l'exception des ERP difficilement évacuables (critère défini au regard des difficultés potentielles d'évacuation : crèches, écoles, maisons de retraite, hypermarchés...) par rapport aux phénomènes dangereux redoutés.

La maîtrise de l'urbanisation dans ces secteurs nécessite une gestion globale sur les incidences en matière d'accueil de nouvelles populations, notamment les opérations d'ensemble qui devront faire l'objet d'un examen particulier.

Dans les zones exposées aux aléas Faible (Fai) d'un effet de surpression, il est recommandé que les projets prennent en compte les objectifs de performances et/ou de résistances au regard de ces phénomènes dangereux décrits à la partie II.

III.5. Secteur à cinétique lente

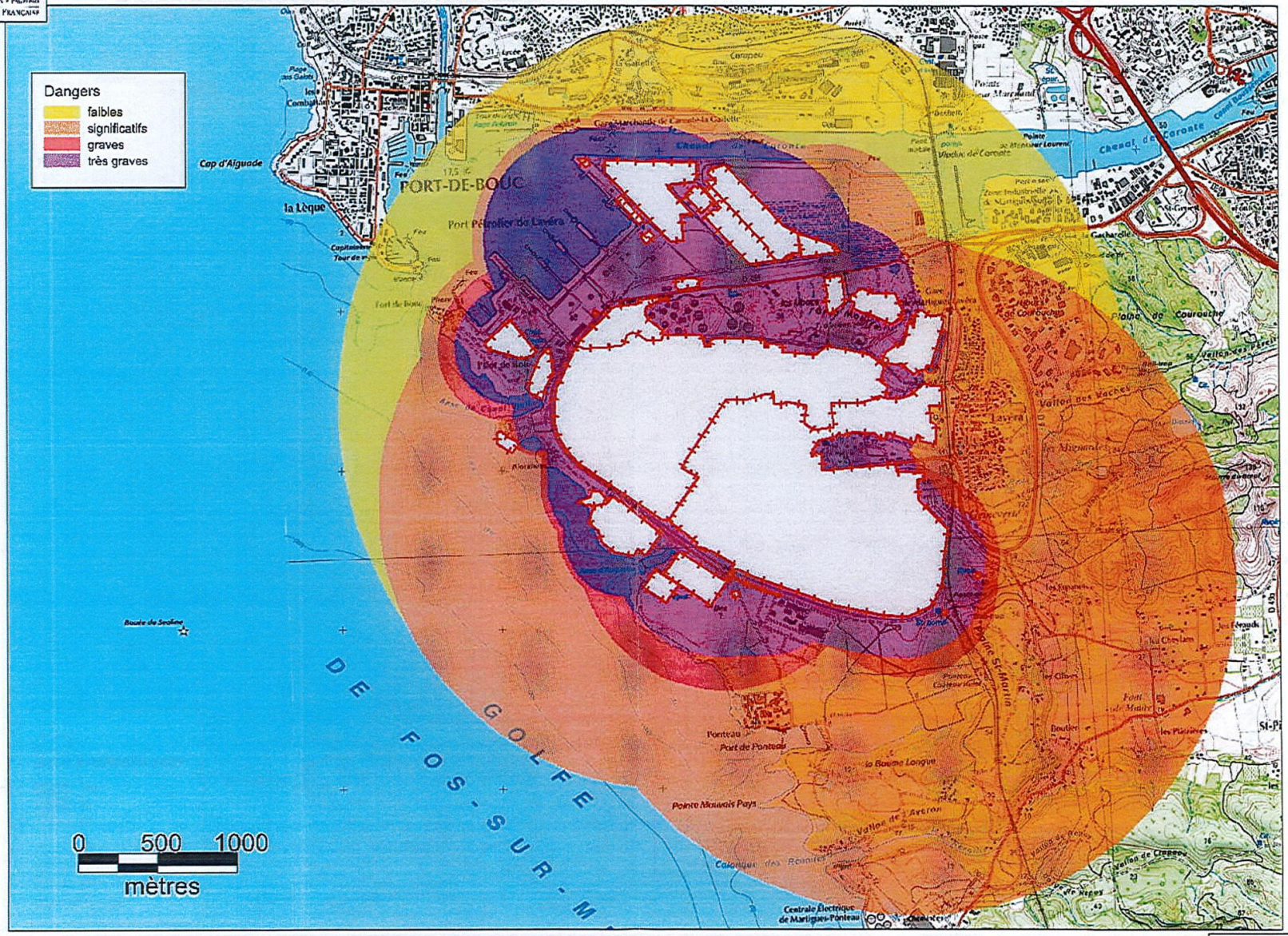
Dans la zone à cinétique lente, l'urbanisation future doit être limitée pour éviter une densification trop importante des zones exposées et ce afin de permettre et d'assurer à long terme la mise à l'abri des personnes.

La construction d'ERP difficilement évacuables est interdite.

III.6. Cas particulier

Lorsque la commune le jugera nécessaire, un avis spécifique pourra être demandé aux services instructeurs.

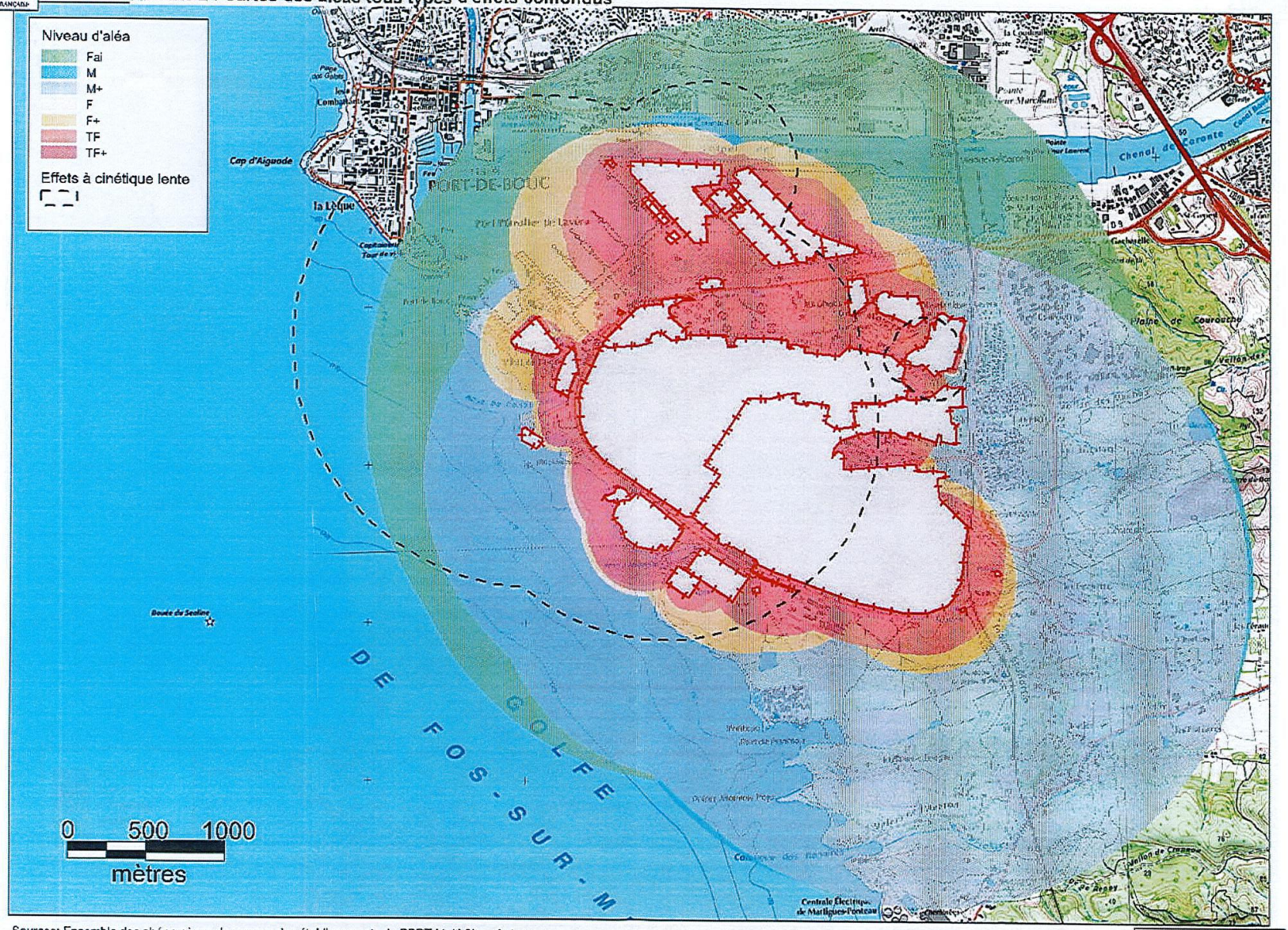
Porter à Conaissance (PAC) de Lavera
Annexe 1 : Cartes des intensités tous types d'effets à cinétique rapide confondus



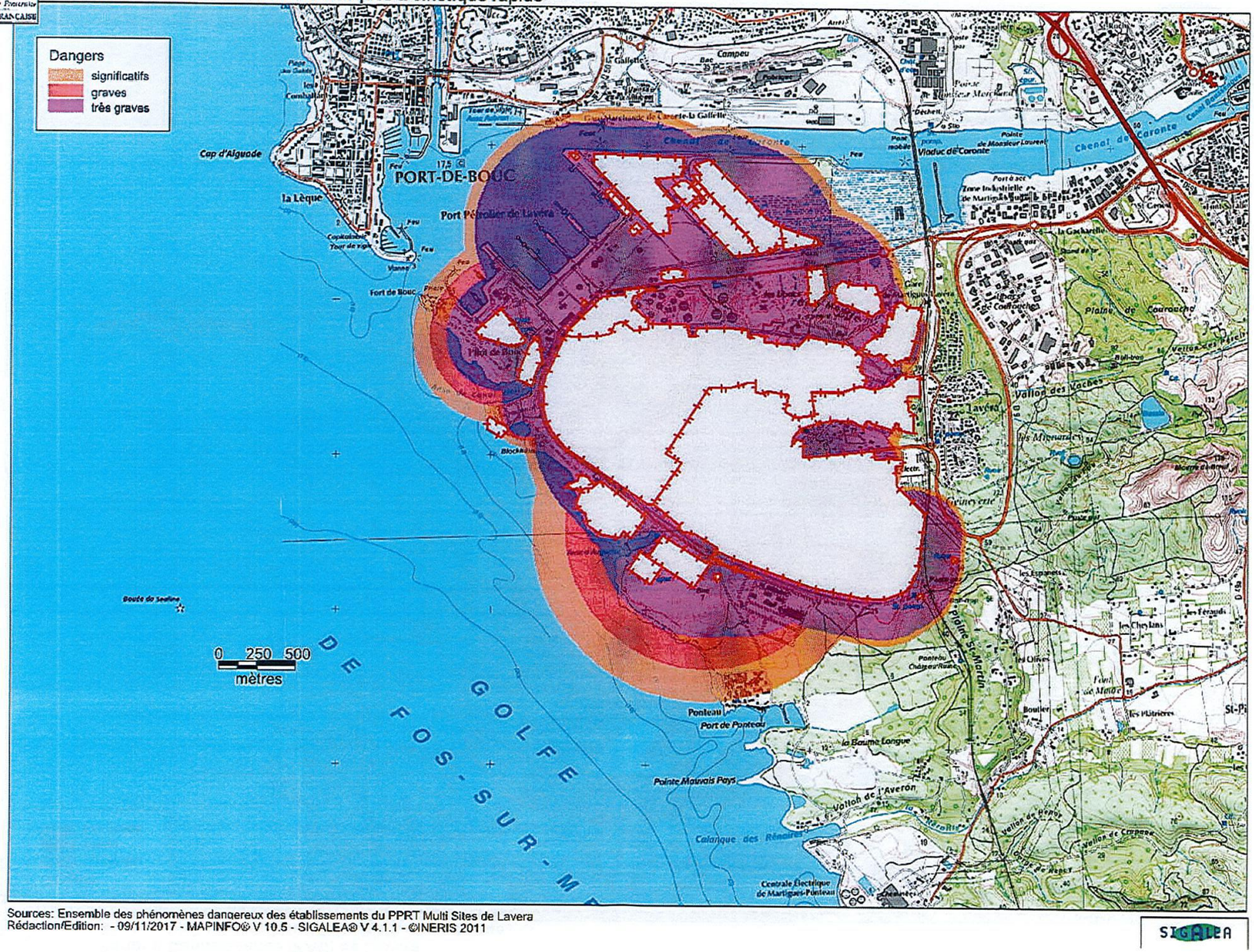
Sources: Ensemble des phénomènes dangereux des établissements du PPRT multi Sites de Lavera
Rédaction/Edition: - 09/11/2017 - MAPINFO® V 10.5 - SIGALEA® V 4.1.1 - ©INERIS 2011

SIGALEA

Porter à Connaissance (PAC) de Lavera
Annexe 2 : Cartes des aléas tous types d'effets confondus



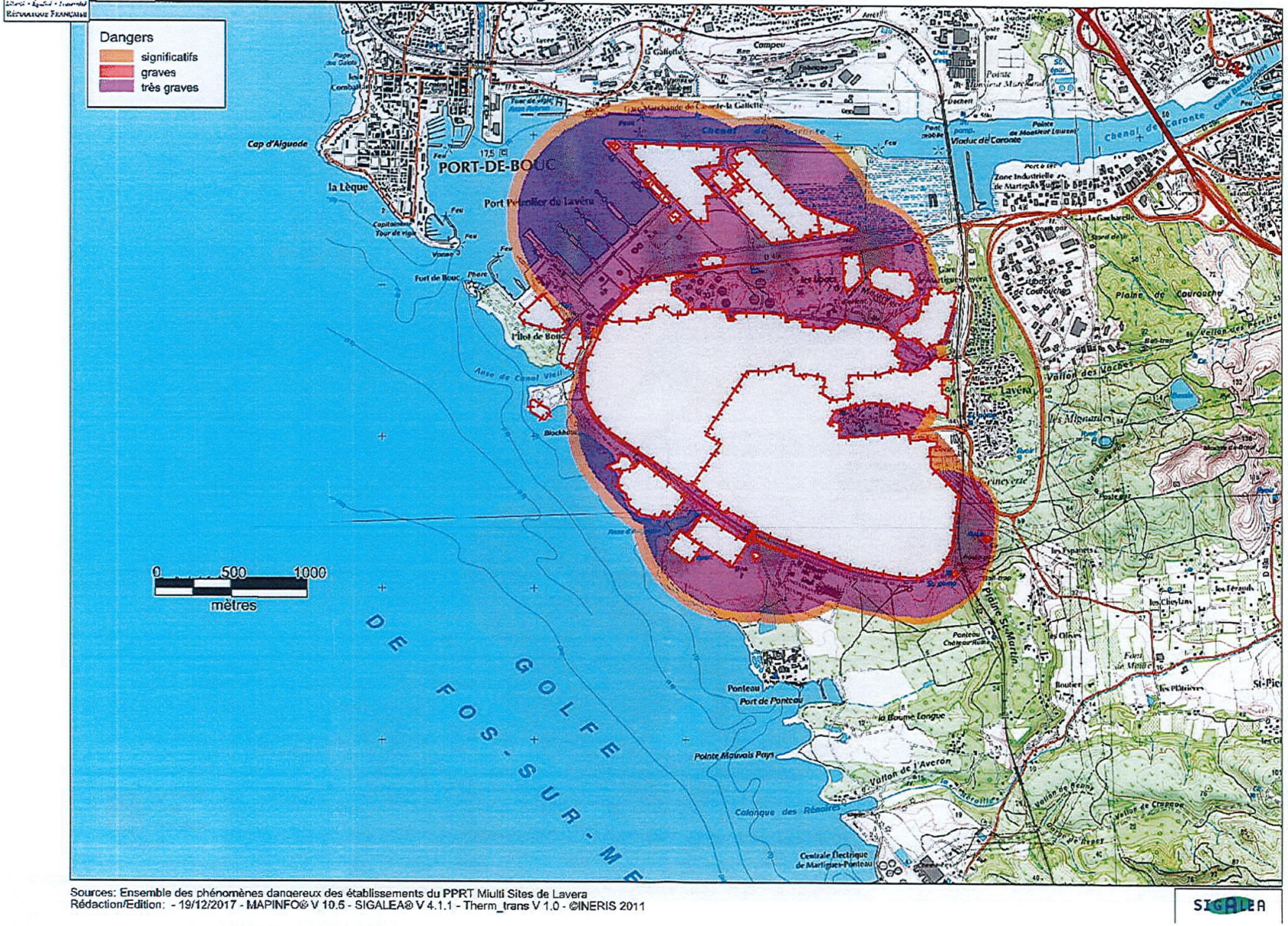
Porter à Connaissance de Lavera
Annexe 3 : Carte des effets thermiques à cinétique rapide



Sources: Ensemble des phénomènes dangereux des établissements du PPRT Multi Sites de Lavera
Rédaction/Edition: - 09/11/2017 - MAPINFO® V 10.5 - SIGALEA® V 4.1.1 - ©INERIS 2011

SIGALEA

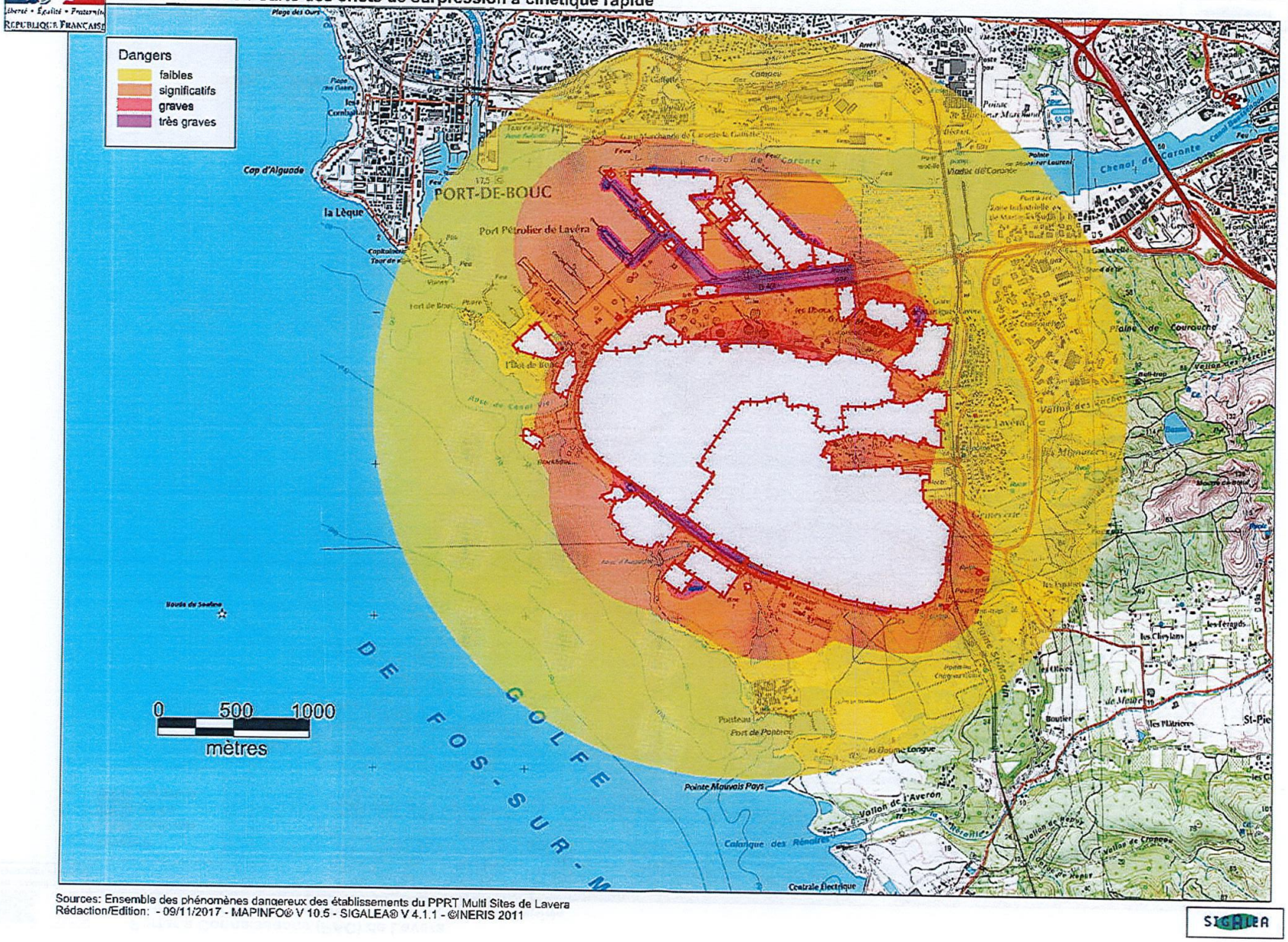
Porter à Connaissance (PAC) de Lavera
Annexe 4 : Carte des intensités des feux de nuage



Sources: Ensemble des phénomènes dangereux des établissements du PPRT Miulti Sites de Lavera
Rédaction/Edition: - 19/12/2017 - MAPINFO® V 10.5 - SIGALEA® V 4.1.1 - Therm_trans V 1.0 - ©INERIS 2011

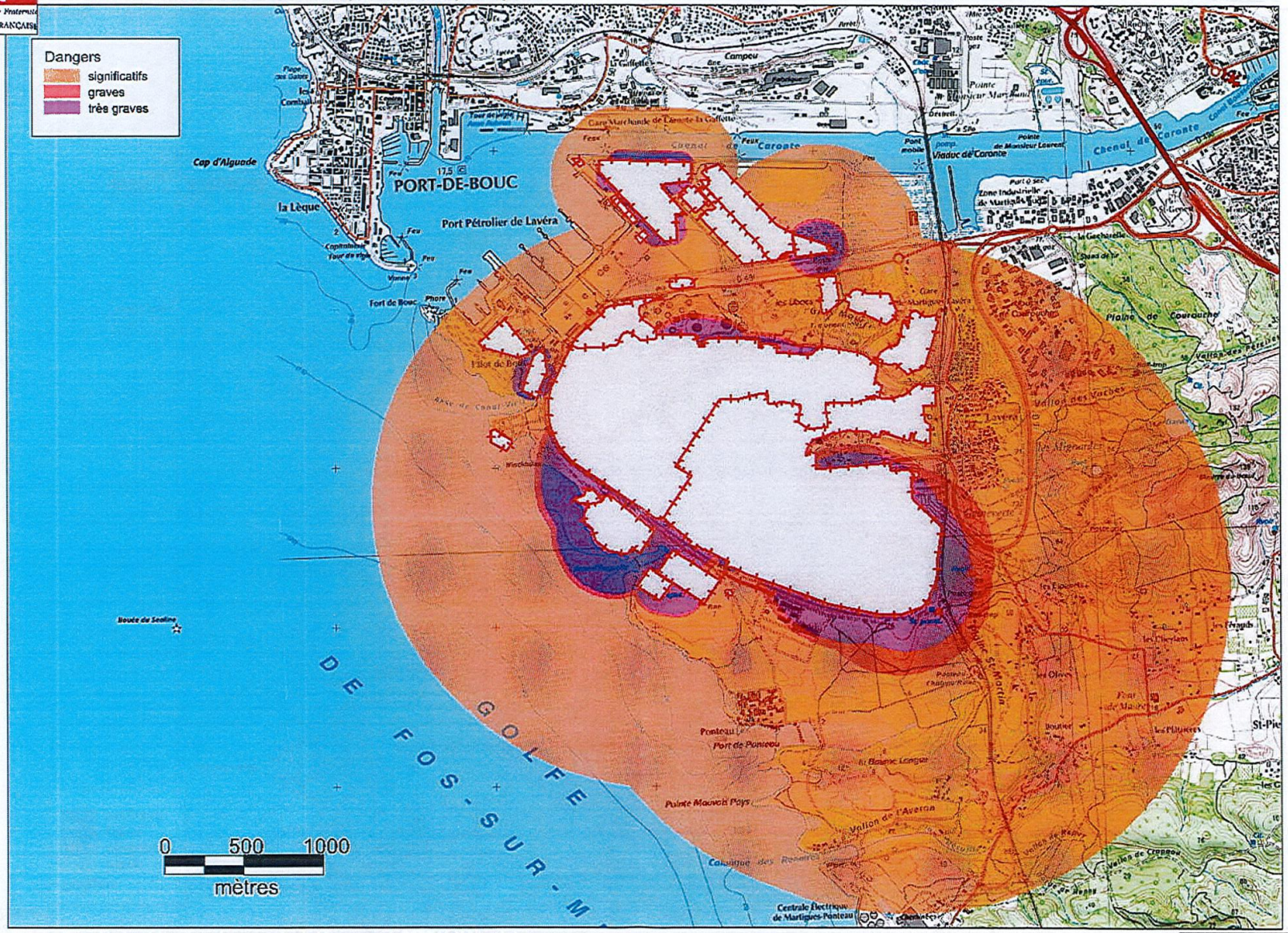
SIGALEA

Porter à Connaissance (PAC) de Lavera
Annexe 5 : Carte des effets de surpression à cinétique rapide



Sources: Ensemble des phénomènes dangereux des établissements du PPRT Multi Sites de Lavera
Rédaction/Edition: - 09/11/2017 - MAPINFO® V 10.5 - SIGALEA® V 4.1.1 - ©INERIS 2011

Porter à Connaissance (PAC) de Lavera
Annexe 6 : Carte des effets toxiques à cinétique rapide



Sources: Ensemble des phénomènes dangereux des établissements du PPRT Multi Sites de Lavera
Rédaction/Edition: - 09/11/2017 - MAPINFO® V 10.5 - SIGALEA® V 4.1.1 - ©INERIS 2011

SIGALEA

Assainissement – Délibération du Conseil Communautaire du Pays de Martigues du 25 septembre 2014 concernant l'élaboration d'un nouveau zonage d'assainissement

Accusé de réception en préfecture
013-241300409-20140925-14_01263-DE
Date de télétransmission : 07/10/2014
Date de réception préfecture : 07/10/2014

capm
PAYS DE MARTIGUES
Martigues • Port-de-Bouc • Saint-Mitre-les-Remparts

Département des Bouches-du-Rhône
Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues

Convocation du 18 Septembre 2014
Nombre de Membres en exercice : 24
Quorum : 13
Nombre de présents et représentés: 23

Affichage du Compte rendu intégral
en date du 1er Octobre 2014

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SEANCE DU 25 SEPTEMBRE 2014

L'**an deux mille quatorze**, le **25** du mois de Septembre à 17 Heures 30 le CONSEIL COMMUNAUTAIRE, légalement convoqué, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur **Henri CAMBESSÉDÈS,** Président de séance.

N° CC-2014-147
REGIE D'ASSAINISSEMENT – NOUVEAU ZONAGE ASSAINISSEMENT

PRÉSENTS

M. Henri **CAMBESSÉDÈS,** Président, Mme Françoise **EYNAUD,** Vice-présidente, Mme Patricia **FERNANDEZ-PEDINIELLI,** Vice-présidente, Mme Béatrice **ALIPHAT,** Vice-présidente, Mme Sophie **DEGIOANNI,** Vice-présidente, Mme Evelyne **SANTORU-JOLY,** Vice-présidente, M. Gaby **CHARROUX,** Mme Eliane **ISIDORE,** Mme Nathalie **LEFEBVRE,** M. Robert **OLIVE,** M. Stéphane **DELAHAYE,** Mme Régine **PERACCHIA,** M. Emmanuel **FOUQUART,** M. Jean-Luc **DI MARIA,** M. Stéphane **DIDERO,** Mme Virginie **PEPE-PATIN,** Mme Béatrice **GIOVANELLI,** M. René **GIORGETTI,** M. Marc **DEPAGNE,** Mme Rose-Marie **QUAGLIATA,** M. Jean-Pierre **MUTERO,** Conseillers Communautaires.

EXCUSÉS AVEC POUVOIR

M. Florian **SALAZAR-MARTIN,** Vice-président, Pouvoir donné à Mme Françoise **EYNAUD**
M. Jean-Jacques **LUCCHINI,** Conseiller Communautaire, Pouvoir donné à M. Henri **CAMBESSÉDÈS**

EXCUSÉ SANS POUVOIR

M. Marcel **TRAVERSA,** Conseiller Communautaire.

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales Monsieur René **GIORGETTI** a été désigné **secrétaire de séance**, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues
Martigues • Port-de-Bouc • Saint-Mitre-les Remparts
Hôtel de l'Agglomération, rond-point de l'Hôtel de Ville - BP 90104 – 13693 MARTIGUES Cedex
Tél : 04 42 06 90 10 • fax 04 42 06 90 15 • mel : president@paysdemartigues.fr • www.paysdemartigues.fr

Accusé de réception en préfecture
013-241300409-20140925-14_01263-DE
Date de télétransmission : 07/10/2014
Date de réception préfecture : 07/10/2014

CONSIDERANT que la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 impose, à travers le Code Général des Collectivités Territoriales, aux communes ou leurs établissements publics de coopération, à délimiter après enquête publique :

1. Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques, le stockage, l'épuration et le rejet en milieu naturel,
2. Les zones d'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle des installations.

CONSIDERANT l'évolution de l'urbanisation du territoire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues a rendu indispensable la réalisation de la mise à jour des zonages antérieurs datant de la fin des années 90.

CONSIDERANT que le bureau d'études IRH Ingénieur Conseil, en concertation avec les élus ou leurs représentants de chaque commune, a établi un nouveau découpage sous forme de cartes de zonage appuyé par un rapport d'études des scénarii d'assainissement par secteurs géographiques.

CONSIDERANT que ces cartes, après enquête publique, seront annexées au POS ou PLU de chaque commune.

Ayant entendu l'exposé de Monsieur Gaby CHARROUX,

VU la Loi n°92-3 en date du 9 janvier 1992 sur l'Eau,

VU la Loi n°2006-1772 en date du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques,

VU l'avis du Bureau Communautaire en date du 18 Septembre 2014,

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire :

PREND CONNAISSANCE de l'étude de zonage d'assainissement des « eaux usées ».

AUTORISE le Président à lancer l'enquête publique sur la révision du zonage d'assainissement des « eaux usées ».

DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

CHARGE le président de la Communauté d'Agglomération et le directeur général des services de l'exécution de la présente délibération.

ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS

Le Président, le Trésorier Principal, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré les jours, mois et an ci-dessus.
Pour extrait conforme au Registre des Délibérations,
SIGNATURE ELECTRONIQUE
LE PRESIDENT,
HENRI CAMBESSÉDÈS

PLU – Bilan de la concertation publique et Arrêt du Projet de PLU – Délibération n° 17- 174 du 30 juin 2017

DÉPARTEMENT

DES BOUCHES-DU-RHONE

ARRONDISSEMENT

D'ISTRES

Convocation du 23 juin 2017
Effectif légal du Conseil Municipal : 43
Nombre de présents et représentés : 42
Quorum : 22
Affichage du Procès-verbal intégral
en date du 7 juillet 2017

ville de Martigues

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 30 JUIN 2017

L'**AN DEUX MILLE DIX-SEPT**, le **TRENTE** du mois de **JUIN** à 17 h 45, le CONSEIL MUNICIPAL, dûment convoqué, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Gaby **CHARROUX**, **Maire**.

N° 17-174

URBANISME - PLAN LOCAL D'URBANISME
BILAN DE LA CONCERTATION PUBLIQUE
ET ARRET DU PROJET DU PLAN LOCAL D'URBANISME
APPROUVE PAR DELIBERATION N° 10-324 DU CONSEIL MUNICIPAL DU 10 DECEMBRE 2010
MIS EN REVISION PAR DELIBERATION N° 16-188 DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1er JUILLET 2016
(Plan Local d'Urbanisme et Zonage d'assainissement pluvial)

PRÉSENTS :

M. Gaby **CHARROUX,** Maire, Mmes Éliane **ISIDORE**, Sophie **DEGIOANNI**, Annie **KINAS**, M. Alain **SALDUCCI**, Mme Linda **BOUCHICHA**, MM. Patrick **CRAVERO**, Roger **CAMOIN**, Mmes Nathalie **LEFEBVRE**, Saoussen **BOUSSAHEL**, Adjoints au Maire, Mme Nadine **SAN NICOLAS**, M. Franck **FERRARO**, Adjoints de quartier, M. Charles **LINARES**, Mme Charlette **BENARD**, M. Pierre **CASTE**, Mmes Anne-Marie **SUDRY**, Françoise **EYNAUD**, Valérie **BAQUÉ**, Marceline **ZEPHIR**, MM. Frédéric **GRIMAUD**, Stéphane **DELAHAYE**, Mme Camille **DI FOLCO**, M. Jean-Pierre **SCHULLER**, Mme Nadine **LAURENT**, M. Jean-Luc **DI MARIA**, Mme Davina **RICARD**, M. Gérard **PES**, Conseillers Municipaux.

EXCUSÉS AVEC POUVOIR :

M. Henri **CAMBESSEDES**, Adjoint au Maire - Pouvoir donné à M. CHARROUX
M. Florian **SALAZAR-MARTIN**, Adjoint au Maire - Pouvoir donné à Mme ZEPHIR
M. Jean **PATTI**, Adjoint au Maire - Pouvoir donné à M. CASTE
Mme Odile **TEYSSIER-VAISSE**, Adjointe de Quartier - Pouvoir donné à Mme LEFEBVRE
M. Loïc **AGNEL**, Adjoint de Quartier - Pouvoir donné à Mme EYNAUD
Mme Michèle **ROUBY**, Conseillère Municipale - Pouvoir donné à Mme ISIDORE
Mme Régine **PERACCHIA**, Conseillère Municipale - Pouvoir donné à Mme DEGIOANNI
M. Robert **OLIVE**, Conseiller Municipal - Pouvoir donné à M. DELAHAYE
M. Daniel **MONCHO**, Conseiller Municipal - Pouvoir donné à M. LINARES
Mme Isabelle **EHLÉ**, Conseillère Municipale - Pouvoir donné à Mme BOUCHICHA
M. Jean-Luc **COSME**, Conseiller Municipal - Pouvoir donné à Mme BOUSSAHEL
M. Emmanuel **FOUQUART**, Conseiller Municipal - Pouvoir donné à M. SCHULLER
Mme Sylvie **WOJTOWICZ**, Conseillère Municipale - Pouvoir donné à M. DI MARIA
M. Julien **AGNESE**, Conseiller Municipal - Pouvoir donné à Mme LAURENT
M. Jean-Marc **VILLANUEVA**, Conseiller Municipal - Pouvoir donné à Mme BENARD

EXCUSÉE SANS POUVOIR :

Mme Nathalie **LOPEZ**, Conseillère Municipale

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, **Madame Valérie BAQUÉ, Conseillère Municipale,** a été désignée à l'unanimité pour remplir les fonctions de **secrétaire de séance**.

Adresser toute correspondance à : Monsieur le Maire de Martigues
BP 60101 - 13692 MARTIGUES cedex - Tél. : 04.42.44.33.33 - Télécopie : 04.42.42.10.50 - le-maire@ville-martigues.fr - www.ville-martigues.fr

La Commune de Martigues est couverte par son Plan Local d'Urbanisme approuvé le 10 décembre 2010, modifié le 3 mai 2013, mis en compatibilité par arrêté ministériel le 1er février 2017 et dont la modification simplifiée n° 1 a été approuvée le 3 février 2017.

Par délibération n° 16-188 du Conseil Municipal en date du 1er juillet 2016, la Ville de Martigues a décidé la mise en révision de son Plan Local d'urbanisme en vigueur couvrant le territoire de la Commune, conformément au Code de l'urbanisme.

Cette délibération de prescription a fixé, selon les dispositions des articles L.103-2 à L.103-6 du Code de l'Urbanisme, les conditions d'organisation de la concertation devant associer à l'élaboration du nouveau Plan Local d'Urbanisme de la Commune, les habitants, les associations locales et autres personnes concernées.

Le présent projet de délibération a pour objet de tirer le bilan de la concertation préalable à la révision du PLU et d'arrêter le projet qui va être soumis à enquête publique, conformément aux articles L.153-14 et suivants, L.103-6 et R.153-3 du Code de l'Urbanisme.

Monsieur le Maire rappelle :

- ***les raisons qui ont conduit la Commune à engager une procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) par délibération du 1er juillet 2016 :***

  La Commune de Martigues, par la révision générale du PLU, a décidé de prendre en compte les différentes évolutions législatives et réglementaires dont l'ordonnance du 23 septembre 2015 n° 2015-1174 et les décrets du 28 décembre 2015 n° 2015-1783 et n° 2015-1782.

  Elle s'est fixée pour principales ambitions de mettre en œuvre un projet de territoire qui s'inscrit dans un développement durable et équilibré au sein du territoire du Pays de Martigues et d'un bassin d'habitat et d'emploi plus large, respectueux du principe de mixité sociale favorable au parcours résidentiel, et de mixité fonctionnelle, et une ville centre attractive, humaine, solidaire œuvrant pour la qualité urbaine au service de tous dans un cadre de vie préservé.

  Le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme intègre différentes modifications d'ordre législatives et règlementaires dont notamment :

  - *Mise à jour du diagnostic du territoire et des rapports de présentation (démographie, économie, transport, tourisme, gouvernance, environnement…) ;*
  - *Modification du Projet d'Aménagement et de Développement Durables, affirmation du rôle de Martigues 3ème Ville de la Métropole "Aix-Marseille-Provence" ;*
  - *Création et mise à jour des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) sur l'ensemble des zones 1AU, Trames vertes, bleues et jaunes, Zones urbaines touristiques, Mixité d'usages Route Blanche, Courtine, Escaillon … ;*
  - *Actualisation des risques naturels et technologiques comme suite à la demande de l'Etat intégration du risque Incendie Feu de forêt, mise à jour de la zone inondable du Vallon de l'Eurré, prise en compte des mouvements de terrain des falaises côtières, etc;*

- *Zonage :*
  - *adaptation typomorphologique du sous-secteur UAa de Ferrières,*
  - *création des sous-secteurs UAc à Jonquières, Ferrières et La Couronne,*
  - *intégration d'une partie de la zone urbaine UC à la zone naturelle à Figuerolles,*
  - *intégration de la zone 1AUc urbanisée au village UC de Saint-Pierre,*
  - *intégration d'une parcelle agricole en zone urbaine à Saint-Pierre suite à la décision du Conseil d'Etat du 3 juin 2016,*
  - *extension de la zone à vocation économique UE dans le quartier de Barboussade,*
  - *intégration d'une parcelle urbanisée à la zone urbaine UC aux Rayettes Nord,*
  - *modification de la zone 1AUe urbanisée en zone UE à la Pointe de Monsieur Laurent,*
  - *modification du zonage 2AUc en 1AUc sur le plateau de Courtine pour favoriser un secteur de mixité d'usages.*
- *Intégration du zonage d'assainissement pluvial : notice, règlement et zonage (annexe du PLU) ;*
- *Espaces Boisés Classés : mise en cohérence de 2 EBC (les Laurons et Saint-Julien) avec les objectifs de défendabilité et le caractère de défrichement des parcelles ;*
- *Eléments de paysage protégés au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme : création de 2 éléments (falaises de l'Escaillon et Maison de Barboussade) et modification de 2 autres éléments (anse des Laurons et espace boisé de la bastide Chablis à Figuerolles) ;*
- *Emplacements réservés (ER) : mise à jour des emplacements réservés liés aux voiries et aux projets tels que le barreau Nord, le parc d'activités de Caronte, le pôle multimodal de Croix-Sainte, le collège Marcel Pagnol, la voie des Laurons…*

➢ ***les termes du débat qui s'est tenu au sein du Conseil Municipal le 17 mars 2017 sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) :***

Véritable clé de voûte du dossier de PLU, le PADD de la Ville définit les orientations générales d'urbanisme et d'aménagement retenues pour le développement futur de l'ensemble du territoire de la commune. Il expose un projet politique adapté répondant aux besoins et enjeux du territoire communal.

Ces orientations générales du PADD sont organisées autour de sept axes principaux :

Axe I ..... Mettre en œuvre le projet du territoire de Martigues dans son expression urbaine, agricole et naturelle ;
Axe II ..... Maintenir une dynamique démographique et améliorer l'offre et la qualité des logements en répondant aux objectifs de mixité de l'habitat et des usages ;
Axe III .... Renforcer et diversifier le potentiel économique de Martigues ;
Axe IV ... Valoriser le patrimoine touristique et culturel ;
Axe V .... Développer l'offre de mobilité et de l'interconnexion ;
Axe VI ... Prendre en compte l'environnement, la transition énergétique et les risques majeurs dans l'aménagement du territoire ;
Axe VII .. Projeter l'identité martégale par la mise en valeur des espaces naturels et la maîtrise du développement urbain.

➢ ***les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre :***

Les modalités de la concertation ont permis au public, depuis le 1er juillet 2016, d'accéder aux informations relatives au projet de Plan Local d'urbanisme, aux avis requis par les dispositions législatives ou réglementaires applicables et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par la Commune.

Ces modalités ont garanti un triple but :

1°/ Informer

- *Le site internet de la Ville comporte des documents pédagogiques, le calendrier des grandes étapes de la procédure, les dates des réunions publiques, les éléments d'études, délibérations, PADD, panneaux d'expositions et autres modalités de concertation.*
- *Ont été mis à disposition du public, à l'accueil de la Direction de l'Urbanisme (1er étage de l'Hôtel de Ville), au fur et à mesure de l'avancement du projet, dès la publication de la délibération prescrivant la révision du PLU jusqu'à l'arrêt du projet de PLU, divers documents et dossiers*
- *10 panneaux d'exposition ont été réalisés et affichés en 3 lieux : dans le hall de l'hôtel de Ville, à la mairie annexe de La Couronne, à la direction de l'urbanisme. Ils concernent : contexte-calendrier, diagnostic démographie-population-logement-économie, diagnostic mobilité-équipements-risques, évaluation environnementale, PADD, Orientations d'Aménagement et de Programmation modifiées, Orientations d'Aménagement et de Programmation créées, principales évolutions du zonage - des emplacements réservés - des éléments du paysage et des espaces boisés, évolution du zonage et de la tache urbaine, évolutions règlementaires.*
- *L'information a été publiée dans La Provence le 19 juillet 2016 ; La Marseillaise les 11 et 12 février 2017 ; à la télévision locale (Canal Maritima) le 12 février 2017 ; dans le bulletin municipal mensuel "Reflets" notamment en mars 2017 ; à la radio locale (Radio Maritima) ; affichage constaté par constat d'huissier le 26 juillet 2016 et les personnes publiques associées ont été avisées par lettre RAR.*
- *Les annonces des réunions publiques ont été faites par le biais du site internet et par voie de presse dans un journal local*
- *La mise à disposition à la Direction de l'Urbanisme d'un registre d'observations pour recueillir tout avis ou remarques*

2°/ Débattre et échanger

- *1 conférence de presse le 4 avril 2017,*
- *le 9 février 2017, 1 réunion publique d'information générale relative aux objectifs et aux éléments de diagnostic (calendrier, diagnostic, état initial de l'environnement, évaluation environnementale, PADD) a été organisée à l'hôtel de Ville (une trentaine de personnes),*
- *2 réunions publiques concernant le projet de PLU (PADD - OAP - Zonage - Règlement) ont également été organisées le 4 avril 2017 à la Maison de Carro pour les quartiers Sud de la commune (une trentaine de personnes) et le 6 avril 2017 à l'Hôtel de Ville pour les quartiers Nord de la commune (une quarantaine de personnes),*
- *des courriers ont été adressés à Monsieur le Maire et joints au précédent registre.*

3°/ S'exprimer

Ces réunions publiques ont donné lieu à des interventions et questions auxquels les élus ont répondu concernant l'évolution de la Ville, la production de logements, la prise en compte de l'environnement, l'évolution du zonage, d'emplacements réservés, le PPRT de Total à La Mède, les droits à bâtir, la zone agricole…

• *Le public*

17 observations ont ainsi été recueillies :

. Requêtes de personnes souhaitant une modification du zonage pour rendre constructible leurs terrains situés en zone agricole : ces 6 requêtes n'ont pas pu aboutir car elles modifieraient l'économie générale du projet de PLU et la réduction des zones agricoles.

. Souhait de délivrer des autorisations d'urbanisme dans les zones urbaines UC non raccordées au réseau d'assainissement collectif : cette disposition a été retirée par le Tribunal Administratif de Marseille le 6 juillet 2012.

. Demandes de modification d'emplacements réservés : sur 4 demandes, 3 ont pu aboutir (Carro, La Couronne, Fond Sarade) dans la mesure où elles ne compromettent pas l'organisation des circulations, à la différence du secteur des Espérelles.

. 2 demandes de suppression d'un élément paysager protégé (La Couronne) : cette requête ne pourra pas être prise en compte dans la mesure où l'élément protégé revêt un caractère paysager et permet de maintenir les talus la maitrise des eaux de ruissellement.

. 2 observations relatives à une zone de ruissellement qui est plus étendue sur le terrain que la représentation graphique du PLU (les Bastides) : cette requête a été prise en compte.

. 2 observations d'ordre général concernant la règlementation des piscines et l'entretien de la voie Quentin de la Tour.

• *Les personnes publiques associées*

2 réunions se sont tenus les 2 mars et 11 mai 2017 portant sur le diagnostic, le PADD, les OAP, le règlement.

Monsieur le Maire a reçu des courriers de la Chambre de Commerce et d'Industrie ; l'Architecte des Bâtiments de France ; le Préfet concernant le risque Incendie ; le Département des Bouches du Rhône concernant les emplacements réservés relatifs au barreau Nord et à la RD 49 ; le Conseil de Territoire du Pays de Martigues concernant le Schéma de Cohérence Territoriale de la Métropole Aix-Marseille-Provence ; le Porter à Connaissance de Monsieur le Préfet du 24 avril 2017.

***La Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI)** demande des précisions sur la préservation des rez-de-chaussée commerciaux dans le secteur UAa et si des linéaires commerciaux seront créés sur certains axes privilégiés :*

=> *la règle interdisant les transformations de rez-de-chaussée commerciaux en logements s'applique notamment aux secteurs UAa. La Ville manifeste ainsi sa volonté d'une mixité d'usages dans les zones urbaines non économiques, qui justifie également son choix de supprimer les surfaces de plancher maximum pour la création de locaux d'activités, également en zone 1AUc.*

La Chambre des Métiers et de l'Artisanat (CMA) *interpelle la Ville sur la gestion des conflits d'usages selon le type d'activités qui pourraient s'installer dans les zones urbaines non économiques :*

=> *la Municipalité souhaite afficher une ouverture pour renforcer l'attractivité économique du territoire. L'installation d'activités économiques en zones urbaines et à urbaniser sera toutefois encadrée dans le cadre des OAP créées dans l'ensemble de la zone 1AUc et de la nouvelle nomenclature des destinations et sous-destinations qui offre un cadre plus précis et limité.*

La Chambre d'Agriculture *indique qu'un groupe de travail de la CDPENAF (Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers) travaille sur la question des gîtes en zone agricole interdits suite à la loi ALUR. L'Etat propose que, dans le cadre de l'application de l'article L.151-11 du code de l'urbanisme, (changement de destination), les communes recensent l'ensemble des bâtiments susceptibles d'être concernés. Par souci d'équité et de rigueur méthodologique, la Chambre d'agriculture est plutôt favorable à la définition de critères permettant d'autoriser le changement de destination du bâtiment sous réserve d'un avis favorable de la CDPENAF. Cette démarche s'inscrit dans la demande du Préfet de réintroduction de l'agrotourisme :*

=> *aucun changement n'a été apporté au règlement de la zone agricole dans la mesure où elle n'est pas concernée par la présente révision du PLU.*

La Ville de Port-de-Bouc *indique qu'une étude circulation est menée par la métropole concernant l'impact induit par la réalisation du contournement routier sur l'échangeur Réveilla. Elle s'interroge sur l'impossibilité technique d'élargir la voie sur son territoire et demande si ce recul peut être envisagé sur Martigues. Un courrier sera adressé à la Ville de Martigues et à la Métropole dans ce sens :*

=> *l'ER du contournement routier A55 Martigues / Port-de-Bouc a été modifié conformément à la DUP et intégré dans le cadre de la procédure de mise en compatibilité du PLU approuvée le 3 février 2017. Une modification de l'ER ne pourra être réalisée que dans le cadre d'une procédure ultérieure, prenant en compte les éléments de circulation en cours d'étude.*

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône (DDTM 13) *estime que le projet de PLU révisé s'inscrit dans le prolongement et en cohérence avec le PLU de 2010. Malgré un impact très réduit sur les zones A et N (déclassement d'une parcelle agricole à Saint-Pierre et classement en N d'une parcelle aux Rayettes Sud), la DDTM invite la Ville à saisir la CDPENAF pour la parcelle agricole. Elle indique également la nécessité de saisir l'autorité environnementale même si rien n'est modifié concernant la loi Littoral, ainsi que la CDNPS (Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites).*

La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Provence-Alpes-Côte d'Azur (DREAL) *tire un bilan positif de l'OAP 12 sur la protection de la nature, des paysages et du patrimoine, qui a fait l'objet d'un travail conjoint entre la collectivité et les services de l'Etat.*

La CCI *sera attentive au Développement industriel, commercial et touristique (concernant la mixité fonctionnelle dans les zones d'activités notamment Ecopolis, l'équilibre entre les commerces en centre-ville et les zones commerciales du nord de la Commune, le changement de destination pour les PRL à interdire.*

Le Conseil de Territoire *ajoute que des études sont également menées par la métropole dans le cadre du projet de pôle multimodal de Croix-Sainte mais elles sont insuffisamment abouties pour faire l'objet d'une OAP, et que l'ER pôle de Croix-Sainte reste, dans l'attente de la réalisation de ces études, au bénéfice de la commune mais sera certainement amené à devenir métropolitain.*

La CMA *s'interroge sur l'emprise maximale des constructions dans la zone 1AUe portée à 60 % pour permettre les projets d'extension et favoriser l'attractivité économique de la commune.*

La Ville de Saint-Mitre-les-Remparts *alerte sur les questions de mobilité entre Martigues et la zone des Etangs induites par la modification de l'ER pour la réalisation du barreau Nord :*

=> *la Ville n'a pas la compétence sur cet ER qui est au bénéfice du Département des Bouches-du-Rhône.*

Concernant le ***Porter à Connaissance*** *(**PAC) de l'Etat** transmis le 24 avril dernier, la Ville informe la DDTM que :*

=> *les zones potentiellement soumises à un risque inondation ont été prises en compte au règlement écrit (G4.1) et au règlement graphique (trames grisées au 1/2000ème).*

=> *la prise en compte de l'aléa inondation par submersion marine nécessite la réalisation d'une étude spécifique à l'échelle de l'ensemble des communes riveraines de l'Etang de Berre. En effet, à l'heure actuelle, la DDTM ne dispose pas d'une connaissance fine du phénomène sur le littoral de l'étang.*

La DDTM *demande à ce que l'aléa incendie soit traité dans l'ensemble des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) et que le traitement des espaces tampons soit privilégié.*

Ceci exposé,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment sont article L.5218-2.-I relatif au transfert de compétences par les communes aux EPCI dans le cadre de la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu le Code de l'Urbanisme concernant les Plans Locaux d'Urbanisme en sa partie législative les articles L.151-11 à L.153-60 et en sa partie réglementaire les articles R.151-1 à R.153-22 et plus particulièrement l'article L.153-8 relatif à l'autorité compétente en charge de la procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme,

Vu Code de l'Urbanisme et notamment son article L.103-6 relatif à l'arrêt du bilan de la concertation,

Vu la Délibération n° 10-324 du Conseil Municipal du 10 décembre 2010 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Martigues et son Périmètre de Protection Modifié,

Vu la Délibération n° 13-142 du Conseil Municipal du 3 mai 2013 approuvant la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme,

Vu la Délibération n° 16-188 du Conseil Municipal du 1er juillet 2016 prescrivant la révision n° 1 du Plan Local d'Urbanisme,

Vu la mise en compatibilité n° 1 du Plan Local d'Urbanisme par arrêté ministériel du 1er février 2017,

Vu la Délibération n° 17-034 du Conseil Municipal du 3 février 2017 approuvant la modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme,

Vu la Délibération n° 17-087 du Conseil Municipal du 17 mars 2017 relatif au débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (ou PADD) du PLU,

Vu l'examen du dossier et l'avis de la Commission "Urbanisme et Cadre de Vie" en date du 20 juin 2017,

Vu l'examen du dossier et l'avis de la Commission "Administration Générale et Finances" en date du 21 juin 2017,

Considérant le déroulement de la concertation publique ouverte à partir du 1er juillet 2016 et close le 30 juin 2017 au cours de laquelle aucune opposition ne s'est manifestée à l'encontre des orientations de développement de la Commune ou du projet de Plan Local d'Urbanisme,

Considérant que les études préalables, les travaux et examens conjoints conduits dans le cadre de l'élaboration associée du Plan Local d'Urbanisme, n'ont pas soulevé d'opposition de la part de l'Etat ni des autres personnes publiques associées,

Le Conseil Municipal est invité :

- ***A prendre acte du bilan de la concertation relatif au projet du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Martigues qui s'est déroulé conformément aux modalités fixées par la délibération n° 16-188 du Conseil Municipal du 1er juillet 2016.***

- ***A décider d'arrêter le projet du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Martigues et son annexe "Zonage d'assainissement pluvial" tel qu'il sera annexé à la présente délibération accompagné du bilan de la concertation.***

- ***A préciser que le projet du Plan Local d'Urbanisme arrêté sera tenu à disposition du public, à la Direction de l'Urbanisme de la Ville de Martigues, ainsi que sur le site internet de la Ville de Martigues durant trois mois à compter du premier jour de l'entrée en vigueur de la présente délibération.***

- ***A préciser que le projet du Plan Local d'urbanisme arrêté, sera soumis, pour avis, aux personnes publiques associées et consultées conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme.***

- ***A préciser que le projet du Plan Local d'Urbanisme arrêté, sera soumis à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Provence-Alpes-Côte d'Azur (DREAL PACA), en tant qu'autorité environnementale.***

- ***A préciser que le projet du Plan Local d'Urbanisme arrêté, sera soumis au Président de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF).***

- ***A préciser que le projet du Plan Local d'Urbanisme arrêté, sera soumis au Président de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS).***

- ***A préciser que suite aux avis des personnes publiques associées et consultées, le projet de Plan Local d'Urbanisme et son annexe Zonage d'assainissement pluvial, sera soumis à enquête publique, conformément aux dispositions du code de l'urbanisme.***

- A préciser que la présente délibération sera affichée pendant un mois au siège de l'Hôtel de Ville de la Commune et dans les mairies annexes.

La délibération est également consultable sur le site internet dédié.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, **LE CONSEIL MUNICIPAL ADOPTE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS** LE RAPPORT QUI PRÉCÈDE.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire

MAIRIE DE MARTIGUES

Gaby CHARROUX

PLU – Approbation de la révision n°1 du P.L.U. et du zonage d'assainissement pluvial Délibération n° 17-370 du 15 décembre 2017

DÉPARTEMENT

DES BOUCHES-DU-RHONE

ARRONDISSEMENT

D'ISTRES

Convocation du 8 décembre 2017
Effectif légal du Conseil Municipal : 43
Nombre de présents et représentés : 41
Quorum : 22
Affichage du Procès-verbal intégral
en date du 22 décembre 2017

EXTRAIT

DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 15 DECEMBRE 2017

L'**AN DEUX MILLE DIX-SEPT**, le **QUINZE** du mois de **DECEMBRE** à 17 h 45, le CONSEIL MUNICIPAL, dûment convoqué, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Gaby **CHARROUX**, **Maire**.

N° 17-370

URBANISME
APPROBATION DE LA REVISION N° 1
DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA VILLE DE MARTIGUES
ET DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT PLUVIAL

PRÉSENTS :

M. Gaby **CHARROUX,** Maire, M. Henri **CAMBESSEDES**, Mme Éliane **ISIDORE**, M. Florian **SALAZAR-MARTIN**, Mmes Sophie **DEGIOANNI**, Annie **KINAS**, M. Alain **SALDUCCI**, Mme Linda **BOUCHICHA**, M. Patrick **CRAVERO**, Mme Nathalie **LEFEBVRE**, M. Jean **PATTI**, Mme Saoussen **BOUSSAHEL**, Adjoints au Maire, Mmes Nadine **SAN NICOLAS**, Odile **TEYSSIER-VAISSE**, MM. Franck **FERRARO**, Loïc **AGNEL**, Adjoints de quartier, M. Charles **LINARES**, Mmes Michèle **ROUBY**, Régine **PERACCHIA**, MM. Pierre **CASTE**, Robert **OLIVE**, Mmes Isabelle **EHLÉ**, Valérie **BAQUÉ**, M. Jean-Luc **COSME**, Mme Marceline **ZEPHIR**, MM. Frédéric **GRIMAUD**, Stéphane **DELAHAYE**, Jean-Pierre **SCHULLER**, Mmes Nadine **LAURENT**, Nathalie **LOPEZ**, M. Emmanuel **FOUQUART**, Mme Sylvie **WOJTOWICZ**, M. Jean-Luc **DI MARIA**, Mme Davina **RICARD**, M. Gérard **PES**, Conseillers Municipaux.

EXCUSÉS AVEC POUVOIR :

M. Roger **CAMOIN**, Adjoint au Maire - Pouvoir donné à Mme DEGIOANNI
Mme Charlette **BENARD**, Conseillère Municipale - Pouvoir donné à M. CAMBESSEDES
Mme Anne-Marie **SUDRY**, Conseillère Municipale - Pouvoir donné à M. PATTI
Mme Françoise **EYNAUD**, Conseillère Municipale - Pouvoir donné à Mme BOUCHICHA
Mme Camille **DI FOLCO**, Conseillère Municipale - Pouvoir donné à Mme LEFEBVRE
M. Jean-Marc **VILLANUEVA**, Conseiller Municipal - Pouvoir donné à M. CASTE

ABSENTS :

M. Daniel **MONCHO**, Conseiller Municipal *(Article L. 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales)*

M. Julien **AGNESE**, Conseiller Municipal

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, **Monsieur Stéphane DELAHAYE, Conseiller Municipal,** a été désigné à l'unanimité pour remplir les fonctions de **secrétaire de séance**.

Adresser toute correspondance à : Monsieur le Maire de Martigues
BP 60101 - 13692 MARTIGUES cedex - Tél. : 04.42.44.33.33 - Télécopie : 04.42.42.10.50 - le-maire@ville-martigues.fr - www.ville-martigues.fr

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) en vigueur sur la Commune de Martigues a été approuvé le 10 décembre 2010, modifié le 3 mai 2013, mis en compatibilité par arrêté ministériel le 1er février 2017 et a fait l'objet d'une modification simplifiée approuvée le 3 février 2017.

I - Objectifs et cadre juridique de la révision n° 1 du PLU et du zonage d'assainissement pluvial

La Commune de Martigues a souhaité réviser son document d'urbanisme, ayant de nouvelles ambitions pour son territoire, à savoir :

- ***S'inscrire** dans un développement durable et équilibré au sein du territoire Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts de la Métropole Aix-Marseille Provence et d'un bassin d'habitat et d'emploi plus large, respectueux des principes de mixité sociale favorables au parcours résidentiel, et de mixité fonctionnelle ;*
- ***Construire** une ville centre attractive, humaine, solidaire et œuvrant pour la qualité urbaine au service de tous (espaces verts, hauteur des constructions, droits maitrisés, zonage intermédiaire pour certains secteurs de renouvellement urbain…) ;*
- ***Prendre** acte de la décision n° 384795 du Conseil d'Etat du 4 mars 2016 en intégrant une parcelle agricole en zone urbaine dans le quartier de Saint-Pierre,*
- ***S'adapter** au contexte législatif qui a évolué depuis 2010, dans le respect du SCOT (Schéma de Cohérence Territorial) et du PLH (Programme Local de l'Habitat).*

Ces ambitions ont été traduites de manière plus concrète par les cinq objectifs de la révision :

1 - Soutenir l'implantation de nouvelles activités économiques et développer le tissu économique existant avec la pérennisation des emplois,

2 - Répondre aux besoins de logement des habitants dans une dynamique de solidarité et d'attractivité,

3 - Améliorer l'accessibilité du territoire et sa desserte, notamment en transports collectifs,

4 - Préserver la qualité du cadre de vie des habitants actuels et futurs,

5 - Assurer la transition écologique, poursuivre la préservation des ressources naturelles et prévenir les risques environnementaux.

Une telle révision du PLU répond à une procédure stricte respectant les phases suivantes :

1°/ La prescription de la révision n° 1 du PLU, venant également définir les modalités de la concertation, approuvée par délibération du Conseil Municipal n° 16-188 du 1er juillet 2016. La phase de concertation publique s'est déroulée à compter du 1er juillet 2016 et jusqu'à l'arrêt du projet de PLU le 30 juin 2017, le PLU étant un document coconstruit ;

2°/ Le débat du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) réalisé lors du Conseil Municipal du 17 mars 2017 (délibération n° 17-087). Le PADD vient exprimer l'ambition politique du projet de révision du PLU et n'a donné lieu à aucune opposition des particuliers ou des services de Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône ;

3°/ Le bilan de la concertation, l'arrêt du projet de PLU et du zonage d'assainissement pluvial, effectués par délibération du Conseil Municipal n°17-174 du 30 juin 2017. Cette concertation n'a soulevé aucune opposition de la part de l'Etat ni des autres Personnes Publiques Associées (PPA) ou consultées ;

4°/ La phase de l'enquête publique du 12 octobre au 13 novembre 2017 et de réception des avis des PPA et consultées, ayant donné lieu à des ajustements au projet de PLU arrêté, objet de la présente délibération ;

5°/ L'approbation de la révision n° 1 du PLU, objet de la présente délibération.

II. Les avis des Personnes Publiques Associées (PPA) et consultées

Les projets de PLU et de zonage d'assainissement pluvial arrêtés ont été soumis aux Personnes Publiques Associées (PPA) et consultées, qui ont eu trois mois pour formuler leur avis et observations.

Le projet de PLU arrêté a fait l'objet :

- *D'un avis défavorable de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône invitant la Commune à poursuivre le travail et apporter des précisions au projet de PLU ;*
- *De quatre avis favorables assortis soit de réserves pour la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat ; soit d'observations de la Chambre d'Agriculture et du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ;*
- *D'un avis avec recommandations de la Mission Régionale d'Autorité environnementale ;*
- *D'avis favorables tacites de la part des PPA et consultées, qui n'ont pas rendu d'avis dans les délais, à savoir :*
  - *. Les communes limitrophes : Saint-Mitre-les-Remparts, Port-de-Bouc, Sausset-les-Pins, Châteauneuf-les-Martigues ;*
  - *. L'Institut National de l'Origine et de la Qualité ;*
  - *. Le Centre Régional de la Propriété Forestière ;*
  - *. La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;*
  - *. La Métropole Aix-Marseille-Provence et le Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;*
  - *. L'autorité compétente en matière de transport ;*
  - *. L'autorité compétente en matière de Schéma de Cohérence Territoriale ;*
  - *. L'autorité compétente en matière de Programme Local de l'Habitat ;*
  - *. La Section Régionale de la Conchyliculture ;*
  - *. Le Service Départemental d'Incendie et de Secours des Bouches-du-Rhône ;*
  - *. La Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers ;*
  - *. La Commission Départementale des Paysages et des Sites.*

La synthèse desdits avis ainsi que des réponses apportées par la Commune sont consultables dans la note annexée à la présente délibération.

Néanmoins, il est important de relater plus particulièrement diverses modifications et précisions apportées par la Commune suite à l'avis défavorable de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, remis en main propre le 05 octobre 2017 à la Commune de Martigues.

Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône a ainsi formulé cinq observations nécessitant des compléments et modifications avant approbation du projet de PLU, au sujet de :

1°/ La légalité des périmètres des zones à urbaniser (AU),

2°/ L'amélioration de la prise en compte des risques naturels et leur traduction dans le PLU (risque feu de forêt et risque inondation),

3°/ La conformité des zonages Nh (zone naturelle comprenant de l'habitat) et Nt (zone naturelle à vocation touristique) au Code de l'Urbanisme,

4°/ La non-conformité du règlement écrit des zones A (agricoles) et N (naturelles) au Code de l'Urbanisme,

5°/ Les précisions règlementaires et cartographiques relatives à la préservation de l'environnement.

Suite à ces observations, la Commune de Martigues a notamment décidé de :

- *Préciser et développer les éléments du rapport de présentation concernant les zones AU au regard de la production de logements, d'équipements publics, dans les espaces de nature ou d'activités, au tome 2 (tableau analyse de densification), et pour chaque secteur d'orientations d'aménagement et de programmation (OAP).*

- *Maintenir les OAP n° 6 des Laurons et n° 14 relative au secteur UTa (zone urbaine touristique du sous-secteur a) de Bonnieu, conformément aux objectifs du PADD, tout en accentuant les conditions de défendabilité par différentes dispositions d'aménagement.*

  Dans les zones urbaines touristiques (UT), le règlement et l'OAP privilégient la notion de modernisation et la reconversion touristique de ces zones, sous réserve de l'amélioration de la défendabilité, permettant ainsi le maintien et la transformation des établissements d'accueil touristique et de loisirs (type hébergements hôteliers, thalassothérapie, locaux à sommeil et autres ...), avec l'aménagement de coupures combustibles, et des prescriptions d'aménagement sur le secteur de Bonnieu (UTa) de nature à ne pas augmenter de manière sensible la population présente et d'étudier préalablement la faisabilité technique et réglementaire de toute localisation de développement en dehors des zones à risques (ruissellement, feu de forêt...). Aussi, le zonage F4 est maintenu pour le secteur UTa de Bonnieu, dans la mesure où les prescriptions en termes d'urbanisation sont renforcées et restent conformes au PADD.

- *Ajouter des précisions et des éléments de définition au document relatif aux OAP, à savoir : un extrait de la carte "Risque feu de forêt", des éléments de forme urbaine plus compacts sur le secteur des Laurons (front urbain d'habitat groupé), des éléments d'objectifs de réalisation de protection des secteurs bâtis par des bandes tampon minérales type "coupure de combustible" (interface zones N et AU), de localisation des équipements et des orientations d'aménagement de nature à prendre en compte les risques naturels (feu de forêt, inondation).*

  Concernant le zonage du risque feu de forêt, celui-ci a été réalisé en se basant sur l'aléa réellement présent. Il n'englobe donc pas la totalité des zones AU et des secteurs d'OAP, pour les parties non impactées par l'aléa. Le zonage "Risque feu de forêt" (F1 à F5) ne concerne donc que les espaces touchés réellement par ledit risque (carte PAC 2014).

- *Maintenir les prescriptions existantes du projet de PLU arrêté, tout en apportant des précisions règlementaires relatives aux zones inondables, concernant notamment l'aléa résiduel du vallon de l'Eurré.*

  Les études concernant les quatre bassins inondables par débordement des thalwegs secs ont été réalisées par le bureau d'études DARAGON Conseil SA et intégrées dans le document d'urbanisme de 1997. Elles ont été intégrées dès le premier Plan Local d'Urbanisme approuvé le 10 décembre 2010, et représentées dans les planches graphiques et les OAP des zones AU. De la même manière, le ruissellement pluvial a également été identifié et reporté aux planches graphiques, parallèlement aux informations issues de l'outil Exzeco.

  Or, le risque de submersion marine tel qu'apparaissant dans le Porter A Connaissance du 24 avril 2017, transmis le 4 mai 2017, de Monsieur le Préfet a pour référence un risque d'inondation issu du Plan de Prévention des Risques Inondation de Port-Saint-Louis du Rhône.

  Par conséquent, il a été convenu avec les services de l'Etat de réaliser des études à ce sujet à l'échelle géographique de l'ensemble des communes limitrophes de l'étang de Berre (bassin versant).

- *Maintenir le zonage naturel en limite de commune avec Saint-Mitre-les-Remparts et le secteur de Lavéra, conformément à la démarche retranscrite dans les tomes 2 et 3 du rapport de présentation (protection N, NL et Np au Nord de la commune, et N à Lavéra).*
  Et ce, afin de tenir compte des contraintes attachées aux pipelines, aux lignes hautes tensions et aux diverses servitudes d'utilité publique.
  Il est précisé que les espaces remarquables sont conformes à ceux délimités par le SCOT Ouest Etang de Berre.

- *Maintenir, dans le secteur des Tamaris et des Laurons, le classement en zone urbaine UC correspondant à une urbanisation des années 1980, sur laquelle la Commune a déjà identifié des éléments de paysage à conserver et mettre en valeur (article L.151-19 du Code de l'Urbanisme).*

- *Maintenir, concernant la Bastide Maurras, l'article UA-8.5 relatif aux équipements majeurs du territoire (Hôtel de Ville, Hôtel de l'agglomération CT6, Halle, Maison du tourisme, stade…) dans un secteur soumis à l'avis conforme de l'Architecte des Bâtiments de France au titre de la protection des monuments historiques.*
  Les jardins de la Bastide sont ainsi identifiés au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme (VB.08) comme un élément du patrimoine à préserver.

- *Maintenir, tout en étant couvert par le site inscrit n° 3, le secteur UAc (zone urbaine, hauteur à 9 mètres) situé à Sainte-Anne, issu d'une transformation de la zone urbaine UA en UAc afin d'accompagner les espaces de transition entre les zones urbaines UA (hauteur à 12 mètres) et UC (hauteur à 7 mètres). Aussi, le classement des façades, des toitures et du terrain du secteur en site inscrit n°3 (SI.3) lui assure une maitrise de son évolution, en matière de construction et de paysage.*

III - <u>L'enquête publique</u>

Une fois le projet de PLU arrêté, une enquête publique a été organisée afin que les administrés puissent déposer leurs observations sur ledit projet.

L'enquête publique s'est déroulée du 12 octobre au 13 novembre 2017 inclus.

Monsieur CHEVEREAU a été désigné en qualité de Commissaire Enquêteur compétent concernant la révision n° 1 du PLU et le zonage d'assainissement pluvial par décisions du Tribunal Administratif de Marseille n° E17000123/13 en date du 07 août 2017 et n° E17000137/13 en date du 04 septembre 2017.

Certaines observations du public et des PPA et consultées, parvenues en cours d'enquête publique, ont amené la Commune à préciser son projet de PLU arrêté, sans en bouleverser l'économie générale. Elles sont synthétisées en annexe.

Sont notamment parvenues les observations :

- De la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS) ;
- Du Service Départemental d'Incendie et de Secours ;
- De l'Institut National de l'origine et de la Qualité ;
- De la Chambre d'Agriculture.

A l'issue de l'enquête publique, Monsieur le Commissaire Enquêteur a émis un avis favorable à la révision n°1 du PLU assorti de quatre réserves et quatre recommandations détaillées en note annexe.

Monsieur le Commissaire Enquêteur a par ailleurs émis un avis favorable au zonage d'assainissement pluvial assorti d'une réserve et d'une recommandation, également consultable dans la note annexe.

Un exemplaire du rapport et des conclusions du Commissaire enquêteur comprenant notamment le mémoire en réponse de la Commune aux avis des PPA et aux observations du public, est mis en ligne sur le site internet de la Commune et peut être consulté en l'Hôtel de Ville, à la Direction de l'Urbanisme, pendant un an, conformément à l'article R.153-20 du Code de l'Urbanisme.

Ceci exposé,

Considérant que les avis et observations des Personnes Publiques Associées et du public justifient des ajustements du projet de PLU,

Considérant que ces ajustements ne sont pas de nature à porter atteinte à son économie générale et visent principalement à en améliorer la lisibilité et la compréhension, et à mettre en œuvre un projet urbain de territoire qui tient compte du cadre de vie des habitants,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5218-2.-I relatif au transfert de compétences par les communes aux EPCI dans le cadre de la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu le Code de l'Urbanisme concernant les PLU en sa partie législative, les articles L.151-11 à L.153-60, et en sa partie réglementaire, les articles R.151-1 à R.153-22, et plus particulièrement l'article L.153-8 relatif à l'autorité compétente en charge de la procédure de révision du PLU,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment son article L.153-21 relatif à l'approbation du Plan Local d'Urbanisme,

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de Ouest Etang de Berre approuvé par délibération n°14/15 du Comité du Syndicat Mixte du SCOT Ouest Etang de Berre en date du 22 octobre 2015,

Vu la délibération n° 10-324 du Conseil Municipal du 10 décembre 2010 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Martigues et son Périmètre de Protection Modifié (maintenant dénommé Protection Délimitée des Abords),

Vu la délibération n° 13-142 du Conseil Municipal du 3 mai 2013 approuvant la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme,

Vu la délibération n° CC-2014-147 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues du 25 septembre 2014 approuvant la mise en révision du schéma d'assainissement,

Vu la décision n° 384795 du Conseil d'Etat du 4 mars 2016 validant le PLU sur le fond et sur la forme mais considérant comme entaché d'une erreur manifeste d'appréciation le classement d'une parcelle en zone agricole,

Vu la délibération n° 16-188 du Conseil Municipal du 1er juillet 2016 prescrivant la révision n° 1 du PLU,

Vu la mise en compatibilité n° 1 du PLU par arrêté ministériel du 1er février 2017,

Vu la délibération n° 17-034 du Conseil Municipal du 3 février 2017 approuvant la modification simplifiée n° 1 du PLU,

Vu la délibération n° 17-087 du Conseil Municipal du 17 mars 2017 relatif au débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLU,

Vu la délibération n° 17-174 du Conseil Municipal du 30 juin 2017 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de PLU,

Vu l'arrêté municipal n° 838.2017 du 7 septembre 2017 prescrivant une enquête publique conjointe du 12 octobre au 13 novembre 2017 relative à la révision n° 1 du PLU et au zonage d'assainissement pluvial,

Vu les avis des Personnes Publiques Associées,

Vu l'avis de Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône en date du 5 octobre 2017,

Vu l'avis de l'autorité environnementale en date du 6 octobre 2017,

Vu la délibération du 19 octobre 2017 de la Métropole Aix-Marseille Provence transmise à la Commune le 13 décembre 2017,

Vu les observations du public lors de l'enquête publique,

Vu le courrier de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône en date du 29 novembre 2017 relatif à la mise à jour des Servitudes d'Utilité Publique,

Vu le rapport et les conclusions d'enquête publique, ainsi que l'avis favorable avec réserves et recommandations de Monsieur le Commissaire Enquêteur en date du 5 décembre 2017,

Vu le projet de PLU tel qu'il est annexé à la présente délibération, composé des pièces suivantes :

. Rapport de présentation (diagnostic, évaluation environnementale, choix d'aménagement et de développement),
. Projet d'Aménagement et de Développement Durables,
. Orientation d'Aménagement et de Programmation,
. Règlement (partie écrite, partie graphique),
. Annexes (servitudes, zonages règlementaires, annexes sanitaires, pièces diverses),
. Pièces administratives ;

Vu l'examen du dossier et l'avis de la Commission "Urbanisme et Cadre de Vie" en date du 5 décembre 2017,

Vu l'examen du dossier et l'avis de la Commission "Administration Générale et Finances" en date du 6 décembre 2017,

Vu la note explicative de synthèse relative à l'approbation de la révision n° 1 du PLU et du zonage d'assainissement pluvial annexée à la présente délibération et transmise aux Elus le 8 décembre 2017,

Considérant que le projet de PLU tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé, conformément à l'article L.153-21 du Code de l'Urbanisme,

Le Conseil Municipal est invité :

- ***A approuver le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Martigues tel que modifié suite à sa révision n° 1 et joint en annexe à la présente délibération.***

- ***A approuver le Zonage d'Assainissement Pluvial tel qu'annexé au PLU.***

- ***A préciser que, conformément aux articles R.153-20 et 21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois, d'une mention dans un journal diffusé dans le Département, ainsi que d'une publication au recueil des actes administratifs en application de l'article R.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.***

- ***A préciser que, conformément à l'article L.153-22 du Code de l'Urbanisme, le PLU approuvé sera tenu à disposition du public en l'Hôtel de Ville, à la Direction de l'Urbanisme, ainsi que sur le site internet de la Commune de Martigues.***

- ***A préciser que la délibération est exécutoire dans les conditions de l'article L.153-23 du Code de l'Urbanisme.***

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, **LE CONSEIL MUNICIPAL ADOPTE A LA MAJORITÉ ABSOLUE DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS** LE RAPPORT QUI PRÉCÈDE :

Nombre de voix **POUR 34**
Nombre de voix **CONTRE ... 0**
Nombre d'**ABSTENTIONS .. 7** (Mme WOJTOWICZ - M. DI MARIA - Mme RICARD - M. PES
M. FOUQUART
M. SCHULLER
Mme LAURENT)

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

MAIRIE DE MARTIGUES

Gabi CHARROUX

PLU – Mise à jour n°1 des annexes du Plan Local d'urbanisme de la ville de Martigues - Arrêté n° 003-2019 du Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 29 janvier 2019

Vice-Président de la Métropole
Le Président du Conseil de Territoire
Maire de Martigues

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DU CONSEIL DE TERRITOIRE DU PAYS DE MARTIGUES

ARRETE N°003-2019

OBJET : Mise à jour n° 1 des annexes du Plan Local d'Urbanisme de la ville de Martigues

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de chacun de ses Conseils de Territoire.

Les Plans Locaux d'Urbanisme communaux maintenus en vigueur à l'échelle de la Métropole peuvent faire l'objet d'une révision (engagée avant le 1er janvier 2018), révision allégée, d'une modification, d'une modification simplifiée, d'une mise à jour ou d'une mise en compatibilité avec déclaration de projet ou déclaration d'utilité publique, dans l'attente de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire concerné (art. L. 153-6, I C. urb).

En date du 8 mars 2018, le Préfet des Bouches-du-Rhône a transmis le nouveau Porter à Connaissance modifié en janvier 2018, relatif au risque technologique lié aux établissements situés sur la plateforme pétrochimique de Lavéra.

Par ailleurs, en date du 13 décembre 2018, le Préfet des Bouches-du-Rhône a pris un arrêté N°2018-418 SUP instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune de Martigues.

Ces documents doivent être annexés au Plan Local d'Urbanisme de la commune, conformément aux dispositions de l'article L. 126-1 du code de l'urbanisme.

VU

- Le code de l'urbanisme et notamment l'article L126-1 ;
- La délibération d'approbation du PLU en date du 15 décembre 2017 ;
- Le Porter à Connaissance modifié de janvier 2018 ;
- L'arrêté N° 2018-418 SUP du 13 décembre 2018 ;
- L'arrêté de délégation de fonctions n° 18/199/CM du 4 octobre 2018.

Arrête

Article 1er : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) est mis à jour à la date du présent arrêté sur les points suivants :

- Est annexé au Plan Local d'Urbanisme le nouveau Porter à Connaissance modifié en janvier 2018, relatif au risque technologique lié aux établissements situés sur la plateforme pétrochimique de Lavéra ;

- Est annexé au Plan Local d'Urbanisme l'arrêté N°2018-418 SUP du 13 décembre 2018 relatif à l'institution des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune de Martigues.

Article 2 : Le dossier de PLU intégrant les mises à jour est tenu à la disposition du public au Service Urbanisme de la Mairie et au Conseil de Territoire du Pays de Martigues, aux jours et heures d'ouverture au public.

Article 3 : Le présent arrêté deviendra exécutoire après l'accomplissement des formalités de publicité prévues à l'article R.211-2 du Code de l'Urbanisme.

Fait à Martigues..... Le 29 janvier 2019

Gaby CHARROUX

Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

PLU – Mise à jour n°2 des annexes du Plan Local d'urbanisme de la ville de Martigues - Arrêté n° 038-2020 du Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues 4 novembre 2020

Vice-Président de la Métropole
Le Président du Conseil de Territoire
Maire de Martigues

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE TERRITOIRE DU PAYS DE MARTIGUES

ARRÊTÉ N° 038-2020

OBJET : Mise à jour n°2 des annexes du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Martigues

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de chacun de ses Conseils de Territoire.

Les Plans Locaux d'Urbanisme communaux maintenus en vigueur à l'échelle de la Métropole peuvent faire l'objet d'une révision (engagée avant le 1er janvier 2018), révision allégée, d'une modification, d'une modification simplifiée, d'une mise à jour ou d'une mise en compatibilité avec déclaration de projet ou déclaration d'utilité publique, dans l'attente de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire concerné (art. L. 153-6, I C. urb).

Le 16 octobre 2019, le Préfet des Bouches-du-Rhône a pris un arrêté portant création des Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) dans le département des Bouches-du-Rhône. Parmi les communes concernées par cet arrêté figure la commune de Martigues.

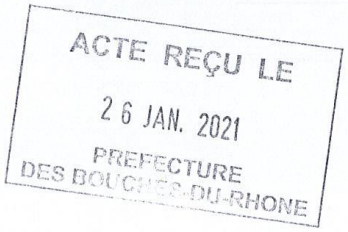
Conformément aux articles L125-6 du code de l'environnement et R151-53 10° du code de l'urbanisme, les Secteurs d'Information sur les Sols définis dans l'arrêté préfectoral doivent être annexés au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Port-de-Bouc.

Par ailleurs, le 14 janvier 2020, le Préfet des Bouches-du-Rhône a pris un arrêté portant sur l'instauration de servitudes d'utilité publique sur les parcelles BV 288, 289, 290 et 184 de l'ancien site industriel de la société ETERNIT, 7 boulevard Maritime, lieu-dit « Campéou », zone industrielle du Port de Caronte sur la commune de Martigues.

Conformément aux articles L.126-1, R. 123-22 et R. 126-1 du code de l'urbanisme, l'arrêté portant instauration de servitudes d'utilité publique sur lesdites parcelles et les plans s'y rapportant doivent être annexés au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues.

VU

- Le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 126-1, R123-22 et R. 126-1 ;
- La délibération d'approbation du PLU en date du 15 décembre 2017 ;
- L'arrêté préfectoral du 16 octobre 2019 portant création des Secteurs d'Information sur les Sols dans le département des Bouches-du-Rhône ;
- L'arrêté préfectoral du 14 janvier 2020 portant sur l'instauration de servitudes d'utilité publique sur les parcelles BV 288, 289, 290 et 184 de l'ancien site industriel de la société ETERNIT, 7 boulevard Maritime, lieu-dit « Campéou », zone industrielle du Port de Caronte sur la commune de Martigues ;
- L'arrêté de délégation de fonctions n° 20/179/CM du 23 juillet 2020.



ARRETE

Article 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) est mis à jour à la date du présent arrêté sur les points suivants :

- Est annexé au Plan Local d'Urbanisme l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2019 portant création des Secteurs d'Information sur les Sols dans le département des Bouches-du-Rhône.

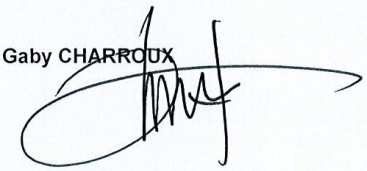
- Est annexé au Plan Local d'Urbanisme l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2020 portant sur l'instauration de servitudes d'utilité publique sur les parcelles BV 288, 289, 290 et 184 de l'ancien site industriel de la société ETERNIT, 7 boulevard Maritime, lieu-dit « Campéou », zone industrielle du Port de Caronte sur la commune de Martigues ;

Article 2 : Le dossier de PLU intégrant les mises à jour est tenu à la disposition du public au Service Urbanisme de la Mairie et au Conseil de Territoire du Pays de Martigues, aux jours et heures d'ouverture au public.

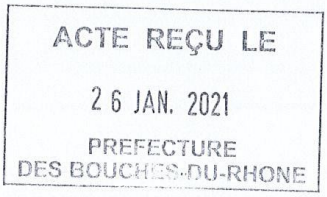
Article 3 : Le présent arrêté deviendra exécutoire après l'accomplissement des formalités de publicité prévues à l'article R.153-18 du code de l'urbanisme.

Fait à Martigues ..... Le 4 novembre 2020

Gaby CHARROUX



Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.



Jugement n°1804870 du Tribunal Administratif de Marseille du 15 octobre 2020

TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE MARSEILLE

N° 1804870

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES BOUCHES DU RHÔNE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

M. Clément Henry
Rapporteur

Le tribunal administratif de Marseille

M. Jérôme Mahmouti
Rapporteur public

(2ème chambre)

Audience du 1er octobre 2020
Lecture du 15 octobre 2020

68-01-01-01-03-03-01
C

Vu la procédure suivante :

Par un déféré enregistré le 20 juin 2018, le préfet des Bouches-du-Rhône demande au tribunal d'annuler la délibération du 15 décembre 2017 par laquelle le conseil municipal de Martigues a approuvé la révision du plan local d'urbanisme de la commune en tant qu'elle approuve la création des orientations d'aménagement et de programmation (OAP) nos 6 et 14, ainsi que le classement en secteurs AUc et Uta des parcelles concernées.

Il soutient que :
- la délibération attaquée est entachée d'erreur manifeste d'appréciation en ce qu'elle approuve la création de l'OAP n° 6 des Laurons ainsi que son classement en secteur AUc ;
- elle est entachée d'erreur manifeste d'appréciation en ce qu'elle approuve la création de l'OAP n° 14 de Bonnieu ainsi que son classement en secteur Uta ;
- elle méconnaît l'orientation n° 6 du projet d'aménagement et de développement durables ;
- elle méconnaît l'article R. 151-24 du code de l'urbanisme ;
- elle méconnaît l'article L. 101-2 du code de l'urbanisme.

Par un mémoire en défense, enregistré le 15 mars 2019, la métropole d'Aix-Marseille-Provence, représentée par la SELARL Parme avocats, conclut au rejet du déféré et à ce que la somme de 3 000 euros soit mise à la charge de l'État au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle fait valoir que :
- le préfet des Bouches-du-Rhône n'est pas recevable à contester le maintien d'un classement qui résulte d'une version antérieure du plan local d'urbanisme ;
- les moyens soulevés ne sont pas fondés.

Par une lettre du 12 avril 2019, les parties ont été informées, en application de l'article R. 611-1-1 du code de justice administrative, que la clôture immédiate de l'instruction était susceptible d'intervenir à compter du 2 décembre 2019.

La clôture immédiate de l'instruction a été prononcée le 4 décembre 2019.

Un mémoire a été présenté par le préfet des Bouches-du-Rhône le 10 décembre 2019.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :
- le code de l'urbanisme ;
- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :
- le rapport de M. Henry, conseiller,
- les conclusions de M. Mahmouti, rapporteur public,
- et les observations de Me Gatel de la SELARL Parme avocats, représentant la métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Considérant ce qui suit :

1. Par une délibération du 15 décembre 2017, le conseil municipal de Martigues a approuvé la révision du plan local d'urbanisme de la commune. Par une lettre du 20 février 2018, le préfet des Bouches-du-Rhône a adressé au président de la métropole d'Aix-Marseille-Provence des observations aux termes desquelles il demande le retrait partiel de cette délibération.

Sur la recevabilité du déféré :

2. Si la métropole d'Aix-Marseille-Provence soutient que le classement des parcelles situées au lieu-dit de Bonnieu résulte d'une précédente mesure d'approbation du plan local d'urbanisme de Martigues, elle ne fournit aucune preuve de l'accomplissement des formalités par lesquelles cette mesure aurait acquis un caractère définitif. Par suite, elle n'est pas fondée à soutenir que les conclusions tendant à l'annulation de la délibération du 15 décembre 2017 sont tardives en tant qu'elle approuve le classement en secteurs AUc et Uta de parcelles situées au lieu-dit de Bonnieu.

Sur la légalité de la délibération du 15 décembre 2017 :

3. En vertu de l'article L. 101-2 du code de l'urbanisme, la prévention des risques naturels prévisibles figure au nombre des objectifs que les collectivités doivent poursuivre en matière d'urbanisme.

4. En premier lieu, par la délibération contestée, le conseil municipal de Martigues a approuvé la création de l'orientation d'aménagement et de programmation n° 6, intitulée « Zone 1AUc "Les Laurons" ». Ce document prévoit la création d'un secteur à urbaniser entre les habitations existantes et le massif forestier d'une surface de 9 hectares, destiné à accueillir « une trentaine de logements sous forme d'habitat individuel groupé ou intermédiaire », avec pour objectif de « permettre une densification en continuité de l'urbanisation existante », et précise que « l'urbanisation de la zone ne pourra être conduite que sous la forme d'opérations d'ensemble et les constructions ne seront autorisées qu'au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes nécessaire à sa desserte ». Toutefois, il ressort des pièces du dossier que le quartier des Laurons, constitué d'un regroupement d'habitations autour de l'anse des Laurons, constitue une enclave dans le massif forestier qui l'entoure et est soumis, à ce titre, a un aléa feu de forêt subi très fort à exceptionnel. Si les auteurs du plan local d'urbanisme ont prévu que des équipements de défense contre l'incendie devraient accompagner l'urbanisation du secteur, ainsi que la réalisation d'une zone « coupure de combustible » qui maintient le secteur urbanisable à une distance minimale de 100 mètres du massif, le conseil municipal de Martigues ne pouvait, sans commettre d'erreur manifeste d'appréciation au regard de l'objectif rappelé au point précédent, approuver la création d'une zone à urbaniser dans un secteur isolé et enclavé dans un massif forestier particulièrement soumis au risque incendie. Il en va de même du classement en zone « à urbaniser » du règlement du plan local d'urbanisme et en zone « F3 : zones à urbaniser sous forme de projets conformément aux OAP » de la carte d'aléa feux de forêt. Le préfet des Bouches-du-Rhône est donc fondé à soutenir que la délibération contestée est entachée d'erreur manifeste d'appréciation en ce qu'elle approuve l'orientation d'aménagement et de programmation n° 6, le classement du secteur concerné en zone AU, et son classement en zone F3 de la carte d'aléa feux de forêt.

5. En second lieu, par la délibération contestée, le conseil municipal de Martigues a approuvé la création de l'orientation d'aménagement et de programmation n° 14, intitulée « la prise en compte du risque incendie feu de forêt dans les zones urbaines touristiques UT » qui a pour objet de définir les conditions d'urbanisation de quatre secteurs, dont le « Secteur 1 : Bonnieu ». Il ressort des pièces du dossier que ce secteur, décrit comme « exposé au vent » et à la « couverture boisée de pinède » est à dominante naturelle en dehors de quelques constructions légères disséminées parmi le boisement, et soumis à un aléa feux de forêt subi très fort à exceptionnel. Par suite, en rangeant ce secteur parmi les zones « F4 : Zones urbaines constructibles soumises à des prescriptions de défendabilité » et en décidant son classement en zone UT, l'orientation d'aménagement et de programmation n° 14 est entachée d'erreur manifeste d'appréciation. Le préfet des Bouches-du-Rhône est donc fondé à soutenir que la délibération contestée est entachée d'erreur manifeste d'appréciation en ce qu'elle approuve les dispositions relatives au secteur de Bonnieu de l'orientation d'aménagement et de programmation n° 14, le classement du secteur concerné en zone UT, et son classement en zone F4 de la carte d'aléa feux de forêt.

6. Il résulte de tout ce qui précède que la délibération du 15 décembre 2017 portant approbation de la révision n° 1 du plan local d'urbanisme de Martigues doit être annulée en ce qu'elle porte sur l'orientation d'aménagement et de programmation n° 6, sur la création d'un secteur 1AUc dans le quartier des Laurons, sur le classement de ce secteur en zone F3 de la carte

d'aléa feux de forêt, sur les dispositions relatives au secteur de Bonnieu de l'orientation d'aménagement et de programmation n° 14, et sur le classement de ce secteur en zone UT, et F4 de la carte d'aléa feux de forêt.

Sur les frais de procédure :

7. En vertu des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative, le tribunal ne peut pas faire bénéficier la partie tenue aux dépens ou la partie perdante du paiement par l'autre partie des frais qu'elle a exposés à l'occasion du litige soumis au juge. Les conclusions présentées à ce titre par la métropole d'Aix-Marseille-Provence doivent dès lors être rejetées.

D E C I D E :

Article 1er : La délibération du 15 décembre 2017 du conseil municipal de Martigues est annulée en ce qu'elle porte sur l'orientation d'aménagement et de programmation n° 6, sur la création d'un secteur 1AUc dans le quartier des Laurons, sur le classement de ce secteur en zone F3 de la carte d'aléa feux de forêt, sur les dispositions relatives au secteur de Bonnieu de l'orientation d'aménagement et de programmation n° 14, et sur le classement de ce secteur en zone UT, et F4 de la carte d'aléa feux de forêt.

Article 2 : Les conclusions présentées par la métropole d'Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

Article 3 : Le présent jugement sera notifié au préfet des Bouches-du-Rhône, à la métropole d'Aix-Marseille-Provence et à la commune de Martigues.

Délibéré après l'audience du 1er octobre 2020, à laquelle siégeaient :
M. Massin, président,
M. Trébuchet, conseiller,
M. Henry, conseiller.

Lu en audience publique le 15 octobre 2020.

Le rapporteur,	Le président,
signé	signé
C. HENRY	O. MASSIN

Le greffier,

signé

V. DE VELLIS

La République mande et ordonne au préfet des Bouches-du-Rhône en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.
Pour expédition conforme,
P/Le greffier en chef,
Le greffier.

PLU de Martigues - Approbation du reclassement des secteurs Laurons et Bonnieu en zone naturelle et en zone F1 de la carte d'aléa feu de forêt, et de la suppression des Orientations d'Aménagement et de Programmation n° 6 "les Laurons" et n° 14 "secteur 1 Bonnieu" suite au jugement du Tribunal Administratif du 15 octobre 2020 – Délibération n°URBA 007-9858/21/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence du 15 avril 2021

Madame la Présidente a proposé au Conseil de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

URBA 007-9858/21/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues - Approbation du reclassement des secteurs Laurons et Bonnieu en zone naturelle et en zone F1 de la carte d'aléa feu de forêt, et de la suppression des Orientations d'Aménagement et de Programmation n° 6 "les Laurons" et n° 14 "secteur 1 Bonnieu" suite au jugement du Tribunal Administratif du 15 octobre 2020

MET 21/18577/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopole Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, du Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues révisé a été arrêté par délibération de la commune de Martigues du 30 juin 2017.

Le Préfet des Bouches-du-Rhône a émis un avis défavorable sur le projet arrêté, sollicitant la suppression des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) n° 6 « 1AUc - Les Laurons » et n° 14 « Secteur 1 - UT Bonnieu » nouvellement créées et respectivement classées en zones F3 et F4 de la carte d'aléa feu de forêt (zones constructibles sous prescriptions). L'avis défavorable est motivé par leur caractère indéfendable au regard de l'aléa feux de forêt qualifié « d'exceptionnel ». Cet avis, joint au dossier d'enquête publique, a ainsi été porté à la connaissance du public.

La commune de Martigues a approuvé son Plan Local d'Urbanisme révisé selon le projet arrêté.

La délibération d'approbation a fait l'objet d'une lettre d'observations du Préfet pour les mêmes motifs qu'évoqué précédemment, ce recours gracieux ayant fait l'objet d'un rejet implicite. Le Préfet des Bouches-du-Rhône a ensuite introduit un déféré préfectoral auprès du Tribunal Administratif de Marseille.

La requête du Préfet, le jugement du Tribunal Administratif de Marseille n° 1804870 du 15 octobre 2020 annule partiellement la délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2017 approuvant le Plan Local d'Urbanisme révisé de la commune de Martigues. Cette annulation porte uniquement sur les OAP n° 6 « 1AUc - Les Laurons » classée F3 et n° 14 « Secteur 1 - UT Bonnieu » classée F4 qui devront par conséquent être reclassées en secteur N « zone naturelle » et en zone F1 de la carte d'aléa feu de forêt (inconstructible).

L'article L153-7 du Code de l'Urbanisme stipule qu'*en cas d'annulation partielle par voie juridictionnelle d'un plan local d'urbanisme, l'autorité compétente élabore sans délai les nouvelles dispositions du plan applicables à la partie du territoire communal concernée par l'annulation.*

Il convient donc de reclasser sans délai les secteurs du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues concernés par l'annulation partielle en N « zone naturelle » et en zone F1 (inconstructibles) de la carte d'aléa feu de forêt et de supprimer les OAP n° 6 « 1AUc - Les Laurons » et n° 14 « Secteur 1 - UT Bonnieu ».

Signé le 15 Avril 2021
Reçu au Contrôle de légalité le 26 avril 2021

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° MET 20/17015/CM du 17 décembre 2020 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- Le jugement du Tribunal Administratif de Marseille n° 1804870 du 15 octobre 2020 annulant partiellement la délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2017 approuvant le Plan Local d'Urbanisme révisé de la commune de Martigues, en ce qu'elle porte sur l'OAP n° 6 « Les Laurons » et sur les dispositions de l'OAP n° 14 appliquées au secteur « Bonnieu » ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 8 avril 2021.

Ouï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le jugement du Tribunal Administratif de Marseille n° 1804870 du 15 octobre 2020 annulant partiellement la délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2017 approuvant le Plan Local d'Urbanisme révisé de la commune de Martigues, en ce qu'elle porte sur l'OAP n° 6 « Les Laurons » création d'un secteur 1AUc classé en zone F3 et sur les dispositions de l'OAP n° 14 appliquées au secteur « UT - Bonnieu » classé en zone F4.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le reclassement des secteurs 1AUc F3 « les Laurons » et UT F4 « Bonnieu » du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues en exécution du jugement du Tribunal Administratif de Marseille n° 1804870 du 15 octobre 2020, tel que présenté dans le dossier relatif au reclassement de ces secteurs en zone N et en zone F1 de la carte d'aléa feu de forêt annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Sont supprimées les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) n° 6 « les Laurons » et n° 14 « Secteur 1 Bonnieu ».

Article 3 :

La présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R.153-20 et R. 153-21 du Code de l'Urbanisme d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole, au siège du Conseil de Territoire du Pays de Martigues ainsi qu'en Mairie de Martigues. Mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département.

Signé le 15 Avril 2021
Reçu au Contrôle de légalité le 26 avril 2021

Article 4 :

Le dossier relatif à l'approbation du reclassement des secteurs 1AUc « les Laurons » et UT « Bonnieu » en zone N et en zone F1 de la carte d'aléa feu de forêt, et à la suppression des Orientations d'Aménagement n°6 « les Laurons » et n°14 « Secteur 1 Bonnieu » sera tenu à la disposition du public au service Aménagement et Développement Durable du Conseil de Territoire du Pays de Martigues ainsi qu'au service Urbanisme de la Mairie de Martigues.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué
Commande publique,
Transition énergétique,
Aménagement, SCOT et planification

Pascal MONTECOT

Signé le 15 Avril 2021
Reçu au Contrôle de légalité le 26 avril 2021

PLU – Mise à jour n°3 des annexes du Plan Local d'urbanisme de la ville de Martigues - Arrêté n° 030-2021 du Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 29 octobre 2021

Aix Marseille Provence — Territoire Pays de Martigues

Vice-Président de la Métropole
Le Président du Conseil de Territoire
Maire de Martigues

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE TERRITOIRE DU PAYS DE MARTIGUES

ARRÊTÉ N° 030- 2021

OBJET : Mise à jour n°3 des annexes du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Martigues

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de chacun de ses Conseils de Territoire.

Les Plans Locaux d'Urbanisme communaux maintenus en vigueur à l'échelle de la Métropole peuvent faire l'objet d'une révision (engagée avant le 1er janvier 2018), révision allégée, d'une modification, d'une modification simplifiée, d'une mise à jour ou d'une mise en compatibilité avec déclaration de projet ou déclaration d'utilité publique, dans l'attente de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire concerné (art. L. 153-6, I C. urb).

Le 22 octobre 2021, la Préfecture des Bouches-du-Rhône a demandé à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'annexer aux Plans Locaux d'Urbanisme des communes concernées un décret ministériel du 24 août 2005 fixant l'étendue des zones de servitudes et les servitudes de protection contre les obstacles applicables sur le parcours du faisceau hertzien du centre d'émission de Sainte-Baume (Pic de Bertagne). Le faisceau hertzien traverse le Département des Bouches-du-Rhône en direction de la station du poste sémaphore microphonique de la Couronne, ainsi la commune de Martigues est concernée.

Conformément aux articles L.153-60 et R.153-18 du code de l'urbanisme, le présent décret doit être annexé au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues.

VU

- Le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-60 et R.153-18 ;
- La délibération d'approbation du PLU en date du 15 décembre 2017 ;
- Le décret ministériel du 24 août 2005 fixant l'étendue des zones de servitudes et les servitudes de protection contre les obstacles applicables sur le parcours du faisceau hertzien du centre d'émission de Sainte-Baume (Pic de Bertagne) ;
- L'arrêté de délégation de fonctions n° 20/179/CM du 23 juillet 2020.

ARRETE

Article 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) est mis à jour à la date du présent arrêté sur les points suivants :

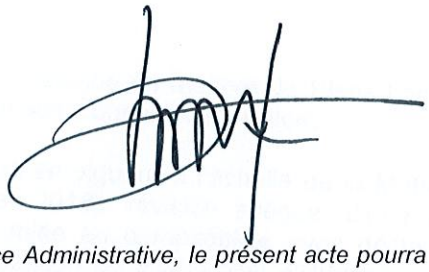
- Est annexé au Plan Local d'Urbanisme le décret ministériel du 24 août 2005 fixant l'étendue des zones de servitudes et les servitudes de protection contre les obstacles applicables sur le parcours du faisceau hertzien du centre d'émission de Sainte-Baume (Pic de Bertagne)

Article 2 : Le dossier de PLU intégrant les mises à jour est tenu à la disposition du public au Service Urbanisme de la Mairie et au Conseil de Territoire du Pays de Martigues, aux jours et heures d'ouverture au public.

Article 3 : Le présent arrêté deviendra exécutoire après l'accomplissement des formalités de publicité prévues à l'article R.153-18 du code de l'urbanisme.

Fait à Martigues ..... Le 29 octobre 2021

Gaby CHARROUX



Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

PLU – Mise à jour n°4 des annexes du Plan Local d'urbanisme de la ville de Martigues - Arrêté n° 002-2022 du Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 mai 2022

Vice-Président de la Métropole
Le Président du Conseil de Territoire
Maire de Martigues

REÇU LE 21.02.22 PRÉF. 13

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE TERRITOIRE DU PAYS DE MARTIGUES

ARRÊTÉ N° 002- 2022

OBJET : Mise à jour n°4 des annexes du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Martigues

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de chacun de ses Conseils de Territoire.

Les Plans Locaux d'Urbanisme communaux maintenus en vigueur à l'échelle de la Métropole peuvent faire l'objet d'une révision (engagée avant le 1er janvier 2018), révision allégée, d'une modification, d'une modification simplifiée, d'une mise à jour ou d'une mise en compatibilité avec déclaration de projet ou déclaration d'utilité publique, dans l'attente de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire concerné (art. L. 153-6, I C. urb).

Par courriers des 3 janvier et 4 mars 2022, la Préfecture des Bouches-du-Rhône a demandé à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'annexer au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues :

- Un arrêté préfectoral n° 2021-404-A du 3 décembre 2021 autorisant la construction et l'exploitation d'une canalisation de transport d'éthylène de la société Kem One ;
- Un arrêté préfectoral n° 2021-404-SUP du 3 décembre 2021 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour de la canalisation de transport d'éthylène de la société Kem One
- Un arrêté préfectoral modificatif n° 2022-61-PC du 3 mars 2022 abrogeant et remplaçant l'arrêté préfectoral n° 2018-418 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique (SUP) autour des canalisations de transport en application de l'article R.555-30 b du code de l'environnement.
  Cet arrêté préfectoral modificatif intègre
  - L'actualisation des servitudes d'utilité publique de dangers autour des canalisations de transport de gaz naturel de GRT gaz et des canalisations de transport d'hydrocarbures de SPMR
  - Les servitudes d'utilité publique de dangers autour des autres canalisations de transport figurant dans l'arrêté préfectoral initial N°2018-418 SUP du 13 décembre 2018 qui sont reprises dans l'arrêté préfectoral modificatif.

Conformément aux articles L.151-43, R.151-51 et R.153-18 du code de l'urbanisme, les présents arrêtés préfectoraux doivent être annexés au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues.

VU

- Le code de l'urbanisme et notamment les articles L.151-43, R.151-51 et R.153-18 ;
- Le code de l'environnement et notamment l'article R.555-30 b ;
- La délibération d'approbation du PLU en date du 15 décembre 2017 ;
- L'arrêté préfectoral n° 2021-404-A du 3 décembre 2021 autorisant la construction et l'exploitation d'une canalisation de transport d'éthylène de la société Kem One ;
- L'arrêté préfectoral n° 2021-404-SUP du 3 décembre 2021 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour de la canalisation de transport d'éthylène de la société Kem One ;
- L'arrêté préfectoral modificatif n° 2022-61-PC du 3 mars 2022 abrogeant et remplaçant l'arrêté préfectoral n° 2018-418 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique (SUP) autour des canalisations de transport en application de l'article R.555-30 b du code de l'environnement.
- L'arrêté de délégation de fonctions n° 20/179/CM du 23 juillet 2020.

ARRETE

Article 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) est mis à jour à la date du présent arrêté sur les points suivants :

- Est annexé au Plan Local d'Urbanisme l'arrêté préfectoral n° 2021-404-A du 3 décembre 2021 autorisant la construction et l'exploitation d'une canalisation de transport d'éthylène de la société Kem One ;
- Est annexé au Plan Local d'Urbanisme l'arrêté préfectoral n° 2021-404-SUP du 3 décembre 2021 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour de la canalisation de transport d'éthylène de la société Kem One
- Est annexé au Plan Local d'Urbanisme l'arrêté préfectoral modificatif n° 2022-61-PC du 3 mars 2022 abrogeant et remplaçant l'arrêté préfectoral n° 2018-418 SUP du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique (SUP) autour des canalisations de transport en application de l'article R.555-30 b du code de l'environnement.

Article 2 : Le dossier de PLU intégrant les mises à jour est tenu à la disposition du public au Service Urbanisme de la Mairie de Martigues et au Conseil de Territoire du Pays de Martigues, aux jours et heures d'ouverture au public.

Article 3 : Le présent arrêté deviendra exécutoire après l'accomplissement des formalités de publicité prévues à l'article R.153-18 du code de l'urbanisme.

Fait à Martigues ..... Le 12 mai 2022

Gaby CHARROUX

Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

PLU – Pièces administratives de la modification n°1

Métropole Aix-Marseille-Provence | République Française | Département des Bouches du Rhône

EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du 24 octobre 2019

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à
Etaient présents Mesdames et Messieurs :
Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Sophie AMARANTINIS - Christian AMIRATY - Patrick APPARICIO - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALLETTI - Guy BARRET - Sylvia BARTHELEMY - Marie-Josée BATTISTA - Yves BEAUVAL - François BERNARDINI - Sabine BERNASCONI - André BERTERO - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAïNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Patrick BORÉ - Jacques BOUDON - Nadia BOULAINSEUR - Michel BOULAN - Valérie BOYER - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Marie-Christine CALATAYUD - Henri CAMBESSEDES - Jean-Louis CANAL - Laure-Agnès CARADEC - Eric CASADO - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Philippe CHARRIN - Maurice CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Anne CLAUDIUS-PETIT - Frédéric COLLART - Monique CORDIER - Jean-François CORNO - Georges CRISTIANI - Michel DARY - Monique DAUBET-GRUNDLER - Philippe DE SAINTDO - Christian DELAVET - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Sylvaine DI CARO - Pierre DJIANE - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY-OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Hervé FABRE-AUBRESPY - Nathalie FEDI - Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY-VLASTO - Olivier FREGEAC - Arlette FRUCTUS - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Gérard GAZAY - Hélène GENTE-CEAGLIO - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Georges GOMEZ - Jean-Pascal GOURNES - Philippe GRANGE - Frédéric GUINIERI - Olivier GUIROU - Daniel HERMANN - Jean HETSCH - Michel ILLAC - Eliane ISIDORE - Nicolas ISNARD - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Nicole JOULIA - Mireille JOUVE - André JULLIEN - Didier KHELFA - Nathalie LAINE - Dany LAMY - Michel LAN - Albert LAPEYRE - Eric LE DISSÈS - Michel LEGIER - Gisèle LELOUIS - Gaëlle LENFANT - Hélène LHEN-ROUBAUD - Jean-Pierre MAGGI - Antoine MAGGIO - Richard MALLIÉ - Joël MANCEL - Bernard MARANDAT - Stéphane MARI - Régis MARTIN - Bernard MARTY - Florence MASSE - Roger MEI - Xavier MERY - Yves MESNARD - Marie-Claude MICHEL - Danielle MILON - André MOLINO - Jean-Claude MONDOLINI - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Yves MORAINE - Pascale MORBELLI - Roland MOUREN - Marie MUSTACHIA - Lisette NARDUCCI - Jérôme ORGEAS - Patrick PADOVANI - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Christian PELLICANI - Serge PEROTTINO - Elisabeth PHILIPPE - Claude PICCIRILLO - Stéphane PICHON - Catherine PILA - Patrick PIN - Marc POGGIALE - Jean-Jacques POLITANO - Henri PONS - Marine PUSTORINO-DURAND - Julien RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Maryse RODDE - Georges ROSSO - Michel ROUX - Jean-Pierre SERRUS - Emmanuelle SINOPOLI - Monique SLISSA - Marie-France SOURD GULINO - Jules SUSINI - Luc TALASSINOS - Francis TAULAN - Dominique TIAN - Jean-Louis TIXIER - Maxime TOMMASINI - Jocelyne TRANI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Yves VIDAL - Frédéric VIGOUROUX - Yves WIGT - David YTIER - Didier ZANINI - Kheira ZENAFI.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Signé le 24 Octobre 2019
Reçu au Contrôle de légalité le 18 novembre 2019

Guy ALBERT représenté par Mireille JOUVE - Christophe AMALRIC représenté par Roland GIBERTI - Loïc BARAT représenté par Gisèle LELOUIS - Moussa BENKACI représenté par Jean-Jacques POLITANO - Jean-Louis BONAN représenté par Patrick BORÉ - Frédérick BOUSQUET représenté par Michel AZOULAI - Christine CAPDEVILLE représentée par André JULLIEN - Marie-Arlette CARLOTTI représentée par Jean-Claude MONDOLINI - Martine CESARI représentée par Danièle GARCIA - Gaby CHARROUX représenté par Henri CAMBESSEDES - Jean-David CIOT représenté par Loïc GACHON - Auguste COLOMB représenté par Philippe GINOUX - Pierre COULOMB représenté par Régis MARTIN - Robert DAGORNE représenté par Maurice CHAZEAU - Sandra DALBIN représentée par Frédéric DOURNAYAN - Sandrine D'ANGIO représentée par Dany LAMY - Sophie DEGIOANNI représentée par Gaëlle LENFANT - Jean-Claude DELAGE représenté par René BACCINO - Jean-Claude FERAUD représenté par Georges CRISTIANI - Gilbert FERRARI représenté par Eric CASADO - Jean-Claude GAUDIN représenté par Yves MORAINE - Marie-Madeleine GEIER-GHIO représentée par Martine RENAUD - Jacky GERARD représenté par Hélène GENTE-CEAGLIO - Garo HOVSEPIAN représenté par Stéphane MARI - Annie LEVY-MOZZICONACCI représentée par Marie-Claude MICHEL - Marie-Louise LOTA représentée par Marie-France DROPY-OURET - Laurence LUCCIONI représentée par Michèle EMERY - Irène MALAUZAT représentée par Philippe DE SAINTDO - Rémi MARCENGO représenté par Serge PEROTTINO - Jeanne MARTI représentée par Jacques BESNAïNOU - Christophe MASSE représenté par Florence MASSE - Georges MAURY représenté par Yves BEAUVAL - Danielle MENET représentée par Sophie AMARANTINIS - Arnaud MERCIER représenté par Joël MANCEL - Richard MIRON représenté par Gérard CHENOZ - Virginie MONNET-CORTI représentée par Catherine PILA - Stéphane PAOLI représenté par Jacques BOUDON - Roger PELLENC représenté par Hervé FABRE-AUBRESPY - Roger PIZOT représenté par Jean-Louis CANAL - Gérard POLIZZI représenté par Bernard MARTY - Véronique PRADEL représentée par Eric LE DISSÈS - Muriel PRISCO représentée par Pascale MORBELLI - Bernard RAMOND représenté par Olivier FREGEAC - Stéphane RAVIER représenté par Sandra DUGUET - Jean ROATTA représenté par Martine VASSAL - Marie-Laure ROCCA-SERRA représentée par Laure-Agnès CARADEC - Alain ROUSSET représenté par Gérard GAZAY - Lionel ROYER-PERREAUT représenté par Nathalie FEDI - Florian SALAZAR-MARTIN représenté par Eliane ISIDORE - Isabelle SAVON représentée par Julien RAVIER - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE représentée par Sylvaine DI CARO - Guy TEISSIER représenté par Daniel HERMANN - Josette VENTRE représentée par Marie-Josée BATTISTA - Patrick VILORIA représenté par Emmanuelle SINOPOLI - Karima ZERKANI-RAYNAL représentée par Alexandre GALLESE.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :
Serge ANDREONI - Philippe ARDHUIN - Jean-Pierre BAUMANN - Odile BONTHOUX - Michel CATANEO - Bruno CHAIX - Laurent COMAS - Bernard DESTROST - Nouriati DJAMBAE - Claude FILIPPI - Josette FURACE - Bruno GILLES - Albert GUIGUI - Maryse JOISSAINS MASINI - Stéphane LE RUDULIER - Jean-Marie LEONARDIS - Marcel MAUNIER - Patrick MENNUCCI - Michel MILLE - Chrystiane PAUL - Nathalie PIGAMO - Roland POVINELLI - Roger RUZE - Eric SCOTTO - Philippe VERAN - Karim ZERIBI.

Etaient présents et représentés en cours de séance Mesdames et Messieurs :
Bernard JACQUIER représenté à 14h47 par Patrick PAPPALLARDO - Anne CLAUDIUS-PETIT représentée à 15h15 par Michel ROUX - Jean-Pierre BERTRAND représenté à 15h20 par Jean MONTAGNAC - CASELLI Eugène représenté à 16h00 par Rolland CAZZOLA.

Etaient présents et excusés en cours de séance Mesdames et Messieurs :
Bernard MARTY à 14h47 - Antoine MAGGIO à 15h00 - Elisabeth PHILIPPE à 15h00 - Marine PUSTORINO-DURAND à 15h15 - Stéphane MARI à 15h15 - Lisette NARDUCCI à 15h15 - Maryse RODDE à 15h15 - Nadia BOULAINSEUR à 15h15 - Samia GHALI à 15h15 - Frédéric VIGOUROUX à 15h20 - Jean HETSCH à 15h30 - Richard MALLIÉ à 15h34 - Patrick PADOVANI à 15h35 - Serge PEROTTINO à 15h45 - Eliane ISIDORE à 16h00 - Sabine BERNASCONI à 16h00 - Gérard BRAMOULLÉ à 16h00 - Didier PARAKIAN à 16h00 - Jean LOUIS CANAL à 16h00 - Jocelyne TRANI à 16h00 - Claude VALETTE à 16h00 - Bernard MARANDAT à 16h00 - Dominique FLEURY-VLASTO à 16h00 - Yves MESNARD à 16h00 - Patrick PIN à 16h00 - André JULLIEN à 16h05 - Jacques BESNAÎNOU à 16h08 - Michel LAN à 16h10 - Marie MUSTACHIA à 16h10 - Pascal MONTECOT à 16h15 - Sophie AMARANTINIS à 16h15 - François BERNARDINI à 16h20 - Christian PELLICANI à 16h20.

Signé le 24 Octobre 2019
Reçu au Contrôle de légalité le 18 novembre 2019

Madame la Présidente a proposé au Conseil de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

URB 025-7128/19/CM

■ Plan local d'urbanisme de la commune de Martigues - Engagement de la procédure de modification N°1

MET 19/12293/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopole Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses Territoires.

Par délibération cadre N° URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues révisé a été approuvé par délibération du Conseil Municipal n° 17-370 du 15 décembre 2017 et a fait l'objet d'une mise à jour approuvée par arrêté n° 003-2019 du 29 janvier 2019.

Par délibération de la commune de Martigues du 20 septembre 2019, puis par délibération du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 17 octobre 2019, le Conseil de la Métropole est saisi afin de solliciter de Madame la Présidente l'engagement d'une procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) en vue :

- d'améliorer la forme urbaine en vue de renforcer la qualité de vie des habitants par la prise en compte de la qualité paysagère, la réévaluation du coefficient d'espaces verts, la modification des règles d'implantation des constructions ;
- de renforcer la règlementation des zones soumises au ruissellement pluvial, notamment pour les rez-de-chaussée habitables ;
- de reclasser en zone urbaine à vocation d'activités (UE) le site Picasso actuellement classé en zone urbaine à vocation d'habitat (UB), conformément à son usage ;
- d'apporter des précisions et adaptations règlementaires ;
- de rectifier des erreurs matérielles (graphique, syntaxe, numérotation, …) ;
- de mettre à jour les emplacements réservés.

Les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre N° URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018 portant approbation de la répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues en vigueur ;
- La délibération de la commune de Martigues du 20 septembre 2019 sollicitant du Conseil de Territoire du Pays de Martigues qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement d'une procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 17 octobre 2019 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de Madame la Présidente l'engagement d'une procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Martigues ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 17 octobre 2019.

Ouï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Martigues a sollicité en date du 20 septembre 2019 le Conseil de Territoire du Pays de Martigues afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement d'une procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme en vue :
    a. d'améliorer la forme urbaine en vue de renforcer la qualité de vie des habitants par la prise en compte de la qualité paysagère, la réévaluation du coefficient d'espaces verts, la modification des règles d'implantation des constructions ;
    b. de renforcer la règlementation des zones soumises au ruissellement pluvial, notamment pour les rez-de-chaussée habitables ;
    c. de reclasser en zone urbaine à vocation d'activités (UE) le site Picasso actuellement classé en zone urbaine à vocation d'habitat (UB), conformément à son usage ;
    d. d'apporter des précisions et adaptations règlementaires ;
    e. de rectifier des erreurs matérielles (graphique, syntaxe, numérotation, …) ;
    f. de mettre à jour les emplacements réservés.
- Que, conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire, il convient que le Conseil de Territoire du Pays de Martigues saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Délibère

Signé le 24 Octobre 2019
Reçu au Contrôle de légalité le 18 novembre 2019

Article unique :

Est sollicité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Martigues

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué
Stratégie et Aménagement du Territoire,
SCOT et Schémas d'urbanisme

Henri PONS

Signé le 24 Octobre 2019
Reçu au Contrôle de légalité le 18 novembre 2019

Présidente de la Métropole

Arrêté n° 19/259/CM

Arrêté d'engagement - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues - Procédure de modification n° 1

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre n° URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération de la commune de Martigues n° 19-248 du 20 septembre 2019 saisissant le Conseil de Territoire du Pays de Martigues afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification n°1 de son Plan Local d'Urbanisme ;
- L'avis n° 2019-062 du 17 octobre 2019 du Conseil de Territoire du Pays de Martigues relatif à l'engagement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2019

- La délibération du Conseil de la Métropole n° URB 025-7128/19/CM du 24 octobre 2019 sollicitant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues en vigueur.
- L'arrêté 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines attributions

CONSIDÉRANT

- La nécessité de modifier le Plan Local d'Urbanisme pour :

  - améliorer la forme urbaine en vue de renforcer la qualité de vie des habitants par la prise en compte de la qualité paysagère, la réévaluation du coefficient d'espaces verts, la modification des règles d'implantation des constructions ;

  - renforcer la règlementation des zones soumises au ruissellement pluvial, notamment pour les rez-de-chaussée habitables ;

  - reclasser en zone urbaine à vocation d'activités (UE) le site Picasso actuellement classé en zone urbaine à vocation d'habitat (UB), conformément à son usage ;

  - apporter des précisions et adaptations règlementaires ;

  - rectifier des erreurs matérielles (graphique, syntaxe, numérotation, …) ;

  - mettre à jour les emplacements réservés.

- Qu'il apparaît en conséquence utile d'adapter le Plan Local d'Urbanisme sur ces points ;

- Que la modification n° 1 envisagée aura dès lors pour effet de modifier :

  - le rapport de présentation ;
  - le règlement (pièce écrite et pièces graphiques) ;
  - les orientations d'aménagement et de programmation (corrections graphiques et écrites) ;
  - les annexes.

- Que le projet envisagé ne change pas les orientations définies au projet d'aménagement et de développement durable, qu'il ne réduit pas un espace boisé classé, une zone agricole, ou une zone naturelle et forestière, qu'il ne réduit pas une protection ;

- Que les modifications du Plan Local d'Urbanisme projetées relèvent du champ d'application de la procédure de modification conformément au Code de l'Urbanisme ;

- Qu'à la suite de la délibération de la commune de Martigues, le Conseil de Territoire du Pays de Martigues a émis un avis favorable sur l'engagement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues ;

- Que le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues.

ARRETE

Article 1 :

Est prescrit la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues.

Article 2 :

La modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues permettra :

- d'améliorer la forme urbaine en vue de renforcer la qualité de vie des habitants par la prise en compte de la qualité paysagère, la réévaluation du coefficient d'espaces verts, la modification des règles d'implantation des constructions ;

- de renforcer la règlementation des zones soumises au ruissellement pluvial, notamment pour les rez-de-chaussée habitables ;

- de reclasser en zone urbaine à vocation d'activités (UE) le site Picasso actuellement classé en zone urbaine à vocation d'habitat (UB), conformément à son usage ;

- d'apporter des précisions et adaptations règlementaires ;

- de rectifier des erreurs matérielles (graphique, syntaxe, numérotation, …) ;

- de mettre à jour les emplacements réservés.

Les modalités d'organisation de l'enquête publique seront précisées par arrêté du Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2019

Martine VASSAL

Mission régionale d'autorité environnementale

Provence Alpes Côte d'Azur

Décision n° CU-2020-2646
de la Mission Régionale d'Autorité environnementale
Provence Alpes Côte d'Azur
après examen au cas par cas sur la
modification n°1 du plan local d'urbanisme
de Martigues (13)

n°saisine CU-2020-2646
n°MRAe 2020DKPACA64

La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) Provence Alpes Côte d'Azur,

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-2, L.300-6, R.104-8 à R.104-33 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu l'arrêté en date du 11 août 2020 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision de la MRAe du 8 septembre 2020 portant délégation à Monsieur Philippe Guillard, président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) PACA, Monsieur Christian Dubost , Monsieur Jean-François Desbouis membres permanents du CGEDD et Mme Sandrine Arbizzi chargée de mission du CGEDD, pour l'adoption de certains actes relatifs à des plans, programmes et documents d'urbanisme ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro CU-2020-2646, relative à la modification n°1 du plan local d'urbanisme de Martigues (13) déposée par la Métropole Aix-Marseille Provence, reçue le 17/07/20 ;

Vu la saisine de l'Agence régionale de santé en date du 21/07/20 et sa réponse en date du 03/08/20 ;

Considérant que la commune de Martigues, d'une superficie d'environ 7 144 ha, compte, selon le dossier, 49 310 habitants ;

Considérant que le plan local d'urbanisme (PLU), approuvé le 15/12/2017, a fait l'objet d'un avis de la MRAe PACA en date du 05/10/2017 ;

Considérant que la modification n°1 du PLU a pour objectif :

- l'amélioration de la forme urbaine dans les secteurs en cours de densification afin de minimiser l'impact des projets nouveaux (préservation de l'ensoleillement des habitations existantes, des espaces verts…),
- la mise à jour du zonage sur les planches graphiques du secteur PICASSO, (conservatoire musique et danse) actuellement en zone UB (à vocation d'habitat) reclassé en zone UE (à vocation économique, commerciale, artisanale et de services),
- l'intégration du porter à connaissance de l'Etat relatif au PPRT[1] de Total La Mède en date du 14/11/2019 et de l'arrêté préfectoral du 16/10/2019 portant création de deux secteurs d'information sur les sols (SIS),
- la mise à jour des emplacements réservés (ER) avec notamment la suppression d'une partie des ER n°4, 138 (projets terminés) et de l'ER n°412 (maintien situation existante) et la création de l'ER n° 102, d'une superficie totale de 691 m², en milieu urbain (élargissement de la rue Lavoisier de 12 mètres),
- l'apport de précisions et adaptations réglementaires pour faciliter l'instruction des demandes d'occupation et d'utilisation des sols,
- la rectification d'erreurs matérielles (graphique, syntaxe, numérotation…),

Considérant que la modification a également pour objectif le renforcement de la réglementation des zones soumises au ruissellement pluvial avec l'ajout de précisions concernant :

- le risque d'inondation lié au ruissellement pluvial dans les zones urbaines, les constructions de la destination « habitation » devant se situer à au moins 50 cm au-dessus du terrain naturel,

1 plan de prévention des risques technologiques

- le risque de stagnation des eaux de ruissellement lié aux plus hautes eaux de l'Etang de Berre et du chenal de Caronte en interdisant la création d'une partie habitable en rez-de-chaussée si le logement ne comporte pas de niveau supérieur habitable directement accessible ;

Considérant que le projet de modification du PLU ne permet pas l'ouverture de nouveaux secteurs à l'urbanisation ;

Considérant que le projet n'est inscrit dans aucun périmètre Natura 2000 et qu'il ne concerne pas de zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique ;

Considérant par conséquent qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire, la modification n'apparaît pas susceptible d'avoir des incidences dommageables significatives sur la santé humaine et l'environnement ;

DÉCIDE :

Article 1 – Éligibilité à l'évaluation environnementale

Le projet de modification n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Martigues (13) n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2 – Mise à disposition du public et mesures de publicité

La présente décision sera mise en ligne sur le site de la MRAe et sur le site de la DREAL (SIDE) .

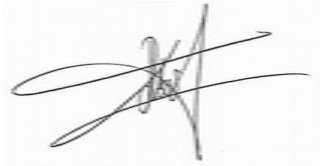
Par ailleurs, la présente décision sera notifiée au pétitionnaire par la MRAe.

Elle devra, le cas échéant, figurer dans le dossier soumis à enquête publique ou mis à la disposition du public.

Fait à Marseille, le 14/09/2020

Pour la Mission Régionale d'Autorité environnementale
et par délégation,

Christian DUBOST



Voies et délais de recours

Les recours sont formés dans les conditions du droit commun.

Le recours administratif doit être formé dans un délai de deux mois suivant la notification ou la mise en ligne de la présente décision.

Le recours gracieux doit être adressé à :

Monsieur le président de la MRAe PACA

MIGT Marseille
16 rue Zattara
CS 70 248
13 331 Marseille Cedex 3

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

MRAe
Mission régionale d'autorité environnementale
PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR

Conseil Général de l'Environnement
et du Développement Durable

Décision n° CU-2022-3049

de la Mission Régionale d'Autorité environnementale

Provence - Alpes- Côte d'Azur

après examen au cas par cas de la

modification n°1 (nouvelle version) du plan local d'urbanisme

de Martigues (13)

N°saisine CU-2022-3049
N°MRAe 2022DKPACA30

La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) Provence Alpes Côte d'Azur,

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L104-1 à L104-8 , L.300-6, R.104-1 et suivants ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu les arrêtés en date du 11 août 2020 et du 6 avril 2021 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision de la MRAe du 15 avril 2021 portant délégation à Monsieur Philippe Guillard, président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) PACA, Monsieur Jean-Michel Palette, Monsieur Jean-François Desbouis membres permanents du CGEDD et Mme Sandrine Arbizzi, chargée de mission du CGEDD, pour l'adoption de certains actes relatifs à des plans, programmes et documents d'urbanisme ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro CU-2022-3049, relative à la modification n°1 (nouvelle version) du plan local d'urbanisme de Martigues (13) déposée par la Métropole Aix Marseille Provence (MAMP), reçue le 27/01/22 ;

Vu la décision n°CU-2020-2646 en date du 14/09/20 relative à la modification n°1 du PLU de Martigues (ancienne version, dossier d'examen au cas par cas déposé le 17/07/20) ;

Vu la saisine de l'Agence régionale de santé en date du 01/02/22 et sa réponse en date du 01/02/22 ;

Considérant que la commune de Martigues, d'une superficie d'environ 71 km², compte, selon le dossier, 49 310 habitants ;

Considérant que le plan local d'urbanisme (PLU), approuvé le 15/12/17, a fait l'objet d'un avis de la MRAe PACA en date du 05/10/17 ;

Considérant que la modification n°1 a déjà fait l'objet d'une décision n°CU-2020-2646 au cas par cas en date du 14/09/20 et n'a pas été soumise à évaluation environnementale ;

Considérant que la modification n°1 (nouvelle version) du PLU de Martigues a pour objet d'ajouter deux évolutions de zonage au sein des zones urbaines U en reclassant :

- 20 500 m² de la zone UE (à vocation économique) vers la zone UC (à vocation d'habitat) pour l'implantation d'une résidence non médicalisée pour personnes âgées autonomes, secteur Figuerolles,
- 1 170 m² de la zone UB à vocation résidentielle (habitat collectif) vers la zone UC à vocation résidentielle (habitat individuel) afin de limiter la hauteur à 7 m au lieu de 12 m pour une insertion plus harmonieuse des futurs logements individuels groupés, dans le prolongement du quartier pavillonnaire adjacent, secteur Coudoulière ;

Considérant que le projet de modification du PLU ne permet pas l'ouverture de nouveaux secteurs à l'urbanisation ;

Considérant que le projet n'est inscrit dans aucun périmètre Natura 2000 et qu'il ne concerne pas de zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique ;

Considérant par conséquent qu'au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001, de l'article R104-28 du code de l'urbanisme, et de l'ensemble des éléments fournis par la personne publique responsable, la modification n°1 (nouvelle version) du plan local d'urbanisme de la commune de Martigues (13) n'apparaît pas susceptible d'avoir des incidences notables sur la santé humaine et l'environnement ;

DÉCIDE :

Article 1

En application des dispositions du chapitre IV du titre préliminaire du livre premier du code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, le projet de modification n°1 (nouvelle version) du plan local d'urbanisme de la commune de Martigues (13) n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les éventuels projets permis par ce plan des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de modification n°1 (nouvelle version) du plan local d'urbanisme de la commune de Martigues (13) est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3

La présente décision sera mise en ligne sur le site de la MRAe et sur le site de la DREAL (SIDE).

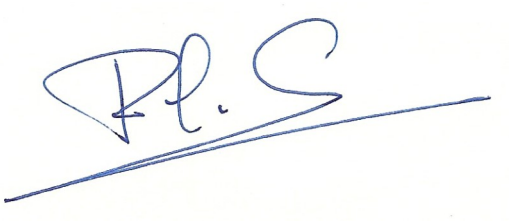
Par ailleurs, la présente décision est notifiée au pétitionnaire par la MRAe.

Elle devra, le cas échéant, figurer dans le dossier soumis à enquête publique ou mis à la disposition du public.

Fait à Marseille, le 25 mars 2022

Pour la Mission Régionale d'Autorité environnementale,

Philippe GUILLARD, président de la MRAe PACA



Voies et délais de recours

Les recours sont formés dans les conditions du droit commun.

Le recours administratif doit être formé dans un délai de deux mois suivant la notification ou la mise en ligne de la présente décision.

Le recours gracieux doit être adressé à :

Monsieur le président de la MRAe PACA

MIGT Marseille

16 rue Zattara

CS 70 248

13331 Marseille Cedex 3

DÉPARTEMENT DES BOUCHES DU RHÔNE
COMMUNE DE MARTIGUES

PROJET DE MODIFICATION N° 1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME PRESCRIT PAR L'ARRÊTE N° 19/259/CM DU 19 DÉCEMBRE 2019 DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

SOMMAIRE

		Page
I	CONDITIONS DE NOMINATION DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR	3
II	CADRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE	3
III	VÉRIFICATIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR	5
	1. VÉRIFICATIONS	5
	2. ANNONCES LÉGALES	5
	3. AFFICHAGES DE L'AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE	6
	4. RÉCEPTION DU PUBLIC	
IV	PRÉSENTATION DE LA VILLE DE MARTIGUES	6
V	DOCUMENTS MIS A LA DISPOSITION DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR ET DU PUBLIC	6
	1° AVIS ET OBSERVATIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR	7
	2° CONDITIONS DE DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE	7
VI	PHASE POSTÉRIEURE A L'ENQUÊTE PUBLIQUE	7
VII	AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIES	8
VIII	OBSERVATIONS DU PUBLIC	9
IX	QUESTIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR	13
X	ANNEXE	15

I. CONDITIONS DE NOMINATION DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Par décision n° E21000077/13 du 28/07/2021 de la 1° vice-présidente du tribunal administratif de Marseille Madame Muriel JOSSET, il a été procédé à la désignation en qualité de commissaire enquêteur

- Monsieur Philippe BOURDELON – Juriste immobilier

Afin de conduire l'Enquête Publique dans la commune de Martigues (13500) relative à un projet de MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME N° 1 DE LA COMMUNE DE MARTIGUES

II. CADRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE

Par arrêté n° 009/22 en date du 12 avril 2022 de Monsieur le Président du Conseil de Territoires du pays de Martigues il est ordonné l'ouverture d'une Enquête Publique portant sur la MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME N° 1 DE LA COMMUNE DE MARTIGUES

Le projet de MODIFICATION N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE MARTIGUES a été soumis à enquête publique entre le 16 mai et le 16 juin 2022 inclus, soit 32 jours, d'une part au sein du Conseil de Territoire, et d'autre part, en la mairie de Martigues

Le présent projet de modification s'inscrit dans le cadre des orientations définies au projet d'aménagement et de développement durable (P.A.D.D) dont l'économie générale n'est pas modifiée, et les évoluions envisagées remplissent bien les conditions définies par l'article L.153-31 du code de l'urbanisme

En application de l'article L.153-31 du code de l'urbanisme modifié par la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets qui dispose que *"Le plan local d'urbanisme est révisé lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide*

1° Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;

2° Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;

3° Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les six ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

5° Soit de créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté.et L.153-36 du Code de l'urbanisme, il est prescrit d'une part que selon l'article L.153-31 dudit code que le projet de modification n° 1 du PLU ne doit pas"

Ainsi que de l'article L.153.36 du code de l'urbanisme modifié par l'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre Ier du code de l'urbanisme qui dispose que *" Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions"*

Ainsi, la procédure de modification est engagée à l'initiative de la Métropole qui établit un projet de modification et le soumet à l'enquête publique, et la présente modification vise exclusivement la modification du règlement, conformément aux dispositions énoncées ci-dessus

Ce projet de modification a pour objectif de

1° Améliorer la forme urbaine afin de permettre une meilleure qualité de vie des habitants, par la prise en compte de la qualité paysagère, la réévaluation du coefficient d'espaces verts, la modification des règles d'implantation des constructions

2° Renforcer la réglementation des zones soumises au ruissellement pluvial concernant les rez-de-chaussée habitables

3° De classer en zone UB du site Picasso en zone UE (vocation économique), ainsi qu'au reclassement d'une partie de la zone UE du secteur FIGUEROLLES en zone UC, et enfin au reclassement d'une zone UB en zone UC d'un terrain situé dans le secteur COUDOULIERE

4° D'apporter des précisions et adaptations réglementaires

5° Rectifier des erreurs matérielles (graphique, syntaxe, numérotation…)

6° De mettre à jour les emplacements réservés

7° D'intégrer le "Porter à connaissance" relatif au plan de prévention des Risques Technologiques (PPRT) de Lavera en date du 8 mars 2018 et l'arrêté préfectoral n° 2018-418 du 13 décembre 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transports de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques concernant la commune de Martigues

1. Dispositions législatives et réglementaires

Vu les articles L.123-1 à L.123-20 et R.123-15 et R.123-22-1 du code de l'urbanisme

Vu les articles L.123-1 à L.123-19 et R.123-1 à R.123-27 du code de l'environnement relatifs au champ d'application des Enquêtes Publiques, ainsi que du déroulement des procédures administratives afférentes

Vu les articles L.153-36 à L.153-48 relatifs aux procédures de modification des Plans Locaux d'Urbanisme

Vu la loi n°83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain (S .R.U)

Vu la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets

Vu le décret n° 2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement

Vue la délibération n° 17-370 du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2017 portant approbation de la révision du Plan Local d'Urbanisme n° 1

Vu le transfert de la compétence en matière de PLU à la "Métropole Aix-Marseille Provence" en date du 1° janvier 2018

Vu l'arrêté n° 0003-2019 du Conseil des Territoires du pays de Martigues approuvant la mise à jour n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la ville de Martigues

Vu l'examen du dossier et l'avis de la "Commission Administration Générale et Finances" en date du 15 septembre 2019

Vu la modification n° 1 du PLU engagée par arrêté de la Présidence de la Métropole en date du 19 décembre 2019

Vu la mise à jour n° 2 par arrêté du Président du Conseil des Territoires du pays de Martigues en date du 4 décembre 2020

Vu la mise à jour n° 3 par arrêté du Président du Conseil des Territoires du pays de Martigues en date du 29 octobre 2021

Vu la prise en compte de l'annulation partielle du tribunal par jugement rendu le 15 octobre 2020 par une délibération du Conseil de la Métropole en date du 15 avril 2021

III. VERIFICATIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Le commissaire enquêteur désigné : Philippe BOURDELON

1. VÉRIFICATIONS

1° L'affichage relatif à l'enquête publique
2° Les registres d'enquête à feuillets non-mobiles étant cotés et paraphés

2. ANNONCES LÉGALES

L'avis d'enquête publique a fait l'objet deux publications dans le journal le PROVENCE, et de deux publications dans le journal la MARSEILLAISE

- Journal LA PROVENCE en date du 29 avril 2022
- Journal LA MARSEILLAISE en date du 29 avril 2022
- Journal LA PROVENCE en date du 24 mai 2022
- Journal LA MARSEILLAISE en date du 24 mai 2022

3. AFFICHAGES DE L'AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Les avis d'enquête publique ont été affichés dans les lieux suivants énoncés ci-dessous
- Siège du Conseil de Territoire du Pays de Martigues
- Panneaux d'affichage de la mairie de Martigues
- Médiathèque Louis Aragon
- Maison des Jeunes et de la Culture
- Site Pablo Picasso
- Maison de la Justice
- Maison de la Formation
- Office de Tourisme
- Mairie Annexe de la Couronne-Carro
- Salle Polyvalente de la Couronne
- Mairie annexe de Croix-Sainte
- Mairie annexe de Lavéra
- Antenne administrative de Jonquières
- Maison de quartier Laurons/Saint-Pierre
- Maison de quartier Saint-Julien
- Maison de Carro
- Maison de quartier Lavéra
- Maison Jacques Méli
- Maison Jeanne Pistoun
- Le Mikado

4. RÉCEPTION DU PUBLIC

1° Au Conseil de Territoire du pays de Martigues	2° En la mairie de Martigues
- Le 16 mai 2022 de 9 heures à 12 heures	- Le 16 mai 2022 de 14 heures à 17 heures
- Le 24 mai 2022 de 9 heures à 12 heures	- Le 24 mai 2022 de 14 heures à 17 heures
- Le 30 mai 2022 de 9 heures à 12 heures	- Le 30 mai 2022 de 14 heures à 17 heures
- Le 08 juin 2022 de 9 heures à 12 heures	- Le 08 juin 2022 de de 14 heures à 17 heures
- Le 16 juin 2022 de 14 heures à 17 heures	- Le 16 juin 2022 de 9 heures à 12 heures

Au terme de l'enquête le Commissaire Enquêteur a clos les registres d'Enquête Publique le 16 juin 2022 à 17 heures 15

IV. PRÉSENTATION DE LA VILLE DE MARTIGUES

1. Bref historique

Occupée dès la période Celte, la ville de Martigues bénéficie d'une situation stratégique à proximité de cours d'eau et protégé par des reliefs. C'est par un acte d'Union signé par les trois consuls en 1581 des bourgs fortifiés et des hameaux de pêcheurs de l'île, Ferrière et Jonquières que naît la ville de Martigues, laquelle sera effective en 1582, et fut conduit par la nécessité non seulement de lutter contre le fléau de la peste, mais aussi afin d'assurer le bon rendement de l'impôt, et cela plus que par la volonté des habitants eux-mêmes. Ainsi la direction de la ville ainsi créée revenait par rotation à chaque Consul pour une période de six mois. Il faudra attendre la Révolution industrielle lors de la première moitié du XIX° siècle pour que la ville connaisse un véritable essor économique grâce à l'implantation de raffineries et d'usines

2. Population superficie

Surnommée "La Venise Provençale" la ville de Martigues s'étire entre l'étang de Berre et le canal de la Caronte qui mène à la Méditerranée, et occupe un territoire estimé à 71,44 km², soit 7 144 hectares, non loin des communes telles que de Port de Bouc, Saint Mitre les Remparts, Sausset les Pins, Châteauneuf les Martigues, Fos sur Mer

Selon dernières les statistiques de l'I.N.S.E.E datant de 2019, la population de Martigues est estimée à 49 090 habitants, avec une densité de population estimée à 637,35 habitants au km²

V. DOCUMENTS MIS A LA DISPOSITION DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR ET DU PUBLIC

1° Le dossier du PLAN LOCAL D'URBANISME comprenant les documents suivants (233 pages)
- Les dispositions réglementaires principales
- Les dispositions applicables aux zones urbaines
- L'Annexe 2 relative aux secteurs de mixité sociale
- L'Annexe 3 relative aux infrastructures et équipements de lutte contre les incendies de forêt

2° Rapport de présentation exposant les motifs des changements apportés
3° Pièces graphiques modifiées
4° Documents administratifs
5° Avis des personnes publiques associés
6° Pièces graphiques modifiées relatives aux Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)

1. AVIS ET OBSERVATIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Le commissaire-enquêteur a estimé que le dossier d'enquête était conforme aux exigences de l'article R.123-8 du Code l'Environnement et que les éléments présentés ci-dessus dans leur globalité étaient de nature à apporter une bonne information au public

2. CONDITIONS DE DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Le déroulement de l'enquête s'est fait dans de bonnes conditions matérielles, dans un climat de bonne collaboration avec les services concernés, et les échanges avec le public se sont déroulées dans un climat serein et d'écoute

Conformément aux dispositions de l'article R.123-13 du code de l'environnement, chaque personne ayant sollicité une entrevue avec le Commissaire Enquêteur a été écouté et a exprimé librement aussi bien oralement que par écrit l'ensemble de ses observations et demandes concernant le projet soumis à Enquête Publique

Le Commissaire Enquêteur a principalement recueilli des inquiétudes du public concernant le devenir futur des terrains leur appartenant, et a également recueilli des demandes de changement de zone de parcelles, ainsi que des demandes n'entrant pas dans le champ d'application de la Modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme

VI. PHASE POSTÉRIEURE A LA PÉRIODE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

En application de l'article R.123-18 alinéa 2 du code de l'environnement, le Commissaire Enquêteur établi un PV de synthèse récapitulant les observations et demandes du public, ainsi que celles formulées par les P.P.A (Personnes Publiques Associés)

Une réunion de travail s'est tenue au Conseil de Territoire le 23 juin 2022 à 11 heures en présence de
- Monsieur Gaby CHARROUX - Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues et Maire de Martigues
- Madame Nadia MAROTO - Directrice de pole Projet de Territoire, CT du Pays de Martigues
- Madame Marie-Pierre TIGNEL - Chef du service Aménagement et Développement Durables, CT du Pays de Martigues
- Monsieur Jérôme GARGUILO - Directeur de l'Urbanisme, ville de Martigues
- Madame Anne-Laure ROUX - Direction de l'Urbanisme, ville de Martigues
- Monsieur Frédéric RAOUX - Responsable division du développement urbain, service Aménagement et Développement Durables, CT du Pays de Martigues
- Madame Mélaine DEL BALDO - Chargée de mission Cabinet du Président, CT du Pays de Martigues
- Madame Christelle KARPINIEC - Chargée d'études urbanisme/aménagement division du développement urbain, service Aménagement et Développement Durables, CT du Pays de Martigues

Faisant suite à la présentation et à la signature du PV de synthèse, il a été apporté un certain nombre d'observations et précisons, conformément aux dispositions de l'article R.123-18 du code de l'environnement concernant les points évoqués par le public et qui ont fait l'objet de rectifications et, lesquelles observations ont été transmises au Commissaire Enquêteur par voie électronique, le 04 juillet 2022

Précisions apportées au PV de synthèse du Commissaire Enquêteur

Rectification de quelques coquilles
- Il manque un 0 à la référence du dossier d'enquête publique
- L'arrêté 009/ du 12 avril 2022 est du Président du Conseil de Territoire du pays de Martigues
- La durée de l'enquête a été de 32 jours

Précisions apportées aux contributions et rectifiées et reprises dans le compte rendu des contributions

- Précisions apportées à Madame Marie HERNANDEZ – *Le projet de contournement est un projet Etat et la commission d'enquête a recommandé un retrait de 200 mètres visant à protéger les populations des nuisances futures (pollution atmosphérique)*

- Précisions apportées à la demande formulée par l'Association Nature et Découverte, Madame Claudine GALERA - *La Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Martigues ne s'opposent pas à la possibilité de changer le zonage du terrain en question*

- Précisions apportées à Monsieur Frédéric PAPPALARDO – *La commune de Martigues est en train de réaliser une étude de défendabilité du quartier concernant la protection contre les feux de forêt amenant un changement de zonage au regard des résultats de cette étude en concertation avec les services de l'Etat*

- Précisions apportées à la demande formulée par Madame Séverine MIGNOT, CIQ de la Couronne, l'Association Martigues Préservons nos espaces Naturels et Monsieur CARTRAY - *Le département (Maître d'ouvrage) n'a pas encore sollicité la suppression de cet emplacement réservé. Le dimensionnement des voies n'entre pas dans les attributions du Commissaire Enquêteur. La représentation graphique des OAP sera rendue plus lisible. Le non-retrait de l'emplacement réservé pour la RD9 se heurte pour le moment à des contraintes environnementales et l'augmentation des espaces verts en UAc rejoint l'avis de la DDTM*

- Précisions apportées à la demande formulée par la société TRAPIL – *Il est suggéré de se reporter aux annexes du PLU, ainsi qu'à la règlementation du transport des matières dangereuses, des zones de danger, du règlement de protection des réseaux pris en conformité avec le droit de l'environnement*

- Précisions apportées à la demande formulée par Maître Benjamin HACHEM – avocat au barreau de Marseille pour le compte de Madame et Monsieur Rémi CASTAGNOLA - *La demande paraît légitime et doit être examinée au regard du risque feu de forêt*

VII. AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIÉES

Avis favorable au PROJET DE MODIFICATION N° 1 DU PLU DE LA COMMUNE DE MARTIGUES de Monsieur Jean-Philippe d'ISSERNIO Directeur Départemental des Territoires et de la Mer 13 émis lors d'une correspondance en date du 19 mai 2022 et destinée à Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et dont copies ont été transmises à la commune de Martigues, ainsi qu'au Président du Conseil du Territoire du pays de Martigues

Il est répondu aux observations suivantes formulées par la DDTM par le Conseil de Territoire du pays de Martigues

Aux observations relatives au changement de zonage du secteur FIGUEROLLES il est répondu que ce changement de zone a été vu en amont avec la DDTM et le périmètre de 2 ha correspond à l'emprise bâtie et ses abords (jardin, stationnements) nécessitant une adaptation de la zone U

A l'exposition aux aléas feux de forêt dans le secteur du secteur FIGUEROLLES il est répondu il est répondu que dans le cadre de l'élaboration du projet du PRIF, le SDIS a confirmé que le comblement de cette dent creuse viendrait à réduire la vulnérabilité du secteur, par ailleurs suffisamment défendable

Concernant l'élaboration d'une étude hydraulique afin d'identifier les zones inondables il est répondu que les dispositions du PLU en vigueur permettent de gérer le potentiel risque inondation en zone de Thalweg. Il est rappelé que ce secteur est en zone U du PLU en vigueur sans que cela amène de remarques

A l'augmentation des coefficients d'espaces verts et l'augmentation de 40% des espaces de pleine terre en zone UAc susceptibles de remettre en cause les emprises au sol de 60% prévues sur ce tissu urbain il est répondu que pour ce qui concerne la zone UAc, l'augmentation du coefficient d'espaces verts apparaît incompatible avec le respect des autres règles d'emprise au sol et de stationnement. Le Conseil de Territoire est invité à examiner cette disposition, compte tenu des règles d'emprise au sol, ainsi que le reste des stationnements

A la question des évolutions de zonages économie/habitat sur les sites PICASSO et FIGUEROLLES ? il est indiqué que les évolutions de zonage sont mineures en termes de surface (voir tableau des surfaces dans le rapport de présentation en page 16. Elles relèvent bien du cadre de la modification et du choix des PLU. De plus dans le cadre du PLU communal de Martigues, la référence à la zone d'activité de Saint Mitre n'est pas forcément opportune

A la question de l'évolution de l'OAP ESCAILLON vers de l'habitat, il est répondu qu'il s'agit d'une erreur matérielle de la part du Conseil de Territoire du pays de Martigues qui sera corrigé lors de l'approbation de la modification

A la question de l'évolution de la zone de ruissellement de l'OAP BASTIDE, il est répondu qu'il s'agit bien de la zone de ruissellement délimité au règlement graphique qui est reporté dans l'OAP. R.A.S

A la question relative au projet de modification prévoyant une évolution de l'article G.1.2.8 du règlement écrit relatif à la reconstruction des bâtiments, il est répondu que cet article a fait l'objet de nombreux échanges avec la DDTM, et il sera proposé une formulation plus lisible sans changement au fond qui n'appelle pas de remarque par ailleurs

A la question de l'amélioration de la visibilité des OAP, il est répondu que le problème de visibilité des OAP provient de deux problèmes pour le document numérique, les images sont trop compressées et le rendu n'est pas bon. Pour le document papier s'ajoute la partie de définition lors de l'impression. Le Conseil de Territoire du pays de Martigues veillera à ce document final ait un rendu suffisant. Pas de problèmes sur le fonds

VIII. OBSERVATIONS DU PUBLIC

Observations du public	Réponses du Commissaire Enquêteur
Demande de Mme Cathy VIGER et Monsieur François DEMEY à propos de leur demande de ne pas autoriser de constructions nouvelles et s'inquiètent de la probabilité de ruissellements importants en cas de fortes précipitations, ainsi que des conditions de défendabilité d'un espace boisé situé au nord de leur lotissement en cas d'incendie	Les dispositions du PLU actuel prévoient un renforcement de la règlementation du risque inondation par voie de ruissellement, en application des articles L.566-2 et suivants du code de l'environnement, ainsi que pour la défendabilité contre les risques d'incendie de l'espace boisé, conformément à l'annexe 3 dudit PLU relatives aux infrastructures et équipements de lutte contre les incendies de forêt. La demande de ne plus autoriser de constructions nouvelles dépendent de la volonté du maire selon une procédure de modification du PLU établi par la loi pouvant rendre inconstructibles certaines parcelles
Demande de Madame Marie HERNANDEZ de réduction de la bande d'inconstructibilité de 200 mètres à 100 mètres compte tenu d'un projet de contournement autoroutier dans le secteur de Port de Bouc	Ce projet de contournement porté par l'Etat a fait l'objet d'une enquête publique ayant abouti à une déclaration d'utilité publique. Le code de l'urbanisme impose un retrait de 100 m par rapport aux voies express, la Commission d'enquête a

	recommandé un retrait de 200 m. L'augmentation de la bande à 200 m vise à réduire l'exposition des populations futures à la pollution atmosphérique, aux nuisances sonores liées à la circulation et au risque incendie, majoré aux abords des grandes voies du fait de nombreux départs de feu par imprudence (mégots…). La bande est en outre particulièrement exposée au feu du fait d'un espace boisé au nord dans le sens du vent. Le fait de maintenir cette bande de 200 m est une volonté locale.
Madame Claudine GALERA représentant l'association Nature et découverte demande le classement de son terrain de 5 000 m² en zone N, lequel est cadastré DY 146 et DY 143 et classé en zone NP pour y développer une activité de permaculture	La Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Martigues ne s'opposent pas à la possibilité de changer le zonage du terrain en question
Demande de Monsieur Dominique CARROUE de rendre constructible un terrain lui appartenant ainsi qu'à son frère et à sa sœur et cadastré BL73, lequel est situé à l'Escaillon	Il n'appartient pas au commissaire enquêteur désigné par le tribunal administratif de Marseille de décider de rendre constructible un terrain
Monsieur Pierre PISCHEDA demande le classement de ses parcelles cadastrées EH295, EH190, E296 et CH79 situées actuellement en zone NP, soient classées en zone N afin de pouvoir réaliser des extensions jusqu'à 200 m²	Le classement en zone NP du terrain inclus dans la zone N comporte des espaces sites ou paysages présentant un intérêt d'un point de vue esthétique, historique ou écologique et justifiant une protection renforcée où seuls sont autorisés des constructions, équipements ouvrages, espaces, aménagements, installations et travaux d'intérêt général ou d'intérêt public et ne permettent pas des extensions jusqu'à 200 m²
Monsieur Frédéric PAPPALARDO demande le classement des parcelles actuellement en zone UT et cadastrées en CX 0059, CX 0060 et CX 0061 en zone Uta, ainsi que le classement en zone UT du terrain formant le lot n° 12 du lotissement Champagne	La commune est en train de mener une étude de défendabilité du quartier vis-à-vis du feu de forêt, à la demande des services de l'Etat. Un changement de zonage ne pourra s'envisager qu'au regard des résultats de cette étude en concertation avec les services de l'Etat. Cependant, le changement de zonage Uta en UT entrainerait une modification notable de la morphologie du secteur, ce qu'il conviendra également d'apprécier le cas échéant dans le cadre de l'élaboration du PLUi
Madame Séverine MIGNOT de l'association Martigues, préservons nos espaces naturels, ainsi que le CIQ de la Couronne représenté par Monsieur Vincent FARRAUT, ainsi que Monsieur Stéphane CARTRAY formulent un certain nombre d'observations relatifs aux OAP Route Blanche, Les ARQUEIRONS, Saint Jean, Espace littoral de nature de BONNIEU, espace de loisir de la BAUMADERIE et relatives à des demandes d'aménagement des voies de circulation diverses	Les précisions demandées quant à la dimension de voies n'entrent pas dans les compétences du commissaire enquêteur en charge du dossier d'enquête publique relatif au projet de modification n°1 du PLU de la commune de Martigues. La représentation graphique des OAP sera améliorée pour être rendue plus lisible. Les précisions demandées quant à la dimension de voies n'entrent pas dans les compétences du commissaire enquêteur en charge du dossier d'enquête publique relatif au projet de modification n°1 du PLU de la commune

	de Martigues. D'autre part, concernant le non retrait de l'Emplacement Réservé pour la RD 9 alors que le projet est abandonné. La décision d'abandon du projet par le Département n'a pas encore été formellement prise et le Conseil de Territoire n'a pas reçu de demande pour supprimer cet ER, le projet se heurte en effet à des contraintes environnementales qui apparaissent non remédiables/compensables. Enfin, concernant l'augmentation des espaces verts en UAc qui va à l'encontre de la densification et pose question quant à son application compte tenu des autres règles (stationnement, emprise au sol…), cela rejoint l'avis de la DDTM et nécessite un ré examen in concreto
La société des transports pétroliers par pipeline TRAPIL qui demande l'intégration dans le PLU le chapitre V du livre V du code de l'environnement, pour tous les travaux situés dans une bande de 50 mètres de part et d'autre de la canalisation	Il est suggéré à la société TRAPIL de se reporter aux dispositions contenues au sein des annexes du PLU, la réglementation du transport des matières dangereuses, des zones de danger, du règlement de protection des réseaux en conformité avec le droit de l'environnement – Arrêté préfectoral n° 2021-404 SUP du 3 décembre 2021 du 3 décembre 2021 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maitrise des risques – Arrêté n° 2021-404-A du 3 décembre 2021 autorisant la construction et l'exploitation d'une canalisation – Mise à jour n° 4 des annexes du Plan Local d'Urbanisme de la villes de Martigues (Arrêté n° 002-2022 du 12 mai 2022) en cours d'intégration au PLU
Monsieur Rémy FOUQUE demande la suppression dans le PLU de l'emplacement réservé n° 430 de 2 870 m² situé à Couronne Vielle actuellement en zone NL	Il n'est pas du pouvoir du commissaire enquêteur désigné par le tribunal administratif à propos d'une enquête publique concernant un projet de modification n°1 du PLU de la ville de Martigues de décider de la suppression d'un emplacement réservé, lequel étant situé en zone NL qui par exception, en vertu des articles L.433-1 et L.433-3 du code de l'urbanisme ne permet la délivrance de permis de construire seulement pour des constructions à caractère précaire et à la condition que son objet soit cohérent avec la destination de l'emplacement réservé, et dont le principe a été notamment affirmé par un arrêt du conseil d'Etat en date du 16 mars 2011, n° 324967 – Société LGD Développement qui précise *que "Seules les constructions présentant un caractère précaire peuvent être légalement autorisées sur un emplacement réservé".* Ainsi, ledit terrain se situant en zone NL (Naturelle littorale), ne sont autorisés que les travaux et aménagements ayant pour objet la conservation ou la protection des espaces et milieux ainsi que ceux qui sont nécessaires à leur gestion. Aussi, le commissaire enquêteur émet

	un avis défavorable à votre demande de suppression de l'emplacement réservé n° 430, qui serait pris en contradiction avec les dispositions de La loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 pour l'aménagement et la protection et la mise en valeur du littoral, ainsi que la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (article 190)
Demande de Delphine rappelant l'opposition de la population à l'augmentation de la taille de la ville de Carro par l'agrandissement du vallon de la Maranne	Cette demande n'entre pas dans le cadre défini par le projet de modification n°1 du PLU de la ville de Martigues soumis à enquête publique par un autre Commissaire Enquêteur désigné par le tribunal administratif de Marseille
Monsieur Alain FOUQUE demande une réduction partielle de l'Espace Boisé Classé (EBC) afin de réaliser des constructions sur la parcelle cadastrée EM 1024 d'une surface de 3 821 m²	Le classement en espace boisé classé par le PLU a pour objectif la préservation de l'intégrité d'espaces boisés et forestiers. Il n'est pas du pouvoir du commissaire enquêteur de décider de la réduction partielle d'un EBC, et ne peut à cet égard émettre qu'un avis. Cette réduction est impossible en vertu des dispositions de l'article 153-31 du code de l'urbanisme issu de la loi n° 2021-1101 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets. En l'espèce le commissaire enquêteur émet un avis défavorable à cette demande de réduction partielle
Demande de Monsieur et Madame Rémi CASTAGNOLA par l'intermédiaire de leur avocat, Maître Benjamin HACHEM inscrit au barreau de Marseille du classement de leur terrain de 9 400 m² situé au n° 24, chemin des Barboussades à Martigues (13500) et cadastré Section BI n°35 actuellement classé en zone 1AUc, de le classer désormais en zone UC	La demande paraît légitime et doit être examinée au regard du risque feu de forêt. Le commissaire enquêteur émet un avis favorable à ce changement de zone

IX. QUESTIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Questions n° 1 : Page 12 du rapport de présentation du projet de modification n° 1 commune de Martigues

3.2 Reclassement d'une partie de la zone UE du secteur FIGUEROLLES en zone UC

Le secteur est bordé de deux thalwegs secs (….) potentiellement inondables. Comment comptez-vous vous prémunir contre tout risque d'inondations futures eu égard aux probabilités de fortes pluies du fait du changement climatique. La surélévation de 50 cm du plancher des habitations est-elle suffisante pour palier contre ce risque d'inondation ?

Réponse à la question n° 1

L'objectif de ce reclassement de l'ordre de 3 hectares en zone UC est de permettre à très court terme la réalisation d'une résidence pour personnes âgées non dépendantes, avec un porteur de projet d'ores et déjà identifié. Ce secteur situé à l'arrière du multiplexe, en continuité du tissu résidentiel de FIGUEROLLES, ne parvient en effet pas à attirer d'implantations économiques et dispose par ailleurs de nombreux services

et équipements pour les habitants (parc, commerces, cinéma, restaurants, maison médicale, transport en commun…).

Le secteur est en bordure des zones potentiellement inondables identifiées par l'outil EXZECO qui récence de manière « maximaliste » l'ensemble des sites sensibles au ruissellement. Le secteur à reclasser est pour une petite partie concernée au Sud et à l'Est par le zonage EXZECO. De fait, la partie Sud correspond à des stationnements existants et la zone d'écoulement à l'Est ne sera pas bâtie dans le cadre du projet.

Lors d'une réunion préparatoire avec la DDTM, celle-ci avait indiqué que les emprises construites devront se situer hors des zones identifiées par EXZECO. De plus, l'emprise au sol de la résidence senior sera certainement supérieure à 400m² et le projet sera de ce fait soumis à une étude loi sur l'eau. Par ailleurs, le PLU impose aux projets un bilan pluvial neutre. Ces dispositions devraient permettre de garantir la bonne prise en compte du cycle de l'eau

Question n° 2 : Page 45 du rapport de présentation du projet de modification n° 1 commune de Martigues

5.2 : Création d'un emplacement réservé n° 102, allée Antoine Lavoisier

La création d'un emplacement réservé en vue de permettre le passage d'un bus à haut niveau de service (BHNS) d'une surface de 691 m². Le but est de réaliser une emprise de 12 mètres positionné au nord de la voie actuelle. Risques d'empiètements sur des surfaces privées ? Risque également d'impacter des plantations actuellement existantes ? Abattage d'arbres ?

Réponse à la question n° 2

Le projet de BHNS est projet public d'une importance majeure, permettant un renforcement de l'offre de transport en commun sur le territoire. Afin de permettre le passage du BHNS, il convient d'élargir l'allée Antoine Lavoisier à 12m. L'emplacement réservé est situé au nord sur des espaces non bâtis (parking, plantations non significatives) car la partie sud est déjà bâtie. De plus, il existe à proximité un grand parking

Question n° 3 : Page 51 du rapport de présentation du projet de modification n° 1 commune de Martigues

5.7 Modification de la désignation de l'emplacement réservé n° 417

L'inclusion dans l'emplacement réservé n° 417 d'une superficie de 202 183 m² d'un réseau électrique souterrain au profit de la RTE afin de lui permettre de réaliser des raccordements électriques souterrains au réseau public de 225 000 Watts. Prévention risques d'incompatibilité possible entre d'une part le réseau pipeline (liquide hydrocarbure ou gaz) et inclusion d'un réseau souterrain de raccordement électrique. Cette situation est-elle prévue dans le PPRT et quelles précautions techniques envisagées ?

Réponse à la question n° 3

L'emplacement réservé ne vaut pas autorisation de travaux et ne préfigure en rien des normes techniques et de sécurité qui régissent l'implantation de tel ouvrage à proximité l'un de l'autre. L'utilisation du couloir de pipelines existants représente le tracé le plus direct et permet d'éviter la réalisation d'un raccordement aérien, susceptible de générer de nouveaux impacts environnementaux.

Ce raccordement électrique s'inscrit dans le cadre du projet "MASSHYLIA" porté par TOTAL ENERGIES et Engie qui consiste à créer à horizon 2025 le plus grand centre de production décarboné de la région au sein de la bioraffinerie de la Mède.

Ce projet a fait l'objet d'une concertation volontaire à la demande des maitres d'ouvrage de janvier à mars 2022, sous l'égide de la commission nationale du débat public. Il sera soumis à enquête publique et autorisation environnementale unique pour une décision courant 2023

ANNEXE

BORDEREAU DES PIÈCES JOINTES EN ANNEXE

1° Décision du 28/07/2021 de la 1° Vice-Présidente du tribunal administratif de Marseille désignant le Commissaire Enquêteur chargé du procéder à l'enquête publique relatif au PROJET DE MODIFICATION N°1 DU PLU DE LA COMMUNE DE MARTIGUES

2° L'arrêté n° 009/22 en date du 12 avril 2022 de Monsieur le Président du Conseil des Territoires du pays de Martigues il est ordonné l'ouverture d'une Enquête Publique portant sur la MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME N° 1 DE LA COMMUNE DE MARTIGUES

3° Avis d'enquête publique

4° Certificat d'affichage de Madame Margaret BALUSSOU chef de service des Assemblées/Administration de Conseil de Territoire du pays de Martigues en date du 16 mai 2022

5° Certificat d'affichage de Monsieur Gaby CHARROUX, Maire de la commune de Martigues en date du 17 juin 2022

6° Certificat d'affichage de Madame Isabelle ARNOULT Directrice des Assemblées de la Métropole du siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en date du 20 juin 2022

7° Publications de l'avis d'enquête publique dans les journaux suivants
- Journal LA PROVENCE en date du 29 avril 2022
- Journal LA MARSEILLAISE en date du 29 avril 2022
- Journal LA PROVENCE en date du 24 mai 2022
- Journal LA MARSEILLAISE en date du 24 mai 2022

8° Avis de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches du Rhône (DDTM)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU

28/07/2021

N° E21000077 /13

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MARSEILLE

LA PRÉSIDENTE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Décision désignation commissaire enquêteur

Vu enregistrée le 15/07/2021, la lettre par laquelle Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet la modification n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Martigues ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants.

Vu le code de l'urbanisme.

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : Monsieur Philippe Bourdelon est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 2 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 3 : La présente décision sera notifiée à Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et à Monsieur Philippe Bourdelon.

Copie en sera adressé au président du territoire Pays de Martigues.

Fait à Marseille, le 28/07/2021

La 1ère Vice-Présidente,

Muriel JOSSET

Vice-Président de la Métropole
Le Président du Conseil de Territoire
Maire de Martigues

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20220414-CT6-009-22-AR
Date de télétransmission : 14/04/2022
Date de réception préfecture : 14/04/2022

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE TERRITOIRE DU PAYS DE MARTIGUES

ARRÊTÉ N° 009/22

OBJET : Ouverture et organisation de l'enquête publique sur le projet de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la ville de Martigues

Le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 101-1, L. 101-2, L. 153-36 et L. 153-41 ;
- Le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 à R. 123-33 ;
- Le Code des Relations entre le Public et l'Administration ;
- La délibération n° URB 025-7128/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 24 octobre 2019 autorisant la Présidente à engager la procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues ;
- L'arrêté n° 19/259/CM de Madame la Présidente de la Métropole du 19 décembre 2019 prescrivant la procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues ;
- L'arrêté n°20/179/CM du 21 juillet 2020 donnant délégation de fonctions à Monsieur Gaby CHARROUX, vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et ses annexes ;
- La décision n° E21000077/13 du 28 juillet 2021 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille désignant Monsieur Philippe BOURDELON en qualité de Commissaire Enquêteur ;
- La délibération n° FBPA 067-10939/21/CM du Conseil de la Métropole du 16 décembre 2021 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues en vigueur ;
- Les avis de l'autorité environnementale en date du 14 septembre 2020 et du 25 mars 2022 ;
- Les pièces du dossier de projet de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme soumis à enquête publique.

CONSIDERANT

- La notification du projet de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme aux personnes publiques associées ;
- La nécessité de soumettre le projet de modification de Plan Local d'Urbanisme à l'enquête publique en vue d'approuver la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme conformément aux dispositions de l'article L. 153-41 du Code de l'Urbanisme.

ARRETE

Article 1 : Objet de l'enquête

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues du lundi 16 mai au jeudi 16 juin 2022 inclus, soit pendant 32 jours consécutifs.
Les objectifs poursuivis par cette procédure sont les suivants :

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20220414-CT6-009-22-AR
Date de télétransmission : 14/04/2022
Date de réception préfecture : 14/04/2022

1. L'amélioration de la forme urbaine
2. Le renforcement de la règlementation des zones soumises au ruissellement pluvial
3. Le reclassement de la zone UB du site Picasso en zone à vocation économique UE, le reclassement d'une partie de la zone UE du secteur Figuerolles en zone UC, le reclassement d'une zone UB en UC au secteur Coudoulière.
4. L'apport de précisions et d'adaptations règlementaires
5. La création, modification et suppression d'emplacements réservés
6. La mise à jour des annexes
7. La rectification d'erreurs matérielles

La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour prendre toute décision relative au Plan Local d'Urbanisme, notamment pour conduire la présente enquête publique portant sur ce projet de modification.

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence se prononcera par délibération sur l'approbation de la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et du rapport du Commissaire Enquêteur.

Article 2 : Désignation du Commissaire Enquêteur

A été désigné en qualité de Commissaire Enquêteur, par la Vice-Présidente du Tribunal Administratif de Marseille, Monsieur Philippe BOURDELON, juriste immobilier, en activité.

Article 3 : Déroulement de l'enquête

Le dossier de l'enquête

Le dossier soumis à l'enquête comprend le projet de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme, les éventuels avis des personnes publiques associées, l'arrêté n° 19/259/CM de Madame la Présidente de la Métropole du 19 décembre 2019 prescrivant la procédure, le présent arrêté, les avis de parution liés à l'enquête et le registre d'enquête publique.

Les décisions de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) Provence-Alpes-Côte d'Azur après examen au cas par cas de la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme figureront au dossier d'enquête publique et sont également publiées sur le site de la MRAe : www.mrae.developpement-durable.gouv.fr

Propositions et observations du public

Les pièces du dossier de modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues, sur support papier, et un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le Commissaire Enquêteur, seront tenus à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête :

Au **Service Aménagement et Développement Durable du Conseil de Territoire du Pays de Martigues**
Rond-Point de l'Hôtel de Ville – 13500 MARTIGUES, du lundi 16 mai au jeudi 16 juin 2022 inclus :
- du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h ;
- à l'exception des samedis et dimanches.

À la **Direction de l'Urbanisme de la Mairie de Martigues**
Avenue Louis Sammut – 13500 MARTIGUES, du lundi 16 mai au jeudi 16 juin 2022 inclus :
- du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h ;
- à l'exception des samedis et dimanches.

Un dossier d'enquête publique et un registre dématérialisés seront également disponibles durant toute la durée de l'enquête publique à l'adresse suivante :
https://www.registre-numerique.fr/modification-n1-plu-martigues

Le public pourra également prendre connaissance du dossier d'enquête publique sur un poste informatique mis à disposition sur les lieux précités.

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20220414-CT6-009-22-AR
Date de télétransmission : 14/04/2022
Date de réception préfecture : 14/04/2022

Le public pourra consigner ses observations, propositions et contre-propositions :

- Soit sur les registres papier ouverts à cet effet sur les lieux précités ;

- Soit les adresser par correspondance à Monsieur le Commissaire Enquêteur, Service Aménagement et Développement Durable du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, Rond-Point de l'Hôtel de Ville, 13500 MARTIGUES ;

- Soit les déposer dans le registre dématérialisé par courrier électronique à l'adresse suivante : modification-n1-plu-martigues@mail.registre-numerique.fr

- Dès l'ouverture de l'enquête publique le lundi 16 mai 2022 à 9h et jusqu'à sa clôture le jeudi 16 juin 2022 à 17h.

Elles seront tenues à la disposition du public dans les registres papier et dématérialisé dans les meilleurs délais.

Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de Monsieur Gaby CHARROUX, Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, dès la publication du présent arrêté.

Les observations du public sont communicables aux frais de la personne qui en fait la demande, dans les conditions prévues par le Code des Relations entre le Public et l'Administration, pendant toute la durée de l'enquête.

Article 4 : Information du public

Un avis au public faisant connaître l'ouverture et l'organisation de l'enquête sera publié, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Il sera également publié sur le site internet du Pays de Martigues http://www.paysdemartigues.fr/

Quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, des affiches reprenant les mentions de cet avis seront affichées, à la Mairie de Martigues Avenue Louis Sammut, 13500 Martigues, dans des lieux permettant l'information du public et au siège du Conseil de Territoire du Pays de Martigues Rond-Point de l'Hôtel de Ville, 13500 MARTIGUES.

Article 5 : Permanences du Commissaire Enquêteur

Le Commissaire Enquêteur sera présent pendant la durée de l'enquête pour recevoir les observations écrites ou orales du public aux lieux, dates et heures suivants :

* Au **Service Aménagement et Développement Durable du Conseil de Territoire du Pays de Martigues**, Rond-Point de l'Hôtel de Ville, 13 500 MARTIGUES :
  - Le lundi 16 mai de 9 h 00 à 12 h 00 pour l'ouverture de l'enquête publique à 9 h 00 ;
  - Le mardi 24 mai de 9 h 00 à 12 h 00 ;
  - Le lundi 30 mai de 9 h 00 à 12 h 00 ;
  - Le mercredi 8 juin de 9 h 00 à 12 h 00 ;
  - Le jeudi 16 juin de 14 h 00 à 17 h 00 pour la clôture de l'enquête publique à 17 h 00.

*À la **Direction de l'Urbanisme**, Avenue Louis Sammut, 13500 MARTIGUES :

- Le lundi 16 mai de 14 h 00 à 17 h 00 ;
- Le mardi 24 mai de 14 h 00 à 17 h 00 ;
- Le lundi 30 mai de 14 h 00 à 17 00 ;
- Le mercredi 8 juin de 14 h 00 à 17 h 00 ;
- Le jeudi 16 juin de 9 h 00 à 12 h 00

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20220414-CT6-009-22-AR
Date de télétransmission : 14/04/2022
Date de réception préfecture : 14/04/2022

La clôture de l'enquête publique aura lieu à l'issue de la dernière permanence au Service Aménagement et Développement Durable du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, à savoir le jeudi 16 juin à 17 h 00.

Article 6 : Clôture du registre d'enquête – Rapport et conclusions

À l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront clos et signés par le Commissaire Enquêteur.

Le Commissaire Enquêteur rencontrera, dans la huitaine, le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues et lui communiquera les observations écrites ou orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le Commissaire Enquêteur transmettra au Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues le dossier de l'enquête accompagné des registres et des pièces annexées, avec son rapport et ses conclusions motivées. Il transmettra simultanément une copie du rapport et ses conclusions motivées à la Présidente du Tribunal Administratif.

Le rapport, conforme aux dispositions des articles L. 123-15 et R. 123-19 du Code de l'Environnement, relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations, propositions et contre-propositions recueillies. Les conclusions motivées seront consignées dans un document séparé précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Une copie du rapport et des conclusions motivées du Commissaire Enquêteur sera déposée au **Service Aménagement et Développement Durable** du Conseil de Territoire du Pays de Martigues et à la **Direction de l'Urbanisme** en mairie de Martigues, pour y être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture de ces établissements. Cette copie sera également consultable sur **internet** aux adresses suivantes : https://www.registre-numerique.fr/ampmetropole et http://www.paysdemartigues.fr/

Article 7

Monsieur le Président est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, Monsieur le Maire de Martigues et Monsieur le Commissaire Enquêteur.

Fait à Martigues ..... Le 12 avril 2022

Gaby CHARROUX

Cette affiche ne devra pas être recouverte avant le 17 juin 2022

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Il est porté à la connaissance du public que, par arrêté n°009/22 en date du 12 avril 2022, Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues a décidé de soumettre à enquête publique le

PROJET DE MODIFICATION N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE MARTIGUES

du lundi 16 mai à 9h au jeudi 16 juin 2022 à 17h

(soit 32 jours consécutifs)

Le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme vise à améliorer la forme urbaine, renforcer la règlementation des zones soumises au ruissellement pluvial, reclasser la zone UB du site Picasso en zone à vocation économique UE, reclasser une partie de la zone UE du secteur Figuerolles en zone UC, reclasser une partie de la zone UB en UC au secteur Coudoulière, apporter des précisions et adaptations règlementaires, créer, modifier et supprimer des emplacements réservés, mettre à jour des annexes et rectifier des erreurs matérielles.

Par décisions n° CU 2020–2646 du 14 septembre 2020 et n° CU 2022-3049 du 25 mars 2022, la mission régionale d'autorité environnementale a déclaré que le projet de modification n'était pas soumis à évaluation environnementale.

Consultation du dossier d'enquête publique :

L'enquête publique se déroulera **du lundi 16 mai 2022 à 9h au jeudi 16 juin 2022 à 17h**, soit pendant 32 jours consécutifs. Le siège de l'enquête publique est fixé à la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays de Martigues, Hôtel de l'agglomération, rond-point de l'hôtel de ville à Martigues.

Les pièces du dossier, ainsi que les registres d'enquête à feuillets non mobiles, côtés et paraphés par le commissaire enquêteur, **seront déposés et consultables** par le public pendant toute la durée de l'enquête publique :

- **au Territoire du Pays de Martigues**, Hôtel de l'agglomération, Rond-Point de l'Hôtel de Ville, 13500 MARTIGUES, Service Aménagement et Développement Durables, du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h;
- **à la Mairie de Martigues**, Avenue Louis Sammut, 13500 MARTIGUES, Direction de l'Urbanisme, du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h.

Le dossier d'enquête publique sera également consultable à l'adresse https://www.registre-numerique.fr/modification-n1-plu-martigues durant toute la durée de l'enquête.

Les personnes intéressées pourront, sur leur demande et à leurs frais, obtenir communication d'un exemplaire papier du dossier d'enquête publique.

Présentation des observations :

Chacun pourra consigner ses observations selon les possibilités suivantes :

- **sur les registres d'enquête** ouverts au Territoire du Pays de Martigues et en Mairie de Martigues, du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h
- **sous format électronique** sur le registre dématérialisé dédié à l'enquête publique à l'adresse modification-n1-plu-martigues@mail.registre-numerique.fr
- **par courrier**, en les adressant à Monsieur le commissaire-enquêteur à l'adresse suivante : Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays de Martigues, Service Aménagement et Développement Durables, Rond Point de l'Hôtel de Ville, BP 90104, 13693 MARTIGUES CEDEX.

L'ensemble des observations du public sera consultable au siège de l'enquête et sur le site https://www.registre-numerique.fr/modification-n1-plu-martigues .

Commissaire enquêteur :

À cet effet, **Monsieur Philippe BOURDELON**, juriste immobilier, a été désigné par la Première Vice-Présidente du Tribunal Administratif de Marseille en tant que commissaire enquêteur par décision n° E21000077/13 du 28 juillet 2021.

Permanence du commissaire enquêteur :

Le Commissaire Enquêteur tiendra des permanences afin de recevoir les déclarations verbales ou écrites des personnes intéressées aux lieux, dates et horaires suivants :

Lieux de Permanence	Adresse	Dates et heures
Territoire du Pays de Martigues	Rond-Point de l'Hôtel de Ville 13500 MARTIGUES - Service Aménagement et Développement Durables	• **Lundi 16 mai** de 9h à 12h pour l'ouverture de l'enquête publique à 9h • **Mardi 24 mai** de 9h à 12h • **Lundi 30 mai** de 9h à 12h • **Mercredi 8 juin** de 9h à 12h • **Jeudi 16 juin** de 14h à 17h pour la clôture de l'enquête publique à 17h
Mairie de Martigues	Avenue Louis Sammut 13500 MARTIGUES - Direction de l'Urbanisme	• **Lundi 16 mai** de 14h à 17h • **Mardi 24 mai** de 14h à 17h • **Lundi 30 mai** de 14h à 17h • **Mercredi 8 juin** de 14h à 17h • **Jeudi 16 juin** de 9h à 12h

Du fait de la situation sanitaire liée à la Covid, l'accueil du public se déroulera dans le strict respect des règles sanitaires et des exigences réglementaires en vigueur au moment de l'enquête.

Rapport et conclusion du commissaire enquêteur :

À l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur rendra son **rapport et ses conclusions motivées.** Le rapport et les conclusions motivées du Commissaire Enquêteur seront tenus à la disposition du public, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, au Service Aménagement et Développement Durables du Pays de Martigues, à la Direction de l'Urbanisme en Mairie de Martigues et sur internet à l'adresse https://www.registre-numerique.fr/ampmetropole, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Aux termes de l'enquête et des conclusions émises par le Commissaire Enquêteur, le Conseil de la Métropole se prononcera par délibération sur l'approbation de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Martigues.

L'arrêté d'ouverture d'enquête publique fixant les modalités de l'enquête est affiché pendant un mois en Mairie de Martigues et au Territoire du Pays de Martigues.

Le Président du Pays de Martigues
Gaby CHARROUX

METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE
TERRITOIRE PAYS DE MARTIGUES

Administration Générale/Service des Assemblées
04-42-06-90-65
administration-generale.paysdemartigues@ampmetropole.fr»

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussignée, Madame BALUSSOU Margaret, Chef de Service du Service des Assemblées/Administration Générale du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, chargée de l'administration métropolitaine,

Conformément à l'article L. 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Certifie avoir affiché sur le panneau du Conseil de Territoire, l'arrêté n° 009/22 du 12 Avril 2022 :

- Ouverture et organisation de l' enquête publique sur le projet de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Martigues

du 14 Avril 2022 au 15 Mai 2022 inclus

Fait à Martigues, le 16 Mai 2022

BALUSSOU Margaret

DÉPARTEMENT
BOUCHES-DU-RHONE

ARRONDISSEMENT
ISTRES

VILLE DE MARTIGUES

Direction de l'Urbanisme
Urbanisme règlementaire
04.42.44.31.00
dau@ville-martigues.fr

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Monsieur Gaby CHARROUX, Maire de la Ville de Martigues,

Conformément à l'article L. 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Certifie avoir affiché sur les panneaux d'affichage extérieurs de la Mairie, ainsi qu'à la Mairie Annexe de La Couronne, l'arrêté du président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues n° 009/22 du 12 avril 2022 portant ouverture et organisation de l'enquête publique sur le projet de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Martigues :

A compter du 15 avril 2022, et ce, jusqu'au 16 juin 2022 inclus.

Fait à Martigues, le 17 juin 2022

Le Maire

MAIRIE DE MARTIGUES

Gaby CHARROUX

METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE

DIRECTRICE DES ASSEMBLEES

Marseille le, 20 JUIN 2022

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussignée, Madame Isabelle Arnould, certifie que l'arrêté 009/22 concernant l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique sur le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues, a été affiché du 15 avril 2022 au 16 juin 2022 inclus, au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Isabelle ARNOULD

VENTES AUX ENCHERES

263243

VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES
SUR REITERATION DES ENCHERES

UNE **PARCELLE DE TERRAIN** sur laquelle est édifiée UNE **MAISON A USAGE D'HABITATION** élevée d'un étage sur rez-de-chaussée formant le lot n° 32 du lotissement Le Val des Grives située Chemin de la Bigotte, Le Val des Grives à MARSEILLE (13015), cadastrée section 903 C n° 90 pour 4 ares 00 ca et 903 C n° 102 pour 19 ca.

MISE A PRIX : 80.000 EUROS
VISITE SUR PLACE LE VENDREDI 20 MAI 2022 DE 10 H A 11 H.
Adjudication sur réitération le jeudi 02 juin 2022 a 9 h 30 du matin
par-devant le Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de Marseille,
Palais Monthyon, Square du Juge Michel, 13006 MARSEILLE.
Il est précisé que lors de l'audience du 23 septembre 2021,
le bien a été adjugé à la somme de 252.000 euros outre les frais et charges.

Etant précisé que les enchères ne sont recevables que si elles sont portées par un Avocat inscrit au barreau de MARSEILLE muni d'un chèque de banque de 10 % de la mise à prix établi à l'ordre de Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du barreau de MARSEILLE ou d'une caution bancaire de même montant, sans que cette garantie puisse être inférieure à 3.000 euros. Les frais exposés pour parvenir à la vente sont en sus du prix.

Pour de plus amples renseignements consulter le cahier des conditions de vente :
- sur le site internet du cabinet : www.jurisbelair.com
- au cabinet de Maître Patrice BIDAULT Avocat associé au sein de la SELARL JURISBELAIR 50, rue Breteuil, 13006 MARSEILLE, Tél. : 04.91.92.10.25 tous les matins,
- au Greffe du Tribunal Judiciaire de MARSEILLE, Place Monthyon, Square du Juge Michel (13006), au rez-de-chaussée à l'accueil du lundi au vendredi de 8 h à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 h 30.

ANNONCES LEGALES

260028

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE TERRITOIRE DU PAYS D'AIX

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Modification n°2 du PLU de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde

Par arrêté n°22_CT2_009 en date du 17 mars 2022, Monsieur le Président du Conseil de Territoire d'Aix-en-Provence a ordonné l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde, dont l'objet concerne l'application de l'arrêt n°19LY03987 de la Cour Administrative d'Appel de Lyon du 25 février 2020 afin de :
- procéder à un nouveau classement du secteur UDf1p2 au lieu-dit du Grand Prignon.

L'enquête publique se déroulera mardi 26 avril 2022, 08H00 au mardi 10 mai 2022 à 18H00, soit pendant 15 jours consécutifs.

A cet effet, a été désigné par décision n°E22000005/13 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille en date du 15 février 200)22, Monsieur Michel COURT en qualité de commissaire enquêteur.

La Métropole Aix-Marseille Provence – Le Pharo, 58 boulevard Livon, 13007 MARSEILLE - représentée par sa Présidente, Madame Martine Vassal, est le maître d'ouvrage responsable de la modification du PLU de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde.

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête publique, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront tenus à la disposition du public :
- au siège de l'enquête publique, situé à l'Hôtel de Ville sis Place de la Mairie, 13100 Saint-Marc-Jaumegarde du lundi au vendredi de 08H00 à 12H00 hors jours fériés (04.42.24.99.71) et pendant les permanences du commissaire enquêteur,
- sous forme dématérialisée, à toute heure, sur le site internet dédié :
https://www.registre-numerique.fr/smj-plu-m2-ep

Le dossier d'enquête publique intégrera le courrier de saisine de la Mission Régionale d'Autorité environnementale et sa décision n°CU-2021-2980 en date du 25 novembre indiquant que ce projet n'était pas soumis à évaluation environnementale.

Pour la consultation de ce dossier d'enquête, un poste informatique sera mis à la disposition du public au siège de l'enquête aux heures et aux jours d'ouverture sus mentionnés.

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations écrites ou orales au siège de l'enquête au siège de l'enquête aux dates et heures suivantes :

- le mardi 26 avril 2022 de 08H00 à 12H00,
En présentiel et sans prise de rendez-vous : de 08H00 à 11H00
En visio-permanence, sur rendez-vous : de 11H00 à 12H00 (soit 2 visio-permanences d'une durée de 30 minutes chacune).

- Le mercredi 4 mai 2022 de 08H00 à 12H00
En présentiel et sans prise de rendez-vous : de 08H00 à 11H00
En visio-permanence, sur rendez-vous : de 11H00 à 12H00 (soit 2 visio-permanences d'une durée de 30 minutes chacune).

- Le mardi 10 mai 2022 de 14H00 à 18H00
En visio-permanence, sur rendez-vous : 14H00 à 15H00 (soit 2 visio-permanences d'une durée de 30 minutes chacune).
En présentiel et sans prise de rendez-vous : de 15H00 à 18H00

La clôture de l'enquête aura lieu à l'issue de la dernière permanence.

Les demandes de rendez-vous pour les visio-permanences doivent s'effectuer via le site https://www.registre-numerique.fr/smj-plu-m2-ep dans la rubrique « Prise de RV ». Les permanences en présentiel se dérouleront dans le strict respect des gestes barrières et des mesures de distanciation.

Pendant toute la durée de l'enquête, chacun pourra prendre connaissance du dossier ainsi que des remarques formulées et adresser ses éventuelles observations et propositions à l'attention du commissaire enquêteur dans les conditions suivantes :
1. sur le registre papier ouvert à cet effet au siège de l'enquête ;
2. par voie postale à l'adresse : à l'intention de Monsieur le commissaire enquêteur : Hôtel de Ville – Place de la Mairie - 13100 Saint-Marc-Jaumegarde.
3. par courriel à l'adresse suivante : smj-plu-m2-ep@mail.registre-numerique.fr ou sur le registre dématérialisé, à l'adresse suivante :
https://www.registre-numerique.fr/smj-plu-m2-ep auquel le site internet du Conseil du Territoire du Pays d'Aix (https://www.agglo-paysdaix.fr) renverra.
4. par écrit ou oral, lors des permanences tenues par le commissaire enquêteur.

Les observations et propositions transmises pendant la durée de l'enquête par courrier postal ou par voie électronique, ainsi que celles reçues par le commissaire enquêteur lors de ses permanences seront annexées aux registres d'enquête et tenues dans les meilleurs délais à disposition du public au siège de l'enquête et sur le site internet dédié. Toute observation ou proposition réceptionnée en dehors de la période d'enquête, ne pourra être prise en compte.

Une copie du rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur sera déposée au en Mairie de Saint-Marc-Jaumegarde - Hôtel de Ville sis Place de la Mairie – 13 100 Saint-Marc-Jaumegarde, à la Direction Adjointe PLUi et Proximité du Territoire du Pays d'Aix et à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, ainsi que sur le site internet dédié https://www.registre-numerique.fr/smj-plu-m2-ep auquel le site internet du Conseil de Territoire du Pays d'Aix (https://www.agglo-paysdaix.fr) renverra, pour y être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification n°2 du PLU de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde éventuellement amendé pour tenir compte des avis émis sur ce dernier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, pourra être approuvé par délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Des informations complémentaires relatives à ce dossier peuvent être demandées auprès de la Direction Adjointe PLUi et Proximité du Conseil de Territoire du Pays d'Aix (tél : 04.86.91.35.18/ @ : plu.paysdaix@ampmetropole.fr).

Dès la publication de l'arrêté susmentionné, toute personne pourra, sur demande adressée aux services susmentionnés et à ses frais, obtenir la communication du dossier d'enquête publique.

262191

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

MODIFICATION N° 1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)
DE LA COMMUNE DE MARTIGUES

Par arrêté n° 009/22 du 12 avril 2022, Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues a ordonné l'ouverture de l'enquête publique relative à la modification n°1 du PLU de Martigues.

Cette procédure doit permettre l'amélioration de la forme urbaine, le renforcement de la règlementation des zones soumises au ruissellement pluvial, le reclassement de la zone UB du site Picasso en zone à vocation économique UE, le reclassement d'une partie de la zone UE du secteur Figuerolles en zone UC, le reclassement d'une zone UB en UC au secteur Coudoulière, l'apport de précisions et d'adaptations règlementaires, la création, modification et suppression d'emplacements réservés, la mise à jour des annexes et la rectification d'erreurs matérielles.

Deux examens au cas par cas ont été réalisés dans le cadre de cette procédure, le projet de modification ayant évolué au cours de son élaboration. L'autorité compétente en matière d'environnement a conclu par deux fois à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale (décisions n° CU 2020-2646 du 14 septembre 2020 et n° CU 2022-3049 du 25 mars 2022). Ces avis seront intégrés au dossier soumis à enquête publique.

Monsieur Philippe BOURDELON, juriste immobilier, en activité, a été désigné par Madame la Première Vice-Présidente du Tribunal Administratif de Marseille en tant que Commissaire Enquêteur par décision n° E21000077/13 du 28 juillet 2021.

L'enquête publique se déroulera du lundi 16 mai 2022 au jeudi 16 juin 2022 inclus, soit pendant 32 jours consécutifs.

Les pièces du dossier, ainsi que les registres d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le Commissaire Enquêteur, seront déposés et consultables par le public pendant toute la durée de l'enquête publique :
Au Service Aménagement et Développement Durable du Conseil de Territoire du Pays de Martigues Rond-Point de l'Hôtel de Ville – 13500 MARTIGUES, du lundi au vendredi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00 ; à l'exception des samedis et dimanches.

À la Direction de l'Urbanisme de la Mairie de Martigues Avenue Louis Sammut – 13500 MARTIGUES, du lundi au vendredi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00 ; à l'exception des samedis et dimanches.

Sur le Registre dématérialisé à l'adresse suivante :
https://www.registre-numerique.fr/modification-n1-plu-martigues Le public pourra également prendre connaissance du dossier et consigner ses observations, propositions et contrepropositions sur ce registre dématérialisé ou par email à l'adresse :
modification-n1-plu-martigues@mail.registre-numerique.fr

Le public pourra également prendre connaissance du dossier d'enquête publique sur un poste informatique mis à disposition sur les lieux précités.

Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de Monsieur Gaby CHARROUX, Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, dès la publication du présent arrêté.

Les observations du public sont communicables aux frais de la personne qui en fait la demande, dans les conditions prévues par le Code des Relations entre le Public et l'Administration, pendant toute la durée de l'enquête.

Permanences du Commissaire Enquêteur :
Au Service Aménagement et Développement Durable du Conseil de Territoire du Pays de Martigues :
- Le lundi 16 mai de 9 h 00 à 12 h 00 pour l'ouverture de l'enquête publique à 9 h 00 ;
- Le mardi 24 mai de 9 h 00 à 12 h 00 ;
- Le lundi 30 mai de 9 h 00 à 12 h 00 ;
- Le mercredi 8 juin de 9 h 00 à 12 h 00 ;
- Le jeudi 16 juin de 14 h 00 à 17 h 00 pour la clôture de l'enquête publique à 17 h 00.

À la Direction de l'Urbanisme de MARTIGUES :
- Le lundi 16 mai de 14 h 00 à 17 h 00 ;
- Le mardi 24 mai de 14 h 00 à 17 h 00 ;
- Le lundi 30 mai de 14 h 00 à 17 00 ;
- Le mercredi 8 juin de 14 h 00 à 17 h 00 ;
- Le jeudi 16 juin de 9 h 00 à 12 h 00

Le Service Aménagement et Développement Durable du Conseil de Territoire du Pays de Martigues est l'interlocuteur sur ce projet (04 42 06 90 23) et pourra apporter toutes informations relatives à l'organisation de l'enquête publique.

Toute personne pourra prendre connaissance du dossier et consigner ses observations, propositions et contrepropositions sur les registres d'enquête mis à disposition du public au Service Aménagement et Développement Durable du Conseil de Territoire du Pays de Martigues et à la Direction de l'Urbanisme en mairie de Martigues. Elles pourront également être adressées par correspondance au Commissaire Enquêteur aux adresses postales du Service Aménagement et Développement Durable du Conseil de Territoire du Pays de Martigues et de la Direction de l'Urbanisme de Martigues précédemment mentionnées dans cet avis.

Une fois connus, le rapport et les conclusions motivées du Commissaire Enquêteur seront tenus à la disposition du public, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, au Service Aménagement et Développement Durable du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, à la Direction de l'Urbanisme en mairie de Martigues et sur internet :
https://www.registre-numerique.fr/ampmetropole et
http://www.paysdemartigues.fr/ pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

La modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues sera approuvée par délibération du Conseil de la Métropole en tant qu'autorité compétente.

Le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues
Gaby CHARROUX

263303

LEX Phocéa
CABINET D'AVOCATS
contact@lex-phocea.fr

SOCIETE MEDITERRANEENNE DE DESTOCKAGE – SMD
SAS au capital de 91 469 €
Siège social : Quartier de l'Angesse – Route Nationale 7 La Palette – 13100 LE THOLONET
389 097 676 RCS Aix-en-Provence

FRANCE ACHAT INTERNATIONAL – FAI
SAS au capital de 181 011,62 €
Siège social : 345 rue Louis Berton – Les Milles – 13290 AIX EN PROVENCE
404 066 524 RCS Aix-en-Provence

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 19.11.2021, les Sociétés SOCIETE MEDITERRANEENNE DE DESTOCKAGE – SMD et FRANCE ACHAT INTERNATIONAL – FAI ont établi un projet d'apport partiel d'actif régi par la procédure prévue à l'article L.236-22 du Code de Commerce.
Aux termes de ce projet, la Société SOCIETE MEDITERRANEENNE DE DESTOCKAGE – SMD a fait apport à la Société FRANCE ACHAT INTERNATIONAL – FAI des éléments d'actif et de passif composant sa branche complète d'activité de « vente au détail de vêtements et article de Paris, solderie », dont l'actif a été évalué et estimé à 1 289 393 € et le passif à 1 101 777€, soit un apport net de 187 615 € sur la base d'une situation comptable au 30.09.2021.
En rémunération de cet apport, la Société FRANCE ACHAT INTERNATIONAL – FAI augmente son capital de 20 958.76 € par l'émission de 873 282 actions nouvelles, attribuées à la Société SOCIETE MEDITERRANEENNE DE DESTOCKAGE – SMD. La prime d'apport s'élève à un total de 166 656.24 €.
Des procès-verbaux de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés de la Société FRANCE ACHAT INTERNATIONAL – FAI et des Décisions de l'Associé Unique de la Société SOCIETE MEDITERRANEENNE DE DESTOCKAGE – SMD en date du 31.12.2021, il résulte que le projet d'apport partiel d'actif a été approuvé, l'opération d'apport partiel d'actif et l'augmentation de capital sont devenues définitives en date du 31.12.2021 et que la Société FRANCE ACHAT INTERNATIONAL – FAI a la jouissance des biens apportés depuis le 31.12.2021.
L'avis antérieurement publié de la Société FRANCE ACHAT INTERNATIONAL – FAI se trouve en conséquence modifié :
ANCIEN CAPITAL : 181 011.62 €
NOUVEAU CAPITAL : 201 970.38 €
Formalité RCS Aix en Provence

263212

AVIS

L'Assemblée Générale Ordinaire de l'Association Loisirs Provence Méditerranée se tiendra le Jeudi 12 Mai 2022 à partir de 19h en son siège sis 36 rue Saint Jacques 13006 MARSEILLE

263214

AVIS

L'Assemblée Générale Ordinaire de l'Association Vacances & Vous se tiendra le Jeudi 12 Mai 2022 à partir de 18h30 en son siège sis 36 rue Saint Jacques 13006 MARSEILLE

263384

Dénomination : SARL NBCONSULT
Sigle : NBC
Forme juridique : EURL
Capital social : 1200
Nouveau siège social : 1260 chemin des écoles 13160 Châteaurenard
RCS TARASCON 834 189 904

Organe décisionnaire : Associé unique
Date décision : 01/10/2021

Nouvel objet :
Consulting en ingénierie de la construction
Maîtrise d'œuvre, assistance à maîtrise d'ouvrage, économie de la construction
Pilotage d'opérations de construction
Contractance générale donnant tout ou partie des travaux en sous-traitance
Entreprise générale de travaux donnant tout ou partie des travaux en sous-traitance
Conseil en aménagement et en conception d'espaces tertiaires, locaux professionnels, commerciaux ou industriels ;Conception, aménagement et équipement de ces espaces
Toutes opérations relatives à la gestion, à la maintenance d'immeubles, aux services généraux des entreprises, à l'entretien et à la coordination de maintenance technique
Tout achat, vente et distribution de produits manufacturés
Date d'effet : 01/10/2021
Articles des statuts modifiés : 2, 3 et 4
Gérant : Nans BAUTHEAC domicilié 1260 chemin des écoles 13160 Châteaurenard

PUBLIEZ
VOS ANNONCES LÉGALES SUR
www.laprovence-legales.com

SAISIE DE VOS ANNONCES EN LIGNE
PAIEMENT SÉCURISÉ PAR CARTE BANCAIRE
RÉCEPTION IMMÉDIATE DE VOTRE ATTESTATION DE PARUTION

Contact : avis@laprovence-legales.com | Tél : 04 91 84 80 19
La Provence

PROVENCE / ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES

ANNONCES LÉGALES
HABILITÉ À PUBLIER PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

BOUCHES-DU-RHÔNE

Tél. 04 91 57 75 74
annonceslegales@lamarseillaise.fr

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

MODIFICATION N° 1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE MARTIGUES

Par arrêté n° 009/22 du 12 avril 2022, Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues a ordonné l'ouverture de l'enquête publique relative à la modification n°1 du PLU de Martigues.
Cette procédure doit permettre l'amélioration de la forme urbaine, le renforcement de la règlementation des zones soumises au ruissellement pluvial, le reclassement de la zone UB du site Picasso en zone à vocation économique UE, le reclassement d'une partie de la zone UE du secteur Figuerolles en zone UC, le reclassement d'une zone UB en UC au secteur Coudoulière, l'apport de précisions et d'adaptations règlementaires, la création, modification et suppression d'emplacements réservés, la mise à jour des annexes et la rectification d'erreurs matérielles.
Deux examens au cas par cas ont été réalisés dans le cadre de cette procédure, le projet de modification ayant évolué au cours de son élaboration. L'autorité compétente en matière d'environnement a conclu par deux fois à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale (décisions n° CU 2020-2646 du 14 septembre 2020 et n° CU 2022-3049 du 25 mars 2022). Ces avis seront intégrés au dossier soumis à enquête publique.
Monsieur Philippe BOURDELON, juriste immobilier, en activité, a été désigné par Madame la Première Vice-Présidente du Tribunal Administratif de Marseille en tant que Commissaire Enquêteur par décision n° E21000077/13 du 28 juillet 2021.
L'enquête publique se déroulera du lundi 16 mai 2022 au jeudi 16 juin 2022 inclus, soit pendant 32 jours consécutifs.
Les pièces du dossier, ainsi que les registres d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le Commissaire Enquêteur, seront déposés et consultables par le public pendant toute la durée de l'enquête publique :
Au **Service Aménagement et Développement Durable du Conseil de Territoire du Pays de Martigues** Rond-Point de l'Hôtel de Ville – 13500 MARTIGUES, du lundi au vendredi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00 ; à l'exception des samedis et dimanches.
À la **Direction de l'Urbanisme de la Mairie de Martigues** Avenue Louis Sammut – 13500 MARTIGUES, du lundi au vendredi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00 ; à l'exception des samedis et dimanches.
Sur le Registre dématérialisé à l'adresse suivante :
https://www.registre-numerique.fr/modification-n1-plu-martigues
Le public pourra également prendre connaissance du dossier et consigner ses observations, propositions et contrepropositions sur ce registre dématérialisé ou par email à l'adresse :
modification-n1-plu-martigues@mail.registre-numerique.fr
Le public pourra également prendre connaissance du dossier d'enquête publique sur un poste informatique mis à disposition sur les lieux précités.
Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de Monsieur Gaby CHARROUX, Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, dès la publication du présent arrêté.
Les observations du public sont communicables aux frais de la personne qui en fait la demande, dans les conditions prévues par le Code des Relations entre le Public et l'Administration, pendant toute la durée de l'enquête.
Permanences du Commissaire Enquêteur :
Au **Service Aménagement et Développement Durable du Conseil de Territoire du Pays de Martigues** :
- Le lundi 16 mai de 9 h 00 à 12 h 00 pour l'ouverture de l'enquête publique à 9 h 00 ;
- Le mardi 24 mai de 9 h 00 à 12 h 00 ;
- Le lundi 30 mai de 9 h 00 à 12 h 00 ;
- Le mercredi 8 juin de 9 h 00 à 12 h 00 ;
- Le jeudi 16 juin de 14 h 00 à 17 h 00 pour la clôture de l'enquête publique à 17 h 00.

À la **Direction de l'Urbanisme de MARTIGUES** :
- Le lundi 16 mai de 14 h 00 à 17 h 00 ;
- Le mardi 24 mai de 14 h 00 à 17 h 00 ;
- Le lundi 30 mai de 14 h 00 à 17 00 ;
- Le mercredi 8 juin de 14 h 00 à 17 h 00 ;
- Le jeudi 16 juin de 9 h 00 à 12 h 00

Le Service Aménagement et Développement Durable du Conseil de Territoire du Pays de Martigues est l'interlocuteur sur ce projet (04 42 06 90 23) et pourra apporter toutes informations relatives à l'organisation de l'enquête publique.
Toute personne pourra prendre connaissance du dossier et consigner ses observations, propositions et contrepropositions sur les registres d'enquête mis à disposition du public au Service Aménagement et Développement Durable du Conseil de Territoire du Pays de Martigues et à la Direction de l'Urbanisme en mairie de Martigues. Elles pourront également être adressées par correspondance au Commissaire Enquêteur aux adresses postales du Service Aménagement et Développement Durable du Conseil de Territoire du Pays de Martigues et de la Direction de l'Urbanisme de Martigues précédemment mentionnées dans cet avis.
Une fois connus, le rapport et les conclusions motivées du Commissaire Enquêteur seront tenus à la disposition du public, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, au **Service Aménagement et Développement Durable du Conseil de Territoire du Pays de Martigues**, à la **Direction de l'Urbanisme en mairie de Martigues** et sur internet :
https://www.registre-numerique.fr/ampmetropole et http://www.paysdemartigues.fr/ pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.
La modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues sera approuvée par délibération du Conseil de la Métropole en tant qu'autorité compétente.

Le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues
Gaby CHARROUX

N°202203060

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

TERRITOIRE DU PAYS D'AIX
METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Modification n°2 du PLU de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde

Par arrêté n°22_CT2_009 en date du 17 mars 2022, Monsieur le Président du Conseil de Territoire d'Aix-en-Provence a ordonné l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde, dont l'objet concerne l'application de l'arrêt n°19LY03987 de la Cour Administrative d'Appel de Lyon du 25 février 2020 afin de :
- procéder à un nouveau classement du secteur UDf1p2 au lieu-dit du Grand Prignon.

L'enquête publique se déroulera **mardi 26 avril 2022, 08H00 au mardi 10 mai 2022 à 18H00,** soit pendant 15 jours consécutifs.
A cet effet, a été désigné par décision n°E22000005/13 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille en date du 15 février 200)22, Monsieur Michel COURT en qualité de commissaire enquêteur.
La Métropole Aix-Marseille Provence – Le Pharo, 58 boulevard Livon, 13007 MARSEILLE - représentée par sa Présidente, Madame Martine Vassal, est le maître d'ouvrage responsable de la modification du PLU de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde.
Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête publique, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront tenus à la disposition du public :
- au siège de l'enquête publique, situé à l'Hôtel de Ville sis Place de la Mairie, 13100 Saint-Marc-Jaumegarde du lundi au vendredi de 08H00 à 12H00 hors jours fériés (04.42.24.99.71) et pendant les permanences du commissaire enquêteur,
- sous forme dématérialisée, à toute heure, sur le site internet dédié : https://www.registre-numerique.fr/smj-plu-m2-ep

Le dossier d'enquête publique intégrera le courrier de saisine de la Mission Régionale d'Autorité environnementale et sa décision n° CU-2021-2980 en date du 25 novembre indiquant que ce projet n'était pas soumis à évaluation environnementale.
Pour la consultation de ce dossier d'enquête, un poste informatique sera mis à la disposition du public au siège de l'enquête aux heures et aux jours d'ouverture sus mentionnés.
Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations écrites ou orales au siège de l'enquête au siège de l'enquête aux dates et heures suivantes :
- le mardi 26 avril 2022 de 08H00 à 12H00,
En présentiel et sans prise de rendez-vous : de 08H00 à 11H00
En visio-permanence, sur rendez-vous : de 11H00 à 12H00 (soit 2 visio-permanences d'une durée de 30 minutes chacune).
- Le mercredi 4 mai 2022 de 08H00 à 12H00
En présentiel et sans prise de rendez-vous : de 08H00 à 11H00
En visio-permanence, sur rendez-vous : de 11H00 à 12H00 (soit 2 visio-permanences d'une durée de 30 minutes chacune).
- Le mardi 10 mai 2022 de 14H00 à 18H00
En visio-permanence, sur rendez-vous : 14H00 à 15H00 (soit 2 visio-permanences d'une durée de 30 minutes chacune).
En présentiel et sans prise de rendez-vous : de 15H00 à 18H00
La clôture de l'enquête aura lieu à l'issue de la dernière permanence.
Les demandes de rendez-vous pour les visio-permanences doivent s'effectuer via le site https://www.registre-numerique.fr/smj-plu-m2-ep dans la rubrique « Prise de RV ». Les permanences en présentiel se dérouleront dans le strict respect des gestes barrières et des mesures de distanciation.
Pendant toute la durée de l'enquête, chacun pourra prendre connaissance du dossier ainsi que des remarques formulées et adresser ses éventuelles observations et propositions à l'attention du commissaire enquêteur dans les conditions suivantes :
1. sur le registre papier ouvert à cet effet au siège de l'enquête ;
2. par voie postale à l'adresse : à l'intention de Monsieur le commissaire enquêteur : Hôtel de Ville – Place de la Mairie - 13100 Saint-Marc-Jaumegarde.
3. par courriel à l'adresse suivante :
smj-plu-m2-ep@mail.registre-numerique.fr ou sur le registre dématérialisé, à l'adresse suivante :
https://www.registre-numerique.fr/smj-plu-m2-ep auquel le site internet du Conseil du Territoire du Pays d'Aix (https://www.agglo-paysdaix.fr) renverra.
4. par écrit ou oral, lors des permanences tenues par le commissaire enquêteur.

Les observations et propositions transmises pendant la durée de l'enquête par courrier postal ou par voie électronique, ainsi que celles reçues par le commissaire enquêteur lors de ses permanences seront annexées aux registres d'enquête et tenues dans les meilleurs délais à disposition du public au siège de l'enquête et sur le site internet dédié.
Toute observation ou proposition réceptionnée en dehors de la période d'enquête, ne pourra être prise en compte.
Une copie du rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur sera déposée au en Mairie de Saint-Marc-Jaumegarde - Hôtel de Ville sis Place de la Mairie – 13 100 Saint-Marc-Jaumegarde, à la Direction Adjointe PLUi et Proximité du Territoire du Pays d'Aix et à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, ainsi que sur le site internet dédié https://www.registre-numerique.fr/smj-plu-m2-ep auquel le site internet du Conseil de Territoire du Pays d'Aix (https://www.agglo-paysdaix.fr) renverra, pour y être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.
A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification n°2 du PLU de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde éventuellement amendé pour tenir compte des avis émis sur ce dernier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, pourra être approuvé par délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
Des informations complémentaires relatives à ce dossier peuvent être demandées auprès de la Direction Adjointe PLUi et Proximité du Conseil de Territoire du Pays d'Aix
(tél : 04.86.91.35.18/ @ : plu.paysdaix@ampmetropole.fr).
Dès la publication de l'arrêté susmentionné, toute personne pourra, sur demande adressée aux services susmentionnés et à ses frais, obtenir la communication du dossier d'enquête publique.

202202893

Vie des sociétés

MARSEILLE STRUCTURE. SASU au capital de 200 € Siège social : 21 RUE SAINTE FRANCOISE. 13002 MARSEILLE 2. R.C.S. MARSEILLE 829219690. Aux termes de l'AG du 31/12/2021, il a été décidé la dissolution anticipée de la société, à compter du 31/12/2021, et sa mise en liquidation. A été nommé Liquidateur M. Faycal OILADI demeurant 21 RUE SAINTE FRANCOISE, 13002 MARSEILLE avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci. Le siège de la liquidation est fixé 21 RUE SAINTE FRANCOISE 13002 MARSEILLE adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et, actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés. Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du Tribunal de Commerce de MARSEILLE. Mention en sera faite au R.C.S. de MARSEILLE.

202202784

DISSOLUTION

SW SERVICES, SASU au capital de 100,0€. Siège social: 92 rue du Dr Cauvin résidence les Hespérides bât A 13012 Marseille. 852116326 RCS MARSEILLE. Le 30/03/2022, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la société, nommé liquidateur M. David Bouchoucha, 92 Rue du Docteur Cauvin 13012 Marseille, et fixé le siège de liquidation et l'adresse de correspondance au siège social de la Société. Modification au RCS de MARSEILLE.

202202930

DISSOLUTION

NATABAT
SARL au capital de 2000 €
Siège social : 46 RUE SAINTE BAUME 13010 MARSEILLE 10
RCS MARSEILLE 817 670 136

Par décision Assemblée Générale Extraordinaire du 28/02/2022, il a été décidé la dissolution anticipée de la société et sa mise en liquidation amiable à compter du 28/02/2022, il a été nommé liquidateur(s) M SANCHES TAVARES NATALINO demeurant au 46 RUE SAINTE BAUME 13010 MARSEILLE 10 et fixé le siège de liquidation où les documents de la liquidation seront notifiés au siège social. Mention en sera faite au RCS de MARSEILLE.

202203105



VENTES AUX ENCHERES

265675

VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES EN UN SEUL LOT

*** D'UN APPARTEMENT** d'une superficie loi Carrez de **56,61 m²**, avec terrasse d'une surface de **5,60 m²**, situé au 7ème étage du bâtiment U, cage A, 13 Rue Melchior Guinot, dépendant de la copropriété « LE NEOLIS » établie dans le lot de volume 4000, * et **D'UN BOX** situé au 2ème sous-sol, dépendant de la copropriété « NEOMED GARAGES » établie dans le lot de volume 1000,
Lesdits lots de volume dépendant eux-mêmes d'un ensemble immobilier en volume

sis à MARSEILLE (13003), Quartier de la Villette, Rue Melchior Guinot,

MISE A PRIX : 60.000,00 EUROS

VISITE LE LUNDI 13 JUIN 2022 DE 11 H A 12 H
ADJUDICATION LE JEUDI 30 JUIN 2022 à 9 heures 30 du matin
à l'audience du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de Marseille,
siégeant Palais Monthyon, Salle Borély, Place Monthyon, 13006 MARSEILLE.

Les enchères sont recevables uniquement : Si elles sont portées par un Avocat inscrit au Barreau de MARSEILLE, et si vous lui avez remis un chèque de banque (pour une caution bancaire irrévocable, le consulter) représentant au moins 10 % de la mise à prix sans que le montant de cette garantie ne puisse être inférieur à 3.000,00 euros, établi à l'ordre de : Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de MARSEILLE.
Pour consulter le cahier des conditions de la vente, il convient de s'adresser au greffe du Tribunal Judiciaire de MARSEILLE, Place Monthyon, Palais Monthyon, 13006 MARSEILLE, à l'accueil situé au rez-de-chaussée, du lundi au vendredi de 8 h à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 h 30.
Pour renseignements s'adresser à Maître Hubert ROUSSEL, Avocat, 11 A Rue Armény, 13006 MARSEILLE (04.91.33.14.59), les lundi, mardi et jeudi de 14 h à 15 h, ou consulter le site internet du cabinet : www.rousselcabaye.fr, ainsi que sur le site : https://avoventes.fr

265686

VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES SUR LICITATION APRES REITERATION DES ENCHERES

Dans un ensemble immobilier sis à MARSEILLE (13015),
168, rue Le Chatelier, dénommé LA MAURELETTE,
cadastré section 902 B n°42, La Delorme,
pour une surface de 9 ha 83 a 21 ca,
D'UN APPARTEMENT au 3ème étage du bâtiment B, immeuble B14
et **D'UNE CAVE** au sous-sol du bâtiment B, immeuble B14

MISE A PRIX DE 10.000,00 EUROS

VISITE LE MARDI 28 JUIN 2022 DE 09 H 00 A 10 H 00

ADJUDICATION LE JEUDI 7 JUILLET 2022 à 9 h 30
Chambre des Criées, à l'audience du Tribunal Judiciaire de Marseille,
au Palais de Justice, Salle Borély, rez-de-chaussée, Palais Monthyon,
Place Monthyon, 13006 MARSEILLE

Les enchères sont recevables uniquement si elles sont portées par un Avocat inscrit au Barreau de MARSEILLE qui devra détenir un chèque de banque représentant 10 % du montant de la mise à prix avec un minimum de 3.000 euros établi à l'ordre de Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de MARSEILLE.

RENSEIGNEMENTS :
Pour de plus amples renseignements, consulter le cahier des conditions de vente :
- Sur le site internet **http://www.provansal.eu** du Cabinet de Maître Thomas D'JOURNO, Avocat au Barreau de Marseille,
- Au Cabinet de Maître Thomas D'JOURNO, Avocat au Barreau de Marseille, 43/45 Rue Breteuil, 13006 MARSEILLE – Tél. : 04.13.24.13.63 – **f.hoffmann@provansal.eu**
- Au Greffe du Tribunal Judiciaire de Marseille, Palais Monthyon, Place Monthyon, 13006 MARSEILLE, au rez-de-chaussée à l'accueil, du lundi au vendredi de 8 h 00 à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 h 30.

265694

VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES SUR SAISIE IMMOBILIERE EN UN SEUL LOT DE VENTE

D'UN APPARTEMENT de 72,59 m² sis à MARSEILLE (13008),
« Les Allées du Prado », 13 Allée Turcat Méry, quartier Le Rouet,
cadastré section 842 A n°57-149-94-95-96-97, B6 et B170

MISE A PRIX : 75.000 EUROS

VISITE LE LUNDI 27 JUIN 2022 DE 9 H 00 A 10 H 00

ADJUDICATION LE JEUDI 7 JUILLET 2022 à 9 h 30
à l'audience du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de Marseille,
au Palais de Justice, Salle Borély, rez-de-chaussée, Palais Monthyon, Place Monthyon, 13006 MARSEILLE

Les enchères sont recevables uniquement si elles sont portées par un Avocat inscrit au Barreau de MARSEILLE qui devra détenir un chèque de banque représentant 10 % du montant de la mise à prix avec un minimum de 3.000 euros établi à l'ordre de Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de MARSEILLE.

RENSEIGNEMENTS :
Pour de plus amples renseignements, consulter le cahier des conditions de vente :
- Sur le site internet http://www.provansal.eu du Cabinet de Maître Thomas D'JOURNO, Avocat au Barreau de Marseille,
- Au Cabinet de Maître Thomas D'JOURNO, Avocat au Barreau de Marseille, 43/45 Rue Breteuil, 13006 MARSEILLE – Tél. : 04.13.24.13.63 f.hoffmann@provansal.eu"
- Au Greffe du Tribunal Judiciaire de Marseille, Palais Monthyon, Place Monthyon, 13006 MARSEILLE, au rez-de-chaussée à l'accueil, du lundi au vendredi de 8h00 à 11h30 et de 13h30 à 16h30.

Pour consulter gratuitement
et répondre électroniquement
aux appels d'offres
de la région PACA

www.laprovencemarchespublics.com

Le plus grand marché public de Provence/Côte d'Azur/Corse
Membre du réseau Francemarchés

591427

ANNONCES LEGALES

265527

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

MODIFICATION N° 1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE MARTIGUES

Par arrêté n° 009/22 du 12 avril 2022, Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues a ordonné l'ouverture de l'enquête publique relative à la modification n°1 du PLU de Martigues.

Cette procédure doit permettre l'amélioration de la forme urbaine, le renforcement de la règlementation des zones soumises au ruissellement pluvial, le reclassement de la zone UB du site Picasso en zone à vocation économique UE, le reclassement d'une partie de la zone UE du secteur Figuerolles en zone UC, le reclassement d'une zone UB en UC au secteur Coudoulière, l'apport de précisions et d'adaptations règlementaires, la création, modification et suppression d'emplacements réservés, la mise à jour des annexes et la rectification d'erreurs matérielles.

Deux examens au cas par cas ont été réalisés dans le cadre de cette procédure, le projet de modification ayant évolué au cours de son élaboration. L'autorité compétente en matière d'environnement a conclu par deux fois à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale (décisions n° CU 2020-2646 du 14 septembre 2020 et n° CU 2022-3049 du 25 mars 2022). Ces avis seront intégrés au dossier soumis à enquête publique.

Monsieur Philippe BOURDELON, juriste immobilier, en activité, a été désigné par Madame la Première Vice-Présidente du Tribunal Administratif de Marseille en tant que Commissaire Enquêteur par décision n° E21000077/13 du
28 juillet 2021.

L'enquête publique se tient du lundi 16 mai 2022 jusqu'au jeudi 16 juin 2022 inclus, soit pendant 32 jours consécutifs.

Les pièces du dossier, ainsi que les registres d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le Commissaire Enquêteur, seront déposés et consultables par le public pendant toute la durée de l'enquête publique :

Au Service Aménagement et Développement Durable du Conseil de Territoire du Pays de Martigues Rond-Point de l'Hôtel de Ville – 13500 MARTIGUES, du lundi au vendredi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00 ; à l'exception des samedis et dimanches.

À la Direction de l'Urbanisme de la Mairie de Martigues Avenue Louis Sammut – 13500 MARTIGUES, du lundi au vendredi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00 ; à l'exception des samedis et dimanches.

Sur le Registre dématérialisé à l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/modification-n1-plu-martigues Le public pourra également prendre connaissance du dossier et consigner ses observations, propositions et contrepropositions sur ce registre dématérialisé ou par email à l'adresse :
modification-n1-plu-martigues@mail.registre-numerique.fr

Le public pourra également prendre connaissance du dossier d'enquête publique sur un poste informatique mis à disposition sur les lieux précités.

Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de Monsieur Gaby CHARROUX, Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, dès la publication du présent arrêté.

Les observations du public sont communicables aux frais de la personne qui en fait la demande, dans les conditions prévues par le Code des Relations entre le Public et l'Administration, pendant toute la durée de l'enquête.

Permanences du Commissaire Enquêteur :

Au Service Aménagement et Développement Durable du Conseil de Territoire du Pays de Martigues :
- Le lundi 16 mai de 9 h 00 à 12 h 00 pour l'ouverture de l'enquête publique à 9 h 00 ;
- Le mardi 24 mai de 9 h 00 à 12 h 00 ;
- Le lundi 30 mai de 9 h 00 à 12 h 00 ;
- Le mercredi 8 juin de 9 h 00 à 12 h 00 ;
- Le jeudi 16 juin de 14 h 00 à 17 h 00 pour la clôture de l'enquête publique à 17 h 00.

À la Direction de l'Urbanisme de MARTIGUES :
- Le lundi 16 mai de 14 h 00 à 17 h 00 ;
- Le mardi 24 mai de 14 h 00 à 17 h 00 ;
- Le lundi 30 mai de 14 h 00 à 17 00 ;
- Le mercredi 8 juin de 14 h 00 à 17 h 00 ;
- Le jeudi 16 juin de 9 h 00 à 12 h 00

Le Service Aménagement et Développement Durable du Conseil de Territoire du Pays de Martigues est l'interlocuteur sur ce projet (04 42 06 90 23) et pourra apporter toutes informations relatives à l'organisation de l'enquête publique.

Toute personne pourra prendre connaissance du dossier et consigner ses observations, propositions et contrepropositions sur les registres d'enquête mis à disposition du public au Service Aménagement et Développement Durable du Conseil de Territoire du Pays de Martigues et à la Direction de l'Urbanisme en mairie de Martigues. Elles pourront également être adressées par correspondance au Commissaire Enquêteur aux adresses postales du Service Aménagement et Développement Durable du Conseil de Territoire du Pays de Martigues et de la Direction de l'Urbanisme de Martigues précédemment mentionnées dans cet avis.

Le rapport et les conclusions motivées du Commissaire Enquêteur seront tenus à la disposition du public, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, au Service Aménagement et Développement Durable du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, à la Direction de l'Urbanisme en mairie de Martigues et sur internet : https://www.registre-numerique.fr/ampmetropole et http://www.paysdemartigues.fr/ pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

La modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues sera approuvée par délibération du Conseil de la Métropole en tant qu'autorité compétente.

Le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues
Gaby CHARROUX

265886

Société Locale d'Epargne : Lacydon
Société Coopérative à capital variable
Affiliée à la Caisse d'Epargne CEPAC
Banque coopérative,
Société anonyme à directoire et conseil d'orientation et de surveillance, au capital social de 1 100 000 000 euros
siège social : Place Estrangin Pastré - 13006 Marseille
775 559 404 RCS Marseille

Avis de convocation de l'Assemblée Générale Mixte des Sociétaires de la Société Locale d'Epargne

Mesdames et Messieurs les sociétaires de la Société Locale d'Epargne (SLE) Lacydon, sont convoqués en Assemblée Générale Mixte le mercredi 22 juin 2022 à 18 heures - MUCEM - Esplanade J4 - 13 002 Marseille.
Après avoir pris connaissance du rapport d'activité de la Caisse d'Epargne CEPAC et des informations que celle-ci souhaite porter à leur connaissance, et du rapport d'activité de leur société locale pour l'exercice clos le 31 mai 2022, les sociétaires délibèreront sur l'ordre du jour suivant :
- De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire
- Modifications statutaires : Article 17 « Assemblées - Admission aux assemblées - Représentation des sociétaires » et Article 20 « Quorum et Vote » ;
- Pouvoirs en vue des formalités légales.
Au cas où le quorum requis pour les résolutions de nature extraordinaire ne serait pas atteint (quart des sociétaires présent ou représenté, les résolutions devant réunir 2/3 au moins des voix dont disposent les sociétaires présents et représentés pour être valables), l'Assemblée Générale Extraordinaire est clôturée ; une deuxième Assemblée Générale Extraordinaire est convoquée et ouverte au même lieu quelques minutes après la première (après l'horaire indiquée ci-dessus) avec le même ordre du jour et selon les mêmes modalités, conformément à l'article 20-2 des statuts de la SLE. Elle délibère valablement sur cette deuxième convocation, quel que soit le nombre de sociétaires présents et représentés et les résolutions seront approuvées à la majorité simple des voix des sociétaires présents et représentés. Les pouvoirs conserveront leur effet pour cette seconde assemblée.
- De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire
- Approbation du bilan, du compte de résultat et de l'annexe de la SLE de l'exercice clos le 31 mai 2022 ;
- Approbation de l'affectation du résultat de la Société Locale d'Epargne ;
- Détermination de la date de mise en paiement des intérêts versés aux parts sociales de la SLE ;
- Constatation du montant du capital social de la SLE souscrit et libéré à la clôture de l'exercice et de la quote-part de la SLE dans le capital de la Caisse d'Epargne CEPAC ;
- Pouvoirs en vue d'effectuer les formalités légales.
Aucun quorum n'est requis pour l'Assemblée Générale Ordinaire. Les résolutions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire seront prises à la majorité simple des sociétaires présents et représentés.
Aucune convocation individuelle et projets de résolutions ne seront adressés aux sociétaires. Retrouvez toutes les modalités pratiques et les projets de résolutions sur le site https://www.cepac.societaires.caisse-epargne.fr/ (1) à compter du 7 juin 2022.Vous pouvez également vous rapprocher de votre conseiller commercial habituel qui vous apportera les informations utiles en lien avec votre Assemblée Générale de SLE.
Seuls les sociétaires de la SLE, sur présentation d'un justificatif d'identité et les clients de la Caisse d'Epargne CEPAC non sociétaires de la SLE, sur présentation de l'invitation remise en agence, auront accès aux travaux de cette assemblée. L'accueil sera assuré une heure avant l'ouverture de l'assemblée et un quart d'heure après le début de la réunion.
Présences et pouvoirs
Les sociétaires peuvent participer à cette assemblée en donnant pouvoir (le formulaire de pouvoir est disponible sur le site des sociétaires, sur simple demande en agence ou au siège social).
Conformément à l'article 17-3 des statuts de la Société Locale d'Epargne, les pouvoirs reçus sans indication de mandataire seront utilisés en faveur des résolutions approuvées par le Conseil d'administration et contre les autres.
Documents institutionnels
Les documents institutionnels de la SLE et relatifs à cette assemblée, sont disponibles à compter du 7 juin 2022 sur le site des sociétaires https://www.cepac.societaires.caisse-epargne.fr/ (1), ou sur simple demande au siège social : Caisse d'Epargne CEPAC - Place Estrangin Pastré -13006 Marseille.
(1) Coût de connexion selon votre fournisseur d'accès.

Pour avis et mention,
Le Conseil d'administration

265703

PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE

COMMUNE DES PENNES-MIRABEAU

AVIS RELATIF A UNE AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE

Par arrêté n°2022-27 du 17 mai 2022 du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, en application des lois des 29 décembre 1892, 27 septembre 1941 et 6 juillet 1943, les personnels de la Société du Canal de Provence, ainsi que toute entreprise agissant pour son compte, sont autorisés à occuper, pour une durée de douze mois à compter de la publication dudit arrêté, et sous réserve de l'accomplissement des formalités de notification prescrites par la loi du 29 décembre 1892, les propriétés privées désignées et figurant aux plan et état parcellaire y annexés, sur le territoire de la commune des Pennes-Mirabeau, en vue de la rénovation de l'adduction DN 2000 de l'aménagement hydraulique dit de « Berre Sud » - site des Giraudets.

Les documents annexés à l'arrêté considéré sont consultables en mairie des Pennes-Mirabeau – Service Aménagement du territoire et Politique de l'habitat, 22 rue Saint-Dominique – 13170 LES PENNES-MIRA-BEAU, en sous-préfecture d'Aix-en-Provence, 455 avenue Pierre Brossolette – CS 20758 – 13617 AIX-EN-PROVENCE Cedex 1, et en préfecture des Bouches-du-Rhône, Place Félix Baret – CS 80001 – 13282 MARSEILLE Cedex 06.

Il est interdit d'apporter aux travaux des agents visés à l'article premier dudit arrêté, un trouble ou empêche-ment quelconque. En cas de difficulté ou de résistance éventuelle, ce personnel pourra faire appel aux agents de la force publique. Toute infraction constatée aux dispositions de l'arrêté considéré donnera lieu à l'appli-cation des dispositions des articles 322-1 et suivants, 433-11 et R.610-5 du Code pénal.

Si, par suite des opérations sur le terrain, les propriétaires ont à supporter des dommages, les indemnités seront à la charge de la Société du Canal de Provence, et seront établies, autant que possible, à l'amiable. Si un accord ne peut être obtenu, elles seront fixées par le Tribunal administratif de Marseille, conformément aux dispositions du Code de justice administrative.

Marseille, le 18 mai 2022
Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de Bureau de l'Utilité Publique,
de la Concertation et de l'Environnement
signé
Patrick PAYAN

PUBLIEZ
VOS ANNONCES LÉGALES SUR
www.laprovence-legales.com
Contact : avis@laprovence-legales.com
Tél : 04 91 84 80 19
La Provence

SAISIE DE VOS ANNONCES EN LIGNE
PAIEMENT SÉCURISÉ PAR CARTE BANCAIRE
RÉCEPTION IMMÉDIATE DE VOTRE ATTESTATION DE PARUTION

PROVENCE

AIX - LES MILLES
Une nouvelle voie des bus sur l'A51

Dans un communiqué, la direction inter-départementale des Routes Méditerranée indique qu'une voie réservée aux bus est mise en place à partir de ce matin, à 6h, sur l'autoroute A51 entre l'échangeur numéro 2 de Bouc-Bel-Air et l'échangeur numéro 5 des Milles. De quoi gagner en rapidité pour ceux qui opteront pour les transports en commun.

AIX-EN-PROVENCE
Appréhender la sclérose en plaques

La Ville par le biais de sa direction Santé publique et handicap, est partenaire de la 5e édition de la journée mondiale de la sclérose en plaques qui se déroulera le 30 mai, de 10h à 16h30. Cet événement est déployé entre l'Hôpital Européen de Marseille et les Allées Provençales avec 3 ateliers immersifs.



CHARLEVAL. Un entrepôt de logistique entièrement détruit
Pas moins d'une centaine de sapeurs-pompiers et une quarantaine d'engins ont été engagés lundi sur l'incendie d'un entrepôt de logistique à Charleval survenu en milieu d'après-midi. « *Plusieurs bouteilles de gaz ont explosé et sept poids lourds ont été détruits* » indiquent les Pompiers 13. La bâtisse de 3 000 mètres carrés a été aussi entièrement détruite par les flammes. Le robot Colossus de Berre-l'Étang, capable de propulser 2 500 litres d'eau par minute grâce à son canon, a également été utilisé en reconnaissance « *pour éviter de mettre les hommes en danger* ». Les écoles alentour ont été confinées par sécurité. Le feu était circonscrit à 16h30.
M.R. PHOTO POMPIERS 13

BOUCHES-DU-RHÔNE
Sécheresse : alerte de crise

Jouques, Peyrolles, Auriol, Belcodène, Cadolive, La Bouilladisse, Aubagne, La Pennes-sur-Huveaune ou encore des arrondissements de Marseille sont concernés par la crise sécheresse décrétée par le préfet sur les bassins de l'Huveaune amont et aval. Sont interdits pour les particuliers : l'arrosage des espaces verts sauf potagers, arbres arbustes de 7h à 20h le remplissage des piscines le lavage des véhicules.

AUBAGNE
Inscriptions pour la Fête de la musique

Comme chaque année, Nomades Kultur est en charge de la direction artistique et de la coordination de la Fête de la Musique, organisée par le service culturel de la Ville pour transformer la ville en un véritable festival de toutes les musiques. Inscriptions sur aubagne.fr

ANNONCES LÉGALES
HABILITÉ À PUBLIER PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

BOUCHES-DU-RHÔNE

Tél. 04 91 57 75 74
annonceslegales@lamarseillaise.fr

Ville de Martigues — Aix Marseille Provence — Territoire Pays de Martigues

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE
MODIFICATION N° 1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE MARTIGUES

Par arrêté n° 009/22 du 12 avril 2022, Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues a ordonné l'ouverture de l'enquête publique relative à la modification n°1 du PLU de Martigues.
Cette procédure doit permettre l'amélioration de la forme urbaine, le renforcement de la règlementation des zones soumises au ruissellement pluvial, le reclassement de la zone UB du site Picasso en zone à vocation économique UE, le reclassement d'une partie de la zone UE du secteur Figuerolles en zone UC, le reclassement d'une zone UB en UC au secteur Coudoulière, l'apport de précisions et d'adaptations règlementaires, la création, modification et suppression d'emplacements réservés, la mise à jour des annexes et la rectification d'erreurs matérielles.
Deux examens au cas par cas ont été réalisés dans le cadre de cette procédure, le projet de modification ayant évolué au cours de son élaboration. L'autorité compétente en matière d'environnement a conclu par deux fois à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale (décisions n° CU 2020-2646 du 14 septembre 2020 et n° CU 2022-3049 du 25 mars 2022). Ces avis seront intégrés au dossier soumis à enquête publique.
Monsieur Philippe BOURDELON, juriste immobilier, en activité, a été désigné par Madame la Première Vice-Présidente du Tribunal Administratif de Marseille en tant que Commissaire Enquêteur par décision n° E21000077/13 du 28 juillet 2021.
L'enquête publique se tient du lundi 16 mai 2022 jusqu'au jeudi 16 juin 2022 inclus, soit pendant 32 jours consécutifs.
Les pièces du dossier, ainsi que les registres d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le Commissaire Enquêteur, seront déposés et consultables par le public pendant toute la durée de l'enquête publique :
Au **Service Aménagement et Développement Durable du Conseil de Territoire du Pays de Martigues** Rond-Point de l'Hôtel de Ville – 13500 MARTIGUES, du lundi au vendredi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00 ; à l'exception des samedis et dimanches.
À la **Direction de l'Urbanisme de la Mairie de Martigues** Avenue Louis Sammut – 13500 MARTIGUES, du lundi au vendredi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00 ; à l'exception des samedis et dimanches.
Sur le **Registre dématérialisé** à l'adresse suivante : **https://www.registre-numerique.fr/modification-n1-plu-martigues**
Le public pourra également prendre connaissance du dossier et consigner ses observations, propositions et contrepropositions sur ce registre dématérialisé ou par email à l'adresse :
modification-n1-plu-martigues@mail.registre-numerique.fr
Le public pourra également prendre connaissance du dossier d'enquête publique sur un poste informatique mis à disposition sur les lieux précités.
Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de Monsieur Gaby CHARROUX, Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, dès la publication du présent arrêté.
Les observations du public sont communicables aux frais de la personne qui en fait la demande, dans les conditions prévues par le Code des Relations entre le Public et l'Administration, pendant toute la durée de l'enquête.
Permanences du Commissaire Enquêteur :
Au **Service Aménagement et Développement Durable du Conseil de Territoire du Pays de Martigues :**
- Le lundi 16 mai de 9 h 00 à 12 h 00 pour l'ouverture de l'enquête publique à 9 h 00 ;
- Le mardi 24 mai de 9 h 00 à 12 h 00 ;
- Le lundi 30 mai de 9 h 00 à 12 h 00 ;
- Le mercredi 8 juin de 9 h 00 à 12 h 00 ;
- Le jeudi 16 juin de 14 h 00 à 17 h 00 pour la clôture de l'enquête publique à 17 h 00.

À la **Direction de l'Urbanisme de MARTIGUES :**
- Le lundi 16 mai de 14 h 00 à 17 h 00 ;
- Le mardi 24 mai de 14 h 00 à 17 h 00 ;
- Le lundi 30 mai de 14 h 00 à 17 00 ;
- Le mercredi 8 juin de 14 h 00 à 17 h 00 ;
- Le jeudi 16 juin de 9 h 00 à 12 h 00

Le Service Aménagement et Développement Durable du Conseil de Territoire du Pays de Martigues est l'interlocuteur sur ce projet (04 42 06 90 23) et pourra apporter toutes informations relatives à l'organisation de l'enquête publique.
Toute personne pourra prendre connaissance du dossier et consigner ses observations, propositions et contrepropositions sur les registres d'enquête mis à disposition du public au Service Aménagement et Développement Durable du Conseil de Territoire du Pays de Martigues et à la Direction de l'Urbanisme en mairie de Martigues. Elles pourront également être adressées par correspondance au Commissaire Enquêteur aux adresses postales du Service Aménagement et Développement Durable du Conseil de Territoire du Pays de Martigues et de la Direction de l'Urbanisme de Martigues précédemment mentionnées dans cet avis.
Le rapport et les conclusions motivées du Commissaire Enquêteur seront tenus à la disposition du public, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, au **Service Aménagement et Développement Durable** du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, à la **Direction de l'Urbanisme** en mairie de Martigues et sur **internet** : **https://www.registre-numerique.fr/ampmetropole** et **http://www.paysdemartigues.fr/** pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.
La modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues sera approuvée par délibération du Conseil de la Métropole en tant qu'autorité compétente.

Le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues
Gaby CHARROUX

202203251

Vie des sociétés

DISSOLUTION

SARL MEZOUAR au capital de 1 000 euros
Siège social : 10 RUE DE LA REPUBLIQUE
13001 MARSEILLE
N° 892 430 729 RCS MARSEILLE

Le 31/03/2022, l'AGE a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 31/03/2022. Monsieur BEN HAMMOUDA Nizar demeurant 5 Boulevard Camille Flammarion 13001 Marseille, a été nommé Liquidateur. Le siège de liquidation a été fixé au 10 RUE DE LA REPUBLIQUE 13001 MARSEILLE. Mention sera faite au RCS de MARSEILLE.

202203297

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte SSP, il a été constitué une SAS dénommée :
FAST EVENTS
Capital social : 1 000 euros.
Siège social : 35 Allée Saint Jean – 13010 MARSEILLE
Objet : Aménagement de stands et superficies pour actions évènementielles
Président : Monsieur Samir BENAMEUR, demeurant à MARSEILLE – 13010 – 35, allée Saint jean
Clause d'agrément : Les statuts contiennent une clause d'agrément des cessions de parts.
Clause d'admission : Tout associé peut participer aux assemblées quel que soit le nombre de ses actions, chaque action donnant droit à une voix.
Durée de la société : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de MARSEILLE.

202203299

Votre contact :
04 91 57 75 74
annonceslegales@lamarseillaise.fr
Devis sur demande
La Marseillaise

PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Départementale
des Territoires et de la Mer
des Bouches-du-Rhône

AR: 2C 162 914 26351

Service Urbanisme et Risques /Pôle Aménagement
Affaire suivie par : Mathieu EQUOY
Tél : 04 65 38 63 47
04 65 38 63 76

mathieu.equoy@bouches-du-rhone.gouv.fr

Marseille, le 19 MAI 2022

le Directeur

à

Madame la Présidente
de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Objet : Avis sur le dossier de modification n°1 du PLU de la commune de Martigues

Par courrier du 12 avril 2022, vous m'avez transmis pour avis le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Martigues prescrit par l'arrêté n° 19/259/CM du 19 décembre 2019 de la Métropole Aix-Marseille Provence.

Le projet prévoit de nombreuses évolutions et notamment des changements de vocation de zones entre habitat et économie, l'augmentation des coefficients de pleine terre, modification/suppression d'emplacements réservés ou encore des compléments aux Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP).

L'analyse du dossier appelle les remarques suivantes :

Nécessité de mise en cohérence et de justification

- Le changement de zonage sur le secteur de Figuerolles, afin de favoriser un projet de résidence senior doit d'être justifié en termes de besoin au regard du périmètre déclassé (2 ha) et des risques.

  En effet, le secteur Figuerolles est exposé à un aléa feu de forêt important et la nature du projet le rend vulnérable. Une attention particulière sera apportée afin de vérifier l'opportunité d'un tel projet avec le PPRIF en cours d'élaboration.

  De plus, comme rappelé par la DDTM lors de la réunion du 09 septembre 2021, une étude hydraulique du secteur aurait dû être diligentée pour identifier précisément les zones inondables inconstructibles. Ainsi, dans le cas où le projet serait possible, une attention particulière devra être portée à la gestion de crise et les secours liés à cette résidence pour personnes âgées.

- L'augmentation des coefficients d'espaces vert vise à améliorer la perméabilité des sols. Cette évolution ne doit cependant pas contrevenir à l'application des autres règles, en réduisant notamment la densification des tissus urbains concernés. Or, dans certains secteurs tels que les zones UAc, l'augmentation des espaces de pleine terre à hauteur de 40 % est susceptible de remettre en

cause les emprises au sol de 60 % prévues sur ce tissu urbain. En effet, les besoins liés aux espaces de stationnement par exemple, seront alors comptabilisés sur la part de l'emprise au sol. Aussi, l'évolution de ces espaces, doit a minima s'accompagner d'une évolution du lexique concernant la notion d'espaces de pleine terre et/ou proposer une alternative pour les places de stationnement éco-aménagées. Par ailleurs, ces évolutions apparaissent nécessaires pour assurer les objectifs sur la perméabilité des sols, à l'image de la dérogation accordée au profit des piscines.

- Les évolutions de zonages économie / habitat sur les sites Picasso et Figuerolles mettent en avant le projet de développement économique qui doit être apprécié à une échelle globale.
  D'autres évolutions sont envisagées à proximité sur le tissu économique concernant le secteur Escaillon de Martigues, et aussi sur la zone d'activité des Étangs à Saint-Mitre-les-Remparts. C'est pourquoi, une réflexion sur le développement économique d'ensemble devra être mené dans le cadre du PLUi déjà engagé, en lien avec la future requalification de la RN 568.

- L'OAP Escaillon compte sur sa partie nord-est un secteur à vocation économique qui évolue vers une vocation habitat sans justification. Cette évolution non explicitée est contraire au règlement graphique. Ainsi, résultant a priori d'une erreur matérielle, l'OAP doit être corrigée en conséquence.

- Concernant l'OAP Bastide, le projet prévoit une évolution de la zone de ruissellement qui n'est pas justifiée. Si le périmètre est majoritairement élargi, un très faible secteur n'apparaît plus concerné par le ruissellement.
  Sur ce sujet qui concerne l'ensemble des OAP du PLU, la DDTM renouvelle sa demande de mise à disposition de l'étude intégrée au PLU, issue d'un zonage d'assainissement pluvial, sur laquelle se basent les planches graphiques du PLU afin de vérifier la cohérence de cette étude avec le règlement.

- Le projet de modification prévoit une évolution de l'article G.1.2.8 du règlement écrit relatif à la reconstruction des bâtiments. Si cette rédaction n'appelle pas de remarque de fond, il est nécessaire d'en améliorer la clarté en distinguant bien dans un paragraphe ce qui est interdit de ce qui peut être autorisé dans un autre. En ce sens, il est recommandé de reporter les deux derniers alinéas, concernant l'interdiction de reconstruction après sinistre feu de forêt ou crue, dans le premier paragraphe.

L'amélioration de la lisibilité des OAP

Des évolutions ont été apportés sur les différentes OAP du PLU de Martigues afin d'en améliorer la lisibilité. Toutefois, certaines évolutions à l'inverse nuisent à la compréhension de celles-ci :

- OAP St-Jean : la zone de ruissellement est moins lisible et la différentiation entre la zone de ruissellement et de rétention dans la légende est source d'incompréhension.

- OAP Ecopolis Est : la superposition de la zone de ruissellement et du PPRT n'assure pas une bonne lisibilité.

- OAP Bonnieu : la couleur du périmètre de l'arrêté biotope entre la légende et la carte est source de confusion.

- OAP Baumaderie et Littoral : la lisibilité semble moins aisée que dans la forme existante. Par ailleurs, le rajout d'éléments du paysage dans le schéma hors du périmètre de l'OAP n'est pas explicité ; bien que, hors périmètre il peut être source d'incohérence entre les pièces du PLU.

- OAP littoral partie 2 : l'ajout d'une couleur spécifique sur le centre commercial au nord peut laisser penser qu'il est concerné par le ruissellement urbain ; cela mérite d'être clarifié.

Remarques complémentaires

Il peut être regretté que le projet de modification n'ait pas intégré également :

- la mise en conformité du zonage avec le jugement du tribunal administratif, en ce qui concerne les deux anciennes OAP des Laurons (ex-OAP n°6) et de Bonnieu (ex-OAP n°14 secteur 1). Ces deux secteurs doivent être classés en zone inconstructible au titre du risque incendie de forêt et en zone N (notamment la zone Uta du secteur Bonnieu).
- la prise en compte des remarques formulées sur la thématique des risques naturels dans le cadre de l'avis après arrêt du PLU et rappelées lors des différentes réunions et sollicitations intervenues depuis 2017.

En conclusion, j'émets un avis favorable sur le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Martigues, sous réserve de la prise en compte de toutes les observations indiquées ci-avant.

Le Directeur Départemental
des Territoires et de la Mer 13

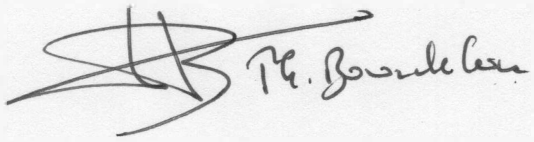
Jean-Philippe d'ISSERNIO

Copie : Commune de Martigues
Président du Conseil du Territoire Pays de Martigues

Fait à Marseille, le 11 juillet 2022

Le Commissaire Enquêteur

Philippe BOURDELON



CONCLUSIONS MOTIVÉES DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Philippe BOURDELON

MODIFICATION N°1 DU PLU DE LA COMMUNE DE MARTIGUES

ARRETE N°19/259/CM DU 19 DECEMBRE 2019 DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE

I. Sur la question des changements de zone

1. Reclassement du secteur PICASSO situé en zone UB, en zone UE

Le secteur PICASSO d'une surface d'environ 3ha, se situe non loin de voies autoroutières (extérieures en direction de Fos – Arles, et voies d'accès vers Lavera et autoroute), et ainsi que de la zone Lavera et dont il ne serait pas pertinent de permettre la construction d'immeubles collectifs à cause de la persistance de nuisances tels que bruits (Circulation permanente), et quelque peu loin de toutes commodités (commerces de proximité, transports en commun) - Le Commissaire enquêteur émet un avis favorable à ce changement de zone

2. Reclassement d'une partie de la zone UE du secteur FIGUEROLLES en zone UC

Le reclassement en zone UE du secteur FIGUEROLLES a pour objectif de permettre la construction d'une résidence sénior anticipant de ce fait la constatation du vieillissement de la population de la ville de Martigues générant de ce fait de nouveaux besoins. L'implantation de cette résidence s'inscrit dans un environnement entre autres des commerces de proximité. Eu égard aux inquiétudes soulevées par la perspective d'une lutte contre les inondations (présence de thalwegs secs) en cas de fortes pluies eu égard au changement climatique et au risque d'incendie ont les risques sont maitrisés par la mairie de Martigues - Le Commissaire enquêteur émet un avis favorable à ce changement de zone

3. Reclassement d'une partie de la zone UB en zone UC au secteur de la COUDOULIERE

II. Sur la question des emplacements réservés et ajout de servitudes d'utilité publique

La question de la création et de la réduction d'emplacements réservés permettent soit la récupération de surfaces à la suite de la réalisation d'un contournement routier Martigues/Port de Bouc permettant soit l'amélioration de la circulation urbaine entre la RN 568 et le vallon du Pauvre Homme, et aussi notamment à la suite d'un projet d'élargissement du chemin du vieux moulin à Saint Julien, ou bien l'accès pour tenir compte de l'implantation du futur collège Marcel Pagnol. Une reconfiguration de l'espace urbain par la suppression de l'emplacement réservé relatif à la liaison piétonne entre l'avenue Kennedy et le chemin de Paradis, et enfin, dans le but de favoriser un raccordement électrique au réseau de pipelines Lavera/La Mède, par la réalisation d'un réseau électrique souterrain offrant une plus grande sécurité qui entre dans l'objectif d'une amélioration de la forme urbaine - Le Commissaire enquêteur émet un avis favorable à ces modifications et suppression d'emplacements réservés

1. Sur la question de la création d'un emplacement réservé n° 102, allées Lavoisier

La création de cet emplacement réservé d'une surface de 691 m² a pour but la réalisation d'un bus à haut niveau de service (BNHS) qui est un concept volontairement souple pour s'adapter aux différents modes de transports, et dont le but est d'apporter aux habitants de Martigues une offre de service améliorée permettant notamment une haute fréquence de passages comprises entre 5 et 10 minutes en heures pleines et moins de 15 minutes en moyenne en heures creuses. Cette forme de transport permet un accès de plain-pied favorisant de ce fait les personnes à mobilité réduite, et permet également un meilleur partage de l'espace urbain entre les piétons et les vélos (par la réalisation de deux pistes cyclables) - Le Commissaire enquêteur émet un avis favorable à la création de cet emplacement réservé tendant à améliorer la mobilité des habitants de la ville de Martigues, et la réappropriation de l'espace public urbain

III. Sur la question de l'amélioration de la représentation graphique des OAP - (Avis favorable)

Ainsi, après avoir

- Procédé à l'examen et à l'analyse des éléments du dossier d'enquête publique relative au PROJET DE MODIFICATION N° 1 DU PLU DE LA COMMUNE DE MARTIGUES

- Procédé à la visite d'un certain nombre de lieux de la commune de Martigues

- Etabli un dialogue avec les services du Conseil de Territoire et cadastre de la commune de Martigues

- Procédé à l'analyse des registres d'enquête

Le Commissaire Enquêteur

CONSIDÉRANT que le dossier présenté est correctement établi et complet

CONSIDÉRANT que le projet de MODIFICATION N° 1 DU PLU DE LA COMMUNE DE MARTIGUES est conforme aux exigences du P.A.D.D

CONSIDÉRANT que le projet de MODIFICATION N° 1 DU PLU DE LA COMMUNE DE MARTIGUES a fait l'objet d'une bonne communication

CONSIDÉRANT que les préoccupations du public ont été correctement comprises, et ne font apparaître d'opposition motivée

A cet égard le Commissaire Enquêteur émet deux recommandations consistant à

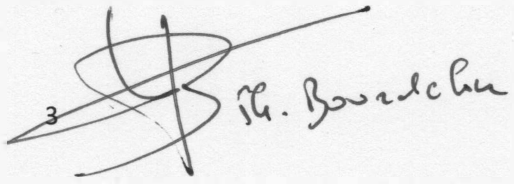
1° Réexaminer le pourcentage d'espaces verts en zone Uac
2° Réexaminer la demande des époux CASTAGNOLA de changement de zone de leur terrain en tenant compte des risques feux de forêt

ÉMET UN AVIS FAVORABLE

A l'approbation par le Conseil de Territoire du pays de Martigues de la MODIFICATION N°1 DU PLU DE LA COMMUNE DE MARTIGUES

Fait à Marseille, le 11 juillet 2022

Le Commissaire Enquêteur
Philippe BOURDELON



Métropole Aix-Marseille-Provence

République Française

Département des Bouches du Rhône

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du jeudi 20 octobre 2022

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 186 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :
Martial ALVAREZ - Daniel AMAR - Sophie AMARANTINIS - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - Julie ARIAS - Sophie ARRIGHI - Gérard AZIBI - Sébastien BARLES - Guy BARRET - Nicolas BAZZUCCHI - Laurent BELSOLA - Mireille BENEDETTI - François BERNARDINI - Sabine BERNASCONI - Julien BERTEI - Eléonore BEZ - Solange BIAGGI - Kayané BIANCO - Marylène BONFILLON - Béatrice BONFILLON-CHIAVASSA - Sarah BOUALEM - Doudja BOUKRINE - Michel BOULAN - Valérie BOYER - Gérard BRAMOULLE - Romain BRUMENT - Romain BUCHAUT - Christian BURLE - Sophie CAMARD - Isabelle CAMPAGNOLA-SAVON - Emilie CANNONE - Laure-Agnès CARADEC - Martin CARVALHO - Eric CASADO - Roland CAZZOLA - Jean-Pierre CESARO - Mathilde CHABOCHE - Saphia CHAHID - Emmanuelle CHARAFE - Philippe CHARRIN - Gaby CHARROUX - Pascal CHAUVIN - Lyece CHOULAK - Jean-David CIOT - Marie-Ange CONTE - Frédéric CORNAIRE - Jean-François CORNO - Jean-jacques COULOMB - Georges CRISTIANI - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Robert DAGORNE - Lionel DE CALA - Bernard DEFLESSELLES - Marc DEL GRAZIA - Christian DELAVET - Bernard DESTROST - Vincent DESVIGNES - Alexandre DORIOL - Cédric DUDIEUZERE - Claude FERCHAT - Stéphanie FERNANDEZ - Olivia FORTIN - Olivier FREGEAC - Lydia FRENTZEL - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - David GALTIER - Eric GARCIN - Gerard GAZAY - Hélène GENTE-CEAGLIO - Jacky GERARD - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Magali GIOVANNANGELI - Jean-Pascal GOURNES - Vincent GOYET - Philippe GRANGE - Hervé GRANIER - Sophie GRECH - Jean-Christophe GRUVEL - Frédéric GUELLE - Sophie GUERARD - Yannick GUERIN - Roger GUICHARD - Frédéric GUINIERI - Olivier GUIROU - Prune HELFTER-NOAH - Claudie HUBERT - Pierre HUGUET - Michel ILLAC - Nicolas ISNARD - Hatab JELASSI - Sébastien JIBRAYEL - Sophie JOISSAINS - Nicole JOULIA - Christine JUSTE - Arnaud KELLER - Didier KHELFA - Philippe KLEIN - Vincent KORNPROBST - Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE - Anthony KREHMEIER - Pierre LAGET - Vincent LANGUILLE - Nathalie LEFEBVRE - Pierre LEMERY - Jessie LINTON - Camélia MAKHLOUFI - Richard MALLIE - Bernard MARANDAT - Remi MARCENGO - Maxime MARCHAND - Régis MARTIN - Marie MARTINOD - Sandrine MAUREL - Caroline MAURIN - Anne MEILHAC - Danielle MENET - Arnaud MERCIER - Marie MICHAUD - Danielle MILON - Véronique MIQUELLY - Férouz MOKHTARI - André MOLINO - Pascal MONTECOT - Claudie MORA - Yves MORAINE - José MORALES - Pascale MORBELLI - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Christian NERVI - Yannick OHANESSIAN - Stéphane PAOLI - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Benoît PAYAN - Roger PELLENC - Christian PELLICANI - Marc PENA - Serge PEROTTINO - Anne-Laurence PETEL - Catherine PILA - Jocelyne POMMIER - Henri PONS - Fabrice POUSSARDIN - Perrine PRIGENT - Marine PUSTORINO-DURAND - Bernard RAMOND - Stéphane RAVIER - Didier REAULT - Dona RICHARD - Jean-Baptiste RIVOALLAN - Pauline ROSSELL - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Isabelle ROVARINO - Lionel ROYER-PERREAUT - Michel RUIZ - Franck SANTOS - Jean-Yves SAYAG - Eric SEMERDJIAN - Jean-Pierre SERRUS - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Jean-Marc SIGNES - Laurent SIMON - Monique SLISSA - Marie-France SOURD GULINO - Gilbert SPINELLI - Etienne TABBAGH - Francis TAULAN - Guy TEISSIER - Nathalie TESSIER - Marcel TOUATI - Martine VASSAL - Amapola VENTRON - Yves VIDAL - Frédéric VIGOUROUX - Yves WIGT - Ulrike WIRMINGHAUS - David YTIER.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :
Véronique PRADEL représentée par Laure-Agnès CARADEC - André BERTERO représenté par Yves WIGT - René-Francis CARPENTIER représenté par Jean-Baptiste RIVOALLAN - Lourdes

MOUNIEN représentée par Dona RICHARD - Sylvaine DI CARO représentée par Gérard BRAMOULLE - Anne REYBAUD représentée par Pascal MONTECOT - Corinne BIRGIN représentée par Romain BRUMENT - Martine CESARI représentée par Jean-Pascal GOURNES - Éric LE DISSES représenté par Henri PONS - Jean-Louis VINCENT représenté par Sophie JOISSAINS - Frank OHANESSIAN représenté par Doudja BOUKRINE - Maryse RODDE représentée par Frédéric VIGOUROUX - Patrick AMICO représenté par Sophie CAMARD - Grégory PANAGOUDIS représenté par Jocelyne POMMIER - Karima ZERKANI-RAYNAL représentée par Kayané BIANCO - Michel AMIEL représenté par Monique SLISSA - Bruno GILLES représenté par Marine PUSTORINO-DURAND - Linda BOUCHICHA représentée par Nathalie LEFEBVRE - Laurence SEMERDJIAN représentée par Camélia MAKHLOUFI - Cédric JOUVE représenté par Marie MICHAUD - Aïcha SIF représentée par Sébastien BARLES - Mireille BALLETTI représentée par Solange BIAGGI - Jean-Marc COPPOLA représenté par Mathilde CHABOCHE - Hervé MENCHON représenté par Eric SEMERDJIAN - Marion BAREILLE représentée par David GALTIER - Marie BATOUX représentée par Jessie LINTON - Eric MERY représenté par Pierre LEMERY - Claude PICCIRILLO représenté par Georges CRISTIANI - Sandrine D'ANGIO représentée par Cédric DUDIEUZERE - Stéphanie GRECO DE CONINGH représentée par Lionel DE CALA - Yves MESNARD représenté par Michel ILLAC - Patrick PIN représenté par Magali GIOVANNANGELI - Jean-Louis CANAL représentée par Frédéric GUINIERI - Patrick GRIMALDI représenté par Eric CASADO - Michel LAN représenté par Serge PEROTTINO - Moussa BENKACI représenté par Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Joël CANICAVE représentée par Olivia FORTIN - Françoise TERME représentée par Régis MARTIN - Nassera BENMARNIA représentée par Prune HELFTER-NOAH - Denis ROSSI représenté par Amapola VENTRON - Gérard FRAU représenté par Laurent BELSOLA - Agnès FRESCHEL représentée par Gilbert SPINELLI - Laure ROVERA représentée par Marcel TOUATI - Michèle RUBIROLA représentée par Vincent KORNPROBST - Anne VIAL représentée par Perrine PRIGENT - Audrey GARINO représentée par Christian PELLICANI - Florian SALAZAR-MARTIN représenté par Gaby CHARROUX - Valérie SANNA représentée par Hervé GRANIER.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :
Nadia BOULAINSEUR - Stéphane LE RUDULIER - Gisèle LELOUIS - Jean-Marie LEONARDIS - René RAIMONDI - Catherine VESTIEU.

Etaient présents et représentés en cours de séance Mesdames et Messieurs :
Vincent DESVIGNES représenté à 15h36 par Fabrice POUSSARDIN - Olivier GUIROU représentée à 16h20 par Franck SANTOS - Pierre HUGUET représenté à 16h40 par Lydia FRENTZEL - Jean-Pierre SERRUS représenté à 16h48 par Christian AMIRATY - Claude FERCHAT représenté à 16h51 par Marie MARTINOD - Anne-Laurence PETEL représentée à 16h54 par Phlippe KLEIN - Nicole JOULIA représentée à 17h par David YTIER - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVE représentée à 17h05 par Frédéric GUELLE - Eric CASADO représenté à 17h07 par Yves VIDAL - Robert DAGORNE représenté à 17h26 par Danièle MILON - François BERNARDINI représenté à 17h40 par Martial ALVAREZ.

Etaient présents et excusés en cours de séance Mesdames et Messieurs :
Sophie GRECH à 15h55 - Georges ROSSO à 16h27 - Sophie AMARANTINIS à 16h28 - Bernard MARANDAT à 16h31 - Sophie JOISSAINS à 16h36 - Lionel ROYER-PERREAUT à 16h38 - Stéphane RAVIER à 16h39 - Gérard AZIBI à 16h46 - Anthony KREHMEIER à 16h46 - Bernard DESTROST, Philippe GRANGE à 16h55 - Vincent KORNPROBST à 16h50 - André MOLINO à 17h01 - Rémi MARCENGO à 17h02 - Sophie ARRIGHI à 17h03 - Yannick OHANESSIAN à 17h06 - Claudie MORA à 17h07 - Maxime MARCHAND à 17h08 - Frédéric CORNAIRE à 17h09 - Lyèce CHOULAK, Sébastien JIBRAYEL à 17h15 - Francis TAULAN, Kayané BIANCO, Marie-Pierre SICARD DESNUELLE, Stéphane PAOLI, Gérard BRAMOULLÉ, Jean-Christophe GRUVEL à 17h20 - Stéphanie HERNANDEZ à 17h21 - Yannick GUERIN à 17h25 - Christian NERVI, Laurent BELSOLA, Roger GUICHARD à 17h30 - Alexandre DORIOL, Anne MEILHAC à 17h35 - Serge PEROTTINO à 17h40 - Michel RUIZ à 17h42 - Pierre LEMERY, Pascale MORBELLI, Isabelle ROVARINO, Ulrike WIRMINGHAUS, Loïc GACHON à 17h45 - Marcel TOUATI, Eléonore BEZ, Arnaud KELLER à 17h48 - Lionel DE CALA, Bernard RAMOND à 17h50 - Christian PELLICANI à 17h59 - Etienne TABBAGH, Daniel AMAR à 18h05 - Ferouz MOKHTARI à 18h08.

Madame la Présidente a proposé au Conseil de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

URBA-011-12613/22/CM

▪ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues - Approbation de la modification n°1

31001

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création en 2016, la Métropole Aix Marseille Provence était organisée en 6 Conseils de Territoires.

Dans ce cadre, et depuis 2018, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU)et de documents en tenant lieu était répartie entre le Conseil de Métropole et les Conseils de Territoires par application de la législation en vigueur et des délégations de compétences consenties par le Conseil de Métropole aux Conseils de Territoires.

La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale dite « Loi 3DS » a mis fin à l'existence des Conseils de Territoire à compter du 1er juillet 2022.

Ainsi à compter de cette date, la compétence en matière de PLU et de documents en tenant lieu est exercée pleinement par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La procédure de modification n°1 du PLU de Martigues exposée dans la présente délibération s'inscrit dans ce contexte juridique.

Pour mémoire, le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues a été approuvé par délibération du Conseil Municipal n° 17-370 du 15 décembre 2017, puis annulé partiellement par jugement du Tribunal administratif de Marseille en date du 15 octobre 2020. Par délibération du Conseil de Métropole du 15 avril 2021, la Métropole a pris en compte ledit jugement.

Par délibération de la commune de Martigues du 20 septembre 2019, puis par délibération du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 17 octobre 2019, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de solliciter de Madame la Présidente l'engagement d'une procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme. Cette procédure a été engagée par arrêté de la Présidente de la Métropole n° 19/259/CM du 19 décembre 2019.

Cette modification consiste à faire évoluer le PLU dans les domaines suivants :

1. L'amélioration de la forme urbaine
2. Le renforcement de la règlementation des zones soumises au ruissellement pluvial
3. Le reclassement de la zone UB du site Picasso en zone à vocation économique UE, le reclassement d'une partie de la zone UE du secteur Figuerolles en zone UC, le reclassement d'une zone UB en UC au secteur Coudoulière.
4. L'apport de précisions et d'adaptations règlementaires
5. La création, modification et suppression d'emplacements réservés
6. La mise à jour des annexes
7. La rectification d'erreurs matérielles

Les pièces du PLU faisant l'objet de modifications sont le rapport de présentation (exposé des motifs des changements apportés, article R.151-5 du code de l'urbanisme)), le règlement (partie écrite et partie graphique), les orientations d'aménagement et de programmation et les annexes.

Ce projet de modification s'inscrit dans le cadre des orientations définies au projet d'aménagement et de développement durables (PADD) dont l'économie générale n'est pas modifiée. Les évolutions envisagées remplissent les conditions définies par le code de l'urbanisme pour y procéder par la voie d'une procédure de modification, conformément à l'article L.153-41.

Saisine de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe)

Conformément au chapitre IV du titre préliminaire du livre 1er de la partie règlementaire du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Martigues a fait l'objet d'un examen au cas par cas de la MRAe. Par décision n° CU 2020-2646 du 14 septembre 2020, la mission régionale d'autorité environnementale a déclaré que le projet de modification n'était pas soumis à évaluation environnementale. Suite à une évolution du projet de modification, la MRAe a été saisie de nouveau et a confirmé par décision n° CU 2022-3049 du 25 mars 2022 que le projet n'était pas soumis à évaluation environnementale.

Notification du projet aux personnes publiques associées et avis émis

Le projet de modification n°1 du PLU de Martigues a été transmis pour avis aux Personnes Publiques Associées le 12 avril 2022.

Par courrier du 19 mai 2022, Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône a émis un avis favorable sous réserve de la prise en compte des observations suivantes :

- Le changement de zonage sur le secteur de Figuerolles (projet de résidence sénior) doit être justifié en termes de besoin au regard du périmètre déclassé (2ha) et des risques (feu de forêt, thalweg potentiellement inondable) ;
    - en réponse à cette observation, il est précisé que dans le cadre de l'élaboration en cours du plan de prévention du risque feu de forêt sur la commune, une visite du site avec la direction départementale du territoire et de la mer (DDTM) et le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) a permis d'affiner le niveau de risque subi, sur la base de la défendabilité du secteur. En l'occurrence, l'urbanisation de ce secteur, en situation de « dent creuse » entre un quartier d'habitat et une zone commerciale défendables permettra de réduire la vulnérabilité de par la constitution d'un front bâti continu. Il apparait par ailleurs que le secteur est bordé par des thalwegs secs, soit des axes d'écoulement des eaux pluviales potentiellement inondables. Cette topographie nécessite ainsi d'implanter les futures constructions en dehors de ces thalwegs. C'est l'objet de l'article G.4.2. des dispositions générales du règlement écrit qui impose un retrait des constructions d'au moins 4 mètres par rapport aux berges des thalwegs ainsi qu'une surélévation de 50 cm du premier plancher habitable, en l'absence d'un niveau de référence des plus hautes eaux.

- L'augmentation des coefficients d'espaces verts pour améliorer la perméabilité des sols ne doit pas contrevenir à l'application d'autres règles; l'augmentation du pourcentage d'espaces de pleine terre de 30 à 40 % en secteur UAc est susceptible de remettre en cause les règles d'emprise au sol de 60 % et de stationnement prévues sur ce tissu urbain ;
    - en réponse à cette observation, qui rejoint également une recommandation de Monsieur le commissaire enquêteur et une observation du public, il est précisé que le coefficient d'espaces verts de 30% actuellement en vigueur en zone UAc sera maintenu.

- Evolutions de zonage économie/habitat en secteurs Picasso et Figuerolles : nécessité de mener une réflexion sur le développement économique d'ensemble dans le cadre du futur PLUi ;

- en réponse à cette observation, il est précisé que le changement de zonage sur le secteur Picasso consiste à adapter le zonage avec son usage et son affectation actuels : ce secteur d'environ 3 hectares aujourd'hui entièrement urbanisé, accueille uniquement des activités économiques à vocation commerciale ou de service, ainsi que des équipements publics et n'a pas vocation à accueillir de l'habitat au regard des nuisances sonores. L'évolution de zonage sur le secteur Figuerolles de 2,5 hectares vise à permettre l'implantation d'une résidence non médicalisée pour personnes âgées autonomes qui répondra aux besoins liés au vieillissement de la population. La réflexion d'ensemble sur le développement économique sera traitée dans le cadre de l'élaboration en cours du PLUi.

- OAP Escaillon : ce secteur à vocation économique évolue vers une vocation habitat sans justification. Cette erreur matérielle devra être corrigée ;
  - en réponse à cette observation, il est précisé qu'il s'agit bien d'une erreur matérielle sur le document graphique de l'OAP, qui sera rectifié.

- OAP Bastides : évolution de la zone de ruissellement non justifiée (un faible secteur n'est plus concerné) ;
  - en réponse à cette observation, il est précisé que le report de la zone de ruissellement sur les documents graphiques de l'OAP a été mis en stricte concordance avec la zone de ruissellement telle que délimitée au règlement graphique en vigueur.

- Evolution de l'article G1.2.8 du règlement écrit sur la reconstruction de bâtiments détruits : nécessité d'améliorer la rédaction pour plus de clarté ;
  - en réponse à cette observation, il sera proposé une nouvelle rédaction, sans changement au fond.

- La lisibilité des OAP Saint-Jean, Ecopolis Est, Bonnieu, Baumaderie et Littoral, Littoral partie 2 doit être améliorée ;
  - en réponse à cette observation, il est précisé que le manque de lisibilité des documents graphiques des OAP résulte de la compression des fichiers numériques. Le dossier final ne sera pas compressé.

- Concernant les anciennes OAP des Laurons et de Bonnieu secteur 1, la mise en conformité du zonage avec le jugement du Tribunal Administratif en date du 15 octobre 2020 n'apparaît pas dans le projet de modification, tout comme la prise en compte des remarques formulées sur la thématique des risques naturels au moment de l'arrêt du PLU et par la suite.
  - en réponse à cette observation, il est précisé que le PLU en vigueur a d'ores et déjà été mis en conformité avec le jugement du tribunal administratif de Marseille visé dans l'avis de Monsieur le Préfet, par délibération du Conseil de Métropole du 15 avril 2021. Les remarques sur les risques naturels non prise en compte lors de la précédente révision du PLU seront étudiées dans le cadre de l'élaboration en cours du PLUi.

Les autres Personnes Publiques Associées n'ont pas émis d'avis.

L'enquête publique

Par arrêté n° 009/22 du 12 avril 2022, Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues a prescrit l'enquête publique. Cette enquête s'est déroulée du lundi 16 mai 2022 à 9h00 au jeudi 16 juin 2022 à 17h00, soit pendant 32 jours consécutifs.

Le public a été régulièrement informé de l'enquête publique :

- par voie d'affichage sur la commune de Martigues, au siège de la Métropole et au siège du Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;

- par publications dans la presse (La Provence et La Marseillaise) les 29 avril et 24 mai 2022 ;
- par parutions sur les sites internet de la commune, du Conseil de Territoire du Pays de Martigues et de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le dossier d'enquête comprenait :

- les pièces administratives ;
- les avis des Personnes Publiques Associées ;
- l'exposé des motifs des changements apportés ;
- le règlement écrit (PLU opposable et modifié)
- le règlement graphique et les annexes (PLU opposable et modifié) ;
- les orientations d'aménagement et de programmation (PLU opposable et modifié).

Pendant toute la durée de l'enquête, l'intégralité du dossier d'enquête publique ainsi que les registres d'enquête ont été tenus à la disposition du public à la mairie de Martigues et au siège du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, aux heures habituelles d'ouverture au public. L'intégralité du dossier et le registre dématérialisé étaient également accessibles en permanence sur le site internet dédié https://www.registre-numerique.fr/modification-n1-plu-martigues.

Le public a pu déposer ses observations et propositions :

- sur les registres d'enquête mis à disposition en mairie de Martigues et au siège du Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- lors des dix permanences tenues par Monsieur le commissaire-enquêteur ;
- en les adressant par écrit à Monsieur le commissaire-enquêteur ;
- sous format électronique sur le registre dématérialisé dédié à l'enquête publique ;
- par courriel à l'adresse électronique modification-n1-plu-martigues@mail.registre-numerique.fr.

L'enquête publique a permis de recueillir 5 observations dans le registre papier mis à disposition au Conseil de Territoire, 2 observations dans le registre papier mis à disposition en Maire de Martigues et 10 observations dans le registre numérique. Les données statistiques du registre numérique font état de 141 visiteurs, 204 téléchargement de documents et 147 visualisations de documents.

Les observations recueillies sont retranscrites et analysées dans le rapport du commissaire enquêteur. La majorité sont des demandes particulières d'évolution du PLU en vue d'augmenter la constructibilité (changement de zonage, suppression d'espaces boisés classés, de marges de recul ou d'emplacements réservés) ou des considérations d'ordre général sur les grandes orientations d'urbanisme. Ces demandes, qui pour l'essentiel impactent les orientations du PADD, ne sont pas susceptibles d'être prises en compte dans le cadre de la présente modification. Une contribution concerne spécifiquement l'augmentation envisagée du pourcentage d'espace verts en UAc et questionne son applicabilité, au regard de la configuration du parcellaire. Deux autres contributions mettent en évidence une délimitation incohérente de zonage entre la zone 1AUc et la zone UC au secteur Barboussade, ainsi qu'entre la zone Np et N, au secteur des Ventrons.

A l'issue de l'enquête publique, Monsieur le commissaire-enquêteur a remis le 11 juillet 2022 son rapport et ses conclusions motivées. Il émet un avis favorable au projet de modification, assorti de deux recommandations :

- réexaminer le pourcentage d'espaces verts en zone UAc ;
- réexaminer la demande de changement de zonage de la parcelle cadastrée section BI n° 35 au secteur Barboussade de 1AUc vers UC, en tenant compte des risques feux de forêt.

Il est proposé de prendre en compte favorablement ces recommandations, en accompagnant le reclassement du secteur Barboussade de prescriptions constructives liées au feu de forêt, compte tenu de la défendabilité du quartier (points d'eau incendie, voies d'accès).

REÇU LE 20 OCT. 22

Les propositions de modifications mineures suite à l'enquête publique

Afin de tenir compte de l'avis de Monsieur le Préfet, des observations du public et des conclusions du commissaire enquêteur, il est proposé d'approuver le dossier tel qu'il a été soumis à enquête publique, en y apportant les évolutions suivantes, qui ne modifient pas l'économie générale du projet de PLU :

- maintien du coefficient d'espaces verts à 30 % en zone UAc à l'identique du PLU en vigueur, au lieu d'un coefficient proposé de 40%;
- correction de l'erreur matérielle sur l'OAP Escaillon (maintien des zonages existants)
- reformulation de la rédaction de l'article G.1.2.8 du règlement écrit ;
- reclassement de la zone 1AUc vers la zone UC de la parcelle cadastrée section BI n° 35 d'une superficie de 9 400 m² au secteur Barboussade ;
- reclassement de la zone Np vers la zone N des parcelles cadastrées section DY n° 99, 100, 101 en partie et 146 d'une superficie de 5 540 m².

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM);
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRE) ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- La délibération de la Commune n°19-248 du 20 septembre 2019 saisissant le Conseil de Territoire du Pays de Martigues afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Martigues ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° URB 025-7128/19/CM du 24 octobre 2019 sollicitant de la Présidente du Conseil de la Métropole l'engagement de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues ;
- L'arrêté n° 19/259/CM du 19 décembre 2019 engageant la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Martigues ;
- La décision n°E21000077/13 du 28 juillet 2021 de la Vice-Présidente du Tribunal Administratif de Marseille désignant Monsieur Philippe BOURDELON en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique portant sur le projet de modification n°1 du PLU de Martigues ;

- L'arrêté n° 009/22 du 12 avril 2022 de Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues portant organisation de l'enquête publique sur le projet de modification n°1 du PLU de Martigues ;
- La délibération cadre n° URBA-001-12092/22/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin relative aux schémas des procédures d'élaboration et d'évolutions des documents d'urbanisme applicables sur la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les avis des Personnes Publiques Associées ;
- Les observations du public ;
- L'avis favorable sur le projet de modification n°1 du PLU de Martigues émis par le commissaire enquêteur dans son rapport et ses conclusions motivées ;
- La saisine pour avis de la commune de Martigues sur la modification n°1 de son PLU préalablement à l'inscription de son approbation à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Plan Local d'urbanisme de la commune de Martigues en vigueur.

Ouï le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'avis favorable avec recommandations du commissaire enquêteur en date du 11 juillet 2022 ;
- Les modifications apportées au projet pour tenir compte des avis émis par les Personnes Publiques Associées, des observations du public durant l'enquête publique et des conclusions du commissaire enquêteur.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues telle qu'annexée à la présente.

Article 2 :

Est précisé que la délibération approuvant la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues :

- sera transmise à Monsieur le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône et Monsieur le Maire de la commune de Martigues ;
- fera l'objet d'un affichage durant un mois à la mairie de Martigues et au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence ainsi que d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le Département ;
- sera publiée sur le site internet de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- sera publiée avec le dossier de modification n°1 qui y est annexé sur le portail national de l'urbanisme, conformément à l'article R153-22 du Code de l'Urbanisme.

Chacune de ces formalités de publicité mentionne le ou les lieux où le dossier de modification n°1 du PLU de la commune de Martigues peut être consulté.

Article 3 :

Est précisé que le dossier de modification n°1 du PLU de la commune de Martigues sera tenu à disposition du public en mairie de Martigues et à la Métropole Aix-Marseille-Provence, au service aménagement et développement durables situé Hôtel de l'Agglomération, rond-point de l'hôtel de ville, Martigues, à leurs jours et heures habituels d'ouverture au public respectifs.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué,
Commande publique,
Aménagement, SCOT - planification (PLUi)
Suivi de la loi 3 DS

Pascal MONTECOT

PLU – Modification n°2 du Plan Local d'urbanisme de la ville de Martigues

ville de Martigues

Le 14 juin 2022
N° 2858 /
Direction de l'Urbanisme
Tel : 04.42.44.31.00
Fax : 04.42.42.11.79
Courriel : dau@ville-martigues.fr
Affaire suivie par : Anne-Laure ROUX

Monsieur Gaby CHARROUX
Président
Conseil de Territoire du Pays de Martigues
Rond Point de l'Hôtel de Ville
13500 MARTIGUES

OBJET : Modification n° 2 du PLU de Martigues

Monsieur le Président,

Suite à la réalisation d'une étude urbaine sur le port de Carro par le Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) des Bouches-du-Rhône, la Ville souhaiterait apporter quelques précisions au Plan Local d'Urbanisme de la Ville en vigueur afin de permettre une meilleure préservation et valorisation du patrimoine bâti du front de port.

En effet, celui-ci a subi ces dernières années, sous la pression immobilière et à la faveur de règles d'urbanisme permissives, une multiplication des projets de surélévation des bâtiments, notamment ceux constituant l'habitat cabanonier typique en front de mer. Ces anciens cabanons de pêcheurs, de taille modeste, en rez-de-chaussée voire R+1 comportant bien souvent un espace extérieur, se voient petit à petit remplacés par des constructions toujours plus imposantes, closes, sur 3 ou 4 niveaux, repliées sur elles-mêmes avec des abords fermés en rez-de-chaussée.

Aussi, un accompagnement de l'évolution de ce quartier devient indispensable aujourd'hui, afin de préserver ce patrimoine architectural exceptionnel de notre Métropole et de notre Département.

L'élément déterminant de cette préservation est la limitation des hauteurs sur un secteur restreint autour du port et de ses abords immédiats, par la constitution d'un plan d'épannelage tel que défini dans l'étude du CAUE. En effet, même si une servitude est déjà inscrite au Plan Local d'Urbanisme au profit du Sémaphore pour assurer la sécurité de la navigation maritime et des marins en limitant la hauteur, elle n'est malheureusement pas suffisante pour assurer une préservation parfaite du patrimoine architectural bâti et des grandes perspectives paysagères de ce site remarquable.

En complément de cet objectif, il est également important de déterminer un principe de fractionnement qui permettra, quant à lui, de traiter l'aspect architectural sur une largeur maximale des façades, afin d'éviter des linéaires massifs par la fusion de plusieurs parcelles mitoyennes, ce qui aboutirait à un appauvrissement architectural des fronts urbains.

Au même titre que le plan d'épannelage existant pour le quartier dit de l'Île (pièce 04B - planche 21 du PLU), la commune de Martigues souhaite, dans le cadre d'une modification n° 2 du document d'urbanisme en vigueur, intégrer au PLU le plan d'épannelage et de fractionnement du quartier du port de Carro, que je vous transmets en pièce jointe.

Un dernier élément à intégrer au document d'urbanisme est le maintien des retraits non-construits par rapport aux limites sur voie, ce qui permettrait également une meilleure insertion des projets nouveaux dans le quartier. Bien entendu, des implantations différentes pourraient être admises, si celles-ci contribuent à un meilleur ordonnancement de l'espace urbain et sous réserve d'une insertion paysagère, environnementale et architecturale satisfaisante.

En somme, cette étude a mis en évidence la nécessité de préserver ce site unique dans notre Département et de le mettre en valeur, sans pour autant en empêcher son évolution.

Aussi, c'est dans ce cadre que je vous sollicite, afin d'engager une procédure de modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Martigues et intégrer ces éléments d'ordre règlementaire.

Je vous en remercie par avance et vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

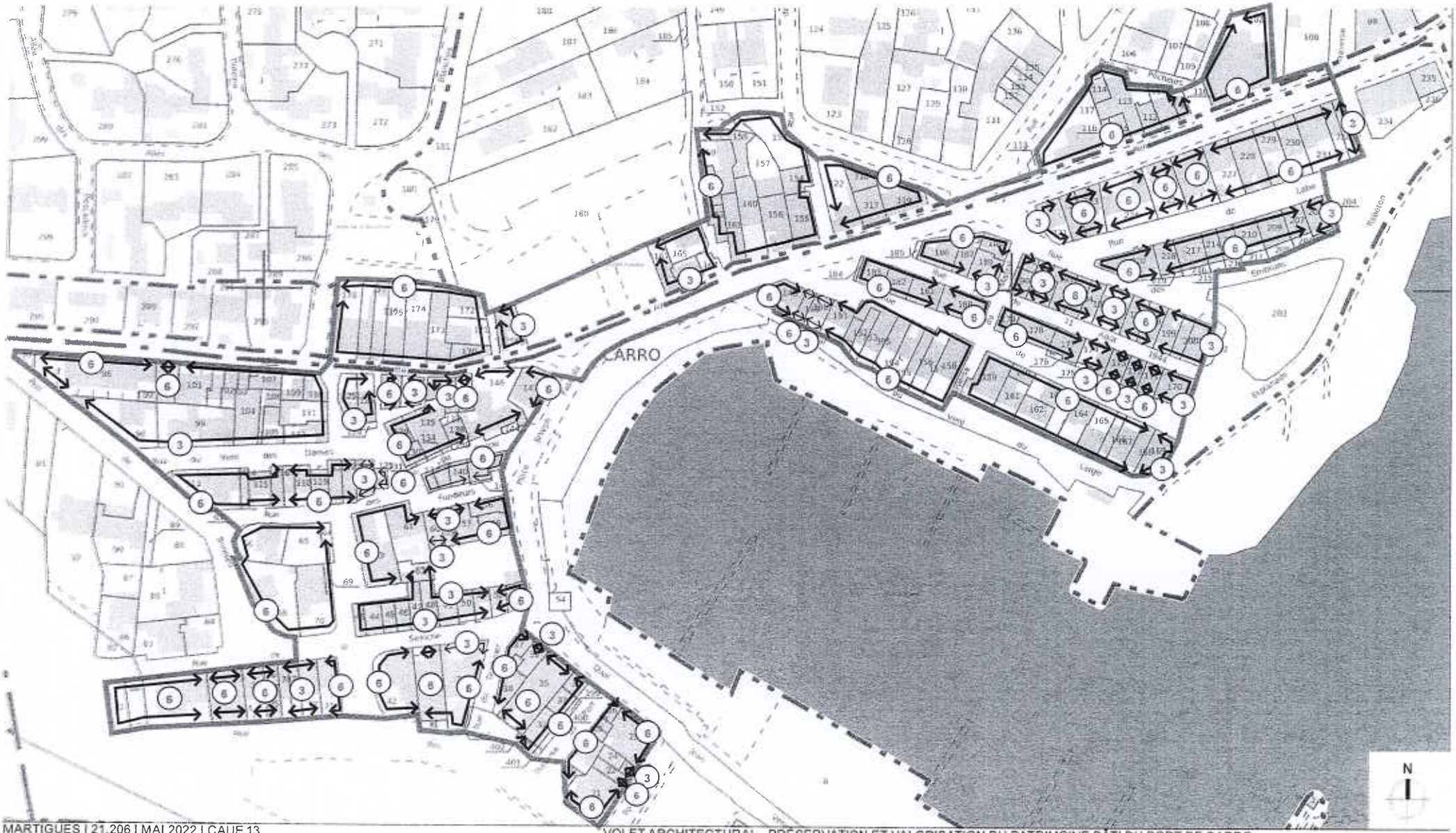
Le Maire

Gaby CHARROUX

PJ : Proposition de Plan d'épannelage et de fractionnement sur le secteur du Port de Carro

Copie : Métropole Aix-Marseille Provence

PROJET DE PLAN D'EPANNELAGE ET DE FRACTIONNEMENT - SECTEUR DE CARRO



Métropole Aix-Marseille-Provence | République Française | Département des Bouches du Rhône

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du jeudi 20 octobre 2022

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 186 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :
Martial ALVAREZ - Daniel AMAR - Sophie AMARANTINIS - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - Julie ARIAS - Sophie ARRIGHI - Gérard AZIBI - Sébastien BARLES - Guy BARRET - Nicolas BAZZUCCHI - Laurent BELSOLA - Mireille BENEDETTI - François BERNARDINI - Sabine BERNASCONI - Julien BERTEI - Eléonore BEZ - Solange BIAGGI - Kayané BIANCO - Marylène BONFILLON - Béatrice BONFILLON-CHIAVASSA - Sarah BOUALEM - Doudja BOUKRINE - Michel BOULAN - Valérie BOYER - Gérard BRAMOULLE - Romain BRUMENT - Romain BUCHAUT - Christian BURLE - Sophie CAMARD - Isabelle CAMPAGNOLA-SAVON - Emilie CANNONE - Laure-Agnès CARADEC - Martin CARVALHO - Eric CASADO - Roland CAZZOLA - Jean-Pierre CESARO - Mathilde CHABOCHE - Saphia CHAHID - Emmanuelle CHARAFE - Philippe CHARRIN - Gaby CHARROUX - Pascal CHAUVIN - Lyece CHOULAK - Jean-David CIOT - Marie-Ange CONTE - Frédéric CORNAIRE - Jean-François CORNO - Jean-jacques COULOMB - Georges CRISTIANI - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Robert DAGORNE - Lionel DE CALA - Bernard DEFLESSELLES - Marc DEL GRAZIA - Christian DELAVET - Bernard DESTROST - Vincent DESVIGNES - Alexandre DORIOL - Cédric DUDIEUZERE - Claude FERCHAT - Stéphanie FERNANDEZ - Olivia FORTIN - Olivier FREGEAC - Lydia FRENTZEL - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - David GALTIER - Eric GARCIN - Gerard GAZAY - Hélène GENTE-CEAGLIO - Jacky GERARD - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Magali GIOVANNANGELI - Jean-Pascal GOURNES - Vincent GOYET - Philippe GRANGE - Hervé GRANIER - Sophie GRECH - Jean-Christophe GRUVEL - Frédéric GUELLE - Sophie GUERARD - Yannick GUERIN - Roger GUICHARD - Frédéric GUINIERI - Olivier GUIROU - Prune HELFTER-NOAH - Claudie HUBERT - Pierre HUGUET - Michel ILLAC - Nicolas ISNARD - Hatab JELASSI - Sébastien JIBRAYEL - Sophie JOISSAINS - Nicole JOULIA - Christine JUSTE - Arnaud KELLER - Didier KHELFA - Philippe KLEIN - Vincent KORNPROBST - Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE - Anthony KREHMEIER - Pierre LAGET - Vincent LANGUILLE - Nathalie LEFEBVRE - Pierre LEMERY - Jessie LINTON - Camélia MAKHLOUFI - Richard MALLIE - Bernard MARANDAT - Remi MARCENGO - Maxime MARCHAND - Régis MARTIN - Marie MARTINOD - Sandrine MAUREL - Caroline MAURIN - Anne MEILHAC - Danielle MENET - Arnaud MERCIER - Marie MICHAUD - Danielle MILON - Véronique MIQUELLY - Férouz MOKHTARI - André MOLINO - Pascal MONTECOT - Claudie MORA - Yves MORAINE - José MORALES - Pascale MORBELLI - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Christian NERVI - Yannick OHANESSIAN - Stéphane PAOLI - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Benoît PAYAN - Roger PELLENC - Christian PELLICANI - Marc PENA - Serge PEROTTINO - Anne-Laurence PETEL - Catherine PILA - Jocelyne POMMIER - Henri PONS - Fabrice POUSSARDIN - Perrine PRIGENT - Marine PUSTORINO-DURAND - Bernard RAMOND - Stéphane RAVIER - Didier REAULT - Dona RICHARD - Jean-Baptiste RIVOALLAN - Pauline ROSSELL - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Isabelle ROVARINO - Lionel ROYER-PERREAUT - Michel RUIZ - Franck SANTOS - Jean-Yves SAYAG - Eric SEMERDJIAN - Jean-Pierre SERRUS - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Jean-Marc SIGNES - Laurent SIMON - Monique SLISSA - Marie-France SOURD GULINO - Gilbert SPINELLI - Etienne TABBAGH - Francis TAULAN - Guy TEISSIER - Nathalie TESSIER - Marcel TOUATI - Martine VASSAL - Amapola VENTRON - Yves VIDAL - Frédéric VIGOUROUX - Yves WIGT - Ulrike WIRMINGHAUS - David YTIER.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :
Véronique PRADEL représentée par Laure-Agnès CARADEC - André BERTERO représenté par Yves WIGT - René-Francis CARPENTIER représenté par Jean-Baptiste RIVOALLAN - Lourdes

MOUNIEN représentée par Dona RICHARD - Sylvaine DI CARO représentée par Gérard BRAMOULLE - Anne REYBAUD représentée par Pascal MONTECOT - Corinne BIRGIN représentée par Romain BRUMENT - Martine CESARI représentée par Jean-Pascal GOURNES - Éric LE DISSES représenté par Henri PONS - Jean-Louis VINCENT représenté par Sophie JOISSAINS - Frank OHANESSIAN représenté par Doudja BOUKRINE - Maryse RODDE représentée par Frédéric VIGOUROUX - Patrick AMICO représenté par Sophie CAMARD - Grégory PANAGOUDIS représenté par Jocelyne POMMIER - Karima ZERKANI-RAYNAL représentée par Kayané BIANCO - Michel AMIEL représenté par Monique SLISSA - Bruno GILLES représenté par Marine PUSTORINO-DURAND - Linda BOUCHICHA représentée par Nathalie LEFEBVRE - Laurence SEMERDJIAN représentée par Camélia MAKHLOUFI - Cédric JOUVE représenté par Marie MICHAUD - Aïcha SIF représentée par Sébastien BARLES - Mireille BALLETTI représentée par Solange BIAGGI - Jean-Marc COPPOLA représenté par Mathilde CHABOCHE - Hervé MENCHON représenté par Eric SEMERDJIAN - Marion BAREILLE représentée par David GALTIER - Marie BATOUX représentée par Jessie LINTON - Eric MERY représenté par Pierre LEMERY - Claude PICCIRILLO représenté par Georges CRISTIANI - Sandrine D'ANGIO représentée par Cédric DUDIEUZERE - Stéphanie GRECO DE CONINGH représentée par Lionel DE CALA - Yves MESNARD représenté par Michel ILLAC - Patrick PIN représenté par Magali GIOVANNANGELI - Jean-Louis CANAL représentée par Frédéric GUINIERI - Patrick GRIMALDI représenté par Eric CASADO - Michel LAN représenté par Serge PEROTTINO - Moussa BENKACI représenté par Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Joël CANICAVE représentée par Olivia FORTIN - Françoise TERME représentée par Régis MARTIN - Nassera BENMARNIA représentée par Prune HELFTER-NOAH - Denis ROSSI représenté par Amapola VENTRON - Gérard FRAU représenté par Laurent BELSOLA - Agnès FRESCHEL représentée par Gilbert SPINELLI - Laure ROVERA représentée par Marcel TOUATI - Michèle RUBIROLA représentée par Vincent KORNPROBST - Anne VIAL représentée par Perrine PRIGENT - Audrey GARINO représentée par Christian PELLICANI - Florian SALAZAR-MARTIN représenté par Gaby CHARROUX - Valérie SANNA représentée par Hervé GRANIER.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :
Nadia BOULAINSEUR - Stéphane LE RUDULIER - Gisèle LELOUIS - Jean-Marie LEONARDIS - René RAIMONDI - Catherine VESTIEU.

Etaient présents et représentés en cours de séance Mesdames et Messieurs :
Vincent DESVIGNES représenté à 15h36 par Fabrice POUSSARDIN - Olivier GUIROU représentée à 16h20 par Franck SANTOS - Pierre HUGUET représenté à 16h40 par Lydia FRENTZEL - Jean-Pierre SERRUS représenté à 16h48 par Christian AMIRATY - Claude FERCHAT représenté à 16h51 par Marie MARTINOD - Anne-Laurence PETEL représentée à 16h54 par Phlippe KLEIN - Nicole JOULIA représentée à 17h par David YTIER - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVE représentée à 17h05 par Frédéric GUELLE - Eric CASADO représenté à 17h07 par Yves VIDAL - Robert DAGORNE représenté à 17h26 par Danièle MILON - François BERNARDINI représenté à 17h40 par Martial ALVAREZ.

Etaient présents et excusés en cours de séance Mesdames et Messieurs :
Sophie GRECH à 15h55 - Georges ROSSO à 16h27 - Sophie AMARANTINIS à 16h28 - Bernard MARANDAT à 16h31 - Sophie JOISSAINS à 16h36 - Lionel ROYER-PERREAUT à 16h38 - Stéphane RAVIER à 16h39 - Gérard AZIBI à 16h46 - Anthony KREHMEIER à 16h46 - Bernard DESTROST, Philippe GRANGE à 16h55 - Vincent KORNPROBST à 16h50 - André MOLINO à 17h01 - Rémi MARCENGO à 17h02 - Sophie ARRIGHI à 17h03 - Yannick OHANESSIAN à 17h06 - Claudie MORA à 17h07 - Maxime MARCHAND à 17h08 - Frédéric CORNAIRE à 17h09 - Lyèce CHOULAK, Sébastien JIBRAYEL à 17h15 - Francis TAULAN, Kayané BIANCO, Marie-Pierre SICARD DESNUELLE, Stéphane PAOLI, Gérard BRAMOULLÉ, Jean-Christophe GRUVEL à 17h20 - Stéphanie HERNANDEZ à 17h21 - Yannick GUERIN à 17h25 - Christian NERVI, Laurent BELSOLA, Roger GUICHARD à 17h30 - Alexandre DORIOL, Anne MEILHAC à 17h35 - Serge PEROTTINO à 17h40 - Michel RUIZ à 17h42 - Pierre LEMERY, Pascale MORBELLI, Isabelle ROVARINO, Ulrike WIRMINGHAUS, Loïc GACHON à 17h45 - Marcel TOUATI, Eléonore BEZ, Arnaud KELLER à 17h48 - Lionel DE CALA, Bernard RAMOND à 17h50 - Christian PELLICANI à 17h59 - Etienne TABBAGH, Daniel AMAR à 18h05 - Ferouz MOKHTARI à 18h08.

Madame la Présidente a proposé au Conseil de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

URBA-012-12614/22/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues - Engagement de la procédure de modification n°2

31007

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création en 2016, la Métropole Aix Marseille Provence était organisée en 6 Conseils de Territoires. Dans ce cadre, et depuis 2018, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et de documents en tenant lieu était répartie entre le Conseil de Métropole et les Conseils de Territoires par application de la législation en vigueur et des délégations de compétences consenties par le Conseil de Métropole aux Conseils de Territoires.

La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale dite « Loi 3DS » a mis fin à l'existence des Conseils de Territoire à compter du 1er juillet 2022.

Ainsi à compter de cette date, la compétence en matière de PLU et de documents en tenant lieu est exercée pleinement par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ainsi la procédure de modification n°2 du PLU de Martigues exposée dans la présente délibération s'inscrit dans ce contexte juridique.

Pour mémoire, le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues a été approuvé par délibération du Conseil Municipal n° 17-370 du 15 décembre 2017, puis annulé partiellement par jugement du Tribunal administratif de Marseille en date du 15 octobre 2020.Par délibération du Conseil de Métropole du 15 avril 2021, la Métropole a pris en compte ledit jugement.

Par ailleurs, une procédure de modification n° 1 a été prescrite par arrêté de la Présidente de la Métropole n° 19/259/CM du 19 décembre 2019, et sera proposée pour approbation au vote du présent conseil.

Par courrier du 14 juin 2022, la commune de Martigues a sollicité auprès de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues l'engagement de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme.

Ce projet de modification vise à préserver et valoriser le patrimoine architectural bâti du front du Port de Carro. Dans ce cadre, la commune souhaite intégrer au PLU un plan d'épannnelage et de fractionnement du quartier du Port de Carro et permettre le maintien des retraits non construits par rapport aux limites sur voie. Cette modification pourrait également permettre d'intégrer des adaptations mineures aux dispositions règlementaires et la correction d'erreurs matérielles. Les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par l'article L153-41 du Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant
  dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Schéma de cohérence territoriale Ouest Étang de Berre en vigueur approuvé le 22 octobre 2015 ;
- Le Plan Local d'urbanisme de la commune de Martigues en vigueur ;
- Le courrier de la commune de Martigues en date du 14 juin 2022 ;
- La délibération cadre n° URBA-001-12092/22/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin relative aux schémas des procédures d'élaboration et d'évolutions des documents d'urbanisme applicables sur la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ouï le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Martigues a sollicité auprès de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues l'engagement de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme ;
- Que l'objet de cette modification porte sur la préservation et la valorisation du patrimoine architectural bâti du front du Port de Carro ;
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie de modification ;

Délibère

<u>Article unique</u> :

Est sollicité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de Martigues

Cette proposition mise aux voix est adoptée

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué,
Commande publique,
Aménagement, SCOT - planification (PLUi)
Suivi de la loi 3 DS

Pascal MONTECOT

Présidente de la Métropole

Arrêté n° 22/396/CM

Arrêté d'engagement - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues - Procédure de modification n° 2

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°22/337/CM du 21 octobre 2022 portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Pascal Montecot, 1er vice-président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°URBA-001-12092/22/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2022 approuvant les schémas des procédures d'élaboration et d'évolutions des documents d'urbanisme applicables sur la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de les sécuriser, de leur donner de la lisibilité, et de réaffirmer le rôle des communes dans le dispositif ;

Reçu au Contrôle de légalité le 1 décembre 2022

- Le courrier de la commune de Martigues du 14 juin 2022 sollicitant auprès de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° URBA-012-12614/22/CM du 20 octobre 2022 sollicitant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues en vigueur.

CONSIDÉRANT

- La nécessité de modifier le Plan Local d'Urbanisme pour :
    - Préserver et valoriser le patrimoine architectural bâti du front du Port de Carro grâce à l'intégration d'un plan d'épannelage et de fractionnement du quartier du Port de Carro et en permettant le maintien des retraits non construits par rapport aux limites sur voie (zone UAa) ;
    - Également permettre d'intégrer des adaptations mineures aux dispositions règlementaires et la correction d'erreurs matérielles.
- Qu'il apparaît en conséquence utile d'adapter le Plan Local d'Urbanisme sur ces points ;
- Que la modification n° 2 envisagée aura dès lors pour effet de modifier :
    - Le rapport de présentation ;
    - Le règlement (pièce écrite et pièces graphiques) ;
- Que le projet envisagé ne change pas les orientations définies au projet d'aménagement et de développement durable, qu'il ne réduit pas un espace boisé classé, une zone agricole, ou une zone naturelle et forestière, qu'il ne réduit pas une protection ;
- Que les modifications du Plan Local d'Urbanisme projetées relèvent du champ d'application de la procédure de modification conformément au Code de l'Urbanisme ;
- Qu'à la suite du courrier de la commune de Martigues, le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues ;
- Que la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a donné délégation de fonctions permanente à Monsieur Pascal Montecot, 1er Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dans les domaines de la commande publique, de l'aménagement, du SCOT et de la planification (PLUI), suivi de la loi 3 DS, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

ARRÊTE

Article 1 :

Il est prescrit une procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues.

Article 2 :

La modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues permettra :

- de préserver et valoriser le patrimoine architectural bâti du front du Port de Carro ;

- d'intégrer des adaptations mineures aux dispositions règlementaires et la correction d'erreurs matérielles.

Conformément à l'article L 153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification sera notifié aux Personnes Publiques Associées.

Les modalités d'organisation de l'enquête publique seront précisées par arrêté ultérieurement.

Article 3 :

Conformément à l'article R 421-1 à R 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 1 décembre 2022

"Pour la Présidente et par délégation"
Pascal MONTECOT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

IGEDD
INSPECTION GÉNÉRALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

MRAe
Mission régionale d'autorité environnementale
PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR

Avis conforme n° CU-2023-3372 de la MRAe Provence - Alpes- Côte d'Azur concluant à l'absence de nécessité d'évaluation environnementale de la modification n°2 du plan local d'urbanisme de Martigues (13)

N°saisine CU-2023-3372
N°MRAe 2023ACPACA31

Le Président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) PACA ,

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles R104-33 à R104-37 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n° 2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD) ;

Vu les arrêtés de la ministre de la transition écologique du 11 août 2020 et du 6 avril 2021 portant nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la décision de la MRAe du 15 avril 2021 portant délégation à Philippe Guillard, président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) PACA, Jean-Michel Palette, Jean-François Desbouis membres permanents de l'IGEDD et Sandrine Arbizzi, chargée de mission de l'IGEDD, pour l'adoption de certains actes relatifs à des plans, programmes et documents d'urbanisme ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe PACA adopté le 29 octobre 2020, et notamment son article 6 ;

Vu la réception initiale enregistrée sous le numéro CU-2023-3372 en date du 16/02/23, relative à la modification n°2 du plan local d'urbanisme de la commune de Martigues (13), déposée par la Métropole Aix Marseille Provence en application des articles R.104-33 à 37 du Code de l'urbanisme ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé en date du 20/02/23 ;

Considérant que la commune de Martigues, d'une superficie de 71,44 km², compte 48 506 habitants (recensement 2020) ;

Considérant que le plan local d'urbanisme (PLU), approuvé le 15/12/2017, a fait l'objet d'un avis de la MRAe en date du 05/10/2017 ;

Considérant que la modification n°2 du PLU a pour objet de :

- préserver et valoriser le patrimoine architectural bâti du front du Port de Carro (zone UAa) avec l'intégration d'un plan d'épannelage, l'ajout du principe de fractionnement et le maintien des retraits non construits par rapport aux limites sur voie ;
- intégrer des adaptations mineures aux dispositions réglementaires ;
- corriger une erreur matérielle ;

Considérant qu'au regard des éléments transmis par la personne publique responsable et des enjeux connus par la MRAe, la modification n°2 du plan local d'urbanisme de la commune de Martigues (13) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

REND L’AVIS CONFORME QUI SUIT :

Le projet de modification n°2 du plan local d’urbanisme de la commune de Martigues (13) ne nécessite pas d’évaluation environnementale.

Conformément à l’article R.104-33 du Code de l’urbanisme, la Métropole Aix Marseille Provence rendra une décision en ce sens.

Le présent avis ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs. Il ne dispense pas les éventuels projets permis par ce plan des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

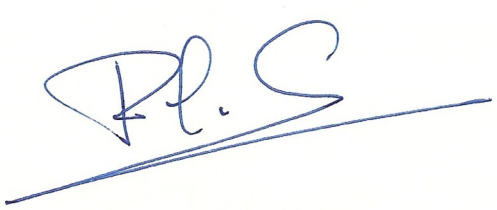
Le présent avis sera joint au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

L’avis est mis en ligne sur le site internet de la MRAe PACA ;

Fait à Marseille, le 13 avril 2023

Pour la MRAe,

Philippe GUILLARD, président de la MRAe PACA



Métropole Aix-Marseille-Provence | République Française | Département des Bouches du Rhône

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du jeudi 29 juin 2023

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 178 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :
Martial ALVAREZ - Daniel AMAR - Sophie AMARANTINIS - Patrick AMICO - Michel AMIEL - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - Sophie ARRIGHI - Gérard AZIBI - Mireille BALLETTI - Sébastien BARLES - Guy BARRET - Marie BATOUX - Nicolas BAZZUCCHI - Laurent BELSOLA - Mireille BENEDETTI - François BERNARDINI - André BERTERO - Eléonore BEZ - Solange BIAGGI - Corinne BIRGIN - Marylène BONFILLON - Béatrice BONFILLON-CHIAVASSA - Sarah BOUALEM - Doudja BOUKRINE - Michel BOULAN - Romain BUCHAUT - Christian BURLE - Sophie CAMARD - Isabelle CAMPAGNOLA-SAVON - Joël CANICAVE - Emilie CANNONE - René-Francis CARPENTIER - Martin CARVALHO - Eric CASADO - Roland CAZZOLA - Martine CESARI - Jean-Pierre CESARO - Saphia CHAHID - Emmanuelle CHARAFE - Pascal CHAUVIN - Jean-David CIOT - Marie-Ange CONTE - Jean-Marc COPPOLA - Jean-François CORNO - Jean-Jacques COULOMB - Georges CRISTIANI - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Lionel DE CALA - Bernard DEFLESSELLES - Marc DEL GRAZIA - Bernard DESTROST - Alexandre DORIOL - Cédric DUDIEUZERE - Monique FARKAS - Claude FERCHAT - Stéphanie FERNANDEZ - Olivia FORTIN - Gérard FRAU - Olivier FREGEAC - Lydia FRENTZEL - Agnès FRESCHEL - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - David GALTIER - Audrey GARINO - Gerard GAZAY - Hélène GENTE-CEAGLIO - Jacky GERARD - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Magali GIOVANNANGELI - Jean-Pascal GOURNES - Vincent GOYET - Philippe GRANGE - Hervé GRANIER - Patrick GRIMALDI - Jean-Christophe GRUVEL - Frédéric GUELLE - Yannick GUERIN - Roger GUICHARD - Frédéric GUINIERI - Olivier GUIROU - Prune HELFTER-NOAH - Claudie HUBERT - Pierre HUGUET - Michel ILLAC - Nicolas ISNARD - Hatab JELASSI - Sophie JOISSAINS - Nicole JOULIA - Cédric JOUVE - Christine JUSTE - Arnaud KELLER - Didier KHELFA - Philippe KLEIN - Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE - Anthony KREHMEIER - Pierre LAGET - Michel LAN - Vincent LANGUILLE - Stéphane LE RUDULIER - Gisèle LELOUIS - Pierre LEMERY - Jessie LINTON - Camélia MAKHLOUFI - Marie MARTINOD - Sandrine MAUREL - Caroline MAURIN - Anne MEILHAC - Arnaud MERCIER - Yves MESNARD - Marie MICHAUD - Danielle MILON - Véronique MIQUELLY - André MOLINO - Yves MORAINE - José MORALES - Pascale MORBELLI - Lourdes MOUNIEN - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Yannick OHANESSIAN - Grégory PANAGOUDIS - Stéphane PAOLI - Benoît PAYAN - Christian PELLICANI - Marc PENA - Serge PEROTTINO - Catherine PILA - Patrick PIN - Jocelyne POMMIER - Henri PONS - Fabrice POUSSARDIN - Perrine PRIGENT - Marine PUSTORINO-DURAND - René RAIMONDI - Bernard RAMOND - Stéphane RAVIER - Didier REAULT - Anne REYBAUD - Dona RICHARD - Jean-Baptiste RIVOALLAN - Maryse RODDE - Denis ROSSI - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Isabelle ROVARINO - Laure ROVERA - Michel RUIZ - Franck SANTOS - Jean-Yves SAYAG - Eric SEMERDJIAN - Jean-Pierre SERRUS - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Aïcha SIF - Jean-Marc SIGNES - Laurent SIMON - Marie-France SOURD GULINO - Gilbert SPINELLI - Etienne TABBAGH - Francis TAULAN - Guy TEISSIER - Françoise TERME - Nathalie TESSIER - Marcel TOUATI - Martine VASSAL - Amapola VENTRON - Frédéric VIGOUROUX - Yves WIGT - Ulrike WIRMINGHAUS - David YTIER - Karima ZERKANI-RAYNAL.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :
Marion BAREILLE représentée par David GALTIER - Moussa BENKACI représenté par Karima ZERKANI-RAYNAL - Sabine BERNASCONI représentée par Catherine PILA - Julien BERTEI représenté par Camélia MAKHLOUFI - Kayané BIANCO représentée par Jean-Christophe GRUVEL - Linda BOUCHICHA représentée par Yves MESNARD - Nadia BOULAINSEUR

Signé le 29 juin 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 4 juillet 2023

représentée par Gilbert SPINELLI - Valérie BOYER représentée par Sarah BOUALEM - Gérard BRAMOULLE représenté par Sophie JOISSAINS - Romain BRUMENT représenté par Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE - Jean-Louis CANAL représenté par Marylène BONFILLON - Laure-Agnès CARADEC représentée par Emmanuelle CHARAFE - Mathilde CHABOCHE représentée par Sébastien BARLES - Philippe CHARRIN représenté par Daniel GAGNON - Gaby CHARROUX représenté par Gérard FRAU - Lyece CHOULAK représenté par Lourdes MOUNIEN - Robert DAGORNE représenté par Georges CRISTIANI - Christian DELAVET représenté par Frédéric GUINIERI - Vincent DESVIGNES représenté par Vincent LANGUILLE - Sylvaine DI CARO représentée par Stéphane PAOLI - Eric GARCIN représenté par Romain BUCHAUT - Stéphanie GRECO DE CONINGH représentée par Lionel DE CALA - Sophie GUERARD représentée par Perrine PRIGENT - Vincent KORNPROBST représenté par Etienne TABBAGH - Philippe LEANDRI représenté par Jean-Pascal GOURNES - Éric LE DISSES représenté par Jean-Baptiste RIVOALLAN - Nathalie LEFEBVRE représentée par Magali GIOVANNANGELI - Richard MALLIE représenté par Roland GIBERTI - Remi MARCENGO représenté par Serge PEROTTINO - Hervé MENCHON représenté par Prune HELFTER-NOAH - Danielle MENET représentée par Alain ROUSSET - Eric MERY représenté par Pierre LEMERY - Pascal MONTECOT représenté par Danielle MILON - Claudie MORA représentée par Nicole JOULIA - Patrick PAPPALARDO représenté par Frédéric GUELLE - Didier PARAKIAN représenté par Pierre LAGET - Roger PELLENC représenté par Marie-Ange CONTE - Anne-Laurence PETEL représentée par Amapola VENTRON - Claude PICCIRILLO représenté par Guy BARRET - Véronique PRADEL représentée par Grégory PANAGOUDIS - Michèle RUBIROLA représentée par Pierre HUGUET - Florian SALAZAR-MARTIN représenté par Laurent BELSOLA - Valérie SANNA représentée par Hervé GRANIER - Laurence SEMERDJIAN représentée par Sandrine MAUREL - Catherine VESTIEU représentée par Samia GHALI - Anne VIAL représentée par Agnès FRESCHEL - Jean-Louis VINCENT représenté par Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :
Julie ARIAS - Nassera BENMARNIA - Frédéric CORNAIRE - Sophie GRECH - Sébastien JIBRAYEL - Jean-Marie LEONARDIS - Bernard MARANDAT - Maxime MARCHAND - Régis MARTIN - Férouz MOKHTARI - Christian NERVI - Frank OHANESSIAN - Pauline ROSSELL - Lionel ROYER-PERREAUT - Monique SLISSA.

Etaient présents et représentés en cours de séance Mesdames et Messieurs :
Franck SANTOS représenté à 15h30 par Yves WIGT – Corinne BIRGIN représentée à 15h34 par GUICHARD Roger – Sophie AMARANTINIS représentée à 14h45 par Gérard GAZAY – Daniel GAGNON représenté à 16h00 par Roland GIBERTI – Gérard AZIBI représenté à 16h10 par Laure ROVERA – Eric CASADO représenté à 16H15 par Patrick GRIMALDI – Emmanuelle CHARAFE représentée 16h19 par Emilie CANNONE – Martine CESARI représentée à 16h40 par Olivier FREGEAC – Marie MARTINOD représentée à 16h50 par Solange BIAGGI – Jean-Jacques COULOMB représenté à 16H55 par Olivier GUIROU – Jean-Pierre SERRUS représenté à 17h00 par Didier KHELFA – Pascale MORBELLI représentée à Loïc GACHON à 17H37.

Etaient présents et excusés en cours de séance Mesdames et Messieurs :
Alain ROUSSET à 15h45 – Pierre HUGUET à 15h45 – Françoise TERME à 15h50 – Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES à 15h50 – Sophie ARRIGHI à 15h51 – Bernard DEFLESSELLES à 16h00 – Georges ROSSO à 16h00 – Philippe GRANGE à 16h25 – René RAIMONDI à 16h25 – Véronique MIQUELLY à 16h34 – Laurent BELSOLA à 16h37 – Monique FARKAS à 16h40 – Michel LAN à 16h40 – Lionel DE CALA à 16h45 – Pascal CHAUVIN à 16h50 – Sébastien BARLES à 16h50 – Nicolas BAZZUCCHI à 16h50 – Claude FERCHAT à 16h50 – Lourdes MOUNIEN à 16h50 – Cédric JOUVE à 16h50 – Christian PELLICANI à 16h50 – Didier REAULT à 16h51 – Patrick AMICO à 16h52 – Pierre LEMERY à 16h53 - Ulrike WIRMINGHAUS à 16h57 – Aicha SIF à 17h19 – Doudja BOUKRINE à 17h42 – Caroline MAURIN à 17h46 – Stéphane RAVIER à 17h53.

Madame la Présidente a proposé au Conseil de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

URBA-006-14307/23/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues / Modification n°2 - Décision de non réalisation d'une évaluation environnementale

59729

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix Marseille Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et de documents en tenant lieu sur l'ensemble de son périmètre.

Par délibération n°URBA-012-12614/22/CM du 20 octobre 2022 le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence, a sollicité auprès de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°2 du PLU de la commune de Martigues. La procédure de modification n°2 du PLU de la commune de Martigues a été prescrite par arrêté n°22/396/CM du 1er décembre 2022.

La procédure de modification n°2 du PLU de la commune de Martigues a pour objet la préservation et la valorisation du patrimoine architectural bâti du front du Port de Carro ainsi que l'intégration d'adaptations mineures aux dispositions règlementaires et la correction d'une erreur matérielle.

En application de l'article R.104-12 3° du Code de l'Urbanisme :
« Les plans locaux d'urbanisme font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion : […]
3° De leur modification prévue à l'article L.153-36, […] , s'il est établi, après un examen au cas par cas réalisé dans les conditions définies aux articles R.104-33 à R.104-37, qu'elle est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement. »

Ainsi, au titre de l'article R104-33 du code de l'urbanisme, la présente procédure a fait l'objet d'un examen au cas par cas réalisé par la Métropole Aix-Marseille-Provence en tant que personne publique responsable. A l'issue de cet examen la Métropole a conclu que le projet n'était pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement. Par conséquent la réalisation d'une évaluation environnementale n'apparait pas nécessaire.

Le projet de modification n°2 du PLU de la commune de Martigues vise à maîtriser le caractère architectural d'un centre villageois historique, le front du port de Carro, secteur déjà urbanisé et raccordé au réseau collectif d'assainissement. De ce fait, il ne présente aucune incidence, directe ou indirecte, sur :

- Les milieux naturels et la biodiversité.
- Le site Natura 2000 le plus proche (Côte Bleue Marine).
- Les zones humides inventoriées sur la commune.
- Le périmètre de protection d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine.
- L'application du PPRN en vigueur sur la zone.
- La qualité de l'air.
- La mobilité.
- L'exposition de la population aux pollutions.

De plus, le projet de modification :

- N'entraine aucune consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers.
- Respecte le schéma d'assainissement pluvial en vigueur.
- N'entraine pas d'augmentation de la population ou l'installation de nouvelles activités susceptibles d'augmenter les eaux usées produites sur le territoire.

- Ne concerne pas de sites et/ou sols pollués.

Bien que le secteur concerné ne fasse pas l'objet d'une protection particulière prévu à l'article L. 631-1 du Code du Patrimoine, l'objet de la modification est de maintenir le caractère typique et pittoresque du front de port de Carro.

Le projet de modification n°2 du PLU de Martigues prévoit également une adaptation réglementaire, ayant pour but de permettre la réalisation d'aménagements/équipements techniques d'intérêt collectif sur l'espace concerné par l'élément du paysage n° VB 34 « Square Gilabert Lavéra » identifié au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme. Cette adaptation n'ouvre pas la possibilité de couper ou abattre les arbres identifiés, et donc le classement de l'élément du paysage identifié est préservé.
Il est également prévu une rectification d'une malfaçon cartographique relative à la délimitation entre la zone UC d'habitat individuel et la zone N au quartier des Esperelles portant sur 889 m².

Aussi, conformément à l'article R. 104-33 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence a saisi le 16 février 2023 la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) pour avis conforme de sa décision de ne pas soumettre le projet de modification n°2 du PLU de la commune de Martigues à évaluation environnementale.

Dans les conditions prévues aux articles R.104-34 à R.104-37 du Code de l'Urbanisme, la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) a rendu un avis conforme n°CU-2023-3372, en date du 13 avril 2023, sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE);
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- La loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;
- La loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale dite « Loi 3DS »;
- La délibération cadre n° URBA-001-12092/22/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2022 approuvant les schémas des procédures d'élaboration et d'évolution des documents d'urbanisme applicables sur la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues et ses évolutions en vigueur ;

- La délibération du Conseil de Métropole n°URBA-012-12614/22/CM du 20 octobre 2022 sollicitant de la Présidente de la Métropole l'engagement de la procédure de modification n°2 du PLU de la commune de Martigues ;
- L'arrêté n°22/396/CM du 1er décembre 2022 engageant la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues ;
- L'avis conforme de la MRAe n°CU-2023-3372 sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale dans le cadre de la procédure de modification n°2 du PLU de la commune de Martigues.

Ouï le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet de modification n°2 du PLU de la commune de Martigues a fait l'objet d'un examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R104-12 et R104-33 et suivants du Code de l'Urbanisme.
- Qu'au vu de cet examen, il est conclu à l'absence de nécessité de réaliser une l'évaluation environnementale du projet de modification n°2 du PLU de la commune de Martigues.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la décision de ne pas réaliser d'évaluation environnementale du projet de modification n°2 du PLU de la commune de Martigues

Article 2 :

La présente délibération fera l'objet :

- D'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence – 58 boulevard Charles Livon 13007 Marseille et en Mairie de Martigues – avenue Louis Sammut 13500 Martigues.
- D'une publication sur le site internet de la Métropole Aix-Marseille-Provence : www.ampmetropole.fr.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué,
Commande publique,
Aménagement, SCOT - Planification (PLUi)
Suivi de la loi 3 DS

Pascal MONTECOT

Signé le 29 juin 2023
Reçu au Contrôle de légalité le 4 juillet 2023

Métropole Aix-Marseille-Provence | République Française | Département des Bouches du Rhône

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du jeudi 22 février 2024

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 184 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :
Martial ALVAREZ - Daniel AMAR - Sophie AMARANTINIS - Patrick AMICO - Michel AMIEL - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - Sophie ARRIGHI - Gérard AZIBI - Marion BAREILLE - Sébastien BARLES - Guy BARRET - Marie BATOUX - Laurent BELSOLA - Mireille BENEDETTI - Nassera BENMARNIA - Sabine BERNASCONI - André BERTERO - Solange BIAGGI - Corinne BIRGIN - Marylène BONFILLON - Béatrice BONFILLON-CHIAVASSA - Sarah BOUALEM - Michel BOULAN - Romain BUCHAUT - Christian BURLE - Sophie CAMARD - Isabelle CAMPAGNOLA-SAVON - Joël CANICAVE - Emilie CANNONE - Laure-Agnès CARADEC - René-Francis CARPENTIER - Martin CARVALHO - Roland CAZZOLA - Martine CESARI - Jean-Pierre CESARO - Saphia CHAHID - Emmanuelle CHARAFE - Philippe CHARRIN - Gaby CHARROUX - Pascal CHAUVIN - Lyece CHOULAK - Jean-David CIOT - Marie-Ange CONTE - Jean-Marc COPPOLA - Frédéric CORNAIRE - Jean-François CORNO - Georges CRISTIANI - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Lionel DE CALA - Bernard DEFLESSELLES - Marc DEL GRAZIA - Christian DELAVET - Bernard DESTROST - Vincent DESVIGNES - Alexandre DORIOL - Cédric DUDIEUZERE - Monique FARKAS - Marc FERAUD - Claude FERCHAT - Stéphanie FERNANDEZ - Olivia FORTIN - Olivier FREGEAC - Lydia FRENTZEL - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - David GALTIER - Chantal GARCIA - Eric GARCIN - Audrey GARINO - Gerard GAZAY - Hélène GENTE-CEAGLIO - Jacky GERARD - Patrick GHIGONETTO - Frédéric GIBELOT - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Jean-Pierre GIORGI - Magali GIOVANNANGELI - Jean-Pascal GOURNES - Vincent GOYET - Philippe GRANGE - Hervé GRANIER - Sophie GRECH - Patrick GRIMALDI - Jean-Christophe GRUVEL - Frédéric GUELLE - Yannick GUERIN - Roger GUICHARD - Frédéric GUINIERI - Prune HELFTER-NOAH - Claudie HUBERT - Pierre HUGUET - Michel ILLAC - Nicolas ISNARD - Hatab JELASSI - Sébastien JIBRAYEL - Nicole JOULIA - Cédric JOUVE - Christine JUSTE - Arnaud KELLER - Didier KHELFA - Philippe KLEIN - Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE - Anthony KREHMEIER - Pierre LAGET - Vincent LANGUILLE - Philippe LEANDRI - Nathalie LEFEBVRE - Gisèle LELOUIS - Pierre LEMERY - Jessie LINTON - Camélia MAKHLOUFI - Richard MALLIE - Bernard MARANDAT - Remi MARCENGO - Maxime MARCHAND - Régis MARTIN - Marie MARTINOD - Sandrine MAUREL - Anne MEILHAC - Hervé MENCHON - Danielle MENET - Arnaud MERCIER - Yves MESNARD - Marie MICHAUD - Danielle MILON - Véronique MIQUELLY - André MOLINO - Pascal MONTECOT - Claudie MORA - José MORALES - Pascale MORBELLI - Lourdes MOUNIEN - Lisette NARDUCCI - Christian NERVI - Yannick OHANESSIAN - Grégory PANAGOUDIS - Patrick PAPPALARDO - Christian PELLICANI - Marc PENA - Catherine PILA - Jocelyne POMMIER - Henri PONS - Fabrice POUSSARDIN - Perrine PRIGENT - Marine PUSTORINO-DURAND - Bernard RAMOND - Stéphane RAVIER - Didier REAULT - Anne REYBAUD - Dona RICHARD - Jean-Baptiste RIVOALLAN - Maryse RODDE - Denis ROSSI - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Isabelle ROVARINO - Laure ROVERA - Michel RUIZ - Franck SANTOS - Jean-Yves SAYAG - Eric SEMERDJIAN - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Aïcha SIF - Laurent SIMON - Marie-France SOURD GULINO - Gilbert SPINELLI - Francis TAULAN - Guy TEISSIER - Françoise TERME - Nathalie TESSIER - Marcel TOUATI - Martine VASSAL - Amapola VENTRON - Catherine VESTIEU - Anne VIAL - Frédéric VIGOUROUX - Jean-Louis VINCENT - Yves WIGT - Ulrike WIRMINGHAUS - David YTIER - Karima ZERKANI-RAYNAL.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :
Julie ARIAS représentée par Martial ALVAREZ - Mireille BALLETTI représentée par Sarah BOUALEM - Nicolas BAZZUCCHI représenté par Marc DEL GRAZIA - Moussa BENKACI

Signé le 22 février 2024
Reçu au Contrôle de légalité le 29 février 2024

représenté par Jean-Christophe GRUVEL - François BERNARDINI représenté par Nicole JOULIA - Julien BERTEI représenté par Pierre LAGET - Eléonore BEZ représentée par Gisèle LELOUIS - Kayané BIANCO représentée par Stéphanie FERNANDEZ - Linda BOUCHICHA représentée par Magali GIOVANNANGELI - Doudja BOUKRINE représentée par Dona RICHARD - Nadia BOULAINSEUR représentée par Roland CAZZOLA - Valérie BOYER représentée par Jean-Baptiste RIVOALLAN - Romain BRUMENT représenté par Frédéric GUELLE - Jean-Louis CANAL représenté par Jean-Pascal GOURNES - Eric CASADO représenté par Patrick GRIMALDI - Mathilde CHABOCHE représentée par Prune HELFTER-NOAH - Jean-Jacques COULOMB représenté par Michel RUIZ - Robert DAGORNE représenté par Georges CRISTIANI - Sylvaine DI CARO représentée par Francis TAULAN - Gérard FRAU représenté par Nathalie LEFEBVRE - Samia GHALI représentée par Lisette NARDUCCI - Philippe GINOUX représenté par David YTIER - Stéphanie GRECO DE CONINGH représentée par Lionel DE CALA - Sophie GUERARD représentée par Pierre HUGUET - Sophie JOISSAINS représentée par Marc FERAUD - Vincent KORNPROBST représenté par Perrine PRIGENT - Caroline MAURIN représentée par Alexandre DORIOL - Eric MERY représenté par Olivia FORTIN - Férouz MOKHTARI représenté par Audrey GARINO - Yves MORAINE représenté par Solange BIAGGI - Roland MOUREN représenté par Laurent SIMON - Stéphane PAOLI représenté par Jean-Louis VINCENT - Didier PARAKIAN représenté par Catherine PILA - Benoît PAYAN représenté par Anthony KREHMEIER - Roger PELLENC représenté par Marie-Ange CONTE - Serge PEROTTINO représenté par Roland GIBERTI - Anne-Laurence PETEL représentée par Philippe KLEIN - Véronique PRADEL représentée par Jocelyne POMMIER - René RAIMONDI représenté par Frédéric VIGOUROUX - Pauline ROSSELL représentée par Lourdes MOUNIEN - Michèle RUBIROLA représentée par Sophie CAMARD - Valérie SANNA représentée par Hervé GRANIER - Laurence SEMERDJIAN représentée par Corinne BIRGIN - Jean-Pierre SERRUS représenté par Christian AMIRATY - Jean-Marc SIGNES représenté par Eric SEMERDJIAN.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :
Agnès FRESCHEL - Michel LAN - Éric LE DISSES - Stéphane LE RUDULIER - Frank OHANESSIAN - Claude PICCIRILLO - Patrick PIN - Lionel ROYER-PERREAUT - Florian SALAZAR-MARTIN - Monique SLISSA - Etienne TABBAGH.

Etaient présents et représentés en cours de séance Mesdames et Messieurs :
Nassera BENMARNIA représentée à 14h30 par Patrick AMICO – Gérard AZIBI représenté à 15h15 par Christine JUSTE – Catherine VESTIEU représentée à 15h30 par Yannick OHANESSIAN – Lisette NARDUCCI représentée à 15h40 par Christian PELLICANI – Pierre HUGUET représenté à 15h45 par Jessie LINTON – Jean-Marc COPPOLA représenté à 15h50 par Joël CANICAVE – Hervé MENCHON représenté à 15h55 par Pierre LEMERY – Françoise TERME représentée à 16h06 par Anne REYBAUD – Jean-David CIOT représenté à 16h23 par Jacky GERARD – Cédric JOUVE représenté à 16h34 par Lydia FRENTZEL – Martine CESARI représentée à 16h37 par Olivier FREGEAC.

Etaient présents et excusés en cours de séance Mesdames et Messieurs :
Nicolas ISNARD à 14h30 – Georges ROSSO à 15h40 – Audrey GARINO à 15h50 – Sophie GRECH à 15h50 – Sébastien JIBRAYEL à 15h56 – Lyece CHOULAK à 15h56 – Gilbert SPINELLI à 15h57 – Sophie AMARANTINIS à 16h02 – Claude FERCHAT à 16h07 – Richard MALLIE à 16h07 – Stéphane RAVIER à 16h10 – Jean-Louis VINCENT à 16h24 – Karima ZERKANI RAYNAL à 16h25 – Marie-Pierre SICARD DESNUELLE à 16h25 – Eric SEMERDJIAN à 16h30 – Amapola VENTRON à 16h31 – Philippe ARDHUIN à 16h33 – Anne VIAL à 16h33 – Martin CARLVALHO à 16h39 – Eric GARCIN à 16h39 – Henri PONS à 16h40 – Emmanuelle CHARAFE à 16h46 – Remi MARCENGO à 16h47 – Hervé GRANIER à 16h51 – Ulrike WIRMINGHAUS à 16h51 – Philippe GRANGE à 16h53 - Bernard DESTROST à 16h57 – Aicha SIF à 17h00.

Madame la Présidente a proposé au Conseil de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

URBA-012-15798/24/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues - Approbation de la modification n°2

80711

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et de documents en tenant lieu.

Par courrier du 14 juin 2022, la commune de Martigues a sollicité auprès de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues l'engagement de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme.

Par délibération n°URBA-012-12614/22/CM du 20 octobre 2022, le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence, a sollicité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°2 du PLU de la commune de Martigues.

Par arrêté n° 22/396/CM du 1er décembre 2022, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé la procédure de modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues.

Ce projet de modification consiste notamment à :

- Préserver et valoriser le patrimoine architectural bâti du front du Port de Carro en introduisant un plan d'épannelage, un principe de fractionnement et enfin en réglementant les retraits existants par rapport aux voies.
- Apporter des précisions et des adaptations règlementaires.
- Rectifier une erreur matérielle.

Les pièces du dossier de Plan Local d'Urbanisme concernées par cette modification sont :

- Le sommaire (Pièce N° 00).
- Le rapport de présentation, par ajout de l'exposé des motifs des changements apportés, conformément à l'article R 151-5 du code de l'urbanisme (Pièce N° 01).
- Le règlement (Pièce N° 04.A- Règlement. Partie écrite du règlement d'urbanisme et pièce N°04.B- Règlement. Partie graphique – Planches 4.7 et 4.22 - du règlement d'urbanisme).
- Les annexes (Pièce N° 05, 05a Servitudes d'Utilités Publiques, 05b1 Périmètre zonage réglementaire, 05d Annexes diverses).
- Les pièces administratives (Pièce N° 06).

Ces adaptations relèvent du champ d'application de la procédure de modification telle que le prévoit le Code de l'Urbanisme et notamment son article L.153-41.

Le dossier de modification n°2 a été transmis pour avis aux personnes publiques associées.
En date du 22 mai 2023, la commune de Martigues a émis un avis favorable au projet de modification n°2.

La Mission Régionale d'Autorité environnementale a rendu un avis conforme en date du 13 avril 2023 concluant à l'absence de nécessité de soumettre le projet de modification n°2 du plan local d'urbanisme de Martigues à une évaluation environnementale.

En conséquence, par délibération n° URBA-006-14307/23/CM du 29 juin 2023, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de ne pas réaliser d'évaluation environnementale du projet de modification n°2 du plan local d'urbanisme de Martigues.

Par décision n°E23000027/13 du 20 avril 2023, Madame la Première Vice-Présidente du Tribunal Administratif de Marseille a désigné Monsieur Laurent MOREAUX en qualité de Commissaire Enquêteur pour l'enquête publique relative à ce projet de modification.

Par arrêté n° 23/355/CM du 19 juillet 2023, Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a ouvert une enquête publique sur le projet de modification n°2 du plan local d'urbanisme de Martigues et en a défini l'organisation. L'enquête publique s'est tenue du mardi 5 septembre au vendredi 6 octobre 2023 inclus, soit pendant 32 jours consécutifs.

17 observations du public ont été inscrites durant l'enquête publique sur les registres papier et numérique mis à disposition. Elles mentionnent les éléments suivants :

- Des demandes de réévaluer à la hausse les hauteurs à l'égout du toit fixées par le plan d'épannelage (pièce n° 4.22).
- Une demande de classement d'une zone A en zone U, qui ne peut s'inscrire dans le cadre d'une modification de droit commun mais dans celui d'une révision.
- Une demande du Réseau de Transport d'Electricité (RTE) de mettre en conformité règlementaire le PLU avec la présence d'ouvrages RTE, même si, comme mentionné dans leur contribution, le projet de modification n°2 du PLU n'est pas concerné par leurs ouvrages.

En date du 13 octobre 2023, le Commissaire Enquêteur a remis en main propre son Procès-Verbal de Synthèse conformément à l'article R123-18 du Code de l'Environnement. Le Commissaire Enquêteur a rendu son rapport, ses conclusions et son avis motivé le 3 novembre 2023. L'avis formulé est favorable sans réserve, assorti d'une recommandation.

Les propositions de modifications mineures suite à l'enquête publique :

Au vu des avis des Personnes Publiques Associées et de l'enquête publique, il est proposé de répondre de la façon suivante aux observations du public ainsi qu'à la recommandation du commissaire enquêteur :

Parmi les observations concernant les demandes de réévaluation à la hausse des hauteurs fixées au plan d'épannelage, certaines situations rapportées peuvent être prise en compte car participant aux objectifs initiaux de préservation et de valorisation de la présente modification. D'autres au contraire vont à l'encontre de ses mêmes objectifs et ne peuvent donc pas s'intégrer dans le cadre de la modification n°2 du PLU.

Il est proposé de fixer à 6 mètres certaines hauteurs, préalablement fixées à 3 mètres, sur le plan d'épannelage (pièce N°04.B- Règlement. Partie graphique – Planches 4.22 - du règlement d'urbanisme) afin de mieux répondre aux objectifs initiaux de la modification du PLU et de réduire l'impact dû aux confrontations de grandes différences de hauteurs entre bâtiments mitoyens.

La saisine de la commune pour avis sur le projet de modification :

La commune de Martigues a été saisie pour avis sur la procédure de modification n°2 du PLU.
En date du 22 mai 2023, la commune de Martigues a émis un avis favorable au projet de modification n°2. Elle a également demandé le retrait du RLP caduc ainsi que la rectification de deux erreurs matérielles. Il est proposé de prendre en compte ces demandes de rectifications.

Plan de Prévention des Risques Technologiques « Lavera » :

Le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) « Lavera » a été approuvé par arrêté préfectoral le 15 mai 2023 sur les communes de Martigues et Port-de-Bouc. Il convient donc de mettre à jour les annexes du PLU de la commune de Martigues en y annexant le PPRT « Lavera » approuvé.

Il convient de soumettre le projet de modification n°2 du PLU de la commune de Martigues à l'approbation du Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- La loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;
- La loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale dite « Loi 3DS » ;
- La délibération cadre n° URBA-001-12092/22/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2022 approuvant les schémas des procédures d'élaboration et d'évolution des documents d'urbanisme applicables sur la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues en vigueur ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°URBA-012-12614/22/CM du 20 octobre 2022 sollicitant de la Présidente de la Métropole l'engagement de la procédure de modification n°2 du plan local d'urbanisme de la commune de Martigues ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° URBA-006-14307/23/CM du 29 juin 2023 portant décision motivée de non-réalisation d'évaluation environnementale du projet de modification n°2 du plan local d'urbanisme de Martigues ;
- L'arrêté n° 22/396/CM du 1er décembre 2022 engageant la procédure de modification n°2 du plan local d'urbanisme de la commune de Martigues ;
- L'arrêté n° 23/355/CM du 19 juillet 2023 portant ouverture et organisation d'une enquête publique sur le projet de modification n°2 du plan local d'urbanisme de la commune de Martigues ;
- La décision n°E23000027/13 du 20 avril 2023 de Madame la première Vice-Présidente du Tribunal Administratif de Marseille désignant Monsieur Laurent MOREAUX en qualité de commissaire enquêteur ;
- L'avis conforme de la MRAe du 13 avril 2023 concluant à l'absence de nécessité de soumettre le projet de modification n°2 du plan local d'urbanisme de Martigues à évaluation environnementale ;
- Les avis des Personnes publiques associées et des organismes consultés ;

- Les observations du public ;
- Le rapport et les conclusions motivées du Commissaire Enquêteur remis le 03 novembre 2023 ;
- L'avis favorable de la commune de Martigues sur le projet de modification n°2 de son Plan Local d'Urbanisme ;
- Le dossier annexé prêt à être approuvé.

Ouï le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet soumis à enquête publique a été modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur.
- Que les modifications proposées après enquête publique ne modifient pas l'économie générale du document.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification n°2 du plan local d'urbanisme de la commune de Martigues telle qu'annexée à la présente délibération.

Article 2 :

La présente délibération fera l'objet :

- D'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en Mairie de Martigues ; mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département.
- D'une publication sur le portail national de l'urbanisme accompagné du dossier de modification n°2 du plan local d'urbanisme de la commune de Martigues.

Elle fera en outre l'objet d'une publication sur le site internet de la Métropole Aix-Marseille-Provence : www.ampmetropole.fr

Article 3 :

Le dossier de modification du PLU de Martigues sera tenu à disposition du public dans les lieux indiqués ci-dessous à leurs jours et heures habituels d'ouverture au public :

- À la Métropole Aix-Marseille-Provence – Service Urbanisme secteur ouest – Division Martigues – Rond-Point de l'Hôtel de Ville – 13500 Martigues.
- En mairie de Martigues - Direction de l'Urbanisme – Avenue Louis Sammut – 13500 Martigues.

Elle est en outre consultable sur le site internet de la Métropole Aix-Marseille-Provence : www.ampmetropole.fr

Signé le 22 février 2024
Reçu au Contrôle de légalité le 29 février 2024

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence en section d'investissement : autorisation de programme n° E210P20D01, opération d'investissement n° 170132200D PLU MARTIGUES, Chapitre 20 Nature 202 Fonction 518.

Ces crédits relèvent de la politique Aménagement de l'espace de la sous-politique Stratégie Territoriale et du programme Stratégie et Planification du Territoire, ils seront exécutés par le service gestionnaire « 3DU ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué,
Commande publique,
Aménagement, SCOT - Planification (PLUi)
Suivi de la loi 3 DS

Pascal MONTECOT

Signé le 22 février 2024
Reçu au Contrôle de légalité le 29 février 2024

PLU – Modification simplifiée n°1 du Plan Local d'urbanisme de la ville de Martigues

Martigues

Le 11 janvier 2024
N° 2024-85/ALR/DS
Direction de l'Urbanisme
Tel : 04.42.44.31.00
Courriel : urba-secretariat@ville-martigues.fr
Affaire suivie par : Anne-Laure ROUX
LR+AR

Madame la Présidente
De la Métropole Aix-Marseille-Provence
2 Bis Boulevard Euroméditerranée
Quai d'Arenc
13002 MARSEILLE

OBJET : Demande d'évolution du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Martigues

Madame la Présidente,

Les services de la Direction Générale des Finances Publiques ont procédé à un remaniement cadastral du territoire Sud de notre commune en 2021.

Le zonage de notre Plan Local d'Urbanisme étant calé sur l'ancienne version du cadastre, il apparait dorénavant de forts décalages entre le PLU en vigueur (limites de zones, emplacements réservés, voies…) et le parcellaire.

Ces incohérences remontent également par le biais du SIG métropolitain SIGMA Geoadvanced qui donne des informations faussées sur les pourcentages des zones PLU concernées par les parcelles.

De plus, le Geoportail de l'urbanisme s'en trouve également impacté et les propriétaires concernés revendiquent des droits à bâtir, car leurs parcelles peuvent maintenant se situer à cheval sur des zones constructibles alors qu'elles ne l'étaient pas auparavant.

Pour toutes ces raisons, je vous prie de bien vouloir engager une procédure d'évolution de notre PLU en vigueur afin de rectifier ces erreurs matérielles.

Je vous en remercie par avance et vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Maire

MAIRIE DE MARTIGUES
Bouches du Rhône

Gaby CHARROUX

Métropole Aix-Marseille-Provence | République Française | Département des Bouches du Rhône

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du jeudi 18 avril 2024

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 166 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :
Martial ALVAREZ - Daniel AMAR - Sophie AMARANTINIS - Patrick AMICO - Michel AMIEL - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - Marion BAREILLE - Sébastien BARLES - Guy BARRET - Marie BATOUX - Nicolas BAZZUCCHI - Laurent BELSOLA - Mireille BENEDETTI - Sabine BERNASCONI - André BERTERO - Eléonore BEZ - Solange BIAGGI - Kayané BIANCO - Corinne BIRGIN - Marylène BONFILLON - Béatrice BONFILLON-CHIAVASSA - Sarah BOUALEM - Jacques BOUDON - Michel BOULAN - Valérie BOYER - Romain BRUMENT - Romain BUCHAUT - Christian BURLE - Sophie CAMARD - Isabelle CAMPAGNOLA-SAVON - Emilie CANNONE - Laure-Agnès CARADEC - René-Francis CARPENTIER - Martin CARVALHO - Eric CASADO - Roland CAZZOLA - Jean-Pierre CESARO - Mathilde CHABOCHE - Saphia CHAHID - Gaby CHARROUX - Jean-David CIOT - Jean-Marc COPPOLA - Jean-François CORNO - Jean-Jacques COULOMB - Georges CRISTIANI - Lionel DE CALA - Bernard DEFLESSELLES - Marc DEL GRAZIA - Alexandre DORIOL - Cédric DUDIEUZERE - Monique FARKAS - Marc FERAUD - Claude FERCHAT - Stéphanie FERNANDEZ - Olivia FORTIN - Gérard FRAU - Lydia FRENTZEL - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - David GALTIER - Chantal GARCIA - Eric GARCIN - Gerard GAZAY - Hélène GENTE-CEAGLIO - Jacky GERARD - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Magali GIOVANNANGELI - Vincent GOYET - Philippe GRANGE - Hervé GRANIER - Sophie GRECH - Patrick GRIMALDI - Jean-Christophe GRUVEL - Frédéric GUELLE - Sophie GUERARD - Roger GUICHARD - Claudie HUBERT - Pierre HUGUET - Michel ILLAC - Nicolas ISNARD - Hatab JELASSI - Nicole JOULIA - Cédric JOUVE - Christine JUSTE - Arnaud KELLER - Didier KHELFA - Philippe KLEIN - Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE - Anthony KREHMEIER - Pierre LAGET - Philippe LEANDRI - Nathalie LEFEBVRE - Gisèle LELOUIS - Pierre LEMERY - Jessie LINTON - Camélia MAKHLOUFI - Richard MALLIE - Bernard MARANDAT - Maxime MARCHAND - Régis MARTIN - Marie MARTINOD - Sandrine MAUREL - Caroline MAURIN - Hervé MENCHON - Danielle MENET - Arnaud MERCIER - Yves MESNARD - Marie MICHAUD - Danielle MILON - Véronique MIQUELLY - Férouz MOKHTARI - André MOLINO - Pascal MONTECOT - Claudie MORA - José MORALES - Pascale MORBELLI - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Yannick OHANESSIAN - Grégory PANAGOUDIS - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Roger PELLENC - Christian PELLICANI - Marc PENA - Serge PEROTTINO - Philippe PIGNON - Catherine PILA - Patrick PIN - Henri PONS - Fabrice POUSSARDIN - Véronique PRADEL - Perrine PRIGENT - Marine PUSTORINO-DURAND - René RAIMONDI - Didier REAULT - Dona RICHARD - Jean-Baptiste RIVOALLAN - Pauline ROSSELL - Alain ROUSSET - Isabelle ROVARINO - Laure ROVERA - Michel RUIZ - Franck SANTOS - Jean-Yves SAYAG - Eric SEMERDJIAN - Laurence SEMERDJIAN - Jean-Pierre SERRUS - Jean-Marc SIGNES - Laurent SIMON - Gilbert SPINELLI - Françoise TERME - Nathalie TESSIER - Marcel TOUATI - Martine VASSAL - Amapola VENTRON - Frédéric VIGOUROUX - Jean-Louis VINCENT - Ulrike WIRMINGHAUS - David YTIER.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :
Julie ARIAS représentée par Vincent GOYET - Gérard AZIBI représenté par Jessie LINTON - Moussa BENKACI représenté par Marc FERAUD - Nassera BENMARNIA représentée par Pauline ROSSELL - François BERNARDINI représenté par Eric CASADO - Julien BERTEI représenté par Romain BRUMENT - Linda BOUCHICHA représentée par Nathalie LEFEBVRE - Nadia BOULAINSEUR représentée par Gilbert SPINELLI - Joël CANICAVE représentée par Olivia FORTIN - Martine CESARI représentée par Romain BUCHAUT - Philippe CHARRIN représenté par Daniel GAGNON - Pascal CHAUVIN représenté par Christian BURLE - Marie-Ange CONTE

Signé le 18 avril 2024
Reçu au Contrôle de légalité le 22 avril 2024

représentée par Roger PELLENC - Frédéric CORNAIRE représenté par Philippe LEANDRI - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES représentée par Claude FERCHAT - Christian DELAVET représenté par André BERTERO - Vincent DESVIGNES représenté par Eric GARCIN - Sylvaine DI CARO représentée par Jacques BOUDON - Olivier FREGEAC représenté par Arnaud MERCIER - Audrey GARINO représentée par Jean-Marc COPPOLA - Frédéric GIBELOT représenté par Michel RUIZ - Jean-Pascal GOURNES représenté par Jean-Jacques COULOMB - Yannick GUERIN représenté par Didier KHELFA - Frédéric GUINIERI représenté par Béatrice BONFILLON-CHIAVASSA - Prune HELFTER-NOAH représentée par Nathalie TESSIER - Sophie JOISSAINS représentée par Jean-Christophe GRUVEL - Vincent KORNPROBST représenté par Perrine PRIGENT - Vincent LANGUILLE représenté par Georges CRISTIANI - Éric LE DISSES représenté par Véronique PRADEL - Remi MARCENGO représenté par Bernard DEFLESSELLES - Eric MERY représenté par Jean-Marc SIGNES - Lourdes MOUNIEN représentée par Eric SEMERDJIAN - Christian NERVI représenté par Philippe GINOUX - Anne-Laurence PETEL représentée par Philippe KLEIN - Jocelyne POMMIER représentée par Grégory PANAGOUDIS - Bernard RAMOND représenté par Hélène GENTE-CEAGLIO - Anne REYBAUD représentée par Franck SANTOS - Maryse RODDE représentée par Frédéric VIGOUROUX - Georges ROSSO représenté par André MOLINO - Michel ROUX représenté par Amapola VENTRON - Michèle RUBIROLA représentée par Pierre HUGUET - Florian SALAZAR-MARTIN représenté par Gaby CHARROUX - Valérie SANNA représentée par Hervé GRANIER - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE représentée par Kayané BIANCO - Aïcha SIF représentée par Laure ROVERA - Francis TAULAN représenté par Stéphanie FERNANDEZ - Anne VIAL représentée par Dona RICHARD - Yves WIGT représenté par Guy BARRET - Karima ZERKANI-RAYNAL représentée par Jean-Louis VINCENT.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :
Sophie ARRIGHI - Mireille BALLETTI - Doudja BOUKRINE - Emmanuelle CHARAFE - Lyece CHOULAK - Robert DAGORNE - Bernard DESTROST - Agnès FRESCHEL - Stéphanie GRECO DE CONINGH - Sébastien JIBRAYEL - Michel LAN - Stéphane LE RUDULIER - Anne MEILHAC - Yves MORAINE - Frank OHANESSIAN - Benoît PAYAN - Claude PICCIRILLO - Stéphane RAVIER - Denis ROSSI - Lionel ROYER-PERREAUT - Monique SLISSA - Marie-France SOURD GULINO - Etienne TABBAGH - Guy TEISSIER - Catherine VESTIEU.

Etaient présents et représentés en cours de séance Mesdames et Messieurs :
Solange BIAGGI représentée à 14h45 par David GALTIER – Daniel GAGNON représenté à 15h00 par Roland GIBERTI – Eric CASADO représenté à 15h28 par Patrick GRIMALDI – Nicole JOULIA représentée à 15h40 par Claudie MORA – Françoise TERME représentée à 15h47 par Nicolas ISNARD.

Etaient présents et excusés en cours de séance Mesdames et Messieurs :
Laurent BELSOLA à 15h11 – Anthony KREHMEIER à 15h23 – René RAIMONDI à 15h28 – Monique FARKAS à 15h45 – Sophie GRECH à 15h45 – Samia GHALI à 15h47 – Jean Marc SIGNES à 15h48 – Pierre LEMERY à 15h50 – Philippe GINOUX à 16h00 – Olivia FORTIN à 16h00 – Chantal GARCIA à 16h00 - Marie BATOUX à 16h00 – Gérard FRAU à 16h03 – Sophie GUERARD à 16h06 – René-Francis CARPENTIER à 16H09 – Marylène BONFILLON à 16h11.

Madame la Présidente a proposé au Conseil de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

URBA-004-16082/24/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues - Engagement de la Modification Simplifiée n°1

86567

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et de documents en tenant lieu.

Pour mémoire, le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues a été approuvé par délibération du Conseil Municipal n° 17-370 du 15 décembre 2017, puis annulé partiellement par jugement du Tribunal administratif de Marseille du 15 octobre 2020. Par délibération du Conseil de la Métropole du 15 avril 2021, la Métropole a pris en compte ledit jugement.

Le PLU de Martigues a depuis fait l'objet d'une modification n°1 approuvée par le Conseil Métropolitain le 22 octobre 2022 et d'une modification n°2 approuvées par le Conseil Métropolitain le 22 février 2024.

Par courrier du 11 janvier 2024, la commune de Martigues a sollicité auprès de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement d'une procédure de modification simplifiée du PLU afin de corriger des problèmes de décalage entre le zonage PLU en vigueur et le cadastre nouvellement remanié sur le Sud de la commune.

En effet, les services de la Direction Générale des Finances Publiques ayant procédé en 2021 à un remaniement cadastral sur la partie Sud de Martigues, le zonage réglementaire du Plan Local d'Urbanisme, calé partiellement sur l'ancienne version du cadastre, doit être recalé sur le nouveau parcellaire afin d'éviter toute erreur d'interprétation. Les adaptations du Plan Loca d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par la voie d'une procédure de modification simplifiée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;

- La loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale dite « Loi 3DS » qui a mis fin à l'existence des Conseils de Territoire à compter du 1er juillet 2022 ;
- La délibération cadre n° URBA-001-12092/22/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2022 approuvant les schémas des procédures d'élaboration et d'évolution des documents d'urbanisme applicables sur la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues et ses évolutions en vigueur ;
- La demande écrite de la commune de 11 janvier 2024 auprès de la Métropole sollicitant la modification simplifiée du document d'urbanisme.

Ouï le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée ;
- Qu'il y a lieu d'engager une procédure de modification simplifiée du PLU de la commune de Martigues.

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Martigues.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal, en section d'investissement : autorisation de programme n°E210, opération d'investissement n°220131900D, « PLUi (CT6) », chapitre 20, nature 202, fonction 518.

Ces crédits relèvent de la politique « Aménagement de l'espace », de la sous-politique « Stratégie territoriale » et du programme « Stratégie et planification du territoire » et seront exécutés par le service gestionnaire « 3DU4 ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué,
Commande publique,
Aménagement, SCOT - Planification (PLUi)
Suivi de la loi 3 DS

Pascal MONTECOT

Signé le 18 avril 2024
Reçu au Contrôle de légalité le 22 avril 2024

Présidente de la Métropole

Arrêté n° 24/147/CM

Engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Martigues

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- La loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale dite "loi 3DS" ;
- La délibération cadre n° URBA-001-12092/22/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2022 approuvant les schémas des procédures d'élaboration et d'évolution des documents d'urbanisme applicables sur la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Commune de Martigues n° 17-370 du 15 décembre 2017 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de Martigues ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° URBA-004-16082/24/CM du 18 avril 2024 sollicitant de la Présidente l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Martigues ;

Reçu au Contrôle de légalité le 17 mai 2024

- La délibération n°HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°23/006/CM du 18 janvier 2023 de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Pascal Montecot, premier vice-président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La demande écrite formelle de la commune auprès de la Métropole, du 11 janvier 2024, sollicitant la modification du document d'urbanisme ;
- Le PLU de la commune de Martigues en vigueur ;

CONSIDÉRANT

- Que le Plan Local d'Urbanisme est un document qui nécessite continuellement de s'adapter à la dynamique du territoire, notamment en raison des politiques publiques communales et métropolitaines à mettre en œuvre sur le territoire ;
- Qu'il convient d'y intégrer des corrections aux pièces réglementaires, notamment induites par le remaniement du cadastre au Sud de la commune en 2021 ;
- Que la procédure de modification simplifiée n°1 fera l'objet d'une demande d'examen au cas par cas dit « ad hoc », au titre de l'article R104-12-3ème du Code de l'urbanisme relatif aux procédures de modifications des PLU, conformément à l'article R 104-33 du Code de l'urbanisme ;
- Que la procédure de modification fera l'objet d'une mise à disposition au titre de l'article L.153-47 du Code de l'Urbanisme ;
- Que les modifications du document d'urbanisme projetées relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée conformément au Code de l'Urbanisme.

ARRÊTE

Article 1 :

Il est prescrit une modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Martigues concernant l'apport de corrections au règlement, notamment suite à un remaniement cadastral.

Article 2 :

Le projet de modification sera notifié aux personnes publiques associées et mis à disposition du public selon les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 17 mai 2024

"Pour la Présidente et par délégation"
Pascal MONTECOT

Reçu au Contrôle de légalité le 17 mai 2024

Métropole Aix-Marseille-Provence | République Française | Département des Bouches du Rhône

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du jeudi 27 juin 2024

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 169 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :
Martial ALVAREZ - Daniel AMAR - Sophie AMARANTINIS - Patrick AMICO - Michel AMIEL - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - Marion BAREILLE - Sébastien BARLES - Guy BARRET - Laurent BELSOLA - Nassera BENMARNIA - François BERNARDINI - Sabine BERNASCONI - André BERTERO - Solange BIAGGI - Corinne BIRGIN - Marylène BONFILLON - Béatrice BONFILLON-CHIAVASSA - Sarah BOUALEM - Linda BOUCHICHA - Jacques BOUDON - Doudja BOUKRINE - Michel BOULAN - Romain BRUMENT - Romain BUCHAUT - Sophie CAMARD - Isabelle CAMPAGNOLA-SAVON - Joël CANICAVE - Emilie CANNONE - Laure-Agnès CARADEC - René-Francis CARPENTIER - Martin CARVALHO - Eric CASADO - Roland CAZZOLA - Martine CESARI - Jean-Pierre CESARO - Saphia CHAHID - Emmanuelle CHARAFE - Philippe CHARRIN - Pascal CHAUVIN - Sophie CHAVE - Lyece CHOULAK - Jean-David CIOT - Jean-Marc COPPOLA - Jean-François CORNO - Jean-Jacques COULOMB - Georges CRISTIANI - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Lionel DE CALA - Bernard DEFLESSELLES - Marc DEL GRAZIA - Christian DELAVET - Sylvaine DI CARO - Alexandre DORIOL - Cédric DUDIEUZERE - Monique FARKAS - Marc FERAUD - Claude FERCHAT - Stéphanie FERNANDEZ - Olivia FORTIN - Gérard FRAU - Olivier FREGEAC - Lydia FRENTZEL - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - David GALTIER - Chantal GARCIA - Eric GARCIN - Audrey GARINO - Gerard GAZAY - Jacky GERARD - Frédéric GIBELOT - Bruno GILLES - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Jean-Pascal GOURNES - Vincent GOYET - Philippe GRANGE - Hervé GRANIER - Stéphanie GRECO DE CONINGH - Patrick GRIMALDI - Jean-Christophe GRUVEL - Frédéric GUELLE - Sophie GUERARD - Yannick GUERIN - Roger GUICHARD - Frédéric GUINIERI - Prune HELFTER-NOAH - Pierre HUGUET - Michel ILLAC - Nicolas ISNARD - Nicole JOULIA - Cédric JOUVE - Christine JUSTE - Arnaud KELLER - Didier KHELFA - Philippe KLEIN - Vincent KORNPROBST - Anthony KREHMEIER - Pierre LAGET - Vincent LANGUILLE - Philippe LEANDRI - Stéphane LE RUDULIER - Pierre LEMERY - Jessie LINTON - Richard MALLIE - Maxime MARCHAND - Régis MARTIN - Marie MARTINOD - Sandrine MAUREL - Anne MEILHAC - Danielle MENET - Arnaud MERCIER - Yves MESNARD - Danielle MILON - Véronique MIQUELLY - André MOLINO - Pascal MONTECOT - Yves MORAINE - José MORALES - Pascale MORBELLI - Lourdes MOUNIEN - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Grégory PANAGOUDIS - Christian PELLICANI - Marc PENA - Serge PEROTTINO - Philippe PIGNON - Catherine PILA - Jocelyne POMMIER - Henri PONS - Fabrice POUSSARDIN - Véronique PRADEL - Perrine PRIGENT - Marine PUSTORINO-DURAND - Stéphane RAVIER - Didier REAULT - Anne REYBAUD - Dona RICHARD - Jean-Baptiste RIVOALLAN - Denis ROSSI - Georges ROSSO - Michel ROUX - Isabelle ROVARINO - Laure ROVERA - Lionel ROYER-PERREAUT - Michèle RUBIROLA - Michel RUIZ - Franck SANTOS - Jean-Yves SAYAG - Eric SEMERDJIAN - Laurence SEMERDJIAN - Jean-Pierre SERRUS - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Aïcha SIF - Gilbert SPINELLI - Francis TAULAN - Guy TEISSIER - Nathalie TESSIER - Marcel TOUATI - Martine VASSAL - Amapola VENTRON - Catherine VESTIEU - Frédéric VIGOUROUX - Yves WIGT - Ulrike WIRMINGHAUS - David YTIER.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :
Julie ARIAS représentée par Vincent GOYET - Sophie ARRIGHI représentée par Frédéric GUELLE - Gérard AZIBI représenté par Roland CAZZOLA - Mireille BALLETTI représentée par Sarah BOUALEM - Marie BATOUX représentée par Jessie LINTON - Nicolas BAZZUCCHI représenté par Bernard DEFLESSELLES - Mireille BENEDETTI représentée par Jean-Yves SAYAG - Moussa BENKACI représenté par Sylvaine DI CARO - Julien BERTEI représenté par Romain BRUMENT - Kayané BIANCO représentée par Stéphanie FERNANDEZ - Nadia BOULAINSEUR représentée

Signé le 27 juin 2024
Reçu au Contrôle de légalité le 3 juillet 2024

par Gilbert SPINELLI - Valérie BOYER représentée par Jean-Baptiste RIVOALLAN - Christian BURLE représenté par Roland MOUREN - Gaby CHARROUX représenté par Gérard FRAU - Marie-Ange CONTE représentée par Béatrice BONFILLON-CHIAVASSA - Frédéric CORNAIRE représenté par Philippe LEANDRI - Robert DAGORNE représenté par Georges CRISTIANI - Bernard DESTROST représenté par Lionel DE CALA - Vincent DESVIGNES représenté par Vincent LANGUILLE - Hélène GENTE-CEAGLIO représentée par Yves WIGT - Patrick GHIGONETTO représenté par Jean-Pierre GIORGI - Roland GIBERTI représenté par Gerard GAZAY - Magali GIOVANNANGELI représentée par Christian PELLICANI - Claudie HUBERT représentée par Marc PENA - Hatab JELASSI représenté par Frédéric VIGOUROUX - Sophie JOISSAINS représentée par Francis TAULAN - Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE représenté par Emilie CANNONE - Éric LE DISSES représenté par Véronique PRADEL - Nathalie LEFEBVRE représentée par Nathalie TESSIER - Gisèle LELOUIS représentée par Cédric DUDIEUZERE - Camélia MAKHLOUFI représentée par Corinne BIRGIN - Remi MARCENGO représenté par Serge PEROTTINO - Caroline MAURIN représentée par Alexandre DORIOL - Hervé MENCHON représenté par Christine JUSTE - Eric MERY représenté par Pierre LEMERY - Claudie MORA représentée par Nicole JOULIA - Patrick PAPPALARDO représenté par Guy TEISSIER - Didier PARAKIAN représenté par Pierre LAGET - Roger PELLENC représenté par Pascal MONTECOT - Anne-Laurence PETEL représentée par Philippe KLEIN - Claude PICCIRILLO représenté par Jean-Pascal GOURNES - Patrick PIN représenté par Yves MESNARD - Bernard RAMOND représenté par Régis MARTIN - Maryse RODDE représentée par Didier KHELFA - Pauline ROSSELL représentée par Olivia FORTIN - Alain ROUSSET représenté par Danielle MENET - Florian SALAZAR-MARTIN représenté par André MOLINO - Jean-Marc SIGNES représenté par Anne MEILHAC - Laurent SIMON représenté par Danielle MILON - Anne VIAL représentée par Perrine PRIGENT - Jean-Louis VINCENT représenté par Jean-Christophe GRUVEL - Karima ZERKANI-RAYNAL représentée par Marc FERAUD.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :
Eléonore BEZ - Mathilde CHABOCHE - Agnès FRESCHEL - Samia GHALI - Sophie GRECH - Sébastien JIBRAYEL - Michel LAN - Bernard MARANDAT - Marie MICHAUD - Férouz MOKHTARI - Christian NERVI - Frank OHANESSIAN - Yannick OHANESSIAN - Benoît PAYAN - René RAIMONDI - Valérie SANNA - Marie-France SOURD GULINO - Etienne TABBAGH - Françoise TERME.

Etaient présents et représentés en cours de séance Mesdames et Messieurs :
Pierre HUGUET représenté à 15h45 par Cédric JOUVE - Marion BAREILLE représentée à 15h45 par David GALTIER - Martial ALVAREZ représenté à 15h53 par François BERNARDINI - Véronique MIQUELLY représentée à 16h00 par Solange BIAGGI - Eric GARCIN représenté à 16h09 par Christian DELAVET.

Etaient présents et excusés en cours de séance Mesdames et Messieurs :
Laure-Agnès CARADEC à 14h28 - Didier REAULT à 14h28 - Roger GUICHARD à 15h14 - Georges ROSSO à 15h15 - Christine JUSTE à 15h21 - Isabelle ROVARINO à 15h22 - Audrey GARINO à 15h22 - Jessie LINTON à 15h22 – Richard DONA à 15h22 – Christian PELLICANI à 15h22 - Vincent KORNPROBST à 15H23 - Loïc GACHON à 15h23 -Jean-Marc COPPOLA à 15h23 - Daniel AMAR à 15h24 -Anne Marie D'ESTIENNES D'ORVES à 15h25 - Michèle RUBIROLA à 15h26 - Laurent BELSOLA à 15h45 - Lisette NARDUCCI à 15h46 - Jean-Pierre SERRUS à 15h56 - Sophie AMARANTINIS à 16h00 - Eric CASADO à 16h00 - Grégory PANAGOUDIS à 16h00 - René-Francis CARPENTIER à 16h00 - Chantal GARCIA à 16h00 - Sophie CAMARD à 16h08 - Anne MEILHAC à 16h09 - Olivia FORTIN à 16h09 - Christian AMIRATY à 16h09 - Sophie GUERARD à 16h13 - Philippe CHARRIN à 16h13 - Richard MALLIE à 16h14 - Claude FERCHAT à 16h17 - Yves MESNARD à 16h18 - José MORALES à 16h18.

Madame la Présidente a proposé au Conseil de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

URBA-020-16422/24/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de Martigues - Modification simplifiée n°1 - Définition des modalités de mise à disposition du public

93023

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, et depuis le 1er janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plan Local de l'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur l'ensemble de son périmètre.

La procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de Martigues a été prescrite par arrêté de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°24/147/CM du 17 mai 2024, conformément à l'article L. 153-45 du Code de l'Urbanisme.

La modification simplifiée n°1 du PLU de Martigues a pour objet d'apporter des corrections aux pièces réglementaires, notamment suite au remaniement du cadastre sur le sud de la commune.

En effet, les services de la Direction Générale des Finances Publiques ayant procédé en 2021 à un remaniement cadastral sur la partie Sud de Martigues, le zonage réglementaire du PLU, calé partiellement sur l'ancienne version du cadastre, doit être recalé sur le nouveau parcellaire afin d'éviter toute erreur d'interprétation.

Conformément à l'article L. 153-47 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'Urbanisme, doivent être mis à disposition du public pendant un mois, dans les conditions lui permettant de formuler ses observations.

Ces observations sont alors enregistrées et conservées.

Dans ce cadre, les modalités de la mise à disposition de la procédure de simplifiée n°1 du PLU de Martigues sont les suivants :

<u>La durée de la mise à disposition :</u>

Conformément à l'article L. 153-47 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de Martigues, l'exposé de ses motifs et le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées seront mis à la disposition du public pendant un mois.

Les dates de la mise à disposition seront communiquées par voie d'affichage et publiées dans un journal diffusé dans le département, ainsi que sur le site internet de la Métropole via le registre numérique dédié, au moins 8 jours avant la mise à disposition.

<u>Les modalités de la mise à disposition :</u>

Ce dossier sera mis à disposition du public :

- Sous format papier :
  - À la Métropole Aix-Marseille-Provence - Division Urbanisme Martigues - Hôtel d'Agglomération - Rond-Point de l'Hôtel de Ville - 13500 Martigues.
  - À la Direction de l'Urbanisme - Mairie de Martigues - Avenue Louis Sammut - 13500 Martigues.
- Sous format numérique :

- Sur le registre numérique accessible depuis le site internet de la Métropole ou bien à l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/modification-simplifiee-n1-plu-martigues

Le public pourra formuler ses observations sur des registres mis à sa disposition :

- Sous format papier :
  - À la Métropole Aix-Marseille-Provence - Division Urbanisme Martigues - Hôtel d'Agglomération - Rond-Point de l'Hôtel de Ville – 13500 Martigues,
  - À la Direction de l'Urbanisme - Mairie de Martigues – Avenue Louis Sammut – 13500 Martigues.
- Sous format numérique :
  - Sur le registre numérique accessible depuis le site internet de la Métropole ou bien à l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/modification-simplifiee-n1-plu-martigues
  - Par mail, à l'adresse dédiée : modification-simplifiee-n1-plu-martigues@mail.registre-numerique.fr
- Par courrier adressé à :
  - Métropole Aix-Marseille-Provence - Division Urbanisme Martigues - Hôtel d'Agglomération - Rond-Point de l'Hôtel de Ville - BP 90104 - 13693 Martigues.

À l'issue de la mise à disposition, Madame la Présidente de la Métropole en présentera le bilan devant le Conseil de Métropole, qui devra délibérer et adopter le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- La loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale dite « Loi 3DS » ;
- La délibération cadre n°URBA-001-12092/22/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2022 approuvant les schémas des procédures d'élaboration et d'évolution des documents d'urbanisme applicables sur la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le PLU de Martigues et ses évolutions en vigueur ;
- La délibération n°URBA-004-16082/24/CM du Conseil de Métropole du 18 avril 2024 sollicitant de la Présidente de la Métropole l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de Martigues ;

- L'arrêté n° 24/147/CM du 17 mai 2024 engageant la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de Martigues.

Ouï le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé une procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de Martigues ;
- Qu'il convient de définir les modalités de mise à disposition du public relatives au projet de modification simplifiée n°1 du PLU de Martigues ;

Délibère

Article 1 :

La durée et modalités de la mise à disposition seront les suivantes :

- La durée de la mise à disposition :

Conformément à l'article L. 153-47 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de Martigues, l'exposé de ses motifs et le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées seront mis à la disposition du public pendant un mois.

Les dates de la mise à disposition seront communiquées par voie d'affichage et publiées dans un journal diffusé dans le département, ainsi que sur le site internet de la Métropole via le registre numérique dédié, au moins 8 jours avant la mise à disposition.

- Les modalités de la mise à disposition :

Ce dossier sera mis à disposition du public :
- Sous format papier :
  - À la Métropole Aix-Marseille-Provence - Division Urbanisme Martigues - Hôtel d'Agglomération - Rond-Point de l'Hôtel de Ville - 13500 Martigues,
  - À la Direction de l'Urbanisme - Mairie de Martigues - Avenue Louis Sammut - 13500 Martigues.
- Sous format numérique :
  - Sur le registre numérique accessible depuis le site internet de la Métropole ou bien à l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/modification-simplifiee-n1-plu-martigues

Le public pourra formuler ses observations sur des registres mis à sa disposition :
- Sous format papier :
  - À la Métropole Aix-Marseille-Provence - Division Urbanisme Martigues - Hôtel d'Agglomération - Rond-Point de l'Hôtel de Ville – 13500 Martigues.
  - À la Direction de l'Urbanisme - Mairie de Martigues – Avenue Louis Sammut – 13500 Martigues.
- Sous format numérique :
  - Sur le registre numérique accessible depuis le site internet de la Métropole ou bien à l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/modification-simplifiee-n1-plu-martigues.
- Par mail, à l'adresse dédiée :
  - modification-simplifiee-n1-plu-martigues@mail.registre-numerique.fr
- Par courrier adressé à :

- Métropole Aix-Marseille-Provence - Division Urbanisme Martigues - Hôtel d'Agglomération - Rond-Point de l'Hôtel de Ville - BP 90104 - 13693 Martigues.

Article 2 :

Les modalités de la mise à disposition seront portées à la connaissance du public au moins 8 jours avant la mise à disposition :

- Par voie d'affichage à la Métropole Aix-Marseille-Provence - Division Urbanisme Martigues - Hôtel d'Agglomération - Rond-Point de l'Hôtel de Ville – 13500 Martigues et en mairie de Martigues,
- Par voie de publication dans un journal diffusé dans le département,
- Via le registre numérique prévu à cet effet.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal, en section d'investissement : autorisation de programme n°E210, opération d'investissement n°220131900D, « PLUi (CT6) », chapitre 20, nature 202, fonction 518.

Ces crédits relèvent de la politique « Aménagement de l'espace », de la sous-politique « Stratégie territoriale » et du programme « Stratégie et planification du territoire » et seront exécutés par le service gestionnaire « 3DU4 ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué,
Commande publique,
Aménagement, SCOT - Planification (PLUi)
Suivi de la loi 3 DS

Pascal MONTECOT

Signé le 27 juin 2024
Reçu au Contrôle de légalité le 3 juillet 2024

DÉPARTEMENT
BOUCHES-DU-RHONE

ARRONDISSEMENT
ISTRES

VILLE DE MARTIGUES

Direction de l'Urbanisme
Urbanisme règlementaire
04.42.44.31.00
dau@ville-martigues.fr

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Monsieur Gaby CHARROUX, Maire de la Ville de Martigues,

Conformément à l'article L. 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Certifie avoir affiché sur les panneaux d'affichage extérieurs de la Mairie et à la mairie annexe de La Couronne, l'arrêté métropolitain n° URBA-020-16422/24/CM du 27 juin 2024 relatif au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Martigues, modification simplifiée n° 1, définition des modalités de mise à disposition du public :

A compter du 18 juillet 2024, et ce, jusqu'au 18 août 2024 inclus.

Fait à Martigues, le 26 août 2024
Le Maire

MAIRIE DE MARTIGUES
Bouches-du-Rhône

Gaby CHARROUX

METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE

Directrice des Assemblées

Marseille le, - 5 AOUT 2024

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussignée, Madame Isabelle Arnould, certifie que, la délibération URBA-020-16422/24/CM - Plan Local d'Urbanisme de Martigues - Modification simplifiée n°1 - Définition des modalités de mise à disposition du public ; a été affichée du 4 juillet 2024 au 4 août 2024 inclus, au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Isabelle ARNOULD

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

IGEDD
INSPECTION GÉNÉRALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

MRAe
Mission régionale d'autorité environnementale
PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR

Avis conforme n° CU-2024-3721 de la MRAe Provence - Alpes- Côte d'Azur concluant à l'absence de nécessité d'évaluation environnementale de la modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de Martigues (13)

N°saisine CU-2024-3721
N°MRAe 2024ACPACA57

Le Président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) PACA ,

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-33 à R.104-37 ;

Vu le décret n° 2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD) ;

Vu l'arrêté du 30 août 2022 portant organisation et règlement intérieur de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret 2021-1345 du 13 octobre 2021 portant modification des dispositions relatives à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme et des unités touristiques nouvelles ;

Vu les arrêtés du ministère de la Transition écologique des 19 juillet 2023 et 22 février 2024 portant nomination de membres de Missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la décision de la MRAe du 21 septembre 2023 portant délégation à Philippe Guillard, président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) PACA, Jean-Michel Palette, Jean-François Desbouis, Jacques Legaignoux et Sandrine Arbizzi, membres de l'IGEDD, pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas relevant du Code de l'urbanisme ou du Code de l'environnement ;

Vu la réception initiale enregistrée sous le numéro CU-2024-3721 en date du 07/06/24, relative à la modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Martigues (13), déposée par la Métropole Aix-Marseille-Provence en application des articles R.104-33 à 37 du Code de l'urbanisme ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé en date du 10/06/24 ;

Considérant que la commune de Martigues, d'une superficie de 71,44 km², compte 48 568 habitants (recensement 2021) ;

Considérant que le plan local d'urbanisme (PLU), approuvé le 15/12/2017, a fait l'objet d'un avis de la MRAe en date du 05/10/2017 ;

Considérant que la modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme a pour objet la prise en compte, dans les pièces règlementaires, du remaniement cadastral effectué au Sud de la commune ;

Considérant qu'au regard des éléments transmis par la personne publique responsable et des enjeux connus par la MRAe, la modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Martigues (13) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

RENDL'AVIS CONFORME QUI SUIT :

Le projet de modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Martigues (13) ne nécessite pas d'évaluation environnementale.

Conformément à l'article R.104-33 du Code de l'urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence rendra une décision en ce sens.

Le présent avis ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs. Il ne dispense pas les éventuels projets permis par ce plan des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Martigues (13) est exigible si celui-ci, postérieurement au présent avis, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

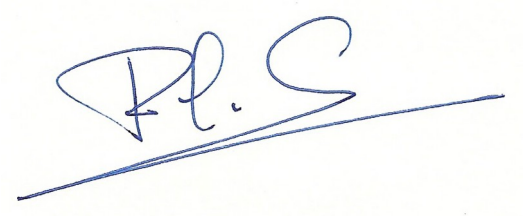
Le présent avis sera joint au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

L'avis est mis en ligne sur le site internet de la MRAe PACA ;

Fait à Marseille, le 29 juillet 2024

Pour la MRAe,

Philippe GUILLARD, président de la MRAe PACA



Métropole Aix-Marseille-Provence | République Française | Département des Bouches du Rhône

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du jeudi 10 octobre 2024

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 180 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :
Martial ALVAREZ - Daniel AMAR - Sophie AMARANTINIS - Patrick AMICO - Michel AMIEL - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - Sophie ARRIGHI - Mireille BALLETTI - Marion BAREILLE - Sébastien BARLES - Marie BATOUX - Nicolas BAZZUCCHI - Nassera BENMARNIA - François BERNARDINI - Sabine BERNASCONI - Eléonore BEZ - Solange BIAGGI - Corinne BIRGIN - Béatrice BONFILLON-CHIAVASSA - Sarah BOUALEM - Jacques BOUDON - Doudja BOUKRINE - Michel BOULAN - Romain BUCHAUT - Christian BURLE - Sophie CAMARD - Isabelle CAMPAGNOLA-SAVON - Joël CANICAVE - Emilie CANNONE - René-Francis CARPENTIER - Martin CARVALHO - Roland CAZZOLA - Martine CESARI - Jean-Pierre CESARO - Saphia CHAHID - Emmanuelle CHARAFE - Gaby CHARROUX - Pascal CHAUVIN - Sophie CHAVE - Lyece CHOULAK - Jean-David CIOT - Marie-Ange CONTE - Jean-François CORNO - Jean-Jacques COULOMB - Georges CRISTIANI - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Lionel DE CALA - Bernard DEFLESSELLES - Christian DELAVET - Vincent DESVIGNES - Sylvaine DI CARO - Alexandre DORIOL - Cédric DUDIEUZERE - Monique FARKAS - Marc FERAUD - Claude FERCHAT - Stéphanie FERNANDEZ - Olivia FORTIN - Lydia FRENTZEL - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - David GALTIER - Chantal GARCIA - Eric GARCIN - Gerard GAZAY - Hélène GENTE-CEAGLIO - Jacky GERARD - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Frédéric GIBELOT - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Magali GIOVANNANGELI - Jean-Pascal GOURNES - Vincent GOYET - Philippe GRANGE - Patrick GRIMALDI - Jean-Christophe GRUVEL - Frédéric GUELLE - Sophie GUERARD - Yannick GUERIN - Roger GUICHARD - Frédéric GUINIERI - Claudie HUBERT - Michel ILLAC - Nicolas ISNARD - Hatab JELASSI - Sébastien JIBRAYEL - Cédric JOUVE - Christine JUSTE - Arnaud KELLER - Didier KHELFA - Philippe KLEIN - Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE - Anthony KREHMEIER - Pierre LAGET - Vincent LANGUILLE - Philippe LEANDRI - Nathalie LEFEBVRE - Gisèle LELOUIS - Pierre LEMERY - Jessie LINTON - Camélia MAKHLOUFI - Richard MALLIE - Bernard MARANDAT - Remi MARCENGO - Maxime MARCHAND - Régis MARTIN - Marie MARTINOD - Sandrine MAUREL - Caroline MAURIN - Anne MEILHAC - Danielle MENET - Arnaud MERCIER - Yves MESNARD - Marie MICHAUD - Danielle MILON - Véronique MIQUELLY - André MOLINO - Pascal MONTECOT - Claudie MORA - José MORALES - Pascale MORBELLI - Lourdes MOUNIEN - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Yannick OHANESSIAN - Grégory PANAGOUDIS - Didier PARAKIAN - Benoît PAYAN - Roger PELLENC - Christian PELLICANI - Marc PENA - Anne-Laurence PETEL - Philippe PIGNON - Catherine PILA - Henri PONS - Fabrice POUSSARDIN - Véronique PRADEL - Perrine PRIGENT - Marine PUSTORINO-DURAND - René RAIMONDI - Didier REAULT - Anne REYBAUD - Dona RICHARD - Jean-Baptiste RIVOALLAN - Maryse RODDE - Denis ROSSI - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Isabelle ROVARINO - Laure ROVERA - Lionel ROYER-PERREAUT - Michèle RUBIROLA - Florian SALAZAR-MARTIN - Franck SANTOS - Jean-Yves SAYAG - Laurence SEMERDJIAN - Jean-Pierre SERRUS - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Aïcha SIF - Laurent SIMON - Gilbert SPINELLI - Francis TAULAN - Guy TEISSIER - Françoise TERME - Nathalie TESSIER - Marcel TOUATI - Martine VASSAL - Catherine VESTIEU - Anne VIAL - Frédéric VIGOUROUX - Jean-Louis VINCENT - Yves WIGT - Ulrike WIRMINGHAUS - David YTIER.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :
Julie ARIAS représentée par Martial ALVAREZ - Gérard AZIBI représenté par Laure ROVERA - Guy BARRET représenté par Régis MARTIN - Laurent BELSOLA représenté par André MOLINO - Mireille BENEDETTI représentée par Jean-Yves SAYAG - Moussa BENKACI représenté par Jean-

Signé le 10 octobre 2024
Reçu au Contrôle de légalité le 15 octobre 2024

Louis VINCENT - Julien BERTEI représenté par Laurence SEMERDJIAN - André BERTERO représenté par Anne REYBAUD - Kayané BIANCO représentée par Jean-Christophe GRUVEL - Linda BOUCHICHA représentée par Nathalie LEFEBVRE - Nadia BOULAINSEUR représentée par Roland CAZZOLA - Valérie BOYER représentée par Emilie CANNONE - Romain BRUMENT représenté par Cédric DUDIEUZERE - Laure-Agnès CARADEC représentée par Emmanuelle CHARAFE - Eric CASADO représenté par François BERNARDINI - Jean-Marc COPPOLA représenté par Christian PELLICANI - Frédéric CORNAIRE représenté par Philippe LEANDRI - Robert DAGORNE représenté par Georges CRISTIANI - Gérard FRAU représenté par Gaby CHARROUX - Olivier FREGEAC représenté par Arnaud MERCIER - Audrey GARINO représentée par Marie BATOUX - Hervé GRANIER représenté par Patrick GHIGONETTO - Stéphanie GRECO DE CONINGH représentée par Lionel DE CALA - Prune HELFTER-NOAH représentée par Anne MEILHAC - Pierre HUGUET représenté par Nassera BENMARNIA - Sophie JOISSAINS représentée par Stéphanie FERNANDEZ - Nicole JOULIA représentée par Claudie MORA - Vincent KORNPROBST représenté par Perrine PRIGENT - Éric LE DISSES représenté par Jean-Baptiste RIVOALLAN - Hervé MENCHON représenté par Lydia FRENTZEL - Eric MERY représenté par Pierre LEMERY - Yves MORAINE représenté par Bruno GILLES - Christian NERVI représenté par Franck SANTOS - Patrick PAPPALARDO représenté par Guy TEISSIER - Patrick PIN représenté par Yves MESNARD - Jocelyne POMMIER représentée par Véronique PRADEL - Bernard RAMOND représenté par Jean-François CORNO - Pauline ROSSELL représentée par Yannick OHANESSIAN - Michel RUIZ représenté par Frédéric GIBELOT - Eric SEMERDJIAN représenté par Olivia FORTIN - Jean-Marc SIGNES représenté par Cédric JOUVE - Amapola VENTRON représentée par Christian AMIRATY - Karima ZERKANI-RAYNAL représentée par Marc FERAUD.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :
Marylène BONFILLON - Mathilde CHABOCHE - Philippe CHARRIN - Marc DEL GRAZIA - Bernard DESTROST - Agnès FRESCHEL - Sophie GRECH - Michel LAN - Stéphane LE RUDULIER - Férouz MOKHTARI - Frank OHANESSIAN - Serge PEROTTINO - Claude PICCIRILLO - Stéphane RAVIER - Valérie SANNA - Marie-France SOURD GULINO - Etienne TABBAGH.

Etaient présents et représentés en cours de séance Mesdames et Messieurs :
Didier REAULT représenté à 14h35 par David GALTIER - Anne-Laurence PETEL représentée à 15h04 par Didier KHELFA - Mireille BALLETTI représentée à 15h04 par Philippe LAGET - Corinne BIRGIN représentée à 15h04 par Camélia MAKHLOUFI - Carole MAURIN représentée à 15h31 par Alexandre DORIOL - Françoise TERME représentée à 15h35 par Nicolas ISNARD - Marie MARTINOD représentée à 16h05 par Sandrine MAUREL - Sarah BOUALEM représentée à 16h26 par Catherine PILA.

Etaient présents et excusés en cours de séance Mesdames et Messieurs :
Michèle RUBIROLA à 15h14 - Sébastien JIBRAYEL à 15h40 - Lyece CHOULAK à 15h40 - Sophie CHAVE à 15h54 - Roger PELLENC à 15h55 - Sébastien BARLES à 16h00 - Gilbert SPINELLI à 16h00 - Aïcha SIF à 16h20 - Anne VIAL à 16h26 - Claude FERCHAT à 16h26 -Frédéric VIGOUROUX à 16h26 - Maryse RODDE à 16h26 - Hatab JELASSI à 16h26 - Marc PENA à 16h30 - Lisette NARDUCCI à 16h30 - Didier PARAKIAN à 16h30 - Martin CARVALHO à 16h30 - Nathalie TESSIER à 16h30 - Yannick OHANESSIAN à 16h31 - Christian AMIRATY à 16h31 - Philippe LEANDRI à 16h31 - Vincent DESVIGNES à 16h34 - Bernard MARANDAT à 16h34 - Michel ROUX à 16h35 - Véronique PRADEL à 16h38 - Georges ROSSO à 16h38 - Grégory PANAGOUDIS à 16h38.

Madame la Présidente a proposé au Conseil de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

URBA-010-16749/24/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues - Modification simplifiée n°1 - Décision de non réalisation d'une évaluation environnementale

98609

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix Marseille Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et de documents en tenant lieu sur l'ensemble de son périmètre.

Par délibération n°URBA-004-16082/24/CM du 18 avril 2024 le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence, a sollicité auprès de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Martigues.

La procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Martigues a été prescrite par arrêté n° 24/147/CM du 17 mai 2024.

La procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Martigues a pour objet l'apport des corrections aux pièces réglementaires, notamment suite au remaniement du cadastre sur le Sud de la commune.

En application d'application de l'article R.104-12 3° du Code de l'Urbanisme :

« Les plans locaux d'urbanisme font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion : […]
3° De leur modification prévue à l'article L.153-36, […] , s'il est établi, après un examen au cas par cas réalisé dans les conditions définies aux articles R.104-33 à R.104-37, qu'elle est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement. »

Ainsi, au titre de l'article R104-33 du code de l'urbanisme, la présente procédure a fait l'objet d'un examen au cas par cas réalisé par la Métropole Aix-Marseille-Provence en tant que personne publique responsable. A l'issue de cette examen la Métropole a conclu que le projet n'était pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement. Par conséquent la réalisation d'une évaluation environnementale n'apparait pas nécessaire.

Le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Martigues vise à à intégrer des corrections aux pièces règlementaires, et notamment à prendre en compte le remaniement cadastral effectué au Sud de la commune de Martigues en 2021. Le zonage règlementaire en vigueur ainsi que certains emplacements réservés initialement établis en fonction du cadastre se trouvent donc en décalage avec le nouveau cadastre. De ce fait, le projet de modification simplifiée n°1 ne présente aucune incidence, directe ou indirecte, sur :

- Les milieux naturels et la biodiversité.
- Le site Natura 2000 le plus proche (Côte Bleue Marine).
- Les zones humides inventoriées sur la commune.
- Le périmètre de protection d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine.
- Le paysage ou le patrimoine bâti.
- L'application du PPRN en vigueur sur la zone.
- Les risques et nuisances.
- La qualité de l'air.
- La mobilité.

- L'exposition de la population aux pollutions.

De plus, le projet de modification simplifiée :
- N'entraine aucune consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers.
- Respecte le schéma d'assainissement pluvial en vigueur.
- N'entraine pas d'augmentation de la population ou l'installation de nouvelles activités susceptibles d'augmenter les eaux usées produites sur le territoire.
- Ne concerne pas de sites et/ou sols pollués.

Aussi, conformément à l'article R. 104-33 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence a saisi le 7 juin 2024 la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) pour avis conforme de sa décision de ne pas soumettre le projet de modification simplifiée n° 1 du PLU de la commune de Martigues à évaluation environnementale.

Dans les conditions prévues aux articles R.104-34 à R.104-37 du Code de l'Urbanisme, la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) a rendu un avis conforme le 29 juillet 2024 sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- La loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;
- La loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale dite « Loi 3DS » ;
- La délibération cadre n° URBA-001-12092/22/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2022 approuvant les schémas des procédures d'élaboration et d'évolution des documents d'urbanisme applicables sur la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues et ses évolutions en vigueur ;
- La délibération du Conseil de Métropole n° URBA-004-16082/24/CM du 18 avril 2024 sollicitant de la Présidente de la Métropole l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Martigues ;
- L'arrêté n° 24/147/CM du 17 mai 2024 engageant la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues ;
- L'avis conforme de la MRAe n°CU-2024-3721 du 29 juillet 2024 sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale dans le cadre de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Martigues.

Ouï le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Martigues a fait l'objet d'un examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R104-12 et R104-33 et suivants du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'au vu de cet examen, il est conclu à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale du projet de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la décision de ne pas réaliser d'évaluation environnementale du projet de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues.

Article 2 :

La présente délibération fera l'objet :

- D'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence – 58 boulevard Charles Livon 13007 Marseille et en Mairie de Martigues – avenue Louis Sammut 13500 Martigues.
- D'une publication sur le site internet de la Métropole Aix-Marseille-Provence : www.ampmetropole.fr

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué,
Commande publique,
Aménagement, SCOT - Planification (PLUi)
Suivi de la loi 3 DS

Pascal MONTECOT

Signé le 10 octobre 2024
Reçu au Contrôle de légalité le 15 octobre 2024

Malade, Stephan plaide pour un logement adapté

AIX-EN-PROVENCE

Après un combat pour la reconnaissance d'une maladie invalidante, Stephan Oberg doit aujourd'hui reprendre les armes pour éviter l'expulsion locative. Mais c'est à bout de forces qu'il ferraille contre un propriétaire indélicat.



Des affaires jetées en vrac au milieu de l'étroit T1 et des procédures judiciaires en pleine trêve hivernale, mettent Stephan et Llioka au bord de l'expulsion. PHOTO M.G.

Atteint d'encéphalomyélite myalgique, dans l'incapacité de reprendre le poste d'adjoint au patrimoine qu'il occupait au conservatoire Darius-Millaud, Stephan Oberg a dû prendre une retraite anticipée en 2008. Entre deux KO que lui colle cette maladie, dans le vacarme et la poussière des travaux de l'immeuble camouflé par des échafaudages, c'est pourtant avec le sourire qu'il accueille les visites sur le pas de sa porte.

Une autre occupante du T1 au premier étage du 3, rue Clemenceau pointe son museau dans l'embrasure de la porte. Vêtue de son harnais de chien-guide, Llioka, imposant Berger allemand, veille sur son maître. Mais ce n'est pas la chienne ni Stephan Oberg qui rendent l'accès difficile aux 29m² qu'il loue depuis le 1er octobre 1997. Des monticules de libres, de bibelots et de petits mobiliers jetés pêle-mêle encombrent la pièce à vivre. Racheté par la SARL CGME, une des filiales du spécialiste de l'immobilier Stéphane Gros-Colas, l'immeuble subit de gros travaux. Le T1 occupé par Stéphane Oberg n'y déroge pas.

Lors de la réfection des sols, « *j'ai été relogé temporairement dans un studio de cet immeuble qu'ils ont racheté* », explique Stephan Oberg, qui essuie les plâtres. « *Des coups dans les murs qui tremblent et font chuter des objets, des vitres cassées, des souris qui remontent des caves et rongent les cordes de mon piano…* », autant de souffrances sont venues s'ajouter à ses céphalées et vertiges, se remémore-t-il, les mains en étau sur la tête.

Affaire d'humanisme

Alors qu'il peine à se relever du Covid, « *en août 2022, sans prévenir, les fils de Stéphane Gros-Colas débarquent chez moi, souhaitant vider le studio. En pyjama, tenant à peine debout, je leur permets de procéder au retour de mes affaires.* » Le transfert est effectué sans ménagement. Extrêmement affaibli, le locataire ne trouve pas la force de remettre de l'ordre dans ses collections. « *Ce n'est que bien plus tard que je réalise que la majorité de mes beaux livres, des albums et photos de ma famille ou dédicacées d'artistes ne sont pas restitués* », déplore Stephan Oberg en sortant d'une pochette des photos de son salon « *avant* », quand l'appartement présentait un air coquet et où Llioka trouvait une place confortable sur le canapé qui trônait devant la bibliothèque.

Pour « *réclamer mes affaires, j'ai fait la grève du loyer pendant 4 mois* », avoue-t-il, aussi désemparé que désespéré. Il a réuni des témoignages et pris attache avec un avocat. Dénué de proposition d'un logement adapté à sa situation, Stephan se sent « *anéanti* » par les injonctions à payer. Contactée par nos soins, la société CGME ne fait « *aucun commentaire sur ce contentieux* », qu'elle gère par voie d'huissier… et avec une mise en demeure de remédier aux « *nuisances olfactives* » et « *poils de chien dans les parties communes* ». Plus qu'indélicat au regard des préjudices subis par ce locataire vulnérable.

Myriam Guillaume

PUYRICARD.

Les sportifs à la fête

Grand moment ce mercredi avec l'inauguration du club-house dont les travaux ont débuté il y a deux ans. La maire UDI d'Aix-en-Provence, Sophie Joissains, sera présente, ainsi que Francis Taulanet, son adjoint délégué aux sports et équipements sportifs, Perrine Meggiato, l'adjointe déléguée aux relations avec les habitants… Parmi d'autres. Sans oublier les adhérents de l'Union sportive Puyricard. Outre l'inauguration, le rendez-vous fixé à partir de 17h, au stade Fernand-Bouteille sera aussi l'occasion d'attribuer la dénomination du square Ange-Wright.

I.M. PHOTO VILLE D'AIX



AIX-EN-PROVENCE

Forum stage et emploi

Le Campus d'Aix-en-Provence accueille le Forum stage et emploi jeudi 14 novembre de 13h à 17h au Cube. Grâce à des rencontres directes avec des chefs d'entreprise (40 seront présentes), les futurs diplômés pourront se familiariser avec les techniques d'entretien.

ISTRES

Restriction de circulation

En raison de travaux de renouvellement d'appareillage réseau pour le compte de Suez, la voirie sera réglementée sur le chemin des Bellons du 13 au 15 novembre de 9h à 16h. Les travaux nécessiteront de restreindre la circulation à une voie à l'aide d'un alternat manuel.

ANNONCES LÉGALES
HABILITÉ À PUBLIER PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

BOUCHES-DU-RHÔNE

Tél. 04 91 57 75 74
annonceslegales@lamarseillaise.fr

LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

AVIS DE MISE À DISPOSITION

Modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Martigues

Par délibération n° URBA-020-16422/24/CM du 27 juin 2024, la Métropole Aix-Marseille-Provence a défini les modalités de la mise à disposition du dossier portant sur le projet de modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues.
La mise à disposition se déroulera du jeudi 21 novembre 2024 au lundi 23 décembre 2024 inclus, soit pendant 33 jours.
Le dossier comprendra le projet de modification simplifiée n°1, l'exposé de ses motifs et le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées.
Le dossier, accompagné d'un registre permettant au public de formuler des observations, sera mis à la disposition du public durant la période précitée :
- Sous format papier aux adresses, jours et heures suivants :
o À la Métropole – Division Urbanisme Martigues – Hôtel d'Agglomération – Rond-point de l'Hôtel de Ville, 13500 Martigues, du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.
o Au Service Urbanisme de la mairie de Martigues – Rond-point de l'Hôtel de Ville, 13500 Martigues, du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h à 17h00.
- Sous format numérique :
o Sur le registre numérique accessible depuis le site internet de la Métropole ou bien à l'adresse suivante :
https://www.registre-numerique.fr/modification-simplifiee-n1-plu-martigues

Le public pourra également formuler ses observations :
- Par mail, à l'adresse dédiée :
- modification-simplifiee-n1-plu-martigues@mail.registre-numerique.fr
- Par courrier à Métropole Aix-Marseille-Provence – Division Urbanisme Martigues – Hôtel d'Agglomération – Rond-point de l'Hôtel de Ville, 13500 Martigues.
Le présent avis faisant connaître l'ouverture de la mise à disposition sera porté à la connaissance du public au moins 8 jours avant la mise à disposition :
- Par voie d'affichage :
o À la Métropole – Division Urbanisme Martigues – Hôtel d'Agglomération – Rond-point de l'Hôtel de Ville, 13500 Martigues.
o Au Service Urbanisme de la mairie de Martigues – Rond-point de l'Hôtel de Ville, 13500 Martigues.
- Par voie de publication dans un journal diffusé dans le département.
- Via le registre numérique prévu à cet effet à l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/modification-simplifiee-n1-plu-martigues

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence

202410533

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE
Liberté
Égalité
Fraternité

AVIS MODIFICATIF DE CONSULTATION DU PUBLIC

SOCIETE CAPSUM

En application de l'arrêté du 5 novembre 2024, la consultation du public se déroulera en mairies de Marignane, Gignac-la-Nerthe, Châteauneuf-les-Martigues, du **1er décembre 2024 jusqu'au 31 décembre 2024 inclus,** au sujet de la demande d'enregistrement au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement formulée par la société CAPSUM pour l'exploitation d'une unité de fabrication des cosmétiques et d'un entrepôt de stockage situés quartier des Florides, Lot 21, 13700 Marignane.

Marseille, le 5 novembre 2024
Pour le préfet,
l'adjointe au chef de bureau
SIGNE : Christine HERBAUT

202410553

Envoyé en préfecture le 19/02/2025
Reçu en préfecture le 19/02/2025
Publié le
ID : 013-211300561-20250206-25_012_CM-DE

DÉPARTEMENT

DES BOUCHES-DU-RHONE

_____

ARRONDISSEMENT

D'ISTRES

_____

Convocation transmise par voie électronique le 31 janvier 2025
Conseillers Municipaux en exercice au jour de la séance : 41

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 6 février 2025

L'**AN DEUX MILLE VINGT-CINQ**, le **SIX** du mois de **FÉVRIER** à 17 h 45, le CONSEIL MUNICIPAL, dûment convoqué, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Gaby **CHARROUX**, **Maire**.

N° 25-012
URBANISME
PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE
MODIFICATION SIMPLIFIÉE N° 1
AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL

PRÉSENTS :

M. Gaby **CHARROUX**, Maire, MM. Henri **CAMBESSEDES**, Gérard **FRAU**, Mmes Nathalie **LEFEBVRE**, Sophie **DEGIOANNI**, M. Florian **SALAZAR-MARTIN**, Mme Linda **BOUCHICHA**, M. Pierre **CASTE**, Mmes Annie **KINAS**, Charlette **BENARD**, Adjoints au Maire, Mmes Odile **TEYSSIER-VAISSE,** Saoussen **BOUSSAHEL**, M. Jean-Marc **VILLANUEVA**, Adjoints de Quartier, Mmes Eliane **ISIDORE**, Anne-Marie **SUDRY**, M. Christian **DEPREZ**, Mme Valérie **BAQUÉ**, MM. Jean-Pascal **BADJI**, Jean-Francois **MAUFFREY**, Mme Sigolène **VINSON**, M. Pierre **DHARREVILLE**, Mme Laëtitia **SABATIER**, M. Frédéric **GRIMAUD,** Mme Carole **CAHAGNE**, MM. Thierry **BOISSIN**, Jean-Luc **DI MARIA**, Mme Sylvie **WOJTOWICZ**, M. André **BOYÉ**, Conseillers Municipaux.

EXCUSÉS AVEC POUVOIR :

Mme Camille **DI FOLCO**, Adjointe au Maire - Pouvoir donné à Pierre **DHARREVILLE**,
M. Roger **CAMOIN**, Adjoint au Maire - Pouvoir donné à Sophie **DEGIOANNI**,
M. Mathieu **RAISSIGUIER**, Adjoint au Maire - Pouvoir donné à Henri **CAMBESSEDES**,
M. Mehdi **KHOUANI**, Adjoint de Quartier - Pouvoir donné à Laëtitia **SABATIER**,
Mme Chantal **HABASTIDA**, Conseillère Municipale - Pouvoir donné à Linda **BOUCHICHA,**
Mme Marceline **ZEPHIR**, Conseillère Municipale - Pouvoir donné à Florian **SALAZAR-MARTIN**,
Mme Emmanuelle **TAVAN**, Conseillère Municipale - Pouvoir donné à Nathalie **LEFEBVRE**,
Mme Joëlle **COULOMB**, Conseillère Municipale - Pouvoir donné à Jean-Luc **DI MARIA**,
Camille **BERJAUD**, Conseillère Municipale - Pouvoir donné à Valérie **BAQUÉ**,
Charles **LINARES**, Conseiller Municipal - Pouvoir donné à Saoussen **BOUSSAHEL**,
Gilles **PICARD**, Conseiller Municipal - Pouvoir donné à Anne-Marie **SUDRY**,

ABSENTS/EXCUSÉS SANS POUVOIR :

M. Franck **FERRARO**, Mme Christiane **VILLECOURT**, Conseillers Municipaux

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, **Madame Nathalie LEFEBVRE**, **Adjointe au Maire,** a été désignée à l'unanimité pour remplir les fonctions de **secrétaire de séance.**

Chaîne d'intégrité du document : 26 15 C9 18 8B 9E 03 1E 19 AA 33 C9 60 82 4A 07
Publié le : 20/02/2025
Par : Gaby CHARROUX, Maire
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/541830

Adresser toute correspondance à : Monsieur le Maire de Martigues
BP 60101 - 13692 MARTIGUES cedex - Tél. : 04.42.44.33.33 - Télécopie : 04.42.42.10.50 - le-maire@ville-martigues.fr - www.ville-martigues.fr

Envoyé en préfecture le 19/02/2025
Reçu en préfecture le 19/02/2025
Publié le
ID : 013-211300561-20250206-25_012_CM-DE

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Martigues a été approuvé par la délibération n° 17-370 du Conseil Municipal en date du 15 décembre 2017.

Différentes procédures de modification ont permis de faire évoluer ce document d'urbanisme.

Aujourd'hui, afin d'intégrer, essentiellement, le remaniement cadastral mis à jour par les services de la Direction Générale des Finances Publiques, il est nécessaire de faire évoluer le PLU en vigueur.

Le présent projet de modification simplifiée n° 1 a été prescrit par arrêté du 17 mai 2024 de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Il s'inscrit dans le cadre des orientations définies au Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) dont l'économie générale n'est pas modifiée.

Ce projet vise à intégrer des corrections aux pièces règlementaires, et notamment à prendre en compte le remaniement cadastral effectué au Sud de la Commune de Martigues en 2021. Le zonage règlementaire en vigueur ainsi que certains emplacements réservés initialement établis en fonction du cadastre sont 'recalés' avec le nouveau cadastre.

Le Plan de Prévention des Risques Technologiques de la Société "TotalEnergies Raffinage France" situé sur les Communes de Châteauneuf-les-Martigues et Martigues, révisé et approuvé par arrêté préfectoral du 11 décembre 2023, sera annexé au document.

Le Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPi) du Pays de Martigues approuvé par le Conseil de la Métropole le 10 octobre 2024, sera également annexé au PLU à la demande de la Commune de Martigues.

Ceci exposé,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Code de l'Environnement,

Vu la délibération n° URBA-004-16082/24/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 18 avril 2024 portant approbation de l'engagement de la modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Martigues,

Vu l'arrêté n° 24/147/CM de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 17 mai 2024 portant engagement de la procédure de modification simplifiée n° 1 du PLU de Martigues,

Vu la délibération n° URBA-020-16422/24/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 27 juin 2024 portant approbation des modalités de mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée n° 1 du PLU de Martigues,

Vu le dossier de modification simplifiée n° 1 du PLU de la Commune de Martigues notifié le 22 octobre 2024 avant mise à disposition du public,

Vu la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée n° 1 du PLU de Martigues, du 21 novembre au 23 décembre 2024 inclus,

Vu la saisine pour avis de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le projet de modification simplifiée n° 1 du PLU de Martigues,

Chaîne d'intégrité du document : 26 15 C9 18 8B 9E 03 1E 19 AA 33 C9 60 82 4A 07
Publié le : 20/02/2025
Par : Gaby CHARROUX, Maire
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/541830
Page 2/3

Envoyé en préfecture le 19/02/2025
Reçu en préfecture le 19/02/2025
Publié le
ID : 013-211300561-20250206-25_012_CM-DE

Vu l'examen du dossier et l'avis de la Commission "Ville du Vivre Ensemble" en date du 28 janvier 2025,

Vu l'examen du dossier et l'avis de la Commission "Administration Générale et Finances" en date du 29 janvier 2025,

Le Conseil Municipal est donc invité :

- A émettre un avis FAVORABLE au projet de modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Martigues.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, **LE CONSEIL MUNICIPAL ADOPTE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS** LE RAPPORT QUI PRÉCÈDE.

Le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille sis au 31, rue Jean-François LECA - 13235 MARSEILLE Cedex 02 dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou notification.

Le Tribunal peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

Un recours administratif est également possible auprès de l'autorité signataire de la présente décision dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication ou notification.

Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la notification de la décision de rejet exprès du recours administratif ou à compter de la date d'expiration du délai de réponse de deux mois dont disposait l'autorité signataire, en cas de rejet implicite dudit recours.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

La Secrétaire de séance

Nathalie LEFEVBRE

Le Maire
Gaby CHARROUX

Chaîne d'intégrité du document : 26 15 C9 18 8B 9E 03 1E 19 AA 33 C9 60 82 4A 07
Publié le : 20/02/2025
Par : Gaby CHARROUX, Maire
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/541830

Signature numérique de Gaby CHARROUX
DN: c=FR, o=COMMUNE DE MARTIGUES, oi=NTRFR-211300561, ou=0002 211300561, sn=CHARROUX, givenName=Gaby, cn=Gaby CHARROUX, serialNumber=243162KJE026
Date: 18/02/2025 17:59:49 +01:00

Métropole Aix-Marseille-Provence | République Française | Département des Bouches du Rhône

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du jeudi 27 février 2025

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 187 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :
Martial ALVAREZ - Daniel AMAR - Sophie AMARANTINIS - Patrick AMICO - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - Julie ARIAS - Sophie ARRIGHI - Marion BAREILLE - Sébastien BARLES - Marie BATOUX - Nicolas BAZZUCCHI - Laurent BELSOLA - Mireille BENEDETTI - Nassera BENMARNIA - François BERNARDINI - Sabine BERNASCONI - Eléonore BEZ - Solange BIAGGI - Kayané BIANCO - Marylène BONFILLON - Béatrice BONFILLON-CHIAVASSA - Sarah BOUALEM - Jacques BOUDON - Doudja BOUKRINE - Michel BOULAN - Valérie BOYER - Romain BRUMENT - Christian BURLE - Philippe CAHN - Sophie CAMARD - Isabelle CAMPAGNOLA-SAVON - Joël CANICAVE - Emilie CANNONE - Laure-Agnès CARADEC - Martin CARVALHO - Eric CASADO - Roland CAZZOLA - Martine CESARI - Jean-Pierre CESARO - Saphia CHAHID - Philippe CHARRIN - Gaby CHARROUX - Pascal CHAUVIN - Sophie CHAVE - Lyece CHOULAK - Jean-David CIOT - Marie-Ange CONTE - Frédéric CORNAIRE - Jean-François CORNO - Georges CRISTIANI - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Lionel DE CALA - Marc DEL GRAZIA - Christian DELAVET - Vincent DESVIGNES - Sylvaine DI CARO - Alexandre DORIOL - Cédric DUDIEUZERE - Monique FARKAS - Marc FERAUD - Claude FERCHAT - Stéphanie FERNANDEZ - Olivia FORTIN - Gérard FRAU - Olivier FREGEAC - Lydia FRENTZEL - Daniel GAGNON - David GALTIER - Chantal GARCIA - Eric GARCIN - Audrey GARINO - Gerard GAZAY - Jacky GERARD - Patrick GHIGONETTO - Frédéric GIBELOT - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Magali GIOVANNANGELI - Christophe GONZALEZ - Jean-Pascal GOURNES - Vincent GOYET - Philippe GRANGE - Hervé GRANIER - Patrick GRIMALDI - Jean-Christophe GRUVEL - Frédéric GUELLE - Sophie GUERARD - Yannick GUERIN - Roger GUICHARD - Frédéric GUINIERI - Prune HELFTER-NOAH - Claudie HUBERT - Pierre HUGUET - Nicolas ISNARD - Hatab JELASSI - Sébastien JIBRAYEL - Nicole JOULIA - Cédric JOUVE - Christine JUSTE - Arnaud KELLER - Didier KHELFA - Philippe KLEIN - Anthony KREHMEIER - Pierre LAGET - Vincent LANGUILLE - Philippe LEANDRI - Nathalie LEFEBVRE - Gisèle LELOUIS - Pierre LEMERY - Jessie LINTON - Camélia MAKHLOUFI - Richard MALLIE - Remi MARCENGO - Maxime MARCHAND - Régis MARTIN - Marie MARTINOD - Sandrine MAUREL - Caroline MAURIN - Anne MEILHAC - Hervé MENCHON - Danielle MENET - Arnaud MERCIER - Marie MICHAUD - Danielle MILON - Véronique MIQUELLY - André MOLINO - Pascal MONTECOT - José MORALES - Pascale MORBELLI - Lourdes MOUNIEN - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Christian NERVI - Yannick OHANESSIAN - Grégory PANAGOUDIS - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Benoît PAYAN - Christian PELLICANI - Philippe PIGNON - Catherine PILA - Jocelyne POMMIER - Henri PONS - Fabrice POUSSARDIN - Véronique PRADEL - Perrine PRIGENT - Marine PUSTORINO-DURAND - René RAIMONDI - Bernard RAMOND - Stéphane RAVIER - Didier REAULT - Anne REYBAUD - Jean-Baptiste RIVOALLAN - Maryse RODDE - Denis ROSSI - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Isabelle ROVARINO - Laure ROVERA - Michel RUIZ - Florian SALAZAR-MARTIN - Franck SANTOS - Jean-Yves SAYAG - Eric SEMERDJIAN - Laurence SEMERDJIAN - Jean-Pierre SERRUS - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Aïcha SIF - Jean-Marc SIGNES - Laurent SIMON - Marie-France SOURD GULINO - Gilbert SPINELLI - Francis TAULAN - Guy TEISSIER - Françoise TERME - Nathalie TESSIER - Marcel TOUATI - Martine VASSAL - Amapola VENTRON - Frédéric VIGOUROUX - Yves WIGT - Ulrike WIRMINGHAUS - David YTIER.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :
Gérard AZIBI représenté par Doudja BOUKRINE - Mireille BALLETTI représentée par Sandrine MAUREL - Guy BARRET représenté par Régis MARTIN - Moussa BENKACI représenté par

Francis TAULAN - Julien BERTEI représenté par Marine PUSTORINO-DURAND - André BERTERO représenté par Anne REYBAUD - Corinne BIRGIN représentée par Camélia MAKHLOUFI - Linda BOUCHICHA représentée par Gérard FRAU - Nadia BOULAINSEUR représentée par Gilbert SPINELLI - Romain BUCHAUT représenté par Olivier FREGEAC - René-Francis CARPENTIER représenté par Vincent GOYET - Emmanuelle CHARAFE représentée par Frédéric GUELLE - Jean-Marc COPPOLA représenté par Audrey GARINO - Jean-Jacques COULOMB représenté par Frédéric GIBELOT - Bernard DEFLESSELLES représenté par Alexandre DORIOL - Bernard DESTROST représenté par Roland GIBERTI - Loïc GACHON représenté par Daniel AMAR - Hélène GENTE-CEAGLIO représentée par Yves WIGT - Stéphanie GRECO DE CONINGH représentée par Lionel DE CALA - Michel ILLAC représenté par André MOLINO - Vincent KORNPROBST représenté par Perrine PRIGENT - Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE représenté par David GALTIER - Éric LE DISSES représenté par Véronique PRADEL - Eric MERY représenté par Pierre LEMERY - Yves MESNARD représenté par José MORALES - Claudie MORA représentée par Patrick GRIMALDI - Yves MORAINE représenté par Bruno GILLES - Roger PELLENC représenté par Marie-Ange CONTE - Anne-Laurence PETEL représentée par Didier KHELFA - Claude PICCIRILLO représenté par Jean-Pascal GOURNES - Patrick PIN représenté par Magali GIOVANNANGELI - Pauline ROSSELL représentée par Eric SEMERDJIAN - Michèle RUBIROLA représentée par Pierre HUGUET - Valérie SANNA représentée par Hervé GRANIER - Jean-Louis VINCENT représenté par Jacques BOUDON.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :
Michel AMIEL - Mathilde CHABOCHE - Robert DAGORNE - Agnès FRESCHEL - Samia GHALI - Sophie GRECH - Sophie JOISSAINS - Michel LAN - Bernard MARANDAT - Férouz MOKHTARI - Frank OHANESSIAN - Marc PENA - Serge PEROTTINO - Dona RICHARD - Lionel ROYER-PERREAUT - Catherine VESTIEU - Anne VIAL - Karima ZERKANI-RAYNAL.

Etaient présents et représentés en cours de séance Mesdames et Messieurs :
Fabrice POUSSARDIN représenté à 14h15 par Richard MALLIE - François BERNARDINI représenté à 14h54 par Eric CASADO - Patrick PAPPALARDO représenté à 15h00 par Guy TEISSIER - Françoise TERME représentée à 15h40 par Nicolas ISNARD - Jean-Pierre SERRUS représentée à 15h43 par Amapola VENTRON.

Etaient présents et excusés en cours de séance Mesdames et Messieurs :
Nassera BENMARNIA à 15h11 - Sophie GUERARD à 15h12 - Henri PONS à 15h30 - Sabine BERNASCONI à 15h30 - Ulrike WIRMINGHAUS à 15h30 - Magali GIOVANNANGELI à 15h30 - Jessie LINTON à 15h42 - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES à 15h45.

Madame la Présidente a proposé au Conseil de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

URBA-004-17510/25/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de Martigues - Approbation de la modification simplifiée n°1 et du Bilan de la mise à disposition du public

114071

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix Marseille Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et de documents en tenant lieu.

Par courrier du 11 janvier 2024, la commune de Martigues a sollicité auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence la modification simplifiée du PLU en vigueur.

Par délibération n° URBA-004-16082/24/CM du 18 avril 2024, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité auprès de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Martigues.

Cette procédure a été prescrite par arrêté de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille- Provence n° 24/147/CM du 17 mai 2024, conformément à l'article L.153-45 du Code de l'Urbanisme.

La modification simplifiée n°1 du PLU de Martigues a pour objet :

- D'intégrer des corrections aux pièces règlementaires, liées au remaniement cadastral effectué au Sud de la commune de Martigues en 2021. Le zonage règlementaire en vigueur ainsi que certains emplacements réservés initialement établis en fonction du cadastre se trouvent en effet en décalage avec le nouveau cadastre.
- De corriger d'autres erreurs matérielles.
- D'annexer le PPRT TotalEnergie Raffinage révisé et approuvé par arrêté préfectoral le 11 décembre 2023.

L'autorité environnementale a été saisie pour avis conforme, conformément aux articles R.104-33 à R.104-37 du Code de l'Urbanisme.

Suite à cet avis conforme n°CU-2024-3721 du 29 juillet 2024 et par délibération du Conseil de la Métropole n° URBA-010-16749/24/CM du 10 octobre 2024, la procédure ne nécessite pas d'évaluation environnementale.

Le projet de modification simplifiée n°1 a été notifié le 21 octobre 2024 à l'ensemble des personnes publiques associées (PPA). Suite à ces notifications, le projet a fait l'objet d'un avis sans remarques de la part des services de la SNCF, rappelant simplement les dispositions en lien avec les servitudes d'utilité publique relatives au chemin de fer. Aucun autre avis PPA n'a été recueilli.

Conformément à l'article L.153-47 du Code de l'Urbanisme, le dossier de modification simplifiée n°1 a été tenu à disposition du public dans les conditions de mise à disposition définies par la délibération n° URBA-020-16422/24/CM du Conseil de la Métropole du 27 juin 2024.

Le dossier mis à disposition au format papier et numérique comprenait les pièces suivantes :

- Les pièces administratives relatives à la procédure.
- Les avis des personnes publiques associées et de l'autorité environnementale.
- Le rapport de présentation avec l'exposé des motifs du projet de modification simplifiée.
- Le règlement écrit.

- Le règlement graphique.
- Les annexes.

Ce dossier était consultable durant toute la durée de la mise à disposition :

- À la Métropole Aix-Marseille-Provence - Division Urbanisme Martigues - Hôtel d'Agglomération - Rond-Point de l'Hôtel de Ville - 13500 Martigues.
- À la Direction de l'Urbanisme - Mairie de Martigues - Avenue Louis Sammut - 13500 Martigues.
- Sur le registre numérique dédié à l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/modification-simplifiee-n1-plu-martigues.

Le public pouvait formuler ses observations sur des registres mis à sa disposition :
- Sous format papier :
  - À la Métropole Aix-Marseille-Provence - Division Urbanisme Martigues - Hôtel d'Agglomération - Rond-Point de l'Hôtel de Ville – 13500 Martigues.
  - À la Direction de l'Urbanisme - Mairie de Martigues – Avenue Louis Sammut – 13500 Martigues.
- Sous format numérique :
  - Sur le registre numérique accessible depuis le site internet de la Métropole ou bien à l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/modification-simplifiee-n1-plumartigues.
  - Par mail, à l'adresse dédiée : modification-simplifiee-n1-plu-martigues@mail.registre-numerique.fr
- Par courrier adressé à : Métropole Aix-Marseille-Provence - Division Urbanisme Martigues - Hôtel d'Agglomération - Rond-Point de l'Hôtel de Ville - BP 90104 - 13693 Martigues.

Les modalités de la mise à disposition ont été portées à la connaissance du public 8 jours avant la mise à disposition :

- Par voie d'affichage.
- Par voie de publication dans un journal diffusé dans le département.
- Via le registre numérique.

Bilan de la mise à disposition du dossier au public :

Cette mise à disposition s'est déroulée jeudi 21 novembre 2024 au lundi 23 décembre 2024 inclus, soit pendant 33 jours consécutifs. Le public pouvait formuler ses observations sur registre papier ou numérique, par courrier ou courriel.

Par courrier du 27 novembre 2024, la Commune de Martigues a sollicité l'annexion au PLU du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) du Pays de Martigues récemment approuvé par délibération du Conseil de Métropole n° URBA-011-16750/24/CM du 10 octobre 2024. Le RLPi devant être annexé au PLU conformément à l'article R.151-53 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification a été complété, en ajoutant le RLPi au sein des annexes.

Aucune observation n'a été déposée aux registres papier ou numérique.

En conséquence, le projet de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Martigues modifié par l'ajout du RLPi opposable du Pays de Martigues au sein des annexes peut être approuvé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- La loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique (ASAP)
- La loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale dite « Loi 3DS » qui a mis fin à l'existence des Conseils de Territoire à compter du 1er juillet 2022 ;
- La délibération cadre n° URBA-001-12092/22/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2022 approuvant les schémas des procédures d'élaboration et d'évolution des documents d'urbanisme applicables sur la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues en vigueur ;
- La délibération du Conseil de Métropole n°URBA-004-16082/24/CM du 18 avril 2024 sollicitant de la Présidente de la Métropole l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Martigues ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° URBA-020-16422/24/CM du 27 juin 2024 définissant les modalités de mise à disposition du public pour le projet de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Martigues ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° URBA-010-16749/24/CM du 10 octobre 2024 valant décision de non-réalisation d'une évaluation environnementale pour le projet de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Martigues ;
- L'arrêté de la Présidente de la Métropole n° 24/147/CM du 17 mai 2024 engageant la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Martigues ;
- La demande écrite de la commune de Martigues du 11 janvier 2024 auprès de la Métropole sollicitant la modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme en vigueur ;
- L'avis conforme de la MRAe n°CU-2024-3721 du 29 juillet 2024 sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale dans le cadre de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Martigues ;
- Les avis des Personnes Publiques Associées et des organismes ;
- La saisine pour avis simple du Conseil Municipal de Martigues sur le projet de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Martigues.

Ouï le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet mis à disposition du public a été modifié pour tenir compte des observations du public et des avis des personnes publiques associées et consultées ;
- Que le bilan de la mise à disposition et le dossier de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Martigues sont prêts à être approuvés.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le bilan de la mise à disposition tel que présenté ci-dessus.

Article 2 :

Est approuvée la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune Martigues, telle qu'annexée à la présente.

Article 3 :

La présente délibération fera l'objet :

- D'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence – 58 boulevard Charles Livon 13007 Marseille et en Mairie de Martigues. Mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département.
- D'une publication sur le site internet de la Métropole Aix-Marseille-Provence : www.ampmetropole.fr.
- D'une publication sur le portail national de l'urbanisme accompagné du dossier de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Martigues.

Article 4 :

Le dossier de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Martigues, sera tenu à disposition du public dans les lieux indiqués ci-dessous à leurs jours et heures habituels d'ouverture au public :

- À la Métropole Aix-Marseille-Provence - Division Urbanisme Martigues - Hôtel d'Agglomération - Rond-Point de l'Hôtel de Ville - 13500 Martigues.
- À la Direction de l'Urbanisme - Mairie de Martigues - Avenue Louis Sammut - 13500 Martigues.

Il est en outre consultable sur le site internet de la Métropole Aix-Marseille-Provence : www.ampmetropole.fr

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de l'exercice 2025, en section d'investissement : autorisation de programme n°E210G20D01, opération d'investissement n°190134000D, Plans locaux d'urbanisme intercommunaux, chapitre 20, nature 202 et fonction 515.

Ces crédits relèvent de la politique « Aménagement de l'espace », de la sous-politique « Stratégie territoriale » et du programme « Stratégie et planification du territoire » et seront exécutés par le service gestionnaire 3DU.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué,
Commande publique,
Aménagement, SCOT - Planification (PLUi)
Suivi de la loi 3 DS

Pascal MONTECOT